



**Numéro hors série - Mémoires de
l'Académie des Sciences,
Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse**



Ariane Fixman

(source : Musée de la Résistance 1940-45, en ligne)

**1944-1945 : 80 ans après.
Contributions à la mémoire collective
de la Seconde Guerre mondiale**



Année académique 2024-2025

En 1^{ère} de couverture :

Ariane-Sarah Scriabine-Knout-Fixman (Régine dans la clandestinité), héros de l'Armée Juive, tuée à Toulouse à l'âge de 37 ans.

Le 22 juillet 1944, piégée par la Milice au 11 Rue de la Pomme à Toulouse, Ariane Fixman est blessée mortellement au cours d'un échange de tirs.

Une phrase qui lui est attribuée :

« Si on craignait tout, on ne ferait jamais rien. »

Logo de la **Mission Libération**. Le présent numéro hors série des Mémoires a reçu le label « **Mission Libération** » (mars 2025).

La **Mission Libération** est chargée d'organiser le cycle commémoratif de 2024 et 2025. Mise en place avec l'appui du **ministre des Armées** et du **ministre délégué chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire**, elle travaille avec tous les acteurs concernés pour organiser et promouvoir les cérémonies, et pour valoriser les actions locales et thématiques mises en avant pour ce **80^e anniversaire**.

AVIS ESSENTIEL

Les opinions émises dans ce numéro hors série des *Mémoires* doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et l'Académie entend ne leur donner aucune approbation ni improbation.

SIÈGE DE L'ACADÉMIE
Hôtel d'Assézat – Place d'Assézat
31000 TOULOUSE

Courriel : academiesciences@orange.fr
Site : <http://academie-sciences-lettres-toulouse.fr/>

Introduction

Contexte général

A l'automne 2019 commencèrent les commémorations du 80^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, notamment avec cette première période d'une dizaine de mois qu'on appelle « la drôle de guerre » ... Ces débuts de commémoration firent long feu puisque dès le début de l'année 2020, toute l'actualité sera dominée et écrasée par la pandémie du Covid-19 et les confinements qui en ont résulté. Même le 80^e anniversaire de l'appel du général de Gaulle (le 18 juin 2020) eut du mal à se faire une place dans le flot des actualités du moment. Il a fallu attendre la sortie de cette longue période (2020-2022) pour qu'on reparle plus conséquemment de ce 80^e anniversaire des années de la Seconde Guerre mondiale.

De fait, en 2024-2025, nous commémorons le 80^e anniversaire de la libération de villes comme Toulouse et, plus généralement, les événements qui ont marqué la dernière année de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Selon les historiens spécialistes de cette époque, la « dernière année », ou plutôt « la fin », serait plutôt la période qui va du 20 juillet 1944 (date de l'attentat contre Hitler) jusqu'à la signature des redditions des armées alliées à l'Allemagne (8 et 9 mai 1945)¹. Mais convenons que la période que nous ciblons ici va plutôt du début de juin 1944 à la fin de l'été 1945.

Marque-t-on davantage en 2024-2025 les anniversaires de ces événements ?

Oui assurément, car il faut garder à l'esprit qu'avec ces 80^e anniversaires, c'est la dernière fois que nous avons l'occasion de le faire avec des personnes qui ont connu la dernière année de guerre ou se souviennent vaguement d'avoir été témoins de faits de cette période. Des associations, revues, journaux, etc. ont décidé de marquer cet anniversaire, les projets (scolaires, d'associations culturelles de villages, d'organismes nationaux, etc.) se sont multipliés. En juin 2024, les cérémonies marquant le 80^e anniversaire du débarquement des alliés en Normandie ont été largement médiatisées (c'est la spécificité aussi des commémorations décennales). Le tout entre dans un cycle commémoratif « 80 ans après 1944-1945 » soutenu par le GIP (Groupement d'intérêt public) « La Mission Libération » du Ministère des Armées et de celui des Anciens Combattants et de la Mémoire, spécialement créé pour cela.

¹ Ian Kershaw, *La fin. Allemagne 1944-1945*. Editions du Seuil (2012). Publié presque simultanément en anglais (« *The end* ») et en allemand (« *Das Ende* »). La meilleure et la plus complète étude sur cette dernière année de guerre en Allemagne, par un historien britannique réputé.

Plus localement, le site du Musée départemental de la Résistance à Toulouse & de la Déportation de Toulouse a programmé un certain nombre de conférences dont le dénominateur commun dans les titres est « 80 ans après ».

Projet original à l'AdSIBL de Toulouse

Dans le contexte général évoqué plus haut, que pouvait proposer l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse (en abrégé AdSIBL) qui soit quelque peu original ?

Eh bien, il se trouve que l'AdSIBL avait une certaine expérience dans ce genre de projet puisqu'elle a déjà édité en 2014 puis en 2018 deux suppléments à ses Mémoires correspondant au centième anniversaire du début de la Première Guerre mondiale (en 1914) et celui de la fin de cette terrible guerre (en 1918). Les deux suppléments, édités d'abord sous format papier, sont désormais des fichiers *pdf* disponibles gratuitement au téléchargement (sur le site web de l'AdSIBL).

Pour cette commémoration 2024-2025, nous avons donc décidé de suggérer aux consœurs et confrères d'écrire à partir de textes ou de souvenirs oraux recueillis dans leurs familles, ou de documents sur les événements dans la période indiquée dont ils ont été témoins ou qui ont laissé des traces. Dans ce but, nous avons fixé quelques limites temporelles et/ou géographique (limitant ainsi le risque de partir dans tous les sens) : Période qui va pour l'essentiel de juin 1944 (la date du débarquement) jusqu'à la fin de l'été 1945 (après la remise en marche des nouvelles instances) ; les territoires du « Grand Sud-Ouest » (en gros, régions Occitanie + Nouvelle Aquitaine). Ces contraintes ne sont pas vécues de manière stricte puisque, par exemple, pour expliquer certains événements ou situations de 1944-1945, il faut bien prendre appui sur ce qui s'est passé auparavant depuis le début de la guerre.

Le résultat est un ensemble de **10 contributions** originales : 8 par des consœurs et confrères de l'AdSIBL et 2 autres par des contributeurs extérieurs sollicités. Avant de faire une présentation de quelques lignes pour chacune d'entre elles, il est bon de se remémorer, très succinctement, quelle était la situation de la guerre en Europe dans cette dite dernière année.

Un coup d'œil sur la « dernière » année de guerre

Commençons par la deuxième moitié de l'année 1944

C'est une période de ruptures décisives en faveur des Alliés ; les puissances de l'Axe reculent sur tous les fronts.

- A l'Est, l'Armée rouge progresse, entre en Pologne ; le camp de concentration de Majdanek (près de Lublin en Pologne) est libéré le 23 juillet.
- Sur le front Ouest, débarquement franco-américain en Provence, en particulier celui des troupes de De Lattre de Tassigny le 15 août.
- Les dernières rafles concernent plusieurs villes et personnes du « Grand Sud-Ouest ». Par exemple, certaines du Béarn/Pays basque parmi elles suivent un parcours

Pau/Bayonne - Fort du Hâ à Bordeaux - Paris. Cela a notamment été raconté par le moine-abbé Grégoire Joannatéguy de l'abbaye de Belloc (Urt, 64) ; son arrestation était due au fait qu'il était soupçonné d'avoir relayé et aidé des fugitifs se dirigeant vers l'Espagne². Autre exemple : la rafle en région toulousaine en début juin dont il sera question dans au moins deux des contributions de ce recueil (par François Couderc, Jean-Claude Meyer).

- Le dernier convoi de déportés quitte Drancy le 17 août.
- Paris est libéré le 25 août. Cette libération fut précédée, à quelques jours près, par celle de la Côte basque (entre le 19 et le 21 août), Pau (le 20 août), Toulouse (le 19 août), la Haute-Soule, Tardets et Mauléon (entre le 23 et le 25 août), Bordeaux (le 28 août). Ces libérations sont souvent précédées d'exactions par les troupes allemandes se retirant : par exemple, massacres en Ariège, en Haute-Garonne (Marsoulas, Villaudric, Saint-Lys, Buzet-sur-Tarn), etc. par une division SS remontant du sud de la France.

Les journaux locaux ont bien rappelé ces événements durant tout l'été 2024 passé, plus que les autres années. Les villes françaises seront progressivement libérées, du sud vers le nord, en ces derniers mois de 1944.

- L'armée américaine entre dans la Sarre le 6 décembre ; l'offensive allemande des Ardennes se situe entre le 16 et le 31 décembre, ce fut leur dernière offensive d'ampleur pour percer le front Ouest des Alliés.

Passons à la première moitié de l'année 1945

- L'offensive soviétique se poursuit sur un très long front à l'Est. L'Armée rouge découvre le camp d'Auschwitz et Birkenau le 27 janvier.
- Conférence de Yalta en Crimée du 4 au 11 février (Churchill, Roosevelt, Staline) avec l'importance que l'on sait pour l'après-guerre.
- Les Alliés franchissent le Rhin pour la première fois à la fin du mois de mars. Evacuation et libération du camp de concentration de Büchenwald en avril 1945. Puis suivront les camps de Ravensbruck, Neuengamme, Dora, Bergen-Belsen, Dachau (le 29 avril) ... Des déportés de la région ont écrit à ce sujet ; je signale par exemple le livre très dur de l'abbé Harignordoquy³. D'autres, de la région toulousaine, raflés au printemps 1944, comme signalé au paragraphe précédent, furent envoyés au camp de Neuengamme (près de Hambourg), pour être libérés en fin avril.
- Suicide de Hitler le 30 avril. Quelques jours plus tard, la 2^{ème} DB atteint Berchtesgaden (le « nid d'aigles » dans les Alpes bavaroises). Des soldats *hazpandars* (de la ville d'Hasparren (64)) de cette division ont raconté comment ils furent les premiers à entrer dans ce site (auquel les SS avaient mis le feu en le quittant) et à prendre des objets personnalisés pour Hitler comme des lames de rasoir.

² Grégoire Joannatéguy, *Alemanian deportatua. Büchenwald 1944-Dachau 1945*. En langue basque. Editions Elkar (2003).

³ Pierre Harignordoquy, *Un prêtre basque déporté (1939-1945)*. Editions Elkar (2013).

- Capitulation sans conditions de la *Wehrmacht*, signée en plusieurs lieux (Reims, Berlin, Moscou) entre le 7 et le 9 mai. Ainsi prend fin la guerre en Europe, elle continuera encore quelques mois en Asie.

Des historiens professionnels estiment (et ont écrit) que les travaux du mathématicien-informaticien anglais Alan Turing et de son équipe pour « casser » les codes secrets de communication allemands ont écourté la guerre en Europe de deux ans. Toujours des historiens professionnels révèlent que si les Alliés n'avaient pas réussi à faire rendre gorge aux armées allemandes, la première bombe atomique était prévue pour Berlin, un scénario qui semble plausible vu l'état de la situation militaire en Europe à ce moment-là.

- Capitulation du Japon le 2 septembre.

- Octobre 1945 : début du procès des dignitaires nazis à Nuremberg ; il durera une année entière.

Et chez nous, dans le « Grand Sud-Ouest » plus particulièrement ?

A partir de la libération des contrées du « Grand Sud-Ouest », progressivement, les administrations mises en place par le gouvernement de Vichy sont remplacées par de nouvelles ; des journaux trop collaborationnistes sont interdits, de nouveaux sont créés (le quotidien régional « *Sud-Ouest* » est créé à Bordeaux, « *Herria* » en langue basque remplace au Pays basque « *Euskalduna* » interdit). Des élections municipales sont organisées le 29 avril 1945, c'est la première fois que les femmes votent (droit octroyé par une ordonnance du 21 avril 1944 signée par de Gaulle). Ceux qui étaient encore en Allemagne (prisonniers, STO) avaient d'ailleurs protesté car ils n'étaient pas encore revenus d'Allemagne..., mais il fallait remettre le pays en ordre de marche et de production.

Les prisonniers de guerre français rentreront progressivement chez eux, parfois des mois après la fin des hostilités (par exemple via Mourmansk et Odessa quand ils avaient été libérés par les soviétiques). Des témoignages et études à leur sujet existent, nous signalons dans notre contribution à ce recueil quelques références sur cette catégorie d'acteurs de la guerre.

Lors des premiers mois de 2025 on continue (dans la presse, par des conférences, etc.) à évoquer les événements de 1945, toujours dans ce contexte des commémorations « 80 ans après ». Du côté allemand, je sais par exemple qu'il y a des commémorations prévues pour marquer le 80^{ème} anniversaire de la libération du camp de concentration de Dachau en Bavière et celui du Stalag VIIA à Moosburg (là où était prisonnier mon père, à 20 km de Dachau) en fin avril et début mai 2025.

Titres et résumés des 10 contributions de ce volume

Les contributions sont présentées en groupes : 3 + 2 + 2 + 2 + 1.

Le premier groupe de trois concerne des témoignages personnels directs (à propos de pères ou de mères de consœurs ou confrères de l'AdSIBL de Toulouse).

- Françoise Besson, *Une femme messagère de la Résistance à Toulouse*

Françoise Besson évoque à travers des souvenirs familiaux le rôle joué par sa mère dans la transmission de messages entre résistants de la région toulousaine. L'atmosphère, les difficultés, les drames aussi, de cette période d'occupation allemande de Toulouse y sont décrites. Sans oublier de rendre hommage au rôle majeur que les femmes ont joué dans la Résistance.

- Jean-Baptiste Hiriart-Urruty, *Les prisonniers de guerre en Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale : Témoignages à partir de souvenirs familiaux*

Jean-Baptiste Hiriart-Urruty traite d'un sujet qu'il étudie depuis longtemps, celui des prisonniers de guerre en Allemagne pendant cinq longues années (1940-1945). Son père fit partie de ces prisonniers. A partir de souvenirs entendus ou recueillis dans la famille (au Pays basque), les mettant dans une perspective plus large, il évoque la situation et le vécu de ces prisonniers : leurs échanges avec les familles en France, les contacts avec la population allemande locale, les spécificités de la dernière année de guerre, le retour en France.

- Michel Quintard, *Le fils du forgeron de Saint-Félix (Aveyron) dans la tourmente de la guerre : Témoignages à partir de souvenirs de famille*

Le père de Michel Quintard fut d'abord requis au STO, fuyant ensuite cette déportation en Allemagne, et enfin résistant dans son département d'origine l'Aveyron. Michel Quintard raconte brièvement cette vie multi-facettes de la période de guerre, y mêlant des aspects familiaux (mariage), de comportements de locaux (fuite, cachette) et de Résistance ; le tout dans un département (l'Aveyron) largement resté sous l'influence de Vichy.

Les 2 contributions suivantes commencent avec la rafle du 9 juin 1944 à Toulouse et sa région et racontent la déportation des personnes arrêtées vers des camps en Allemagne, dont Neuengamme.

- François Couderc, *Le « rouge-gorge » : Robert Deltheil, 1944-45*

Avec Robert Deltheil, c'est un personnage important de Toulouse pendant la guerre qui est évoqué ici. Membre de l'AdSIBL, c'est surtout comme Doyen de la Faculté des sciences et Recteur de l'Académie de Toulouse qu'il eut à œuvrer. Pétainiste au début de la guerre, il fut déporté durement lors de la rafle de juin 1944 et expédié au camp de concentration de Neuengamme (près de Hambourg) jusqu'à fin avril 1945. Inquiété au retour à Toulouse, il eut à s'expliquer sur son attitude les premières années de guerre ; le texte présent de François Couderc analyse de manière détaillée et lucide cette période jusqu'à septembre 1945.

- Jean-Claude Meyer, *Les déportés d'honneur toulousains*

En même temps que Robert Deltheil (cf. contribution précédente), ce sont des personnalités de profil très varié qui sont arrêtées au début de juin 1944 : membres de l'Institut Catholique de Toulouse, ecclésiastiques et hommes politiques de Toulouse et des départements voisins, journalistes. Jean-Claude Meyer raconte ces arrestations, la

déportation vers l'Allemagne, le long chemin vers la Libération, puis enfin le retour à Toulouse.

On ne peut évoquer la Seconde Guerre mondiale, dans notre région comme ailleurs, sans évoquer les rôles des Juifs dans la résistance et leur persécution. Les 2 textes suivants en font précisément état.

- Maurice Lugassy, *L'Armée juive, une organisation nationale née à Toulouse*

Avec cette contribution de Maurice Lugassy, c'est une histoire jusqu'à récemment méconnue qui est relatée succinctement, celle de l'organisation de l'Armée juive dès ses débuts en 1940. Sont évoquées : la structuration progressive à partir de l'occupation de la zone libre, dont Toulouse, le 11 novembre 1942, les maquis juifs en 1943, le corps franc de Toulouse et les épisodes durs de l'année 1944, puis enfin la période de la Libération.

- Hélène Berkovits née Zalberg, *Les périples d'une enfant juive cachée dans le Tarn-et-Garonne pendant la deuxième moitié de la Seconde Guerre mondiale*

Comme beaucoup de familles juives dans la même situation, Hélène Zalberg fuit avec ses parents la zone occupée vers le sud de la France. Les périples successifs les conduiront au camp de Rivesaltes (dans les Pyrénées-Orientales), dans plusieurs bourgades du Tarn-et-Garonne dont Moissac, Caussade et Montpezat-de-Quercy, puis enfin Montauban où la petite Hélène est cachée dans un couvent. C'est un récit très personnel et émouvant d'une petite fille de huit-dix ans, mis par écrit soixante-dix ans après les faits.

Les deux textes qui viennent nous ramènent dans la région toulousaine, à Toulouse même et à Mézans (Tarn) à une trentaine de kilomètres.

- Bernard Hubert, *Le philosophe Etienne Borne à la Libération : Commissaire régional à l'information et éditorialiste de La Victoire*

Bernard Hubert relate les divers engagements philosophiques et politiques d'Etienne Borne, professeur nommé en 1941 pour prendre une classe préparatoire de Première supérieure au Lycée Saint-Sernin puis au Lycée Fermat de Toulouse. À Toulouse, E. Borne s'engagea au sein de la Résistance : il milita au côté de Léo Hamon au sein du mouvement Combat et publia dans la clandestinité avec V. Jankélévitch la brochure *Le Mensonge raciste* en 1944. À la Libération il fut nommé délégué régional à l'information auprès du Commissaire de la République de la région toulousaine et assez rapidement il fut éditorialiste du journal *La Victoire*, de septembre 1944 à novembre 1946.

- Jacques Péchamat, 22 août 1944-Libération du village de Mézens (Tarn)

Jacques Péchamat raconte brièvement l'occupation de Mézens, village du Tarn dont il est originaire, pendant les quatre années d'occupation par les troupes allemandes, la protection de familles juives par des habitants locaux, et enfin la libération du village fin août 1944.

Enfin, puisque ce livret est concocté et publié sous l'égide de l'AdSIBL de Toulouse, on peut se poser la question : de quoi parlait-on à l'AdSIBL de Toulouse en cette dernière année de guerre ? Ce dernier texte nous le raconte.

- Yves Le Pestipon, L'année 1944 dans les Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse

Yves Le Pestipon a lu en détail le volumineux *Mémoires* de l'année 1944. Aucun des articles ne porte sur la situation politique locale, nationale ou internationale de cette bouleversante année. Yves Le Pestipon relate et analyse les communications publiées des académiciens, lesquelles sont dans le format et style habituels des travaux de sociétés savantes, mais quelque peu détachées des préoccupations toulousaines de l'époque.

Les dix textes présentés au-dessus constituent la matière du document présent. Nous remercions les auteurs de les avoir écrits et proposés à la lecture du plus grand nombre. Il est probable qu'après ces débuts en 2024, d'autres contributions viendront alimenter la commémoration du 80^e anniversaire de cette terrible guerre qui a tant marqué la génération de nos parents.

Pour l'AdSIBL de Toulouse,

Jean-Baptiste HIRIART-URRUTY, coordinateur

(été - automne 2024).

UNE FEMME MESSAGERE DE LA RESISTANCE A TOULOUSE

Par Françoise Besson

*À ma mère Madeleine, Malou, Mado, rebelle libre.
À mon père qui a su la reconnaître.
À mes grands-parents qui lui ont appris le courage et la liberté.*



Le 19 août 1944 Toulouse était libérée. Le 16 septembre, le Général de Gaulle venait à Toulouse.

J'ai le souvenir d'une petite photo en noir et blanc que m'avait montrée ma mère et qu'elle avait prise à l'époque : sur la photo, il y avait le général de Gaulle qu'on voyait à peine au balcon du Capitole devant une foule immense. Et elle me disait d'un air heureux : « *tu vois, j'étais là* », en me désignant cette foule ; et dans son simple mouvement du doigt, je sentais tout le bonheur de ce jour-là qu'elle revivait en regardant la petite photo⁴. Dans son discours, le général de Gaulle dira :

⁴ Je n'ai pas retrouvé la photo prise par ma mère. Alors, j'en ai cherché une sur internet. « 16 septembre 1944, revue militaire et discours du général De Gaulle depuis le balcon d'honneur de l'hôtel de ville après la Libération de Toulouse. La place du Capitole est noire de monde ».

« Toulouse, Toulouse libre, Toulouse fière parce qu'elle est libre et fière parce qu'au milieu de toutes les larmes, de toutes les angoisses, de toutes les espérances qu'elle a traversées, jamais Toulouse n'a cru que la France était perdue, jamais Toulouse n'a renoncé ni à la grandeur du pays, ni à sa victoire, ni à la liberté des hommes, ni à celle des Français et des Françaises »⁵.

Cinq années de guerre. Quatre années d'occupation nazie en France ; deux années d'occupation nazie à Toulouse (qui faisait partie de la zone libre jusqu'en novembre 1942). La violence, les cris, la mort. Et le combat pour la liberté. Toujours.

Ma mère, Madeleine Serres (1921-2008), avait 18 ans quand elle a entendu la voix du Maréchal Pétain le 17 juin 1940, disant : « *il faut cesser le combat* ». Elle me disait qu'elle était en larmes. Elle ne pouvait pas l'accepter. Son père avait fait la guerre de 14⁶ et pour elle, le Maréchal Pétain ne pouvait pas être celui qui abandonnait la France au pouvoir des Allemands. Elle me disait qu'elle était inconsolable.

Mais le lendemain, 18 juin, c'est une autre voix et un autre discours qu'elle entend. Celui du Général de Gaulle. Et immédiatement, elle décide de se battre d'une manière ou d'une autre.

Les femmes ont joué un grand rôle dans la Résistance. Combattantes de l'ombre ou simples messagères. À Toulouse, c'est une femme qui est considérée comme celle qui a participé au premier acte de Résistance à Toulouse. C'était le 5 novembre 1940, lorsque le maréchal Pétain était en visite dans la ville rose encore en zone libre. Lorsqu'il passe rue Alsace-Lorraine, « *tombe une pluie de tracts* » qui s'opposent à lui. « *Angèle Bettini del Rio fait partie des six jeunes communistes à l'origine de cet acte* »⁷. Et il y a eu d'autres femmes qui se sont battues. Parmi ces combattantes de l'ombre : Conchita Grangé (Ramos) (1925-2019), agent de liaison des maquis en Ariège. Arrêtée

Cliché René et Roger Gril :

https://basededonnees.archives.toulouse.fr/4DCGI/Web_VoirLaNotice/34_01/34Fi1075/ILUMP_9999. Consulté le 18 novembre 2024.

⁵ Charles de Gaulle. Discours. In Yves Bordenave. « Le 19 août 1944, Toulouse est libérée par des résistants étrangers en exil » (https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/08/18/le-19-août-1944-toulouse-est-liberee-par-des-resistants-etrangers-en-exil_6285609_3232.html).

Extrait du « Hors-Série *Le Monde* : Résistants », février 2024. Consulté le 18 novembre 2024.

⁶ Voir Françoise Besson. « Les mariés de l'an 14 à Toulouse. Une histoire simple pour raconter la guerre » in 1918. *La Grande Guerre dans le Sud-Ouest Devoir(s) de mémoire*. Supplément aux *Mémoires de L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse*. Volume 180, 19e série – Tome IV, 2018.

⁷ « La femme à l'origine du premier acte de résistance à Toulouse est décédée ».

https://actu.fr/occitanie/toulouse_31555/la-femme-lorigine-premier-acte-resistance-toulouse-est-decedee_13309066.html

par la milice en mai 1944, elle est déportée dans le convoi du Train Fantôme. Elle reviendra de Ravensbrück en mai 1945. Ariane Scriabine (Fiksmán⁸) (1906-1944), est co-fondatrice de l'Armée Juive. Elle est assassinée par la milice le 22 juillet 1944. Clara Goldschmidt (Malraux) (1897-1982), fait partie du Mouvement de Résistance des Prisonniers de guerre et Déportés. Elle est Agent de Renseignement pour le mouvement de Résistance Allemagne Libre. Annette Weill (Chalut) (1924-2021), fabrique des faux papiers pour les internés des camps de la région. Arrêtée le 8 mars 1944, elle est déportée à Ravensbrück, d'où elle reviendra en mai 1945. Jeanine Morisse (Messerli) (1921-2021), était agent de liaison du réseau Prunus⁹. Arrêtée par la Gestapo en avril 1943, elle est déportée à Ravensbrück d'où elle reviendra en mai 1945¹⁰.

Et on ne peut pas oublier Marie-Louise Dissart (1881-1957), dont le nom de Résistante était Françoise. Suite à l'arrestation du chef du réseau d'évasion Pat O'Leary dont elle faisait partie et qui était dirigé par le Docteur Guérisse, elle prit la tête du réseau qui devint le réseau *Françoise*. De sa boutique "*A la poupée moderne*" (40 rue de la Pomme), elle « *organisait accueil, hébergement et convoyage par les Pyrénées des aviateurs alliés et des patriotes rejoignant la France libre. [...]. A 63 ans, elle n'hésita pas à mettre maintes fois sa vie en péril pour sauver plus de sept cents pilotes* » (Clément 35).

Ma mère ne donnait pas de détails sur cette sombre période. C'est ma grand-mère qui m'avait dit qu'elle était messagère dans la Résistance. Elle ne disait pas « *agent de liaison* », ce qui était sa fonction. Elle disait toujours « *messagère* ». Qui a la même origine que « *mission* » ... On parle des messagers de paix. Elle était messagère d'espérance. Elle portait des messages dans son action, tranquille apparemment, de jeune lycéenne à vélo qui livrait des légumes, et ces messages devaient ramener la liberté. Ce sera le cas. Mais après tant de souffrances et tant de sang versé chez ces jeunes gens qui avaient commencé leur vie paisiblement comme tous les jeunes gens

⁸ Fiksmán est l'orthographe qu'on trouve dans les sites où on parle d'elle ; une autre orthographe est Fixman, par exemple dans le texte de M. Lugassy dans ce même volume ou sur sa tombe.

⁹ Sur le réseau Prunus, voir la conférence d'Anne Whiteside, nièce de Maurice Pertschuk. Agent de « l'armée secrète » Churchill, il fonde à 20 ans le réseau Prunus dans la Haute-Garonne et sera déporté à Buchenwald où il écrit des poèmes sur des morceaux papier récupérés. Il appelle le recueil « Feuilles de Buchenwald ». Il sera exécuté 13 jours avant la libération du camp mais ses poèmes seront sauvés par des amis et publiés en 1946 puis en 2003 sous le titre *La lune en éclat*. Conférence d'Anne Whiteside à l'Hôtel d'Assézat dans le cadre des Mardis d'Assézat le 5 novembre 2024 : « Le réseau toulousain de Résistance franco-britannique longtemps ignoré : PRUNUS ». Et le colloque « Lumière sur le réseau Prunus » le 6 novembre 2024 au Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation. <https://musees-occitanie.fr/lumiere-sur-le-reseau-prunus/>. Consulté le 18 novembre 2024.

¹⁰ « Les femmes qui résistent, d'hier à aujourd'hui ». Exposition « Audacieuses, ces femmes qui font l'Histoire ». <https://www.haute-garonne.fr/actualite/les-femmes-qui-resistent>

dans la joie et l'insouciance, avant que la guerre ne vienne briser leur jeunesse. Mais dès qu'ils avaient vu la liberté menacée, ils s'étaient engagés dans le combat en sachant qu'ils allaient peut-être perdre la vie. Comment était-elle entrée dans le groupe pour lequel elle transmettait les messages ? Elle n'en parlait pas. Mon père, Jean Besson (1918-2010), était arrivé plus tard à Toulouse après avoir fait ce que d'aucuns appellent « la drôle de guerre » (expression qu'il ne supportait pas et on le comprend). Il avait ensuite été jardinier dans l'école des cadres d'Uriage (celle de la première période, où il avait rencontré Hubert Beuve-Méry, futur fondateur du journal *Le Monde*, Dunoyer de Segonzac et d'autres qui entrèrent ensuite dans la Résistance). Les valeurs qui étaient véhiculées à Uriage (des premières années) comptèrent beaucoup dans sa vie. Ayant passé en autodidacte le concours d'ingénieur agricole (avant de passer beaucoup plus tard et toujours en autodidacte celui d'ingénieur d'agronomie), il fut nommé à Toulouse où il arriva au milieu de la guerre. Il aurait voulu entrer dans la Résistance et essaya, mais il n'y parvint pas (il était dangereux pour les Résistants de faire entrer dans leurs rangs quelqu'un que personne ne connaissait à Toulouse). Du 19 août 1944, jour de la libération de Toulouse, il avait gardé un souvenir horrifié de coups de fusil de tous les côtés et d'hommes qui tombaient. Sa vision de la libération de Toulouse était une vision de mort.

Ma mère n'aimait pas non plus parler de cette période de la toute fin de la guerre où les Résistants s'étaient multipliés et où ceux qu'elle nommait les « Résistants de la dernière heure » commettaient des actes qui n'avaient plus rien à voir avec les actions de tous ceux qui, dès les premières années et l'appel du général de Gaulle, avaient risqué et donné leur vie pour libérer leur pays et empêcher la persécution des Juifs et de tous ceux et toutes celles qui étaient envoyés dans les camps de la mort. Parmi ces « Résistants » de la toute fin de la guerre, certains agissaient avec une violence qui lui rappelait celle des oppresseurs qu'elle avait combattus pendant plusieurs années. Par exemple, la tonte des femmes à qui il était reproché d'avoir aimé un ennemi. Proies faciles de nouveaux prédateurs. C'étaient les femmes qu'on tondait et qu'on humiliait. Humiliations insupportables qu'elle ne supportait pas. Parmi ces exactions, elle et mes grands-parents ne m'en avaient raconté qu'une. À l'encontre d'une femme encore. Pendant la guerre, elle avait été vue un jour sur le devant de sa porte en train de manger du jambon. Dénoncée pour ce simple acte après la Libération, on avait dit qu'elle elle avait été arrêtée et fusillée. Alors ma mère ne voulait pas parler de cette autre période sombre. Et même quand on attaquait Pétain, elle s'énervait avec tant de virulence que tous ceux qui l'entendaient devaient la penser de l'autre bord pendant la guerre ! Elle ne se souciait pas de ce qu'ils pensaient d'elle. Elle ne supportait simplement pas l'injustice. À son âge et avec son passé, il aurait été beaucoup plus simple à Pétain de rester dans son coin et de ne se mêler de rien. Il n'avait rien à en tirer sur un plan personnel. Il savait que par son acte, il se condamnait : son « *je fais à la France le don de ma personne* » est plus qu'une phrase dans un discours. Ensuite, sous l'influence du terrible Laval et d'autres, le reste lui a échappé. Ma mère voyait l'humain derrière les actes. Même De Gaulle avait dit que la décision de cesser le combat avait permis à la Résistance de s'organiser. Il avait toujours gardé du respect pour le soldat de Verdun. Dans son discours à Douaumont, De Gaulle disait : « *Si, par*

malheur, en d'autres temps, en l'extrême hiver de sa vie, au milieu d'événements excessifs, l'usure de l'âge mena le maréchal Pétain à des défaillances condamnables, la gloire qu'il acquit à Verdun, qu'il avait acquise à Verdun vingt-cinq ans auparavant et qu'il garda en conduisant ensuite l'armée française à la victoire ne saurait être contestée ni méconnue par la patrie. » (Charles de Gaulle, Discours à l'ossuaire de Douaumont, 29 mai 1966).

Ma mère savait que tous ceux qui portaient des jugements catégoriques sur cette période qu'ils n'avaient pas vécue n'étaient pas là à l'époque. Ils attaquaient Pétain longtemps après la guerre ; longtemps après sa mort. Elle, c'est de son vivant et pendant la guerre et à partir de 1940 qu'elle l'avait combattu...

Pourquoi faut-il toujours que les hommes salissent les plus beaux moments ? Ces moments de libération d'un pays qui retrouvait la liberté et la lumière après cinq ans d'horreur ; après que des millions d'hommes et de femmes avaient été assassinés. Pourquoi fallait-il recommencer à humilier et assassiner au moment de parler de liberté retrouvée ? Le combat était nécessaire. Mais le reste ? Pourquoi fallait-il recommencer à créer l'horreur au lieu de garder la joie de la Libération, toutes les cloches de toutes les églises qui sonnent ensemble, les chants, les danses, la joie qui succède au sang et aux larmes, la gratitude envers toutes celles et tous ceux qui ont libéré la France, tous ces hommes et ces femmes, civils et militaires, Français, Espagnols, Africains, Anglais, Américains et du monde entier ?

C'est peut-être pour ces autres moments noirs après la Libération qu'elle ne parlait pas de ces jours de la Libération et que la seule chose qui lui redonnait de la joie, c'était la petite photo en noir et blanc avec le général de Gaulle à la fenêtre du Capitole et la foule en liesse en bas le 16 septembre 1944. Il y a juste quatre-vingts ans aujourd'hui au moment où j'écris. La joie de ce jour de septembre dans son Toulouse libéré. Sur cette place au milieu de la foule où elle était. En voyant de loin ce général qui lui avait redonné l'espoir le 18 juin 1940 et qu'elle avait aussitôt décidé de suivre d'une manière ou d'une autre. Toute sa vie, elle a gardé pour le général cette admiration inconditionnelle. Même mon père qui ne partageait pas ses idées politiques dans les années 60 me dit à sa mort : *« je ne partageais pas toutes ses idées mais il aimait la France »*. Pour ma mère, il resta toujours celui qui avait fait se lever la France de la Résistance pour libérer le pays.

Ma mère était donc messagère. J'aurais dû lui poser des questions, mais j'avais l'impression que c'était une période trop tragique pour qu'elle ait envie d'en parler. Elle me disait que sa mère, ma grand-mère, quand elle partait au marché des Carmes à bicyclette depuis la rue Henri IV, très tôt le matin, passait devant le grand bâtiment réquisitionné par la Gestapo sur les allées appelées depuis allées François Verdier en l'honneur du résistant assassiné par la Gestapo le 27 janvier 1944. Et tous les matins, elle entendait ces horribles cris qui venaient de ce bâtiment. Elle était l'une des deux seules personnes (avec mon grand-père) de l'entourage de ma mère qui savaient qu'elle faisait partie d'un groupe de Résistance. J'imagine ce que ma grand-mère devait ressentir (doublement) en entendant ces cris d'hommes et de femmes qu'on

torturait et en sachant que sa fille lycéenne risquait sa vie de par son choix de combattre pour la liberté.

Ma mère n'a jamais mis en avant son rôle de messagère. Elle le trouvait normal et elle trouvait que ce n'était pas grand-chose en regard de ce que faisaient ses camarades. Simplement je me souviens du jour où nous visitons le musée Bourdelle à Paris et sur un mur, il y avait une tête sculptée. Il s'agit d'un autoportrait sculpté pour une clef de voûte. Dessous, il y avait ce texte de la fille du sculpteur, Rhodia Dufet-Bourdelle :

Par notre ami Claude Aveline, nous avons appris que le grand masque en clef de voûte était sur le mur du bureau d'Émile Paul et qu'il fut, sous l'Occupation, la cachette de tous les documents que cet éditeur recevait de la clandestinité. Quelle joie eût été la sienne si mon père avait su que sa tête et son vieux chapeau serviraient de boîte aux lettres aux Résistants de France¹¹.

Ma mère s'était arrêtée devant ce petit billet et cet autoportrait sculpté et avait eu un sourire ému, comme si la tête de Bourdelle, son vieux chapeau et les mots de sa fille lui parlaient. Et ils lui parlaient. Cette « *boîte aux lettres pour les Résistants de France* » lui racontait visiblement tant de choses.

Le groupe dans lequel elle était messagère fut un jour dénoncé. Le père de son amie avec qui elle faisait de l'aviron au Rowing vint la prévenir que les Allemands avaient la liste de tous les membres du groupe et qu'il fallait qu'elle se cache. Il savait. Il était « de l'autre côté » en principe. Collaborateur. Mais ce jour-là, il avait choisi de sauver la vie de la jeune fille. Le réseau a été décimé. Dans un bois où chantaient les oiseaux. Elle parlait de son chef, « *le petit Charvet* », comme l'appelait sa mère (j'en avais déduit que ma grand-mère le connaissait et connaissait ses parents et que peut-être c'est ainsi que ma mère était entrée dans son groupe, mais aucune des deux ne m'en a jamais parlé). Elle avait pour lui une admiration immense. Et il lui restait une grande tristesse devant l'injustice du destin du jeune homme.



Claude Charvet¹² dirigeait un groupe franc de l'Armée secrète : « *Ce groupe franc de l'Armée secrète est composé de quelques jeunes hommes qui préparent la mise en place des maquis. Ils réceptionnent des parachutages, s'assurent de leur sécurité et*

¹¹ Rhodia Dufet-Bourdelle. Musée Bourdelle. 18 rue Antoine Bourdelle, 75015 Paris. (<https://www.bourdelle.paris.fr>) Cité in Françoise Besson. « L'atelier d'Antoine Bourdelle » in *La Plume d'oie* (Madeleine Besson dir.), n° 31. 4e trimestre 1991, p. 87.

¹² La photo de Claude Charvet figure dans l'article « CHARVET Claude, Jean ["Souris" pseudonyme de Résistance] ». <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article157669> consulté le 18 novembre 2024.

dispersent le tout dans la campagne »¹³. Claude Charvet était né le 22 août 1922 à Carcassonne. D'abord élève au Lycée de garçons à Toulouse, il étudie ensuite la géologie. Élève de Jean-Pierre Vernant, il participe avec lui à la Résistance en Haute-Garonne. Il fut agent P1 du réseau Pat O'Leary. « *En 1944, il devint, en dépit de son jeune âge, le chef adjoint des maquis pour l'ensemble de la R4* »¹⁴. Il fut arrêté le 26 mai 1944. « *Charvet fit partie des 15 fusillés de Castelmaurou le 27 juin 1944 avec son ami TOUBIANA (FRANTZ) et : NOËL PRUNETA ; CHARLEY DE HEPCEE ; MARCEL MERCIÉ, 32 ans en 1944 ; JEAN PAGES, 43 ans ; ROGER CAZENAVE, 29 ans ; JEAN-LOUIS BELVEZET, 28 ans ; JEAN-MARIE DUCASSE, 42 ans ; RAOUL SARDA, 43 ans ; JOSEPH GUILLAUT, PIERRE CARTELET, MARCEL JOYEUX* » (ibid.. Des noms. Des hommes qui ont donné leur vie pour notre liberté.

*Au matin du 26 mai 1944, Claude Charvet et ses compagnons sont prévenus que plusieurs des leurs, dont Jean Toubiana, ont été arrêtés pendant la nuit par la Gestapo de Toulouse. Le premier réflexe de l'équipe est d'aller mettre à l'abri le matériel camouflé. Il faut agir vite. Quatre membres de l'équipe partent ainsi récupérer ce qui a été caché pour le mettre dans un autre endroit. La première mission à Saint-Loup-Cammas se passe bien, le matériel (des explosifs et des armes) est récupéré et mis en sécurité. Vers midi, le groupe se sépare en deux et prend la direction de Roqueserrière pour y reprendre un stock d'essence. Claude Charvet est dans le premier véhicule avec un autre jeune résistant Georges P. À la sortie de Castelmaurou, leur véhicule est arrêté à un barrage allemand et les deux jeunes hommes sont aussitôt interpellés.*¹⁵

Les deux jeunes gens sont conduits au siège de la Gestapo, rue Maignac (aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération) à Toulouse, « interrogés » et mis en cellule avec d'autres résistants prisonniers. Le but est de les impressionner en leur montrant l'état dans lequel sont sans doute les résistants qui ont déjà été interrogés. Le jeune résistant arrêté avec Claude Charvet (Georges P.) collabore très vite : « *ancien inspecteur de police à Montauban, [il] était entré dans la résistance en 1942 (au sein du mouvement Combat puis de l'Armée secrète) et n'avait jamais eu à faire à la Gestapo jusqu'à ce jour. [...]* » (ibid.). Il va aider les Allemands à retrouver dans les rues de Toulouse des résistants qu'il aurait croisés dans le cadre de ses activités clandestines. Le 27 juin 1944 au matin, un premier fourgon rempli de civils est conduit à Castelmaurou vers le bois de la Reulle. Il n'y a pas de témoins sinon qu'une vingtaine de coups de feu sont entendus. L'après-midi, à 17h, une voiture noire s'arrête devant le café de Castelmaurou réquisitionné par les Allemands. Quatre civils en descendent dont Claude Charvet, Jean-Marie Ducasse, Jaume Soldevilla (qu'on est venu chercher à

¹³ « Retour sur l'assassinat de 15 Résistants au Bois de La Reulle ». <https://francoisverdier-liberationsud.fr/tag/claude-charvet/> consulté le 18 novembre 2024.

¹⁴ « Charvet Claude, Jean ["Souris" pseudonyme de Résistance] ». <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article157669> consulté le 18 novembre 2024.

¹⁵ <https://francoisverdier-liberationsud.fr/tag/claude-charvet/> consulté le 18 novembre 2024.

la prison Saint-Michel pour le remettre aux Allemands) et un inconnu. On leur fait traverser le village à pied, les mains liées, pour aller dans le bois de la Reulle. Là, comme en témoignera Jaume Soldevilla qui parviendra à s'échapper, les Allemands ordonnent à leurs prisonniers de creuser leur tombe. Une partie des Allemands part à la poursuite de Jaume Soldevilla qui, blessé par une balle, parvient néanmoins à se cacher et témoignera plus tard. Vers 19h, on entend des coups de feu dans le bois. Claude Charvet et ses deux compagnons ont été exécutés. C'est après la Libération que l'on retrouvera la fosse où ont été ensevelis douze hommes. « *Une personne a toutefois pris le risque d'aller placer des croix faites de branches d'arbres et des fleurs sur les deux tertres dans la clairière du bois de la Reulle* »¹⁶. Une première enquête est ouverte à Verfeil. Parmi les victimes, cinq n'ont pas pu être identifiées. Puis « *Une enquête a été conduite par la police judiciaire de Toulouse en 1949-1950 pour tenter d'identifier ces 5 personnes, mais elle n'a pas abouti à davantage de précisions* ». À 45 mètres de la première fosse, une deuxième fosse contient trois corps. Les trois jeunes hommes à qui les Allemands avaient demandé de creuser leur tombe. C'était moins de deux mois avant la libération de Toulouse.

Ceux qui ne connaissent pas l'histoire tragique du lieu peuvent-ils imaginer les horreurs qui se sont déroulées dans cette belle nature ? Je ne suis jamais allée là-bas mais je pense à ce que j'ai ressenti dans le Pas-de-Calais autour du monument canadien de Vimy. Avant de savoir, j'aimais le côté paisible de cette nature où paissaient des moutons dans des prairies vallonnées jusqu'à ce que je prenne conscience de ce que racontait ce paysage vert et paisible : les vallonnements des prairies, c'étaient des cratères d'obus. Et les arbres du bois si paisible de Vimy avaient été plantés après la guerre : un arbre par soldat tombé. C'est cette année à Arras que je l'ai appris. Près d'un autre bois où chantaient les oiseaux et d'une liste de noms dans une église dédiée aux soldats tombés lors de la Première Guerre Mondiale. Dans une citadelle mémoire où, près de là, les oiseaux chantaient... Ce paysage de paix où la vie avait repris ses droits racontait l'horreur de la guerre en un hommage de vie et un signe de mémoire donné par la nature. C'est la même chose dans le bois de la Reulle. Les arbres et les oiseaux qui chantent rendent chaque jour un hommage à ces jeunes hommes tombés en ce début d'été 1944 pour que leur pays soit libre.

On avait dit à ma mère que les jeunes gens exécutés dans le bois de la Reulle avaient eu les poignets tranchés. Sans doute après leur mort, avait-on dit. Elle n'en parlait pas beaucoup mais de temps en temps, elle prononçait le nom de Claude Charvet. Toute sa vie, elle a pensé à ses camarades qui avaient donné leur vie pour nous tous. Et elle, elle était vivante. En se demandant sans doute au fond d'elle pourquoi elle était vivante. Elle devait la vie à un « collaborateur » qui, ce jour-là, avait juste été un homme refusant l'horreur et choisissant de sauver. Et heureusement, elle n'avait jamais croisé le chemin de cet ancien résistant retourné par la Gestapo et qui traquait dans Toulouse ceux qu'il avait vus quand il était résistant.

¹⁶ <https://francoisverdier-liberationsud.fr/tag/claude-charvet/> consulté le 18 novembre 2024.

Avant cette tragédie, elle porta de nombreux messages pour le groupe. Le métier de sa mère lui facilitait un peu les choses. Sa mère était marchande de légumes au marché des Carmes et donc, elle pouvait envoyer sa fille livrer des légumes à divers endroits sur sa bicyclette. Elle me disait qu'elle passait souvent sans se faire arrêter aux postes de contrôle et que les Allemands regardaient la jolie brune sur son vélo avec un sourire auquel elle répondait par un regard noir. Lequel regard noir était sans doute une bonne idée parce qu'ils ne se doutaient pas qu'elle pouvait cacher quelque chose puisqu'elle faisait tout sauf profil bas. Une jeune fille de 18 ans fière et en colère contre l'occupant et qui portait des poireaux et des carottes ne pouvait pas présenter un danger. Et elle passa toujours sans encombre pour faire ses livraisons de légumes et délivrer des messages.

Un jour, elle me raconta une anecdote qu'elle trouvait amusante même si sur le moment, elle l'avait moins amusée. Une voisine était venue voir sa mère pendant la période où elle se cachait. Il était plus sûr de se méfier de tout le monde à cette période. Elle avait juste eu le temps d'aller dans un placard de la cuisine. Et malgré sa prudence, elle avait cogné une casserole. La voisine avait entendu et avait demandé à sa mère s'il y avait quelqu'un chez elle. Et elle lui avait répondu qu'elle avait un chat et que c'était lui qui avait dû faire une bêtise.

Avant les messages pour le groupe de Résistance, la jeune lycéenne accompagnait ses amies juives pour qu'elles n'aient pas de problèmes.

Elle me raconta aussi un jour ce qui s'était passé dans les montagnes de Luchon. À ce moment-là, elle n'était pas encore dans un réseau. Elle était simplement en vacances à la montagne avec une amie et elles allaient passer la nuit dans une auberge au-dessus de Luchon. La personne qui tenait l'auberge leur demanda si elles voudraient bien accompagner un homme qui devait partir le lendemain. Malou et son amie ne savaient pas trop pourquoi mais elles en avaient déduit qu'il s'agissait de quelqu'un qu'on allait faire passer en Espagne. La présence des deux jeunes filles avec ces deux hommes (le passeur et celui qu'il amenait) devait rendre le groupe de voyageurs moins suspect. Il leur avait demandé de les accompagner seulement sur une certaine distance. Cet épisode était toujours resté un grand point d'interrogation dans l'esprit de ma mère. Je me suis toujours dit que cette aubergiste avait sans doute lu dans le regard de ma mère et de son amie cet esprit de liberté et de rébellion qui allait la conduire à porter des messages dans la Résistance peu de temps après. Elle n'était pas encore Résistante mais une inconnue la faisait participer à un passage en Espagne dans les Pyrénées. Étonnante confiance. Clairvoyante confiance.

Souvent elle me parlait du cardinal Saliège et de son courage pendant la guerre lorsqu'il avait écrit sa célèbre lettre pour dénoncer les déportations des Juifs et avait demandé que cette lettre soit lue le dimanche suivant dans toutes les églises. Un prêtre ne l'avait pas fait. Il avait été sommé de le faire le dimanche suivant. Un jour, le cardinal Saliège (qui était paralysé depuis 1936), devait être arrêté par les Allemands. Mais au vu de l'aura qu'il avait dans la population et de sa condition physique, ils

avaient renoncé. Le courage du cardinal Saliège et son style percutant ont fait avancer les choses. Sa lettre lue dans toutes les églises pour défendre les Juifs et s'opposer aux déportations a finalement conduit Laval à demander au chef supérieur de la SS en France l'arrêt des déportations et à l'obtenir. Bartolomé Bennassar parle à son propos de « *l'esprit de Résistance* »¹⁷. Il souligne que « [...] *Mgr Saliège n'hésitait pas à prendre des positions très fermes contre toutes les manifestations explicites de totalitarisme, surtout si elles étaient incarnées par des États souverains* » (Bennassar 161). Pierre Escudé souligne que sa maladie qui attaquait ses muscles et l'empêchait de marcher et le gênait aussi dans sa parole « *n'est pas un frein à sa volonté ou à sa mission* ». Il le cite : « *Quand je ne pourrai plus parler, j'apprendrai à parler par gestes. [...] Tête d'Auvergnat, ça ne risque rien. J'ai beau tomber, je ne me fais jamais mal* » (Cardinal Saliège, cité par Pierre Escudé 236). Pierre Escudé pense que « *la paralysie de son corps le destine à une nouvelle forme d'expression : concise, abrupte, économe* » (Escudé 237). Et il cite Jean Guitton dans son ouvrage sur le Cardinal Saliège : « *l'obligation où était Mgr Saliège de penser sa pensée en silence, puis de l'éjecter d'un seul coup va lui interdire la longueur, l'adjectif, la transition. [...] Il créa donc, par la force de son mal, un style-cri [...]* »¹⁸. C'est ce « *style-cri* » qu'il a fait entendre durant la guerre et l'occupation en faisant de sa parole enlevée par la maladie une action puissante comme dans cette lettre de condamnation des traitements réservés aux hommes juifs et aux femmes juives¹⁹.

Souvent ma mère me parlait de lui. La position courageuse de l'archevêque de Toulouse avait beaucoup aidé moralement celles et ceux qui se battaient dans l'ombre et probablement aussi toutes celles et ceux qui espéraient.

« Le 23 août 1942, Jules Saliège, choqué par les rapports faits par les représentants des œuvres catholiques qui ont assisté à la déportation des Juifs internés aux camps de Noé et Récébédou les 8 et 10 août, rédige une lettre pastorale, qui doit être lue en chaire par les curés de l'archidiocèse, et condamne fermement la déportation des Juifs. La lettre, qui connaît une large diffusion et un grand retentissement, est lue à Radio Londres. Le 26 août, l'évêque de Montauban, Pierre-Marie Théas, s'engage dans une

¹⁷ Bartolomé Bennassar. « Jules-Géraud, Cardinal Saliège et l'esprit de Résistance » in *Le Cardinal Saliège Archevêque de Toulouse* in *Bulletin de Littérature Ecclésiastique* CVIII/1. Janvier Mars 2007. Toulouse : Institut Catholique de Toulouse, 2007. Ce volume est une publication des Actes du colloque « Le Cardinal Saliège Archevêque de Toulouse » organisé par le Diocèse de Toulouse à l'Institut Catholique de Toulouse les 3 et 4 novembre 2006 sous la responsabilité de Mgr Jean Rocacher et de l'abbé Jean-François Galinier-Pallerola, p.161.

¹⁸ Jean Guitton. *Le Cardinal Saliège*, Paris : Grasset, 1957. Cité in Pierre Escudé « 'Étincelle ou Silence' : l'antirhétorique des Menus Propos » in *Le Cardinal Saliège Archevêque de Toulouse*, 237.

¹⁹ <https://museedelaresistanceenligne.org/media6523-Lettre-pastorale-de-Monseigneur-Saliège-du-23-août-1942> consulté le 18 novembre 2024.

*lettre épiscopale au texte plus clair encore, Et clamor Jerusalem ascendit*²⁰. Il est suivi le 20 septembre 1942 par l'archevêque d'Albi, Jean-Joseph Moussaron. Le préfet régional, Léopold Cheneaux de Leyritz, s'inquiète de l'accueil fait à ces lettres parmi la population catholique, et demande l'arrêt des déportations. Le 27 août, déjà, Pierre Laval a demandé au pape Pie XII la mise à la retraite de Jules Saliège, ce qui lui est refusé. Finalement, Pierre Laval demande et obtient du chef supérieur de la SS (Höchster SS- und Polizeiführer, HSSPF) en France, Carl Oberg, l'arrêt des déportations »²¹.

Jean-Claude Meyer cite les mots du Général de Gaulle sur le cardinal Saliège : « *Cet homme était une flamme* » : « *Par ces mots, le général de Gaulle, remontant l'allée centrale de la cathédrale de Toulouse en conversant avec le nouvel archevêque Mgr Gabriel-Marie Garrone, exprima la considération qu'il portait à ce Compagnon de la Libération, le cardinal Saliège* »²². Le cardinal Saliège était pour ma mère une lumière d'espoir et une force de combat.

Ce que me racontait ma mère était toujours centré sur l'humain. Les rares fois où elle m'avait parlé du « petit Charvet », elle le faisait revivre. Une seule fois, elle avait mentionné l'exécution, les poignets tranchés, le bois. Et les cris que ma grand-mère entendait tous les jours en passant à vélo à l'aube devant le siège de la Gestapo. Mon grand-père, lui, ne parlait pas plus de cette période qu'il ne parlait de la Première Guerre Mondiale où il avait vu tomber tant de ses camarades et pendant laquelle sa chère femme avait mis au monde deux enfants qui tous deux étaient morts. Dans les deux cas, le silence. Et quelques histoires qui finissent bien parce que l'horreur est trop insupportable et qu'il faut lutter contre elle en retrouvant la lumière de l'humain. Finalement, je ne sais pas si j'aurais dû poser des questions à ma mère sur cette période. Elle avait choisi de la garder au plus profond d'elle-même et de n'en faire ressortir que quelques bribes pour rendre hommage et dire « *plus jamais* ».



²⁰ « Lettre pastorale de Mgr Théas et commentaire ». Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah. <https://www.cercleshoad.org/spip.php?article581> consulté le 24 novembre 2024.

²¹ « Toulouse dans la zone non-occupée : juillet 1940-novembre 1942 ». https://fr.wikipedia.org/wiki/Toulouse_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale consulté le 18 novembre 2024.

²² Jean-Claude Meyer. « Le Cardinal Saliège attentif aux inquiétudes et aux souffrances des hommes », in *Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse*, Volume 184, 20e série – Tome IV, Année 2023, 55-65.

Alors, quand des décideurs choisissaient de faire des guerres loin de nous, elle et mon père étaient dans la rue pour dire non. Résister à la violence organisée. Toujours. Où qu'elle soit. Ici ou là-bas, très loin. Jusqu'au bout de la vie.

Bibliographie

Bennassar, Bartolomé. « Jules-Géraud, Cardinal Saliège et l'esprit de Résistance » in *Le Cardinal Saliège Archevêque de Toulouse*, in *Bulletin de Littérature Ecclésiastique* CVIII/1. Janvier-mars 2007. Toulouse : Institut Catholique de Toulouse, 2007, 161-168.

Besson, Françoise. « L'atelier d'Antoine Bourdelle ». In *La Plume d'oie* (Madeleine Besson (dir.), n° 31. 4e trimestre 1991, 66-87.

— « Les mariés de l'an 14 à Toulouse. Une histoire simple pour raconter la guerre » in *1918. La Grande Guerre dans le Sud-Ouest. Devoir(s) de mémoire*. Supplément aux *Mémoires de L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse*. Volume 180, 19e série – Tome IV, 2018.

Charvet Claude, Jean ["Souris" pseudonyme de Résistance]

<https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article157669> .

Collectif. *Le Cardinal Saliège Archevêque de Toulouse* in *Bulletin de Littérature Ecclésiastique* CVIII/1, janvier-mars 2007. Toulouse : Institut Catholique de Toulouse, 2007.

Bordenave, Yves. « Le 19 août 1944, Toulouse est libérée par des résistants étrangers en exil » ([HTTPS://WWW.LEMONDE.FR/IDEES/ARTICLE/2024/08/18/LE-19-AOUT-1944-TOULOUSE-EST-LIBEREE-PAR-DES-RESISTANTS-ETRANGERS-EN-EXIL_6285609_3232.HTML](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/08/18/le-19-aout-1944-toulouse-est-liberee-par-des-resistants-etrangers-en-exil_6285609_3232.html)). EXTRAIT DU « HORS-SERIE LE MONDE : RESISTANTS », FEVRIER 2024.

Clément, Corinne. *Toulouse secret et insolite. Les trésors cachés de la ville rose*, Paris : Les Beaux Jours, 2020.

Dufet-Bourdelle, Rhodia. Musée Bourdelle. 18 rue Antoine Bourdelle, 75015 Paris. <https://www.bourdelle.paris.fr>

Escudé, Pierre « 'Etincelle ou Silence' : l'antirhétorique des Menus Propos » in *Le Cardinal Saliège Archevêque de Toulouse*, in *Bulletin de Littérature Ecclésiastique* CVIII/1. Janvier Mars 2007. Toulouse : Institut Catholique de Toulouse, 2007, 235-254.

Guitton, Jean. *Le Cardinal Saliège*, Paris : Grasset, 1957.

Meyer, Jean-Claude. « Le Cardinal Saliège attentif aux inquiétudes et aux souffrances des hommes », in *Mémoires de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse*, Volume 184, 20e série – Tome IV, Année 2023, 55-65.

Ressources électroniques

Colloque « Lumière sur le réseau Prunus ». <https://musees-occitanie.fr/lumiere-sur-le-reseau-prunus/>

« Lettre pastorale de Monseigneur Saliège du 23 août 1942 ». Musée de la Résistance 1940-1945 en ligne : <https://museedelaresistanceenligne.org/media6523-Lettre-pastorale-de-Monseigneur-Saliège-du-23-août-1942>

« Lettre pastorale de Mgr Théas et commentaire ». Cercle d'étude de la Déportation et de la Shoah. <https://www.cercleshoah.org/spip.php?article581>

Photo Place du Capitole : « 16 septembre 1944, revue militaire et discours du général De Gaulle depuis le balcon d'honneur de l'hôtel de ville après la Libération de Toulouse. La place du Capitole est noire de monde ». Cliché René et Roger Gril : http://basededonnees.archives.toulouse.fr/4DCGI/Web_VoirLaNotice/34_01/34Fi1075/ILUMP9999

« Les femmes qui résistent, d'hier à aujourd'hui ». Exposition « Audacieuses, ces femmes qui font l'Histoire ». <https://www.haute-garonne.fr/actualite/les-femmes-qui-resistent>

« La femme à l'origine du premier acte de résistance à Toulouse est décédée ». https://actu.fr/occitanie/toulouse_31555/la-femme-lorigine-premier-acte-resistance-toulouse-est-decedee_13309066.html

« Retour sur l'assassinat de 15 Résistants au Bois de La Reulle ». <http://francoisverdier-liberationsud.fr/tag/claude-charvet/>

« Toulouse pendant la Seconde Guerre mondiale ». https://fr.wikipedia.org/wiki/Toulouse_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale

« Toulouse dans la zone non-occupée : juillet 1940-novembre 1942 ». https://fr.wikipedia.org/wiki/Toulouse_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale

Les prisonniers de guerre en Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale : Témoignages à partir de souvenirs familiaux

Par Jean-Baptiste HIRIART-URRUTY

Cette année 2024-2025 marque le quatre-vingtième anniversaire de la dernière année de guerre de ladite Seconde Guerre mondiale. Bien des choses ont été évoquées (journaux, publications, conférences, etc.) dès le printemps et cet été 2024 lorsqu'on a rappelé les événements survenus à Toulouse et dans le quart Sud-Ouest de la France. Et cela continuera jusqu'à la fin du printemps 2025.

Ce qui est présenté dans notre texte ici ne concerne qu'une partie des acteurs de la Seconde Guerre mondiale, celle des prisonniers de guerre français en Allemagne. Il y a des études très fouillées sur d'autres acteurs comme les résistants ou les FFI, les déportés, les STO, etc. Un document plus long (d'une cinquantaine de pages) dont la matière du texte présent est en grande partie extraite peut être obtenue sur simple demande auprès de l'auteur²³.

A côté d'excellentes études générales comme le livre d'Yves Durand²⁴, j'ai essayé de trouver localement, là où j'ai grandi (Pays basque) et dans la région toulousaine où je vis, des témoignages ou des traces écrites. J'y ai travaillé pendant des années, continue à le faire, et un rayon de ma bibliothèque personnelle est exclusivement consacré à ce sujet ; voir un échantillon dans la liste des références ; certaines sont récentes (Quinton, 2014 ; Dalisson, 2020 ; Cosse et Jalabert, 2023 ; Duplat, 2023). Je serais d'ailleurs heureux d'échanger avec des consœurs et confrères de l'Académie qui ont eu dans leurs familles des prisonniers de guerre en Allemagne.

Ceci est aussi, de ma part, une manière de rendre hommage à tous ces jeunes qui ont pris de plein fouet les événements de la guerre, lesquels leur échappaient complètement, dont ils ont été les acteurs involontaires ou les victimes, et dont les conséquences ont été perceptibles bien des années après la guerre.

²³ Adresse électronique familiale de l'auteur : joanes-ederra@wanadoo.fr

²⁴ Durand, Yves, *Prisonniers de guerre dans les Stalags, les Oflags et les Kommandos, 1939-1945*, Hachette Littérature, 1994. Reprise d'un ouvrage plus volumineux de l'auteur, édité par la Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre, 1980. Le travail monumental de cet historien reste la référence absolue sur le sujet.

Coup d'œil général

En 1940, plus de 1 800 000 soldats français ont été faits prisonniers. 1 600 000 d'entre eux ont ensuite connu la captivité en Allemagne, près de 1 000 000 pendant cinq ans, ce sera le cas de mon père. Un point assez étonnant est que la majeure partie de l'armée française, pourtant l'une des plus grandes du monde, a été capturée d'un coup. Jamais dans l'Histoire, en aussi peu de temps (mai-juin 1940), un aussi grand nombre d'hommes n'était tombé aux mains de l'ennemi.

Les origines géographiques des prisonniers de guerre (les PG en abrégé) montrent qu'ils viennent de toutes les régions de France. Ils sont également issus de tous les milieux et de toutes les professions. La plupart des PG ont entre 20 et 40 ans (65-70% sont jeunes, entre 25 et 35 ans), et la moyenne d'âge s'établit un peu au-dessus de 30 ans.

Privés de liberté, ils ont connu la faim, l'exil en terre étrangère, une séparation du foyer d'autant plus difficile qu'elle semblait devoir, d'année en année, se prolonger sans fin.

Les PG ont vécu au cœur de l'Allemagne, en contact forcé avec la population ; ils ont donc été les témoins du vécu des allemands (dans leurs foyers), de leurs perceptions de la guerre, de l'évolution des conditions de vie, du sort infligé aux prisonniers de guerre, lequel variait suivant les nationalités (les russes étaient les plus durement traités, par exemple).

Chaque prisonnier a vécu sa captivité selon les lieux, les circonstances, son tempérament et sa « culture ». Ils ont en tout cas montré une grande capacité d'organisation, d'entraide, et aussi de débrouillardise, comme le montrera une anecdote que je relaterai plus loin.

Le retour au foyer, après plus de cinq années de séparation, sera également vécu de manières diverses : difficultés de réadaptation pour certains, distanciations par rapport aux épouses ou enfants pour d'autres, ... il faut refaire une vie, comme si on « repartait de zéro » (expression que j'ai entendue plusieurs fois).

Les anciens PG auront aussi quelques difficultés à faire reconnaître leurs statuts, à faire prévaloir leur captivité pour une pension de retraite, à toucher leur « pécule » ... Les associations d'anciens PG seront très actives après la guerre, leurs congrès très suivis.

Mais commençons par le début.

La mobilisation et la déclaration de guerre

L'appel à mobilisation (le « rappel à l'activité ») est arrivé fin août 1939. La période qui a précédé la déclaration de la guerre est très bien analysée dans le petit livre de l'historien anglais Richard Overy (Overy, 2009) ; on y trouve le récit, heure par heure, des derniers jours de paix en 1939.

La guerre est déclarée le dimanche 3 septembre 1939. Il fait très beau dans le Sud-Ouest, comme d'ailleurs partout en France.

Faits prisonniers

16 juin 1940 : c'est le jour où Beñadin (Bernardin) Hiriart-Uruty, mon père, est fait prisonnier par les allemands. Cela se passe à Urchenheim, un petit village au Nord-Est de Colmar en Alsace. Un document obtenu auprès des archives militaires de Berlin indique, en allemand, sa date de naissance, les noms et prénoms du père et de la mère, l'adresse, le grade à l'armée (soldat 2^{ème} classe), le numéro du régiment (2^{ème} compagnie des Bataillons Chasseurs des Pyrénées), l'état de santé (« bonne »). Le même jour ou le lendemain, au même village ou dans des villages voisins (Künheim, Raedershiem, Widenschlen, Biesheim), sont faits prisonniers d'autres soldats du Pays basque ; ils sont tous du même âge, à un an près, et de la même compagnie.

Le même document indique que ces prisonniers sont au Stalag V/A à Ludwigsburg le 23 juin 1940²⁵. Ensuite, c'est au Stalag VII A de Moosburg en Bavière que sera affecté mon père (avec le n° 25795), avant d'être détaché dans des commandos de travail (*Arbeit Kommando*) dans la région de Munich. C'est ainsi que commence une longue période de captivité, qui durera cinq années.

Quel est le contexte de la guerre ces jours-là ?

Juin 1940 est l'aboutissement de ce qu'on appela la « drôle de guerre » (en anglais *phoney war* = guerre factice, en allemand *Sitzkrieg* = guerre assise), qui dura une dizaine de mois et qui vit la débâcle de l'armée française. Le 16 juin, Paul Reynaud a démissionné ; le Président Albert Lebrun désigne Philippe Pétain comme Président du Conseil après la démission de Paul Reynaud ; c'est la fin de la bataille de France pour les aviateurs. Le 17 juin, Pétain lance un appel à « cesser le combat », de Gaulle part pour Londres. Le 18 juin, c'est le fameux appel de Londres par de Gaulle. Le 22 juin est signé l'armistice.

Avait-ils combattu ? Pas tous et pas vraiment... J'ai entendu dire à mon père qu'ils disposaient chacun d'un fusil (un Lebel sans doute) et de... deux cartouches.

L'acheminement vers l'Allemagne se fit à pied puis en train. La population, une partie du moins, traitait les prisonniers avec haine, en allant même leur cracher dessus.

²⁵ *Stalag* ou *Stammlager* : camp pour les soldats ou sous-officiers.

C'est là qu'on mesure les effets de la propagande, de l'endoctrinement des cerveaux... J'ai entendu plusieurs fois de la bouche de mon père cette phrase, pour cette période et pour plus tard : « *Pourtant, nous n'avions rien contre eux, ils n'avaient rien contre nous...* ». Ceci me rappelle ce que disait Georges Clemenceau (ou quelqu'un d'autre) à propos des acteurs d'une guerre : « *La guerre est décidée par des gens qui se connaissent entre eux mais ne se combattent pas, elle est faite par des gens qui ne se connaissent pas mais se combattent* ».

Au Stalag VII A de Moosburg en Bavière, ils sont plus de 30 000. Ils sont désormais des KG (*Kriegsgefangener*), sigle qui restera marqué sur leur capote. Cette capote marquée de KG et un éventuel calot seront leurs signes de distinction. A l'arrivée au stalag, ils sont dépouillés de tout... Toutefois, mon père mentionne qu'on lui laisse son rasoir, cette lame coupante qui pouvait être dangereuse, y compris pour eux-mêmes ; j'ai connu ce rasoir qu'il a gardé bien après la guerre. Parmi les choses dont il avait été dépouillé et qui lui manquaient le plus figurait la ceinture du pantalon... Un marchand de laisses de chiens lui en laissera une ; il faut croire qu'elle fut solide car elle dura toute la période de captivité et pendant des années après la guerre.

J'ai lu que les prisonniers de guerre, à leur arrivée aux stalags, étaient rasés et photographiés, tenant chacun une ardoise au niveau de la poitrine avec leur numéro-immatriculation. Si c'est le cas, cette photo de mon père existe forcément quelque part dans les archives ; malgré mes recherches étalées sur des années, je n'ai pas réussi à la trouver.

Affectation à des *Kommandos*

La profession de mon père était « cultivateur » ... Les prisonniers, à partir de leurs stalags, furent affectés, par groupes de 15-20, sous forme de « commandos de travail » (*Arbeit Kommandos*), dans des fermes, des usines, ou autres, suivant leurs professions (véritables ou avouées). Mon père fut donc affecté dans un *Kommando* dans une grande ferme à Gut Germlinden, près de Munich ²⁶. Le propriétaire, un dignitaire nazi, n'y faisait que quelques apparitions. Les autres travailleurs de la ferme étaient des villageois employés. Il n'y avait pas que des cultivateurs dans le *Kommando*, certains prisonniers avaient bien compris qu'il valait mieux aller dans une ferme que dans une usine, ils eurent d'ailleurs du mal à se mettre aux durs travaux agricoles.

Les prisonniers de guerre étaient enfermés le soir dans un baraquement de ferme, ils y couchaient sur de la paille. Parmi les travaux évoqués par mon père, j'ai retenu la traite des vaches, les travaux dans la forêt et la culture des pommes de terre.

²⁶ Germlinden est à 2 km de Maisach et à 5 km de Olching, à une trentaine de km au Nord-Ouest de Munich. Le camp de concentration de Dachau n'en est pas très loin.

La traite des vaches avait lieu très tôt le matin, dans un froid glacial tel qu'on peut l'imaginer en Bavière. J'ai entendu dire mon père qu'il ne fallait pas poser la main sur des poteaux métalliques de l'étable car la peau y restait collée... Tirer le lait était une bonne occasion de se nourrir en cachette, directement à partir du pis des vaches... en voilà une connexion producteur-consommateur sans intermédiaire !

L'hiver, les travaux de bois dans les forêts étaient marqués par le froid et la neige. Dans une carte-lettre de mars 1944, mon père écrit : « *Je me souviendrai de ces hivers en Allemagne, avec la neige jusqu'aux genoux.* » Le premier hiver de captivité, en 1940-1941²⁷, il eut les pieds gelés ; il s'en sortit en étant soigné par un jeune médecin.

De l'utilité d'être dans une ferme

Etre et travailler dans une ferme offraient des possibilités de rapines, donc de tromper sa faim et les privations ! Dans une lettre-carte, mon père écrit : « *ce qu'on nous donne ici est presque toujours immangeable* », pourtant lui comme ses co-prisonniers n'étaient pas du genre difficile pour ce qui concerne la nourriture. Une de mes cousines a entendu mon père raconter comment il avait été amené à manger des pommes de terre crues.

Certains prisonniers étaient d'ailleurs des experts en vols ou détournements en tout genre, leurs astuces pouvaient être diaboliques. Je mentionne ici une seule anecdote qui montre à la fois l'imagination des prisonniers et une certaine forme d'humour, c'est celle des pommes. Des pommes sont stockées derrière des barreaux d'une pièce, suffisamment loin des barreaux pour qu'on ne puisse pas les attraper à la main. Pourtant, le tas de pommes diminue. Les prisonniers avaient imaginé la méthode suivante : ils avaient confectionné un long bâton, une sorte de gaule de pêcheur, au bout duquel ils plantaient un clou : ils passaient cette gaule avec le clou à travers les barreaux, piquaient des pommes qu'ils ramenaient une à une, et, à la fin, retiraient le clou et rangeaient la gaule... Les gardiens sont furieux, car ils voient que l'accès au réduit où se trouvent les pommes reste inviolé et que le tas de pommes diminue... Convocation de tous les prisonniers pour explication... et c'est là que ceux-ci s'exclament en chœur : « *mais c'est la faute à de Gaulle ! à de Gaulle !* ». Il faut dire que le mot « de Gaulle » était pour les geôliers le Satan suprême, la pire des insultes.

Quelle était la nourriture à Gut Gernlinden ? C'était celle basique des habitants de la Bavière, avec toutes les restrictions qu'on imagine en période de guerre : des pommes de terre, de la bière.

²⁷ Les hivers de la Seconde Guerre mondiale ont connu une sévérité supérieure à la moyenne des conditions thermiques habituelles. Les hivers 1940-1941 et 1941-1942 furent particulièrement froids en Europe occidentale.

La population, les sympathisants nazis ou les autres, souffraient aussi des privations de la guerre, de plus en plus au fur et à mesure que l'Allemagne voyait perdre la guerre. Les employés de la ferme n'étaient pas nazis. D'ailleurs, le portrait de Hitler qui leur était imposé était rangé dans le grenier, et remis en place que lorsque le patron annonçait sa visite.

Les nouvelles du pays et leurs nouvelles vers le pays

Les envois de nouvelles aux familles sont strictement contingentés et codifiés, ce sont des cartes-lettres à espace limité ; j'en ai retrouvé quelques-unes, enfouies dans un tiroir, dans ma maison natale. Qu'est-ce qui était important pour les prisonniers, d'après leurs courriers ? Assurément, les nouvelles de la famille, de la ferme (« *Avez-vous fait des regains ?* », « *Pourquoi avez-vous vendu cette génisse ? ...* »), ... mais aussi du village. Les cartes-lettres se terminaient toujours de la même façon lancinante : « *Quand sera la fin ?* ». Aucune information sensible ne devait figurer sur ces cartes, car la censure veillait. Au plus, les prisonniers se permettaient-ils un ou deux mots en langue basque. J'ai entendu mon père dire que la censure était à Munich. De fait, quelques cartes portent un trait rageur : « *Baskisch !* ». Mais qui connaissait le basque à Munich ? Des linguistes ? Des prisonniers enrôlés pour cela ? Je ne sais pas. Toutes les cartes que j'ai retrouvées sont parées du tampon « *geprüft* » de la censure allemande

Peu ou pas d'allusions aux décisions politiques ou de guerre dans ces courriers. Toutefois, dans un courrier de juin 1943, mon père évoque « La relève »²⁸ : « *La relève est incompréhensible !! On dirait que c'est pour irriter davantage les prisonniers...* »

Les colis, voilà une chose qui avait de l'importance... Envoyés aux prisonniers par leurs familles, ils arrivaient plus ou moins intacts, prenaient souvent du temps à atteindre leurs destinataires... Ils servaient à améliorer l'ordinaire, étaient aussitôt partagés par tous les membres du groupe autour de la « popote ». Des astuces permettaient de dissimuler des bouts de lettres, des canifs ou autres boussoles (pour les candidats à l'évasion) ; dans les haricots par exemple. Parfois, c'étaient des habits qui étaient demandés par les prisonniers.

Le moral des prisonniers était-il affecté après ces mois et années d'incertitude ? J'ai entendu à ce sujet une conversation entre mon père et un autre ancien prisonnier d'un village voisin qui lui rendait visite. Mon père : « *Oui, le moral pouvait être bas,*

²⁸ Les allemands pensent dès 1942 à la réquisition de force des travailleurs français pour le compte de l'Allemagne. P. Laval proposera « la relève », principe consistant à échanger trois ouvriers français partant travailler en Allemagne contre la libération d'un prisonnier français. Malgré les efforts de la propagande de Vichy, « La relève » fut un échec.

mais jamais au point d'être désespéré ... », le visiteur : « Il y a eu des moments où on n'en pouvait plus ; si j'avais eu un flingue sous la main, je me serais supprimé... »

Les évasions

Comme dans tous les camps de prisonniers ou *Kommandos*, certains tentent de s'évader vers la France. Il y a ceux qui préparent leur évasion sans rien dire à personne et ceux qui en parlent à quelques-uns de leurs camarades, parfois pour les inciter à les accompagner. Dans le *Kommando* de mon père, certains ont tenté l'aventure. L'objectif était de traverser la frontière vers la Suisse. Aller en Autriche n'aidait pas puisque ce pays était sous contrôle allemand, et aller vers la France obligeait à traverser le Rhin, et qui dit fleuve dit ponts, donc des passages plus faciles à contrôler par les allemands. Pour d'autres prisonniers, en Poméranie par exemple, tenter une évasion était impensable.

Les bobards

C'est en effet comme cela qu'on appelait les nouvelles apprises lors de leur captivité, car rien n'était vraiment fiable et tout était souvent démenti plus tard. Il en était des prisonniers comme des habitants eux-mêmes, car ces derniers étaient soumis à la « propagande ». « *Alors, quels sont les bobards aujourd'hui ?* » était la question qui venait en premier le matin à la rencontre des gardiens. Un gardien autrichien, plus âgé que les autres, leur donnait quelques nouvelles... il vivait dans une peur bleue d'être envoyé sur le front russe. Mais les meilleures nouvelles, dans la deuxième moitié de la guerre, furent le bruit des canonnades au loin et celui, plus proche, des bombardements. La proximité du camp ainsi que la ville de Munich furent bombardées. Après les bombardements, les prisonniers de guerre étaient envoyés par camions à Munich pour déblayer.

La dernière année ou « La fin »

Il serait naturel de définir la dernière année ou la fin de la Seconde Guerre mondiale (en Europe) comme la période allant de début juin 1944 (date du débarquement en Normandie) jusqu'à début mai 1945 (reddition sans conditions de l'Allemagne) ; certains historiens comme le britannique Ian Kershaw²⁹ préfèrent réserver cette appellation aux neuf mois qui vont de fin juillet 1944 (date de l'attentat contre Hitler)

²⁹ Kershaw, Ian, *La fin. Allemagne 1944-1945*, Paris, Editions du Seuil, 2012. Publié quasi-simultanément en anglais (« *The end* ») et en allemand (« *Das Ende* »). La meilleure et la plus complète étude sur cette dernière année de guerre en Allemagne, par un historien qui fait référence sur le sujet.

jusqu'à début mai 1945. Il est vrai qu'à partir de fin juillet 1944 le pouvoir du côté allemand est concentré dans les mains du quadriumvirat de dirigeants nazis (à côté de Hitler) Martin Bormann, Heinrich Himmler, Joseph Goebbels et Albert Speer ; l'obéissance aveugle au pouvoir est la règle dominante, pour les militaires comme pour les communs des mortels. On a du mal à imaginer et mesurer les pertes, militaires comme civiles, concentrées sur cette « fin » de guerre ainsi que les différences entre ce qui se passe sur le front de l'Est et sur le front de l'Ouest ; quelques données dans ce sens :

- « 60% des bombes larguées sur l'Allemagne » le furent après juillet 1944 » (Kershaw, 2012, p. 117)
- « Des millions de vies auraient sans doute été sauvées si l'attentat contre Hitler avait réussi et si la guerre avait trouvé une fin rapide » (Kershaw, 2012, p. 85)
- « Les pertes allemandes durant les six derniers mois de 1944 ont été aussi élevées qu'au cours des trois années précédentes réunies » (Kershaw, 2012)
- « Les pertes (morts, blessés, disparus et capturés) de la Wehrmacht se sont situés autour de 350 000 hommes par mois dans la dernière phase de la guerre. Véritable carnage sur tous les fronts, plus meurtrier encore que la Première Guerre mondiale » (Kershaw, 2012, p. 18)
- « En termes de pertes humaines, le désastre de l'été 1944 à l'Est fut de loin la pire catastrophe militaire de l'histoire allemande » (Kershaw, 2012, p. 134)
- « La société allemande a pris connaissance (depuis l'invasion de l'Union Soviétique en 1941) de la nature foncièrement différente de la guerre à l'Est par rapport à celle qui se menait à l'Ouest » (Kershaw, 2012, p. 168)
- « 80 généraux (armée de terre, aviation) ou amiraux se suicidèrent les derniers mois » (Kershaw, 2012, p. 444).

La libération, le retour et la réadaptation

Le camp de mon père (le Stalag VII A de Moosburg) fut libéré par les soldats américains le 29 avril 1945. Les avant-gardes américaines et russes (ou soviétiques de manière plus générale) se faisaient la course ; elles n'étaient pas tendres : des noirs du côté américain, des typés asiatiques ou mongols du côté russe. Ces derniers étaient particulièrement redoutés car ils tiraient... et discutaient après. A l'approche des troupes soviétiques, certains camps devaient être évacués, et les internés déplacés vers d'autres camps ; de nombreux témoignages existent à ce sujet, écrits y compris par des prisonniers du Sud-Ouest (Joannatéguy, 2003 ; Suarez, 2013 ; Harignordoquy, 2013). Les prisonniers français arrivaient à se faire connaître des russes : « *Frantsuski, Frantsuski !* » et « *Ya Frantsuski plennik (je suis un prisonnier français)* » étaient leurs cris de ralliement, ou bien « *de Gaulle, de Gaulle !* » ; ce dernier cri opérait de façon magique. Les russes, aux dents couvertes de métaux (cela a continué bien après la guerre), raffolaient de montres, qu'ils arrachaient à tout le monde ; c'étaient pour eux des sortes de trophées, facilement transportables de surcroît.

L'oncle d'un ami était prisonnier en Poméranie, il fut libéré par les Russes, il racontait : « *J'ai réussi à conserver ma montre durant toute la captivité... pour me la faire piquer par les Russes qui nous libéraient* ».

Le retour vers Paris se fit par train. Au moment de traverser le Rhin, le train est immobilisé... seuls les rails sont demeurés intacts au-dessus du fleuve. Les prisonniers, qui avaient leurs pieds balançant à l'extérieur, les rentrent aussitôt... : « *Ce n'est pas la peine d'avoir sauvé notre peau jusqu'ici pour mourir maintenant !* ». De Paris à Bayonne le trajet se fait en train. Les familles et les voisins sont avertis du retour des prisonniers (par télégrammes, pour les familles). D'autres n'eurent pas un retour aussi direct. L'oncle d'un ami, dont j'ai parlé plus haut, resta prisonnier des Russes six mois de plus, il revint en France via Mourmansk !

La réadaptation à la France se fera vite : à la nourriture tout d'abord, la vie est néanmoins difficile pour tous, les tickets d'approvisionnement auront cours jusqu'en 1949 ; au climat ensuite, mais cela fut plus facile.

Les associations de prisonniers après la guerre

Les prisonniers de guerre de retour sont nombreux, nous l'avons déjà dit. Les associations de prisonniers de guerre sont très actives, je me souviens d'un de leurs logos, celui de la FNCPG, comportant des fils de fer barbelés. Les objectifs de ces associations étaient l'entraide bien sûr, mais aussi la reconnaissance de leur statut, la prise en compte de leur captivité dans le calcul des pensions de retraite, et le « pécule » (sorte de paiement différé venant en compensation partielle de toutes ces années passées en Allemagne).

Les pèlerinages à Lourdes étaient l'occasion pour les anciens prisonniers de guerre de se rencontrer à nouveau ; ils avaient d'ailleurs un moyen habile de se retrouver : le terrain en face de la grotte était organisé comme un plan de l'Allemagne au sol, et les anciens prisonniers se rassemblaient stalag par stalag. Les contacts entre anciens prisonniers se sont poursuivis pour certains, à l'occasion de fêtes familiales (mariages par exemple) ou de village.

Pendant les années 1960, j'ai vu des allemands venir au Pays basque revoir des prisonniers qui avaient été chez eux.

Epilogue sur le sujet

Pour conclure sur le sujet, je retiens de l'introduction du livre de Laurent Quinton (Quinton, 2014) une phrase qui résume en mon sens beaucoup de choses : « *La captivité a pesé, lourdement, sur ces hommes faits prisonniers en 1940, et par ce poids elle a fait naître en eux des pensées, des paroles et des gestes qu'ils n'avaient pas forcément désirés.* » Le livre de Rémi Dalisson (Dalisson, 2020), encore plus récent, parle dès son titre pour les soldats de 1940 (et donc des prisonniers de guerre en Allemagne) d'une « *génération sacrifiée* », ce qui est assurément le cas.

Du 20^{ème} au 21^{ème} siècle

S'il y a un siècle où on s'est beaucoup « tapé dessus », c'est bien le 20^{ème} siècle... : la terrible Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale (conséquence indirecte de la première, avec 40 millions de morts au total, soit 4 fois le bilan de la première Guerre mondiale), les guerres coloniales dont la guerre d'Algérie. Là encore, les jeunes du Sud-Ouest seront déracinés pendant de longs mois et années. J'ai connu dans ma famille des appelés à la guerre d'Algérie : leurs courriers adressés d'Algérie, les visites à la maison en uniforme, leurs retours (et problèmes pour certains) sont restés gravés dans ma mémoire.

Etant d'une quinzaine d'années plus jeune, je suis le premier de la suite à n'avoir pas été happé par une guerre. On pouvait imaginer qu'il n'y aurait désormais plus de guerres du type de celles du 20^{ème} siècle en Europe. Les jeunes européens échangent beaucoup plus les uns avec les autres, et c'est à mon sens un des meilleurs remparts contre les guerres. Reste que les théâtres de guerre se sont déplacés, et que des affrontements continuent ailleurs de par le monde. Les événements des dix dernières années, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, nous ramènent à une triste réalité même en Europe. Et qui dit guerre dit prisonniers, déportés, morts... comme dans le cas de cette Seconde Guerre mondiale que nous avons brièvement évoquée dans le présent texte.

Références

Ananos, Janette, *Les sentiers du refus. 1939-1945 : Espoirs et drames vus d'une vallée béarnaise et d'ailleurs*, Pau, Editions MontHélios, automne 2023.

Béarnais en captivité, 1939-1945 : récits et témoignages, Pau, Association Mémoire Collective en Béarn, 1993.

Boyer, Gérard, *Les prisonniers de guerre du Loiret et leurs familles (1940-1945)*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Paris I, 1979.

Cariou, Nathalie, *De la capture à la réinsertion des prisonniers de guerre du Finistère (1940-1946)*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Bretagne Occidentale, Brest, 2005.

Caron, René, *Les oubliés de 39-45*, Film-documentaire produit par france3-Ouest, 2002.

Catherine, Jean-Claude (sous la direction de), *La captivité des prisonniers de guerre 1939-1945*, Histoire, art et mémoire. Pour une approche européenne, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Claudel, François, *La Drôle de guerre et mémoire de 5 ans de captivité au Stalag VIIA. Récit autobiographique de mon père*, Société des écrivains, 2010.

Cocostéguy, Pierre, *Comment je me suis évadé d'Allemagne, après 747 jours de captivité*, Mauléon-Licharre (Pyrénées-Atlantiques), Publié sous l'égide de l'association locale dénommée *Ikerzaleak*, 2012.

Cosse, Vincent et Laurent Jalabert, *Jean-Baptiste Blézio, Journal de bord d'un prisonnier de guerre basque en Allemagne (1940-1945)*, Pau, Editions Cairn, 2023.

Dalisson, Rémi, *Les soldats de 1940. Une génération sacrifiée*, Paris, CNRS Editions 2020.

Devaux, René, *Treize qu'ils étaient. La vie des prisonniers de guerre chez les paysans de basse Bavière 1940-1945*, Récit autobiographique, 2002.

Durand, Yves, *Prisonniers de guerre dans les Stalags, les Oflags et les Kommandos, 1939-1945*, Hachette Littérature, 1994. Reprise d'un ouvrage plus volumineux de l'auteur, édité par la Fédération Nationale des Combattants Prisonniers de Guerre, 1980.

Duplat, Christian, *Histoire familiale du prisonnier de guerre Gaston Duplat, Stalag XVIII C, mai 1940-juin 1945*, Presses Universitaires de Rennes, automne 2023.

Folcher, Gustave, *Les carnets de guerre de Gustave Folcher, paysan languedocien, 1939-1945, Présentation et notes de Rémy Cazals*, Paris, La Découverte & Syros, 2000.

Harignordoquy, Pierre, *Un prêtre basque déporté (1939-1944)*, Bayonne, Editions Elkar, 2013.

Hyvernaud, Georges, *La peau et les os. Les souffrances de la captivité*, Réédité aux éditions Pocket, 2020.

Joannatéguy, Grégoire, *Alemanian deportatua. Büchenwald 1944-Dachau 1945*, en langue basque, Bayonne, Editions Elkar, 2003.

Kershaw, Ian, *La fin. Allemagne 1944-1945*, Paris, Editions du Seuil, 2012.

Laharie, Claude, *Les Basses-Pyrénées dans la Seconde Guerre mondiale*, Pau, Editions Cairn, 2021.

Overy, Richard, *1939 : Demain la guerre*, Paris, Editions du Seuil, 2009.

Quinton, Laurent, *Digérer la défaite. Récits de captivité des prisonniers de guerre français de la Seconde Guerre Mondiale (1940-1945)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

Suarez, Louis, et Marie-Ange Bartholomot Bessou, 1939-1945 Sept années volées à ma jeunesse. Un soldat français en Prusse-Orientale, prisonnier de guerre de la Wehrmacht puis otage de l'Armée rouge, Société des écrivains, 2013.

| | | | | | | |
|---|---|--|---|--|---------------------------------------|----------------------|
| <table border="1"> <tr> <td style="text-align: center;">Italia Settentrionale Norditalien</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Malia Meridionale Süditalien</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Cancellaria non riguarda Nichtzutreffendes streichen</td> </tr> </table> | Italia Settentrionale Norditalien | Malia Meridionale Süditalien | Cancellaria non riguarda Nichtzutreffendes streichen | Kriegsgefangenenpost Corrispondenza dei prigionieri di guerra An <u>106</u> | Postkarte Cartolina postale | Bis-esp 25.8.1923 |
| Italia Settentrionale Norditalien | | | | | | |
| Malia Meridionale Süditalien | | | | | | |
| Cancellaria non riguarda Nichtzutreffendes streichen | | | | | | |
| Gebührenfrei! Franco di porto | | Absender: Mittente Vor- und Zuname: Nome e cognome <i>Hirant-Hirant Bessou</i> | | | | |
| Gelangennummer: Numero del prigioniero <i>25495</i> | | Empfangsort: Località di destinazione <i>Harpasson-Hagquette</i> | | | | |
| Lager-Bezeichnung: designazione del campo <i>A.S. #96</i> siehe Rückseite vedi retro | | Straße: Via <i>quais Stevanis</i> | | | | |
| Deutschland (Germania) | | Landesteil: Provincia <i>Basses-Alpes France</i> | | | | |

Kriegsgefangenenlager M.-Stammlager VII A Datum: 15. Juni 48
 Camp des prisonniers date

*Jein sans joie et sans conviction de ma je n'ai pu écrire faute
 de carte. Vous le sçavez de la quinzième la semaine d'une carte
 et de ma main le carte de 20 juillet, comme et l'habitué de tout
 le monde. J'ai écrit 'et après la carte je voit que la victoire
 possible toujours.' quand il possible que le sçavez aussi 'soit
 qu'elle.' quand ce sçavez vous avez un très bonne idée de change
 carte en quinze! cette semaine j'ai écrit en attendant de
 savoir j'espère que c'est enfin 19. vite arriver et les sçavez!
 une fois de plus je vous qu'elle en vous embrassant tout. Girardet B.*

Exemple de carte-lettre envoyée par les prisonniers



Baraquement de ferme où les prisonniers (de l'*Arbeit Kommando*)
étaient enfermés la nuit (Photo par J.-B. Hiriart-Urruty, 1971).

Le fils du forgeron de Saint-Félix dans la tourmente de la guerre : Témoignages à partir de souvenirs de famille

Par Michel QUINTARD

Le 17 août 1944, la garnison allemande de Rodez (Aveyron), après diverses tentatives pour remonter vers le nord en franchissant le Lot, tentatives réduites à néant par l'action des maquis de la région, quitte le département de l'Aveyron vers le sud et Millau pour rejoindre la vallée du Rhône, non sans avoir commis des exactions et massacres, comme à Sainte-Radegonde. Dans la foulée, le CDL (Comité Départemental de Libération) s'installe à la préfecture. Parmi ses membres, mon père, André Quintard, alors âgé de 24 ans, et représentant dans cette instance les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP)³⁰.

La fin d'un cauchemar, et, du moins perçu comme tel à l'époque, le début d'une ère politique nouvelle et prometteuse. Ces cinq années ont marqué profondément l'histoire familiale, et fasciné l'enfant que j'étais, dans les années 1950, à travers les conversations lors de repas entre amis, la plupart d'anciens résistants, et de nombreuses anecdotes partagées par mon père et ma mère. Il y a aussi ce journal que mon père a écrit en occitan³¹. Écrit bien plus tard, il offre une relecture des événements qui l'ont affecté : les expériences positives (il y en a eu !) mais aussi les blessures toujours présentes (« *E ben, non. I a pas de perdon pels traites. Renègarem pas* »).

Né en 1920, fils d'un forgeron dans le petit village de Saint-Félix (Aveyron), mon père a suivi le parcours des enfants des familles modestes : poussé par l'instituteur à passer le concours lui permettant d'obtenir une bourse, lycée Monteil de Rodez³² puis École Normale de Rodez, où il s'engage en politique comme jeune communiste. Il est

³⁰ Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Forces_unies_de_la_jeunesse_patriotique.

³¹ Quintard, André, *Lo filh del fabre*, http://mquintard.free.fr/perso/CD_Papi/diari.html

³² Ce n'était pas facile de s'intégrer au lycée pour les enfants des classes modestes. Je pense à deux anecdotes qui illustrent bien cette problématique, parmi tant d'autres. Il a été rapidement exclu des parties de foot, car il portait des sabots ! Aussi, il écrivait au crayon à papier sur les pages de brouillon pour pouvoir effacer et les réutiliser.

nommé le 1er octobre 1939 dans le petit village de Campuac, pas très loin de Saint-Félix d'où il peut venir à vélo. La guerre va le rattraper là ! Il est mobilisé à Albi le 8 mai 1940, démobilisé le 16 août, et envoyé le 17 aux chantiers de jeunesse, à la Borie-Noble (près de la gare des Cabrils dans l'Hérault). Être instituteur lui vaut la place de vagemestre. Un « emploi » qui lui convenait, même si les kilomètres parcourus sous la neige l'hiver rendaient la tâche difficile. En janvier 1941, il peut retrouver ses classes à Campuac. Deux événements personnels vont marquer cette période, pourtant déjà très troublée ! La maison et la forge de son père sont détruites par un incendie. Heureusement, la solidarité villageoise va permettre à la famille de reconstruire une forge, et de retrouver une maison. Plus heureux : il rencontre ma mère, Alice, qui débarque de son Sévérac-le-Château (la ville !) à Campuac comme institutrice remplaçante. Elle y arrive le 8 février 1942 et n'y reste que 15 jours, avant d'être affectée sur l'Aubrac, mais cette rencontre sera définitive...

La guerre dans cette période, dans un petit village aveyronnais, ce sont d'abord les journaux qui renseignent sur sa dimension internationale, une ambiance politique de plus en plus détestable (Pétain, la collaboration), de nombreuses privations matérialisées par les tickets de rationnement. Mais, dans le monde rural, la solidarité s'organise vite, on ressort des greniers les outils pour faire de la laine ou des tissus en lin, on camoufle une partie des récoltes et des troupeaux aux inspecteurs du régime vichyste, le troc s'organise. Bref, on mange à sa faim ! L'Aveyron sera d'ailleurs un grand pourvoyeur de ravitaillement pour les départements limitrophes durant cette période. Bien sûr, grâce à sa connexion avec la famille d'Alice à Sévérac-le-Château (son père était cheminot), mon père a été témoin de la situation plus difficile dans les « villes », des profiteurs et du marché noir... Cela faisait d'ailleurs partie pour lui des choses que l'on ne peut ni oublier ni pardonner, ce qu'il rappelle fortement dans son journal. Tous les produits ne sont pas accessibles cependant, comme les matériaux, mais mon grand-père avait fort heureusement stocké assez de métal pour continuer son travail de forgeron. Cette période apparaît, curieusement, presque idyllique quand on lit le journal de mon père, sans aucun doute à cause de cette forte composante de solidarité ! Mais cela ne pouvait pas durer...

Le 12 mars 1943, mon père reçoit sa convocation pour partir en Allemagne au titre du STO (Service du Travail Obligatoire). Une mauvaise affaire qu'il attribue à un ou des collaborateurs au sein de l'académie qui ont voulu sanctionner son engagement politique à l'École Normale (il est le seul instituteur sur la liste, et, quand, à la Libération, il demande son dossier, celui-ci a curieusement disparu des archives de l'académie !). La résistance, à cette époque, n'est pas organisée. Quelques actions ont bien eu lieu fin 1942, notamment dans le bassin houiller de Decazeville, mais les structures politiques ne sont pas là pour rendre viable le passage à la clandestinité. Mon père se retrouve donc à Kaiserslautern (Allemagne), employé avec de nombreux autres déportés STO, des Polonais, des Ukrainiens, dans une fabrique de meubles (*Eckel Fabrik*) reconvertie en fabrique de caisses à munitions. Le travail est dur, les journées sont longues, la nourriture insuffisante et médiocre. Mais il y a quelques

libertés, puisque les STO ne sont pas censés être prisonniers. Outre les bals du week-end, la consommation de bière, malgré la maigre solde, mon père en profite pour apprendre l'allemand (et quelques mots d'ukrainien ou de polonais). Cela lui permet de dialoguer avec certains des vieux travailleurs allemands de la détestation de leur patron et de leurs doutes grandissants sur le führer. Les défaites comme celles d'El Alamein, Stalingrad, le changement d'alliance de l'Italie, etc., ne pouvaient être complètement camouflés par la propagande nazie ! Cette nouvelle connaissance de l'allemand lui vaut aussi, un jour, d'être désigné comme délégué auprès du responsable de l'usine lors d'une grève des travailleurs STO à propos de la nourriture ! Entrevue tendue, menaces d'appeler la Gestapo, mais, finalement, le « patron » cède sur cette exigence alimentaire. Plus tard, mais pendant la guerre, il essaiera de convaincre ma mère que la langue allemande n'est pas que vociférations et violences verbales, et que la culture allemande contient de nombreux trésors... mais il détestera quand même « *Le silence de la mer* » de Vercors, sous prétexte qu'il n'était pas opportun de parler d'un officier allemand cultivé en temps de guerre.

La situation générale n'est déjà plus favorable au gouvernement de Vichy. Celui-ci essaie de calmer la colère qui monte en proposant l'instauration de permissions pour les travailleurs STO. Cela déclenche de nombreuses discussions parmi les STO de Kaiserslautern. On est fin 1943, l'Allemagne n'apparaît plus invincible, les informations sur la résistance en Europe ont réussi à percoler jusque-là. Ils décident donc qu'il n'y aura pas de retour en Allemagne. Tout le monde comprend bien que, rapidement, le gouvernement de Vichy va bloquer les permissions. Les numéros de départ sont donc tirés au sort. Le premier permissionnaire ne revient pas, le second non plus. Mon père a le numéro 3. Il part le 12 janvier 1944, et sera le dernier à pouvoir quitter Kaiserslautern.

Il retrouve Alice ! La décision de devenir clandestin accélère les choses. Ils veulent se marier, mais les formalités sont longues, la permission trop courte. Mon père obtient une rallonge officielle de 10 jours, mais elle est insuffisante. En conséquence, ils se marient à Sévérac-le-Château alors qu'il est déjà en situation irrégulière depuis trois jours. Le voyage de noces sera court ! Ma mère est institutrice à Lacalm dans l'Aubrac. Ils arrivent à Laguiole, mais la route est bloquée par la neige. Ils font donc les treize kilomètres à pied. Les tourmentes neigeuses offrent cependant quelques jours de répit, avant que les gendarmes ne puissent faire le chemin de Laguiole à Lacalm avec leur véhicule. Maintenant, la vie de clandestin doit s'organiser. Le secrétaire de mairie de Sévérac-le-Château lui avait fait une fausse carte d'identité (à la barbe de son maire collabo...). Il est donc devenu Abel Fages. Mais il faut une couverture plus solide, obtenir des tickets de rationnement, et de l'argent. Mon père s'engage sur le chantier du barrage hydroélectrique de la Selve (près de Saint-Amans-des-Côts). Il y trouve une ambiance un peu particulière, avec, par exemple, bon nombre de réfugiés espagnols cherchant à échapper à la vindicte de Vichy. Assez rapidement, il arrive à renouer des contacts avec d'anciens camarades politiques. Compte tenu de ses qualités de rédacteur, et de négociateur, on lui propose de

s'occuper de propagande et de la formation des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP), qui doit regrouper un grand nombre d'organisations de jeunesse de divers bords. Il devient le résistant Valentin. On lui propose de passer dans le Gard, où il n'est pas connu, mais mon père préfère rester dans l'Aveyron, justement parce qu'il connaît le département comme sa poche, et qu'il compte sur de nombreux amis pour lui venir en aide. Cependant, pas question de visite à la famille, même éloignée, ni à Alice, bien sûr, car les gendarmes veillent. Ceux de Sainte-Geneviève-sur-Argence, par exemple, débarqueront un jour dans sa salle de classe et la cuisineront longuement devant ses élèves pour lui faire dire où était son mari. Mais, précisément, elle ne savait rien ! Par contre, de nombreux amis l'ont effectivement beaucoup aidé, et les connaissances, qui l'ont entendu répondre « *Vous vous trompez, je ne suis pas André Quintard mais Abel Fages* », ont rapidement compris et joué le jeu. Tout cela illustre la fragilité du clandestin, surtout si sa tâche l'amène à faire de nombreuses visites, à organiser des réunions clandestines avec des représentants d'autres entités politiques (les fractures politiques sont encore présentes, et réapparaîtront d'ailleurs rapidement après la guerre) : autant de failles potentielles dans le dispositif de sécurité qui ont généré, comme l'on sait, de nombreux drames. Mon père a réussi à échapper à ces nombreux pièges. Sans vouloir faire œuvre d'historien³³, ce qui n'est pas ma discipline scientifique, quelques mots de contexte sont nécessaires pour mieux comprendre la situation d'un résistant dans l'Aveyron de cette époque. C'est une terre conservatrice de droite, la population sera donc initialement vichyste, mais le sentiment anti-allemand restera prépondérant. Le soutien à Pétain a été fortement mis en avant par la hiérarchie catholique (notamment par l'évêque Mgr Challiol³⁴, quasiment jusqu'à la Libération !), néanmoins, la collaboration avec l'occupant restera limitée (pas de grands bataillons de la milice, par exemple). Si une grande partie de la population a fait le dos rond en attendant la fin de cette épreuve, la résistance passive puis plus active fut significative, particulièrement à partir de 1944, et, en conséquence, les drames furent malheureusement nombreux (dénonciations, arrestations, exécutions, embuscades...). Ces histoires terribles, que j'ai entendues maintes fois lors de repas avec les amis de mes parents, ont nourri le ressentiment exprimé durement par mon père dans la citation de ses mémoires reproduite en début de ce texte. S'il a réussi, pour éviter les pièges de la clandestinité, à échapper aux traîtres, mon père a pu compter en premier lieu sur l'aide de vrais amis sûrs. En outre, sa connaissance du milieu rural aveyronnais (il en faisait partie : c'était un fils du pays !) a été précieuse et

³³ Sur la situation politique dans l'Aveyron pendant la Seconde Guerre mondiale, et pour mieux comprendre le contexte dans lequel a vécu mon père, on peut consulter : Font, Christian, Moizet, Henri, *L'Aveyron et les Aveyronnais dans la Seconde Guerre mondiale*, collection Savoir et Faire, FeniXX réédition numérique (Canopé-CRDP de l'académie de Toulouse), 1995.

³⁴ Charles Challiol (1872-1948) fut évêque de Rodez de 1925 à 1948.

lui a permis de ne pas se faire repérer, par exemple en jouant le villageois un peu rustre lors de contrôles policiers « français » ou allemands³⁵.

L'épilogue est connu : libération de Rodez en août 1944, après les incertitudes de la guerre, les espoirs de la libération, la reconstruction républicaine... et aussi le temps des désillusions, mais c'est une autre histoire. Le travail au Comité Départemental de Libération (CDL) s'arrête pour mon père en mars 1945, car il est rappelé à l'armée. Il aura juste le temps de faire vaguemestre (décidément !) à la garnison de Rodez avant le 8 mai 1945.

³⁵ Pour l'anecdote, il a quand même dû, une fois, manger des papiers pour éviter d'être démasqué lors d'un contrôle par un poste de la Wehrmacht, à la sortie de Rodez !

« LE ROUGE-GORGE » : ROBERT DELTHEIL, 1944-45³⁶

Par François COUDERC



Le recteur Robert Deltheil, chevalier de la légion d'honneur, croix de guerre 1914-18 avec deux citations à l'ordre du corps d'armée et officier des palmes académiques
(Collection Patricia Laffon, avec autorisation)

Robert Deltheil³⁷ fut professeur de mathématiques à la Faculté des sciences de Toulouse ; très vite, l'ancien capitaine de la Grande Guerre, devint l'homme qui succéda à Paul Sabatier, prix Nobel de chimie en 1912, au poste de doyen de cette faculté. Administrateur de talent, il fut rapidement nommé recteur d'académie. Ce

³⁶ « Le Rouge-Gorge » est le surnom donné à Robert Deltheil pendant son internement.

³⁷ Né le 3 avril 1890 à Villefranche-de-Rouergue (12), décédé le 16 juillet 1972 à Saint-Jean-de-Luz (64).

radical socialiste bon ton, fut choisi par le ministre Jean Zay pour être recteur de l'Académie de Caen en septembre 1936, pour venir à Toulouse un an plus tard. Il y fit certainement un travail remarqué par les différents ministres avant et pendant la guerre, car il fut le seul recteur à rester en fonction jusqu'au 9 juin 1944, date à laquelle il fut arrêté par les Allemands. À son retour, il fut accusé d'avoir été un collaborateur des Allemands. Il m'a semblé intéressant d'examiner en détail ce qui se passa depuis ce 9 juin 1944 jusqu'au 20 septembre 1945.

Toulouse, juin 1944

La région toulousaine devenait pour les Allemands un cauchemar, le moral des troupes était bas car elles étaient éparpillées des Pyrénées au Lot et étaient constamment sous le coup de sabotages de voies ferrées, de routes, de lignes électriques et téléphoniques et d'entreprises travaillant pour le Reich, les « *S-Betriebe* ».

Devant ces troubles, les forces allemandes s'en prenaient aux populations civiles. On lit dans les témoignages des membres de l'Institut Catholique de Toulouse, qu'après le débarquement des alliés en Normandie, le 6 juin, on s'attendait à ce que quelques dirigeants de l'Institut soient arrêtés par les Allemands. L'abbé Decahors avait appris que la préfecture avait demandé aux officiers de réserve de ne pas dormir chez eux, ils risquaient d'être arrêtés par la police allemande au petit matin. La même inquiétude devait naître au rectorat d'académie chez Robert Deltheil. S'il était recteur du Maréchal, il était aussi germanophobe et cela se sentait.

Le 8 juin parvenait à Toulouse l'ordre de procéder à l'arrestation par la Gestapo de personnalités de la société civile, des notables, dont la liste avait été établie par le *Kommando der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienst (KdS)*. À la prison Saint-Michel de Toulouse vont être incarcérés une cinquantaine de personnes, dont des universitaires comme Robert Deltheil, recteur de l'Académie de Toulouse, Bruno de Solages, Zéphirin Carrière, Jean Decahors et Joseph Salvat, recteur et professeurs à l'Institut Catholique, des patrons de presse, Albert Sarraut et Jean Baylet, dirigeants du quotidien La Dépêche, les juges Fau et Escudier, présidents à la cour d'appel, André Haon, ancien maire de Toulouse, Louis Courtois de Viçose, directeur de banque et consul de Belgique à Toulouse, mais aussi des cadres de la SNCF et des hauts gradés de la police (le commissaire Soret) et de l'armée (lieutenant-colonel Jules Contensou), et même Pierre Obez³⁸, chef de cabinet du préfet. Mais il y eut aussi d'autres prisonniers provenant d'autres départements, comme Jean-Marcel Rodié évêque d'Agen et Pierre-Marie Théas, évêque de Montauban, qui rejoignit les toulousains le lendemain³⁹.

³⁸ Aide aux membres du corps Franc Pomiès (ORA région de Toulouse).

³⁹ C'est de Mgr Théas qu'on a la description la plus détaillée de l'arrestation, de sa détention à Toulouse puis à Compiègne ; il ne partira pas à Neuengamme avec Deltheil, il devait être déporté le 15 août 1944, mais le maquis incendia, la veille du départ prévu, les wagons du train qui devaient servir à la déportation. Il fut libéré par les Allemands en déroute le 24 août. Pierre-Marie Théas, Mes Prisons et leurs premiers lendemains. OnTau Editions, 2017.

Pour les Allemands, ces prisonniers permettaient de sanctionner le manque de collaboration des Français et de disposer d'une réserve d'otages peut-être un jour utiles.

Le ministre de l'Éducation nationale Abel Bonnard écrira aux autorités allemandes le 26 juin 1944 pour signifier son incompréhension devant l'arrestation de Deltheil : « *Il a toujours eu à l'égard des autorités allemandes une conduite correcte et même plus que cela. Il a été présent, le mois de mai dernier à Toulouse, aux manifestations qui ont eu lieu à l'occasion de l'inauguration de l'exposition antibolchevique [...]. Il avait en 1942 assisté aux conférences du Docteur Grimm sur la collaboration France-Allemagne. Il avait reçu le Docteur chez lui au rectorat ; il venait de prononcer, pour l'inauguration de l'Institut allemand de Toulouse, une allocution d'un ton si convenable* »⁴⁰. C'est une défense tardive et bien tiède d'un haut fonctionnaire. C'est le même Bonnard dont le cabinet évaluait les qualités de Deltheil en 1943 comme étant « *Intelligent et habile. Position intellectuelle très acceptable. Doit néanmoins être discrètement surveillé en raison même de son habileté* »⁴¹

À la Libération, où on recherchait activement les pétainistes et les collaborateurs, on se souviendra en outre que le 4 novembre 1940, à l'université de Toulouse, il avait déclaré « *Nous devons répondre à l'appel du grand chef que s'est donné la patrie [...] Il faut suivre d'un cœur unanime le chef de l'Etat, père et sauveur de la patrie* ». On n'en attendait pas moins d'un ancien capitaine d'infanterie de la guerre 1914-18, plusieurs fois décoré, blessé à la tête de sa compagnie de mitrailleuses. Il avait travaillé ensuite à la Direction des inventions, « *il y collabora à des recherches d'optique et d'acoustique en liaison avec son maître Emile Borel ; ils réussirent à localiser la grosse Bertha* ». Deltheil comme la presque totalité des Français était pétainiste (il écrira qu'il le fut jusqu'en novembre 1942). Et il avait conscience de son rôle de recteur, serviteur de l'État. En décembre 1944, il sera accusé dans la presse du Tarn d'avoir fait l'éloge du maréchal Pétain lors de distributions de prix du lycée d'Albi (1942) et de Rodez⁴², où il terminait son propos par un « *que Dieu conserve notre cher Maréchal* »⁴³. Notons

⁴⁰ AN, AJ 40 558, cité par Condette Jean-François. 113) DELTHEIL Robert Étienne. In : Les recteurs d'académie en France de 1808 à 1940. Tome II, Dictionnaire biographique. Paris : Institut national de recherche pédagogique, 2006. pp. 142-144. (Histoire biographique de l'enseignement, 12).

https://www.persee.fr/doc/inrp_0298-5632_2006_ant_12_2_4321

⁴¹ Condette, Jean-François. « Chapitre 23. "Les recteurs du Maréchal" Administrer l'Éducation nationale dans les années noires de la Seconde Guerre mondiale (1940-1944) ». Les Écoles dans la guerre, édité par Jean-François Condette, Presses universitaires du Septentrion, 2014, <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.7230>.

⁴² L'article du Front National du Tarn laisse à penser que cette manifestation avait eu lieu en 1943, en fait elle se déroula en 1941.

⁴³ André Lunet, Dans l'université, réflexion sur un cas de contradiction. F. N. : hebdomadaire du Front National du Tarn, 2 décembre 1944 ; C'est un pamphlet contre Deltheil. L'article condamne les décisions de nominations prises à Paris, loin de Toulouse. Lunet, résistant communiste, était membre de la CGT des Bouches-du-Rhône.

qu'on dispose du texte d'une conférence sur les probabilités et statistiques, le 13 mars 1943, devant les ingénieurs de Carmaux, où il indique les bienfaits de la Révolution Nationale pour l'enseignement de cette discipline dans la classe philosophie sciences⁴⁴,⁴⁵. Il était aussi prétendu qu'il avait montré ses faveurs pour la légion française des combattants⁴⁶. Mais revenons à ce 9 juin 1944.

À la prison Saint-Michel de Toulouse

Toutes les personnalités arrêtées subirent un interrogatoire à la prison Saint-Michel, Deltheil était classé « *Deutschfeindlich* », hostile à l'Allemagne⁴⁷.

Commence l'attente pour chacun. Le 11 juin, tous participent à la messe célébrée par Mgr Rodié et commentée par Mgr Théas, c'est dire l'inquiétude générale, même si les promenades dans le jardin sont autorisées. Le lendemain, notre recteur propose une animation, une causerie mathématique. Le 15 juin, un curieux voyage les conduit à la gare Raynal de Toulouse en bus, les prisonniers d'honneur comme Deltheil, Sarraut, les évêques ou Solages, et les professeurs montent dans des wagons voyageurs, les autres dans des wagons à bestiaux. Ils partent vers Bordeaux, mais à Lalande reviennent vers Matabiau pour bientôt partir vers Sète où on leur annonce qu'ils vont dans le nord de la France et reçoivent un repas chaud de la Croix Rouge, laquelle les ravitaillera partout où ils s'arrêteront. A Valence, le train est acclamé par la population au cours d'un long arrêt où les détenus sont à nouveau ravitaillés. Le train se dirige vers Compiègne, via Lyon, Moulins, Auxerre, Paris grande ceinture. Ils arrivent à la gare de l'ancienne cité

⁴⁴ Documents vue d'ensemble sur les probabilités, Robert Deltheil, conférence aux ingénieurs de Carmaux, 13 mars 1943. Archives Patricia Laffon.

⁴⁵ Le recteur est la voix du gouvernement, il n'a d'autre alternative que d'être cette voix ou de se démettre. Je serais curieux de connaître les sentiments de Deltheil vis-à-vis de la lutte silencieuse que livra Pétain contre Laval qui l'a dépossédé de son pouvoir à son retour aux affaires comme chef du gouvernement en avril 1942. Lutte que devait observer un recteur. On rencontre à cette époque nombre de préfets et de recteurs qui parlent et disent et agissent en modulant les ordres et en les adaptant au gré des circonstances et des difficultés.

⁴⁶ Une photographie de 1941 le présente défilant avec la légion des combattants, ses anciens frères d'arme. Il n'y porte ni béret, ni décorations à l'inverse de ses collègues AN F/17/ 27 827. Je remercie M. Gilles Couderc de m'avoir fourni la copie du dossier Deltheil aux Archives nationales.

⁴⁷ ANF/17/27 827. Le quotidien collaborationniste Gringoire avait écrit le 30 octobre 1942 en première page : « *On sait que les juifs sont exclus du droit d'enseigner dans les écoles publiques. Mais il leur reste des écoles libres. Est-il exact qu'un pensionnat de Toulouse vienne d'engager comme professeurs deux Israélites ? Est-il exact qu'à la date du 12 octobre, le directeur du pensionnat ait écrit à l'un d'eux « Inutile de vous préoccuper de la question concernant l'autorisation pour les juifs d'enseigner dans les écoles libres. L'autorité diocésaine n'y voit aucun inconvénient et c'est, du reste, Mgr de Solages qui vous a proposé. D'autre part, M. le recteur Deltheil a déjà autorisé un Israélite à enseigner dans notre établissement et lui a même donné un mot de recommandation. Cette question paraît bien réglée, me semble-t-il* ». Si nous posons les questions, on se doute que c'est parce que nous connaissons les réponses. Ainsi l'un des recteurs est d'accord pour repasser les juifs à l'autre qui les accueille.

impériale le lundi 19 juin vers 23h. En rangs par cinq ils traversent la ville aux rues désertes et vont à pied, portant leur bagages, encadrés de soldats allemands jusqu'au camp de Royallieu à 3 km.

À Royallieu-Compiègne

Le 20 juin, ils doivent donner tous leurs effets personnels, argent, livres, feuilles de papier, cartes d'identités. Ils seront au camp A Baraque 8 (150 détenus). La vie est réglée : lever à 7h, appel à 8h, corvée de nettoyage, déjeuner à 12h, appel à 19h, dîner, coucher à 20h. Là, ils peuvent recevoir des colis de la Croix-Rouge et des familles.

Nous avons plusieurs témoignages des prisonniers de Compiègne arrêtés pour les mêmes raisons que ceux de Toulouse et venant de toute la France⁴⁸. Le Frontstalag 122 de Royallieu avait été une ancienne abbaye puis une caserne de régiments d'infanterie et devint un camp de prisonniers, de prisonniers de guerre d'abord puis de toutes personnes arrêtées qui devaient partir vers l'Allemagne et la Pologne. Un camp de transit, gardé communément par des Français et des Allemands. Ce qui domine entre ces compagnons d'infortune est l'amitié qui naît entre eux. « *Le malheur nous rapprochait ; la misère nous faisait fraterniser, grandir et monter* » nous dit Loez.

Ces détenus d'honneur vont être transférés le 3 juillet au camp C situé juste à côté de la baraque A8 où ils résidaient, mais séparé par une haie de barbelés. Ils formeront la « *famille Ducancé* » qui continua même après-guerre. Deltheil reprit ses causeries, voici ce que nota Pierre-Marie Théas : « *La vie intellectuelle s'organisera autour du recteur de l'académie de Toulouse, M. Deltheil, homme aussi aimable et pratique qu'excellent mathématicien. Il est capable, sans livre, sans notes, de faire tous les cours de mathématiques, depuis la 6^e jusqu'à l'agrégation inclusivement. Notre chambre ecclésiastique est la salle de cours. Mgr de Solages est le disciple le plus assidu et le plus appliqué. Avec lui viennent M. Obez, chef de cabinet du préfet régional de Toulouse, le lieutenant Minvielle d'Auch.* »⁴⁹

Mais que va-t-il se passer ? Les détenus voient des compagnons de Royallieu partir en train vers l'Allemagne, à quand sera leur tour ?

Loez note : « *Nous étions désignés pour celui du 15 juillet à destination de Neuengamme. Appel général. Fouille générale. Distribution de vivres : pain et saucisson. Embarquement à Compiègne. Trois jours de wagons à bestiaux [sont-ils 100-*

⁴⁸ Marie-Thérèse Duffau, Bruno de Solages : Biographie d'un intellectuel engagé (1895-1983). 2014. Téqui, Paris. Alexandre Loez, De la Sèvre à la Baltique, Imprimerie Saint-Denis, Niort, 1947. Joseph Salvat (Chanoine), Mon diurnal de la déportation 1944-1945. © CIEL d'Oc – Juliet 2005 ; Jean Elie Decahors, Pèlerins de Bagne, ICT Toulouse 1946 ; Emile Maurice Reynaud, *Potence et pots de fleurs* Journal d'un déporté de Neuengamme, 1945, Defontaine, Rouen. Reynaud, mal connu, est né à Nîmes le 9/11/1888 et sera professeur agrégé d'anglais à Rouen où il décèdera le 27 mai 1968. On lira aussi avec avantage Benoît Luc, Otages d'Hitler, 1942-1945, Vendémiaire, Paris, 2011.

⁴⁹ Théas op.cit. p 60.

140 par wagon ? Deltheil évoquera 340, il y a certainement une coquille dans le chiffre] via Soissons, Laon, Rethel, Mézières, Charleville, Sedan, Mouzon, Stenay, Verdun, Conflans, Metz, Trèves, Coblenze, Cologne, Solingen, Essen, Gelsenkirchen, Munster, Osnabrück, Brême, Harbourg, Hambourg, Neuengamme, où nous débarquons le 18 juillet, après 62 heures de voyage. Le sort en est jeté. Nous voici sur les bords de l'Elbe, à proximité de la Baltique, à hauteur de Liverpool. »⁵⁰. Le camp de concentration de Neuengamme se trouve à une trentaine de kilomètres de Hambourg.

Neuengamme

Loez se souvient de l'accueil des détenus. « *Tout le monde descend, les vivants et les morts, les malades et les fous, le morne bétail humain raflé par le grand Reich, le vil troupeau des sous-hommes, des esclaves et des parias qu'accueille au débarqué la schlague des geôliers. Ce premier contact est pénible et gros de promesses. Hurléments. Bourrades et coups. Le convoi de corps las et repus de fatigue et d'insomnie se forme. Fünf, Fünf... par cinq. Los, los, Allez, allez, ... et en avant par la vieille route militaire, vers le camp, vers le bagne où s'engouffre le lamentable cortège. Nous nous alignons face aux baraques (dont quelques peintres rafraîchissent la peinture) et à une série de tonneaux où chacun doit se... débarrasser de ses vivres. Ici le pain. Ici le sucre, les biscuits. Là, le chocolat.* »⁵¹

Dès leur arrivée le 18 juillet 1944, on les descend dans une cave sous terre, ils sont entassés à coups de crosse, 1500 hommes, sans eau, sans manger pour une durée indéterminée. Pour les Allemands il s'agit d'humilier et de casser, ces détenus, sénateurs, préfets, recteurs, professeurs, banquiers, etc.

Après une « *Suprême visite médicale ultra-rapide et classement du bétail en durs et en mous, en forts et en faibles, en aptes aux travaux extérieurs (Arbeit Kommandos) ou aux travaux plus légers, à l'intérieur du camp. Le triage s'achève et, juché sur une table, le vieux du camp hurle à tous les vents ses recommandations et ses menaces. Un petit belge, brun, cheveux en brosse, l'œil dur, fait office d'interprète et traduit l'allocation ténébreuse. « Du travail, de la discipline, de la bonne volonté... si vous voulez sortir vivants d'ici.* »⁵²

Les Allemands demandent à Deltheil et de Solages de regrouper les *Prominenten*⁵³, préfets, sénateurs, professeurs, pour faire partie des détenus d'honneur, les *Erhenhäftlinge* qui iront au Block 16 puis 12. Ces détenus pourront se promener à l'extérieur, jouer au bridge et aux échecs, ils ne souffriront ni en kommandos de travail, n'auront pas d'appel. Ils seront seuls par couche. Ils pourront écrire, lire des livres, voire les journaux (nazis) allemands. La discipline sera moins féroce que pour les

⁵⁰ Loez op. cit. p 64.

⁵¹ Ibidem p 63.

⁵² Ibidem p 71.

⁵³ Les prisonniers otages.

autres détenus. Ils récupéreront leur tenue, comme la soutane pour les ecclésiastiques. Mais ils souffriront de la faim et du froid.

Tous seront marqués d'une croix jaune : le pantalon sur la cuisse gauche et dans le dos, et la coiffe. La croix jaune caractérise les prisonniers de Neuengamme. On leur donne leur matricule.

Avec un certain humour noir Loez mentionne « *Le camp de Neuengamme ? Un camp de concentration... On y concentre... de 80 kilos nous passons successivement à 60, 50, 40... Nous devenons peu à peu, lentement mais sûrement, une simple peau sur les os, un squelette animé, avant de devenir une pincée de cendres. — On concentre.* »⁵⁴ Pour lui, 10 000 Français sont passés à Neuengamme, 600 en revinrent. Deltheil indiquait à sa petite-fille avec qui il vécut quelque temps dans les années 1960, qu'il pesait à son retour 38 kilos et avait perdu ses cheveux.

Mais que mangeaient-ils ?

« *Que n'avons-nous dans nos gamelles ces herbes, ces fèves, et cette purée ?... Nos extras se comptent sur les doigts, des fonds de tonneaux de poisson salé, des laitances de poissons de la Baltique, quelques carrés de betterave rouge et quelques rares assiettées de « soupe blanche » qui font griller d'envie ceux qui en sont privés. Les bénéficiaires la délectent par roulement, mais le tour... de piste est long, à revenir, quand encore la distribution n'est pas totalement suspendue.* »⁵⁵ Mais il y eut pire, que la faim.

Il se dit qu'en octobre 1944 le chef cuisinier des SS ayant volé de la viande à son profit, il l'avait remplacé pour les prisonniers par des morceaux humains prélevés sur les détenus décédés avant qu'ils ne soient incinérés. Certains prisonniers voyaient bien des camions de cadavres rentrer dans le camp et les cheminées des fours crématoires jeter leurs tristes fumées.

Loez, chrétien militant, note « *Mais aussi... quelle retraite providentielle et quelle école de camaraderie et de solidarité dans le malheur. La chaîne d'amitié fraternelle nouée dans les camps de la mort lente entre compagnons de captivité, rien au monde ne saurait la rompre.* »⁵⁶

Des contacts existent entre les « *Ducancé* » et les autres détenus à l'occasion des regroupements dans les caves lors des alertes bombardements. Pour mettre fin à ces discussions, les autorités décident l'isolement des premiers. Le 2 août, ils sont transférés vers les Reviers 2 et 3, des bâtiments d'infirmerie, à l'écart du camp central. Là ils mènent activités intellectuelles, et assistent à des conférences données par divers intervenants. Bertrand de Vogüé⁵⁷, adjoint au maire de Reims et dirigeant des champagnes Veuve Cliquot, devient « *recteur de l'Université de Neuengamme* ». A ce

⁵⁴ Loez op.cit. p 65

⁵⁵ Loez op.cit p 79.

⁵⁶ Ibidem p 65.

⁵⁷ Il est arrivé plus tardivement à Neuengamme, Théas lorsqu'il en parle le qualifie de M. le comte de Vogüé.

sujet Loez ne mentionne que « *le préfet Demange⁵⁸ à qui nous devons tant et dont les démarches renouvelées avec autant de ténacité que de persévérance obtinrent que nous fussions affectées des baraques spéciales, où notre qualité d'internés d'honneur nous valut d'être exemptés de tout travail. Pour la plupart d'entre nous, cette décision du 25 juillet 1944 nous sauva la vie.* »⁵⁹

Si la surveillance est rude de la part des Allemands, des traits de civilisation existent dans le camp, on fait pousser des fleurs et on joue de la musique, une clique existe, 40 bagnards s'y collent et le travail est intense. Les Kommandos partent le matin en musique, reviennent à midi en musique, y repartent en musique et y reviennent en musique « *mêmes ritournelles lassantes qui vous mettent les nerfs en boule.* » La musique joue aussi pour les exécutions capitales, et pour l'agrément des SS.

Pour les Occitans, Joseph Salvat professeur de littérature occitane animait « *une petite et très vivante académie félibréenne, sous le signe de la Croix jaune⁶⁰. Ils se réunirent tous les dimanches, parleront et chanteront dans leur langue d'oc, chaude et colorée, évoqueront le pays natal et ses gloires.* » Deltheil y fera une intervention remarquée « *Ainsi M. Deltheil, recteur de l'Académie de Toulouse, [donnait en occitan une conférence] sur la meunerie et les expressions qui la concernent, évoquant ses souvenirs d'enfance et de jeunesse* »⁶¹. R. Deltheil était en effet fils de meunier.

Les toulousains avaient donné des noms aux allées et croisements du camp : place du Capitole, rue de Cahors, rue d'Albi...

« Le groupe des détenus spéciaux (Sonderhäftling), des détenus d'honneur (Ehrehäftling) de Neuengamme, s'honorait de compter parmi eux deux authentiques recteurs d'Université : Mgr Bruno de Solages, Recteur de l'Université catholique de Toulouse, et M. Deltheil, Recteur de l'Université d'Etat de la même ville. Tous deux arrêtés dans les mêmes conditions... et pour les mêmes motifs... par la même Gestapo, continuèrent au bagne les mêmes relations cordiales qu'ils avaient nouées depuis de longues années sous le ciel toulousain⁶². Sous le ciel baltique, le prélat au visage émacié où flamboient deux yeux vifs et perçants donnait des leçons de philosophie au savant professeur doyen qui, de son côté, initiait son illustre partenaire aux arcanes des mathématiques spéciales et du calcul différentiel et intégral. Deux recteurs authentiques : l'ecclésiastique racé perdu dans sa soutane flottante sur un long corps anguleux et squelettique, le laïque, trapu et solide comme un roc malgré les mois de captivité et de privations ; tous deux habitant les hauts lieux de la spéculation métaphysique et scientifique où souffle l'Esprit et dédaigneux des préoccupations

⁵⁸ Paul Demange, alsacien, était préfet de Seine-et-Marne, son nom figurait sur la liste des gaullistes comme préfet « utilisable » à la Libération, liste qui était tombée au printemps 1944 entre les mains des Allemands. Il avait été arrêté par la Gestapo avant le mois de juin.

⁵⁹ Loez op.cit p 118

⁶⁰ *L'Escola de la Crotz Jauna*, qui se réunit « place du Capitole ».

⁶¹ Decahors op.cit p 68.

⁶² Solages indiquera après-guerre qu'en fait les deux hommes ne se connaissaient que professionnellement.

avilissantes de la quotidienne et matérielle gamelle. [...] Les grands élèves de l'université-bagne abordent toutes les branches de la connaissance humaine et sont inscrits simultanément à toutes les facultés littéraires et scientifiques.»⁶³

Deltheil continuait ses cours et Solages y assistait toujours. L'abbé de Naurois raconte cette anecdote : « *Le Recteur de l'académie sur un châlit, faisait le cours à Mgr de Solages qui prenait sous sa dictée. Lorsque, fatigué, ce dernier oubliait une formule algébrique, le Recteur Deltheil s'écriait "Mais, Monseigneur, je vous l'ai donnée cette formule, vous l'avez perdue... je vais vous l'envoyer par huissier ! " »⁶⁴.*

Voilà ce que note Reynaud sur Deltheil : « *Le Recteur des quatre facultés était un rouge-gorge : il en avait eu le plastron avantageux ; il lui en reste les yeux brillants, vifs, noirs de jais. Un étroit béret, poussé à fond contre le rebord de ses oreilles, moulait son crâne, et accusait la saillie du nez. Des roulades sonores sortaient de son gosier. Ses mains ne quittaient guère ses poches ; les bras collaient au corps comme des ailes repliées. Les carnets qu'il tirait de son veston étaient couverts d'écritures fines et claires. Il aimait porter chemise très blanche. Je le vois souvent de ma fenêtre, qui vient se poser sous le fil de fer du séchoir : il lève les bras, comme s'il invoquait le Dieu du soleil ou Sainte Netteté ! Il sautillait agilement sur les branches les plus hautes parmi les buissons des mathématiques, mais il comprenait toute chose et la poésie l'émouvait. Il pensait ! c'était son signe particulier. Il bondissait d'idée neuve en idée neuve ; et les esprits routiniers, asservis à l'instinct et aux sens, incrustés de préjugés, figés dans l'habitude et alourdis d'entrailles, le jugeaient léger. Son esprit ne connaissait pas la paresse ; mais à l'heure de la sieste, il étendait son corps le long de son collègue ecclésiastique. Ainsi ces deux gisants réconciliaient l'école sans Dieu et Dieu seule science. Aussitôt éveillés, l'un enseignait le calcul intégral à l'autre, qui sans doute l'entretenait des mystères. »⁶⁵*

Léopold Escande, professeur de mécanique des fluides à la Faculté des sciences de Toulouse, témoignera de ceci : « *Il a fait à Neuengamme, en août ou septembre 1944, une conférence sur le fonctionnement de l'Université, qui a été un réquisitoire, implacable parce que modéré et nourri de faits, contre les méthodes que le gouvernement de Vichy a essayé de mettre en vigueur en matière d'instruction publique ; ses propos et le ton sur lequel il les a publiquement tenus attestaient que ces méthodes ont profondément blessé ses convictions et révolté son sentiment de l'équité ».*

Mais il y a plus terrible que le sort de tous les détenus et dont se souvient Loez, et que tous devaient connaître. 25 enfants juifs⁶⁶ étaient cachés dans des baraquements où ils

⁶³ Loez op.cit p 86.

⁶⁴ René de Naurois (abbé), Aumônier de la France libre, Perrin, Paris, 2004, p 375. Solages était son cousin, il n'a pas été déporté. A cette époque il était aumônier du commando Kiefer.

⁶⁵ Reynaud op.cit. p 87.

⁶⁶ Ils étaient 20.

servaient de cobayes au Docteur Dreymann⁶⁷ pour des expériences sur la tuberculose. Il s'était entouré par contrainte de deux médecins lyonnais, les Dr Florence et Quenouille, eux-mêmes enfermés dans le même bâtiment. Tous furent tués avant l'arrivée des Américains, pas de témoins.

Albert Sarraut, frère du directeur du journal La Dépêche de Toulouse, Maurice Sarraut, assassiné par la Milice en 1943, était à Neuengamme avec Deltheil. Ancien ministre ayant été gouverneur général de l'Indochine française, chacun le connaissait. « *Court, trapu, massif, l'œil vif et malicieux derrière ses lunettes, les lèvres épaisses, le béret basque à demeure, le président⁶⁸ ne préside pas le moins du monde... Il s'isole volontiers et lit à pleine journée. Il rêve à Toulouse et à la Dépêche, à la Garonne et aux Jeux floraux, au Capitole et à la Dalbade. Il rêve à l'Indochine et aux consulats révolus... Il a la poignée de mains facile et sa simplicité contraste avec l'attitude quelque peu distante de tel ou tel « superprominent ». Il aime faire son petit tour de promenade, seul, à l'heure du soleil de la Baltique, ou avec quelque ami toulousain, Mgr de Solages par exemple... Quand le programme des conférences de l'Académie de Neuengamme menace de se tarir, il nous annonce une série de cinq causeries sur la France d'Extrême-Orient... [...] Le président brusquement nous a quittés le 18 janvier, libéré ? non pas ; nous retrouverons sa trace à Flossenburg de sinistre mémoire, où il résida quelques mois encore avant son rapatriement anticipé qui lui permit d'activer les formalités de notre propre libération⁶⁹. »⁷⁰ France Soir indiquera qu'il est revenu en France le 6 mai 1945. Le 12 mai, interrogé par Denise, épouse de Robert Deltheil, sur le devenir de son mari, il répondra aussitôt :*

« *J'ai vécu en effet au bagne infame de Neuengamme aux cotés de votre mari jusqu'à la fin du mois de janvier, et je puis vous dire qu'à cette date il résistait très remarquablement encore aux affreuses épreuves qui ont été les nôtres. Il avait à coup sûr beaucoup maigri, comme chacun de nous (j'ai perdu pour ma part un peu plus de trente kilos) mais sa constitution robuste dominait toujours les dépressions de notre épouvantable vie. Elle puisait d'ailleurs sa faculté de résistance dans l'incomparable*

⁶⁷ Willi Dreymann était *Rapportführer*, c'est-à-dire un sous-officier chargé de superviser les casernes dans un camp de concentration, ainsi la mémoire de Loez est défaillante. Le médecin du camp était Alfred Trzebinski. Kurt Heissmeyer, présent au camp, était le médecin qui avait décidé les expérimentations sur la tuberculose. Tous les témoins et les enfants furent pendus pour dissimuler les preuves. Trzebinski, comme dix autres SS de Neuengamme furent exécutés après leur procès à Nuremberg le 8 octobre 1946, *N'Oubliions Jamais* n°6, août 1946. Heissmeyer fut mis en cause bien plus tard et fut jugé en 1966, condamné à la perpétuité et mourut de crise cardiaque en 1967.

⁶⁸ Il avait été deux fois président du conseil en 1933 et 1936, au total moins de 6 mois. Il était membre du parti radical.

⁶⁹ Albert Sarraut ne fut pas interné à Flossenburg, mais à l'hôtel Ifen à Hirschegg dans le Tyrol autrichien. Il y retrouvera entre autres, le général de la Porte du Thiel, ancien chef des chantiers de jeunesse et André François-Poncet, ancien ambassadeur de France à Berlin qui avait indiqué : « *pendant ces douze mois je n'ai pas souffert physiquement, j'ai même bénéficié d'un régime supérieur à celui que j'aurais connu en France* », cité par Luc op.cit. p 79-80.

⁷⁰ Loez op.cit. p 102.

moral qui n'a cessé d'être l'objet de l'admiration de tous ceux qui ont approché votre mari. Je tiens, pour ma part, comme une fortune heureuse, au milieu de tant de misères, d'avoir rencontré un homme de son caractère, de sa valeur et de son admirable force d'âme.

Nous avons vécu côte à côte ; son grabat était voisin du mien et nous prenions nos repas à la même table, où il assurait avec une souriante équité la distribution de notre misérable nourriture. Il n'a cessé de travailler, de traduire les communiqués, de donner à nos compagnons l'agréable diversion de conférences littéraires et pédagogiques que l'on suivait avec passion. On n'a cessé de l'entourer de la plus affectueuse sympathie. Nul ne la méritait davantage. Il n'a pas reçu vos colis. Aucun de nous n'a d'ailleurs jamais reçu ni les lettres ni les paquets envoyés par nos familles ou nos amis. Tout cela nous a été volé. »⁷¹

Dans le camp de Neuengamme, le temps passe, on apprend l'attentat contre d'Hitler, mais ce n'était qu'une tentative d'assassinat non aboutie (le 20 juillet 1944), on apprend la libération du Sud-Ouest de la France et de Paris, mais pas de changement dans le camp. On fête donc Noël « *Le vent souffle et la baraque est froide ; dehors, le thermomètre est descendu à moins quinze ; et demain marquera le 200^e jour depuis notre arrestation.* »⁷² En guise de réjouissance profane, des détenus jouent la comédie *Les Plaideurs* de Jean Racine. Ils pensent à ce Noël 1945 où ils seront chez eux avec leur famille. Un des 12 prêtres prisonniers, le père Masson, curé de Lunéville prédit, « *nous serons de retour à Pentecôte 1945.* »

Ces détenus, du fait de la mine des Allemands, des nouvelles qui viennent des Kommandos sur les lieux de travail, des discussions qu'ils entendent, des journaux allemands qu'ils peuvent lire, sont avertis des avances des alliés, des batailles gagnées, des repliements stratégiques allemands... Deux prisonniers, René Richard et le professeur Durand sont des lecteurs assidus du *Beobachter*⁷³, du *Hamburger Zeitung* et *Hamburger Tableblatt*, ils font un « *communiqué* » aux détenus chaque jour. Parmi eux, Thorigny a même reconstitué la carte de l'Allemagne nazie et chaque jour, avec les informations dont il dispose, il mentionne les mouvements des troupes sur le front russe ou anglo-américain. Un jour le « *communiqué* » indique : « *Le Hamburger Zeitung, lui-même, a publié noir sur blanc qu'il n'y avait plus de miracle possible* », l'Allemagne va perdre la guerre.

⁷¹ Lettre du 12 mai 1945 d'Albert Sarraut à Denise Deltheil. Collection Patricia Laffon. La lettre poursuit : « *J'ai quitté le camp de Neuengamme fin janvier, en plein accès de congestion pulmonaire, pour être transféré dans un coin du Tyrol. Délivré le 2 mai, je me suis rendu à Paris, au lieu d'aller retrouver ma famille dans le Midi, pour m'occuper du rapatriement rapide de mes chers compagnons. J'ai vu le Général De Gaulle, les Services Militaires, les Offices des Prisonniers, l'Ambassadeur d'Angleterre pour insister sur l'immédiat rapatriement de tous les Français. J'attends d'un jour à l'autre des réponses et des précisions ; dès que je les aurai, je vous les ferai connaître. [...]* »

⁷² Loez op.cit. p 112.

⁷³ Il s'agit du *Völkischer Beobachter*, organe du parti Nazi.

Le 11 avril 1945 un détenu leur « *annonce confidentiellement le bruit qui court, le bobard des cuisines ou des bureaux du camp... "Vous êtes libres"»*⁷⁴. Le lendemain, un voyage terrifiant mené par le capitaine Harald Folke (suédois) au profit de la Croix-Rouge Suédoise, va les faire aller en bus, treize seront nécessaires, au camp d'extermination de *Flossenburg*⁷⁵ où ils seront le 12 avril. Folke les en sauvera pour une destination moins dangereuse qui était *Theresienstadt (Terezin)* deux jours plus tard. Là ils sont dans la forteresse, la discipline est bien plus légère et les repas plus copieux, d'ailleurs un de leurs compères, Henri Maupoil⁷⁶, a harcelé le commandant du fort pour disposer d'une meilleure nourriture, qui trop riche pour leurs estomacs les rend malades ! Mais les prisonniers goûtent à un peu plus de liberté. On peut même se promener dans les environs. Environs rendus lugubres par un camp de femmes juives enfermées. « *25 à 30 000 détenues y sont internées et nous en apercevons quelques-unes, derrière les barreaux de leur prison bagne. [...] Nous en rencontrons aussi, de tous âges, employées à des corvées de voierie ou aux travaux des champs. Un trio de trois vieilles en particulier retient notre attention compatissante. Marquées de l'étoile jaune, la chevelure blanche comme neige, courbées, cassées, elles nous font de la main un petit signe discret...»*⁷⁷. La violence nazie reste quand même de mise, un des prisonniers en fera les frais, il sera tué. Une épidémie de typhus touchera les gardes et l'administration de la citadelle. Les prisonniers se réfugieront dans les wagons d'un petit train à la gare de *Bohusovice* au pied de la citadelle. « *La population nous gâte et nous comble de mille prévenances. Des réceptions s'organisent même chez l'habitant : quel chaleureux accueil est réservé à ceux de nos camarades qui enfreignent les consignes, quittent la cour de la gare et se répandent dans les rues de la petite ville et sur la grande place dominée par l'altière figure de Jean Huss, taillée dans un bloc de granit. Nos gardiens slovaques laissent faire et laissent passer.* »⁷⁸

Ils repartiront en « *petit train* » pour *Brezany* (Tchéquie) le 30 avril 1945. Ils seront de nouveau derrière des barbelés dans une baraque, mais ils se souviendront de « *la cuisine locale que des marmitons tchèques nous préparent. Ah ! ces premiers "Knôdel" (lisez quenelles) longuement savourés que nous dégustons sur nos genoux, assis sur nos bat-flancs, ou debout à même l'appui de la fenêtre de notre baraque. Sans parler de ces distributions supplémentaires de confitures, de margarine, de sucre... et de pain ; des soupes savoureuses et des ragoûts consistants que nous prépare l'ami Bonnet, des délicieux gâteaux de riz ou de semoule... que permettent les provisions apportées de Bohusovice... et bientôt aussi les récupérations effectuées dans les magasins allemands abandonnés le 8 mai* »⁷⁹. Maupoil, culotté, était allé à Prague en voiture accompagné par des SS, chercher un camion de la Croix-Rouge contenant à manger. A son retour à

⁷⁴ Loez op.cit. p 134.

⁷⁵ A la frontière tchèque.

⁷⁶ Sénateur radical de Saône-et-Loire, ancien ministre des pensions en 1935 dans le gouvernement Laval.

⁷⁷ Loez op.cit. p 156.

⁷⁸ Loez op.cit. p 164.

⁷⁹ Ibidem p 165.

Brezany, il est reçu par un concert, on chante « *La Madelon vient nous servir à boire* », on chante la Marseillaise.

« *Brézany... où nous devons laisser nos os et où nous apprîmes la capitulation allemande, la victoire et la libération prochaine, dans la nuit mémorable du 8 au 9 mai 1945. [...] Brézany enfin qui pour chacun de nous remémore l'arrivée des premiers résistants tchèques au matin du 9 mai, après le honteux départ nocturne des gardiens du camp ; l'arrivée aussi des premières patrouilles russes qui nous laissent un moins agréable souvenir. La réception le 12 mai du commandant Jaeger qui vient nous saluer au nom du général de Gaulle et nous retracer les prodiges réalisés par la nouvelle armée française... ».*

De retour à Prague, le fameux Maupoil parlera à la radio pour annoncer le retour des prisonniers aux familles et ramènera 13 camions pour conduire les ex-détenus vers la capitale.

Tous pouvaient se réjouir. Mais, voici ce que déclare Maurice Thuriot : « *En quittant le siège de la Gestapo, la voiture qui conduisait notre délégation, escortée du commandant du camp qui était à Prague depuis quelques jours et de l'adjutant Wolmer qui avait conduit nos camarades, se trouve devant un groupe de partisans. Les Allemands sautent de voiture et font demi-tour en courant, poursuivis par les Tchèques : le capitaine fut tué et on retrouva sur lui l'ordre de Himmler de nous passer au lance-flammes le 8 au matin. Ce document fut remis à notre ambassade, et par elle transmis à Paris, ainsi que l'apprit début 1946 notre camarade Maudet, alors député, par un membre du cabinet du ministre des Affaires Etrangères qui le connaissait.* »⁸⁰. Nos internés ont donc été sauvés par les partisans tchèques.

Nous sommes le 15 mai, ils prendront le train de l'ex-général SS Karl Hermann Frank (qui dirigeait la Tchécoslovaquie) pour *Pilsen*. Le 17 mai, dans des camions américains, ils iront à *Wurtzbourg* en Bavière. « *Nous passons la nuit dans une immense caserne de SS et le 18 à 10h30, nous sommes au champ d'aviation où atterrissent bientôt impeccablement 13 gros avions de transport (encore 13) qui s'échelonnent sur la piste d'envol. [...] Nous décollons et planons sur les ruines de Würzburg, piquant droit sur le Rhin que nous survolons à Worms ; sur la Sarre que nous passons au nord de Metz ; sur la Moselle que nous franchissons à Thionville (Diedenhofen). Nous survolons Reims et saluons sa cathédrale au passage ; à 13 heures, nous débarquons au Bourget en plein orage. Deux heures de vol, un peu plus de 600 kilomètres et nous atterrissons. Terre. Terre... Terre de France. Terre de chez nous... Nous croyons rêver... c'est le cauchemar qui s'achève... La liberté guide nos pas...[...]* Réception au Bourget. Réception à Lutetia. Combien douces à nos cœurs. Formalités diverses... Interrogatoire

⁸⁰ Maurice Thuriot, Journal de M. Ducancé, juin 1944-mai 1945, Journal de ma déportation à Neuengamme, (sans éditeur) Disponible au Musée de la Résistance à Besançon, p 123 cité par Luc op.cit. p 168.

d'identité ; visite médicale. Mais Paris ne nous intéresse guère ; pas même le dîner qui nous attend et nous retarderait... »⁸¹

Au Bourget, une clique militaire et des hommes présentant des armes constituaient l'honneur de la République provisoire rendus à ces détenus. Salvat s'écrira en langue d'Oc « *Hôtel Lutétia ! centre d'accueil pour prisonniers et déportés. Ici, vous pouvez manger et dormir. Ici nous pouvons envoyer des télégrammes annonçant notre arrivée.* »⁸²

Le lendemain Deltheil était à Toulouse, c'était la veille de la Pentecôte... Mais l'histoire de la guerre n'était pas finie, pour notre héros.

Les difficultés d'un Recteur de l'Etat Français dans l'après-guerre

Au retour de captivité, Robert Deltheil se rend compte qu'il n'est plus recteur de Toulouse.

Pas de réception dans la cour du rectorat, un autre occupe la place : Paul Dottin (professeur de linguistique à l'Université de Toulouse, résistant). Et qu'en est-il de l'appartement de fonction ? Deltheil signe toujours ses dossiers de son adresse « 20 rue Saint Jacques à Toulouse », soit l'adresse de cet appartement au rectorat.

Deltheil avait été nommé le 26 septembre 1944⁸³, alors qu'il était à *Neuengamme*, directeur de l'enseignement supérieur, par le gouvernement provisoire, le décret avait été reporté au 22 novembre de la même année. Puis le 20 mars 1945, Deltheil était nommé recteur de l'académie de Nancy, il était toujours en déportation. De ce fait, il n'y fut pas installé.

Paul Dottin avait donc été nommé par le commissaire de la République à Toulouse, Pierre Bertaux (professeur dans la chaire d'allemand à la Faculté de Lettres, autre résistant), recteur provisoire de Toulouse, le 24 août 1944, alors que Deltheil, selon le journal FN du Tarn, était « mis en congés », aucune trace de cette mise en congés n'existe. Pierre Petot mentionne que « *Deltheil déporté possédait toujours la confiance de ses chefs* ». Dottin sera confirmé comme recteur le 20 mars 1945, par Bertaux.

Dès son retour, Deltheil proteste contre cette mesure qu'il prend comme une « *disgrâce injustifiée* ». Dès le 25 mai il demandait au ministre de l'éducation nationale, via la voie hiérarchique (lettre transmise par Pierre Bertaux) à passer devant le Conseil supérieur d'enquête afin de faire taire les soupçons et de justifier son attitude pendant la guerre.

Contre Deltheil, Pierre Petot⁸⁴ ne dispose que de l'article de presse du journal FN du Tarn du 2 décembre 1944, d'un autre du 16 juin 1945⁸⁵ et de deux témoignages, celui

⁸¹ Ibidem p 185.

⁸² Salvat op. cit p 94.

⁸³ Je cite là les informations du rapporteur Petot, pour la commission de coordination de jurisprudence, certifié conforme le 19 septembre 1945. AN F/17/27 827

⁸⁴ Professeur d'histoire du droit à Paris, président du Conseil supérieur d'enquête.

⁸⁵ Je n'ai rien vu dans cette édition à ce sujet.

d'un inspecteur d'académie Romain Plandé qui qualifie Deltheil de « *valet de Vichy* » et celui de Paul Dottin qui « *après avoir rendu hommage aux éminents services qu'on peut attendre encore de M. Deltheil* », souhaite qu'il soit appelé à les rendre « *dans une autre région que sa région d'origine* ».

Deltheil va donc argumenter sur les reproches qu'on lui fait et Petot instruira selon les documents et témoignages dont il dispose.

L'appartenance à la Légion française des combattants, organisme qui regroupait tous les anciens combattants qui en faisaient la demande, ne pouvait pas être une faute tant d'anciens combattants en faisaient partie. Au sujet de la photographie montrant Deltheil suivi d'autres hommes en juin 1941 et indiquant « *Deltheil défilant en tête de la Légion, au moment de la transformation en SOL* », rappelons ce qu'était le SOL. Le Service d'Ordre Légionnaire (SOL), fut une organisation politique et paramilitaire composée de membres de la Légion française des combattants, qui prêtaient serment au Maréchal Pétain « *je jure de lutter contre la démocratie, la lèpre juive et la dissidence gaulliste* ». C'était donc une honte que d'appartenir à ce SOL qui deviendra plus tard la Milice française. Petot se demandait ce que prouvait la photographie ? Quel élément établit l'appartenance de Deltheil au SOL ou qu'il ait contribué à la naissance du SOL en Haute Garonne ? D'ailleurs, sur la photographie, les anciens poilus défilent sur 3 rangs, Deltheil est le premier photographié du rang de droite, il n'est pas en tête. S'il avait défilé en tête, il aurait été premier du rang du milieu, bien en avant de la troupe⁸⁶.

Petot en arrive à la distribution de prix au lycée de Rodez en juillet 1941 et d'Albi en 1942 où il commit une allocution. Deltheil était maréchaliste, était séduit par le passé militaire du Maréchal. Il avait été un des collaborateurs du président Painlevé pendant la guerre 1914-18, et celui-ci avait nommé Pétain commandant en chef des armées françaises. Mais Deltheil avait réfréné son enthousiasme envers le Maréchal lorsque celui-ci refusa de partir lors de l'invasion allemande de la zone libre en novembre 1942, et « *s'obstina à rester à Vichy* ». Dès lors il « *se garda de faire aucune allusion publique au Maréchal* ».

Pour l'affaire du Dr Grimm le 16 juin 1942, Deltheil indiquait qu'il y a bien eu une brève réception⁸⁷ chez lui au rectorat à l'occasion de son passage avec les doyens des facultés. Le préfet régional André Sadon et le ministre Abel Bonnard avaient ordonné à ce que fut reçu l'Allemand, universitaire et propagandiste du régime nazi. Paul Dottin reconnaîtra la justesse de cette déclaration. Pour prouver sa bonne foi, il indiquait que

⁸⁶ Deltheil précise dans son dossier que la photographie a été prise en juin 1941 « *lors de la visite du général Laure et de M. Valentin, démissionnaire par la suite* ».

⁸⁷ La réception dans son appartement du rectorat à laquelle Paul Dottin était venu et à laquelle Mme Deltheil assurait son rôle de maîtresse de maison. Le directeur de l'observatoire de Toulouse Emile Paloque ajoutera « *M Deltheil n'a pas adressé la parole au professeur allemand au cours de cette réception qui a duré une demi-heure, créant ainsi une atmosphère glaciale* ».

pour la venue de Georges Claude à Toulouse, il avait refusé de présider la conférence publique de ce cofondateur de la société Air Liquide, inventeur d'un procédé de liquéfaction de gaz, et des tubes d'éclairage au néon, qui était devenu un collaborationniste acharné.

Sur l'inauguration de L'Institut allemand de Toulouse, Deltheil avait été délégué par le préfet régional comme représentant du ministre de l'éducation nationale. Il s'y montra prudent évoquant les arts et les sciences reconnaissant les qualités remarquables de musiciens et de scientifiques allemands⁸⁸. Il précisait qu'il s'agissait de ne pas « *meurtrir une âme française* ». Petot ajoute : « *M. Deltheil a fait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter toute confusion entre l'Institut allemand et l'université de Toulouse.* »

Deltheil n'aurait-il pas dû se démettre de sa fonction ? Petot indique de façon insidieuse : « *M Dottin qui le suppléait en sa qualité de vice-président du Conseil de l'Université a dû accepter une invitation à déjeuner de l'Institut allemand et du Consul Général d'Allemagne.* »

Petot a donc dressé un rapport favorable sur le dossier Deltheil. Il gomme soigneusement la déception de Deltheil vis-à-vis de Dottin, qu'il avait choisi lui-même comme vice-président du conseil de l'Université et qui s'est permis à la séance solennelle de rentrée de l'université de Toulouse le 16 novembre 1944 des « *allusions dédaigneuses* » à son encontre. En évoquant l'arrestation de Deltheil il se posait publiquement la question du motif de celle-ci en lançant « *on se demande pourquoi ?* ». Par ailleurs, dans le témoignage de Dottin, Deltheil relevait qu'il « *serait en butte à l'hostilité de la grande majorité des membres de l'Université de Toulouse, comme réalisant à leurs yeux "le type même du fonctionnaire Vichyssois"* ». Evidemment le nombre important de témoignages en faveur de l'ex-déporté, montre l'inverse ainsi que le texte de soutien du conseil de l'Université voté à l'unanimité le 5 juillet 1944.

Petot ne mentionne pas que Pierre Bertaux lui-même avait reconnu dans la lettre de transmission du dossier du mathématicien au Conseil d'enquête, que Deltheil avait contribué à le sauver des griffes du tribunal militaire de la 17^e région en 1942 en faisant un témoignage en sa faveur, ce qui contredisait sa « *servilité à l'égard de Vichy* ».

Sur l'attitude pro-allemande supposée, Deltheil mentionne cette anecdote : « *Le 25 février 1944, je protestais très vivement contre l'arrestation très récente du professeur Naves, de la Faculté des lettres (mort en déportation depuis lors en Allemagne).*

⁸⁸ Il prit soin de ne citer que des scientifiques et des musiciens du XIX^e siècle mentionnant qu'ils « *font partie du patrimoine spirituel de l'humanité toute entière* ». Il se plaindra que le compte rendu de son discours dans la presse ait perverti ce qu'il avait dit. Son arrestation ne lui ayant pas permis d'établir les bons propos auprès de ses collègues.

L'attaché culturel me quitta de fort mauvaise humeur, et, lorsque trois mois plus tard, je fus arrêté par la Gestapo, ce n'est point par hasard que la mention « Deutschfeindlich » figurait sur ma fiche de police... Je refusai du reste, quelques jours plus tard après ma conversation avec Gundermann⁸⁹ et toujours en raison de l'arrestation du professeur Naves, une invitation à déjeuner pour moi-même et deux professeurs de mon université que j'avais à désigner, transmise verbalement par le capitaine Pourailly⁹⁰. »

Sur ses éloges au sujet du Maréchal Pétain dans ses discours aux Lycées d'Albi et de Rodez, Petot avait fait le tri des informations données par Deltheil. Il évoque, en le citant, qu'il le voyait « *alors seulement à travers mes souvenirs et à travers le discours académique de Paul Valéry. J'ai éprouvé une immense satisfaction lorsqu'il congédia Laval en décembre 1940. J'étais fondé à le croire alors foncièrement résistant, et cette opinion m'était confirmée par les échos de ses conversations avec des hommes qui l'approchaient fréquemment, comme M. Terracher, secrétaire général de l'instruction publique ou MM. Guinard et Deffontaines, directeurs des Instituts français d'Espagne rattachés à mon Université. Mais dans les éloges que l'on me reproche, je n'ai jamais parlé que de sa personne et de son passé militaire, et aucunement de la politique de collaboration. En novembre 1942, j'ai espéré (comme le Président Daladier) qu'il prendrait la tête de la résistance ouverte. Après l'occupation de la zone Sud, j'ai estimé qu'il avait trahi son devoir en conservant ses fonctions ; je n'ai plus prononcé publiquement son nom et je me suis considéré comme délié du serment qui nous avait été imposé à son égard* ». Deltheil précise en outre que le discours de Rodez était prononcé en 1941 et non en 1943, comme le laissait à penser le journal du Tarn qui l'accusait.

A la fin de son dossier Deltheil développe deux chapitres, « *mon action en faveur des lois d'exception* » et « *mon action en faveur des victimes possibles de la Gestapo* ». On y rencontre un Deltheil qui a besoin de dire combien il est intervenu pour protéger ceux qui avaient besoin de lui et à qui il ne refusa pas son aide à de multiples reprises. L'annexe 2 reprend son texte. Dans la conclusion de son dossier, il demande à être considéré comme « *résistant administratif* » et mentionne ceci : « *La résistance n'a cessé d'inspirer les pensées et les actes des membres de ma famille : témoins mes deux gendres Patrick Beaugrand et Etienne Pons, qui ont travaillé à la libération les armes à la main : le premier, ingénieur à Carmaux, à la tête d'une équipe improvisée de 75 ; le second, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, ingénieur de 1^e classe de l'artillerie navale, détaché aux pétroles d'Aquitaine, comme capitaine FFI titulaire d'une citation du général Collet, qui a été particulièrement actif dans le maquis de la région pétrolifère tandis que sa femme, ma seconde fille, mère de trois enfants, accueillait chez elle à Gensac, au péril de sa vie, de nombreux combattants clandestins.*

⁸⁹ Attaché à l'Institut culturel allemand.

⁹⁰ Capitaine commandant le détachement français de liaison avec le Consulat d'Allemagne et l'Institut culturel allemand.

Je puis enfin invoquer en matière de résistance le témoignage des Allemands eux-mêmes. J'ai en effet, seul déporté parmi tous les recteurs, connu leurs wagons à bestiaux, leur régime alimentaire de mort lente, leur mise au secret absolu de correspondance pendant dix mois. J'ai vécu d'octobre à avril dans une baraque-écurie sans double plafond ni double parois par des températures de - 15°C en décembre et janvier. »

Le 20 septembre 1945, la Commission de coordination de Jurisprudence du Conseil supérieur d'enquête du ministère de l'éducation nationale, présidée par Pierre Petot, et dont MM. Cossard, Cartailleur, Le Poder et le recteur Roussy étaient membres, reconnaissait toute l'aide apportée à de nombreuses personnalités pendant l'occupation et le mettaient hors de cause. Elle exprimait « *le vœu, aussi bien pour la tranquillité des esprits à Toulouse que pour la sauvegarde de son autorité dans ses fonctions rectorales, que M. Deltheil soit mis à la tête d'une autre académie.* » Deltheil était blanchi, mais ne retrouvait pas son rectorat de la rue St Jacques à Toulouse. La commission avait suivi l'avis de Dottin et allait dans le sens d'André Lunet, contributeur au Front National du Tarn. C'était d'ailleurs une solution sage vu le climat revancharde de cette époque. On était loin de la fraternité scellée dans les camps. Le recteur Deltheil témoignera toujours, post 1945, au Recteur de Solages son indéfectible amitié.

Robert Deltheil revint à la Faculté des sciences de Toulouse, prit le poste de professeur dans la chaire de calcul différentiel et intégral le 21 mai 1946, il succédait ainsi au professeur Adolphe Buhl. Il fait valoir ses droits à la retraite le 5 mai 1961. A sa retraite il passa son temps entre Toulouse et Saint-Jean-de-Luz avec enfants et petits-enfants ; Pays Basque où il décéda en 1972.



Robert Deltheil retraité avec sa petite fille Patricia Laffon (née Beaugrand) et son petit-fils Frédéric Armengau, fin 1961. Je remercie Patricia Laffon de m'autoriser à reproduire cette photographie familiale.

Annexe 1

Amicale Ducancé (Loez op.cit. p 146 et passim)

« Le rôle de la Croix-Rouge Suédoise dans notre transport. A l'occasion d'un récent voyage en Suède, j'ai eu le plaisir de rencontrer le Comte Bernadotte, Président de la Croix-Rouge Suédoise, le Capitaine Folke, Commandant et responsable de notre convoi, ainsi que Mesdames Kjôrke et Keilin, infirmières (suédoises). Tous me chargent tout d'abord de vous transmettre l'expression de leur fidèle amitié. Les uns comme les autres conservent pieusement les notes écrites qui leur ont été remises, par nous, et ce n'est pas sans émotion que j'ai compulsé moi-même les chiffons de papier sur lesquels mes camarades avaient rapidement griffonné leur nom et leur adresse. Mme Kjôrke porte à son bracelet une médaille qui lui a été offerte à Theresienstadt par un de nos camarades dont elle a oublié le nom. La Croix-Rouge Suédoise arrivée en Allemagne en février/mars 1944 avait pour mission de rassembler à Neuengamme tous les déportés scandinaves en Allemagne : conséquence de négociations entamées par Bernadotte auprès de Himmler lui-même. A cet effet, elle établit son Q. G. dans un château, à Friedrichsruh, à une vingtaine de kilomètres au N.-E. de Neuengamme. Le 12 avril, à 10 heures du matin, ordre est donné au Capitaine Folke de nous emmener à Flossenburg, puis d'aller à vide au ghetto de Theresienstadt pour ramener à Neuengamme les Juifs danois qui s'y trouvent. Si vous vous en souvenez, le trafic de la Croix-Rouge sur la route

du camp durait depuis pas mal de temps. Les prisonniers scandinaves avaient signalé depuis une quinzaine de jours notre présence aux autorités suédoises, qui avaient demandé aux Allemands l'autorisation de s'occuper de nous, au même titre que les internés scandinaves. Ils s'étaient jusqu'au 12 avril vu opposer le refus le plus formel. Brusquement, changement de décision, auquel semble-t-il n'a pas été étranger un délégué de la Suisse, M. Musy, qui était détaché par la Croix-Rouge Internationale à Friedrichsruh.

Toujours est-il que l'ordre de notre transport stipulait que nous devions être emmenés à Flossenburg où la Croix-Rouge Suisse devait nous prendre pour nous ramener en Suisse. Le convoi quitte donc Friedrichsruh à 10 heures pour venir nous chercher. Au moment même où la dernière voiture quittait le Q. G. arrive un coup de téléphone du ministère des Affaires étrangères de Stockholm, que reçoit M. Rickert, ministre de Suède à Berlin : une nouvelle offensive russe se déclenche, rendant incertaine et dangereuse toute expédition sur les routes des arrières allemands. Ordre est donné d'annuler l'expédition de Flossenburg. Le capitaine Folke, prévenu, prend sur lui, de passer outre donnant comme prétexte que le convoi était déjà parti. Ainsi, une première fois, nous devons notre vie à l'esprit d'initiative de cet officier. S'il avait obéi à l'ordre reçu, nous restions à Neuengamme, avec la perspective d'être embarqués comme tous nos camarades, sur les sinistres bateaux de Lübeck. Rien de spécial à signaler sur notre voyage jusqu'à Flossenburg. Le Capitaine Folke, dans sa voiture particulière, avait pris de l'avance pour avertir le chef du camp de notre arrivée et pour y préparer notre réception. Folke savait que Flossenburg étant un « Vernichtungslager », c'est-à-dire un camp d'extermination. Il m'a dit avoir été effaré par l'aspect effroyable du camp, et avoir estimé qu'il serait dangereux pour nous de nous y laisser. Son impression se confirme au cours de la conversation qu'il a avec le Commandant du Camp, un nommé Koeffel. Celui-ci était avisé de notre arrivée prochaine, mais n'avait jamais entendu parler de notre prise en charge par la Croix-Rouge Suisse. Connaissant les Allemands, la réputation effroyable de Flossenburg, Folke eut l'intuition qu'on nous envoyait là pour nous supprimer sans témoins gênants, pour obéir à l'ordre général qui émanait de Himmler. Il était difficile de faire cette opération à Neuengamme, la Croix-Rouge Suédoise y avait trop de ramifications et des indiscretions auraient été commises, tandis qu'à Flossenburg... Ses soupçons sont confirmés par le S.S. qui accompagne Folke dans sa voiture depuis Neuengamme, et dont il avait acquis la confiance grâce à de nombreuses bouteilles de « Snapps » (alcool suédois genre vodka) bues pendant le trajet.

Folke cherche aussitôt à éviter que l'on nous débarque dans ce bagne, un des plus affreux de toute l'Allemagne. Plusieurs partis se présentent à lui. Nous emmener vers l'ouest, à la rencontre des Américains ? C'était renoncer à l'ordre reçu de ramener les Juifs au Danemark. Se diriger vers la Suisse ? Pas assez d'essence. Il adopte une troisième solution. Il sait que le ghetto juif de Theresienstadt a la moins mauvaise réputation parmi les prisons allemandes, car il ne groupe que des « personnalités » du monde juif. Il suppose que nous y serions en conséquence mieux traités. Il demande donc au commandant allemand l'autorisation écrite de nous conduire à Theresienstadt, arguant de la proximité des troupes américaines (elles se trouvaient à 40 km) et du fait (pure invention de sa part) qu'un délégué officiel de la Croix-Rouge Internationale se trouve à Theresienstadt, qui faciliterait notre retour. Le Boche refuse. Folke insiste. Au

bout de deux heures, il obtient gain de cause, après avoir donné au Boche une centaine de cigarettes allemandes, 4 bouteilles de snapps et... 400 francs suisses ! Le Boche pensait déjà à se mettre à l'abri en pays neutre et songeait en somme à sauver sa peau. Une deuxième fois, nous devons la vie à l'esprit d'initiative de Folke. On sait le sort qui a été fait quelques jours plus tard aux malheureux bagnards de Flossenburg. Nous voilà donc partis, avec le fameux sauf-conduit allemand. Nous traversons Eger pendant une alerte, Karlsbad quelques instants avant un violent bombardement. Nous aboutissons à Theresienstadt⁹¹, non pas au ghetto mais dans le fort, l'un et l'autre placés sous le même commandement d'un officier S.S. A Theresienstadt vient d'arriver le docteur Rennau, représentant de la Gestapo à Friedrichsruh, venu pour assister au rapatriement des Juifs danois. Le commandant Folke lui signale que la Croix-Rouge Suisse n'était pas à Flossenburg. Le docteur Rennau promet de s'occuper de notre rapatriement et affirme qu'en tout état de cause nous ne resterions pas plus de deux jours à Theresienstadt. Folke et son convoi de Juifs rentrent à Copenhague au prix de mille difficultés, à travers de nombreux bombardements : les Russes et les Américains avançaient vite et le couloir « libre » était de plus en plus étroit et dangereux. Dès son arrivée à Friedrichsruh, le 20 avril, il s'inquiète de notre sort. Les Allemands lui annoncent que nous n'étions restés que deux jours à Theresienstadt, et que nous étions rapatriés. C'est ce qui fait qu'il ne s'est pas pressé d'envoyer nos messages en France, pensant qu'ils y arriveraient trop tard... D'ailleurs, il repart aussitôt avec son convoi et ses infirmiers pour Ravensbrück, où il assure au milieu des pires difficultés, l'évacuation en Suède via Copenhague de 10 000 femmes internées du camp. Mes camarades se rendront compte de tout ce que nous devons à Folke et à son personnel. En leur nom, je leur ai, ainsi qu'au Comte Bernadotte, dit notre immense gratitude.

Bertrand de Vogüe⁹². Paris, Amicale Ducancé , 10 juin 1946. »

Annexe 2

Rapport Deltheil pour la Commission de coordination de Jurisprudence du Conseil supérieur d'enquête du ministère de l'éducation nationale. AN F/17/27 827.

« Mon action en faveur des victimes des lois d'exception. Chaque fois qu'il a été en mon pouvoir d'atténuer en faveur d'un fonctionnaire méritant la rigueur des lois d'exception qu'il m'était imposé d'appliquer, je crois n'y avoir pas manqué. En ce qui concerne les lois sur les sociétés secrètes, j'ai pu obtenir de M. Carcopino, à la suite d'une action très pressante, le maintien en fonction d'un collaborateur de grand mérite dont j'avais apprécié les services à Caen et à Toulouse, M. Planel, secrétaire de l'Académie et de l'Université. En ce qui concerne le statut des juifs, les comptes de mon

⁹¹ Berezin, aujourd'hui en Tchéquie.

⁹² Pour la petite histoire, de Vogüe, très investi dans l'Amicale Ducancé, fit une bande dessinée de leur vie à Neuengamme et à Theresienstadt, tirée à 300 exemplaires.

Université portent la trace de l'aide apportée à un éminent historien de l'Art, M. Elie Lambert, mon ancien collègue de l'Université de Caen. J'ai été d'autre part violemment pris à partie par « Gringoire » avec Mgr de Solages, recteur de l'Institut Catholique, pour mon action menée d'accord avec lui en vue d'obtenir pour ces professeurs juifs des situations dans l'enseignement privé ; j'ai su par la suite que le cas visé était celui de M. Wolff, agrégé de philosophie, docteur ès lettres, actuellement réintégré au lycée de Chartres. Je suis allé jusqu'à donner une délégation rectorale sous un faux état-civil dans un cas où l'état-civil véritable pouvait faire craindre des inconvénients graves, celui de Mme Katz. [...]

Mon action en faveur des victimes possibles de la Gestapo. Jamais un évadé, qu'il vienne d'un camp de prisonniers de guerre ou d'une résidence dans laquelle il était menacé par la Gestapo, ne s'est en vain confié à moi. D'accord avec M. Paloque, Directeur de l'Observatoire, nous avons « camouflé » dans cet établissement pendant deux ans un jeune astronome hollandais, M. Dirks, activement recherché par les allemands, et qui put par la suite s'enfuir à temps en Espagne pour passer dans les armées alliées. J'ai été sommé par télégramme de me rendre à Paris en vue de fournir des explications au Cabinet d'Abel Bonnard pour avoir affecté à Castres M. Boquet, prisonnier évadé, titulaire d'une chaire au collège de garçons de Millau. Dans une autre circonstance, d'accord en sous-main avec Mlle Lamere, chef du bureau intéressé du Ministère, j'ai fait attribuer par délégation ministérielle le poste de surveillant général du collège de garçons d'Albi, sans que jamais son nom paraisse dans les arrêtés communiqués à la presse, M. Salingue, instituteur du collège moderne de Lillers (Nord), qui avait sauvé 37 aviateurs alliés abattus et dont la condamnation à mort ne pouvait faire aucun doute si les allemands l'avaient découvert. Chaque fois qu'un de mes administrés s'est vu contraint de disparaître momentanément pour éviter d'être arrêté par les allemands, il a obtenu de moi les prétendus congés pour raisons de santé nécessaires. Pour beaucoup qui ont seulement déposé des dossiers, j'ai feint d'être dupe. Mais ceux qui m'ont exposé leur situation n'ont pas eu à s'en plaindre. C'est le cas de M. Tric, professeur de philosophie au lycée de Pau, actuellement inspecteur d'académie des Basses-Pyrénées, qui a pu grâce à moi rester six mois absent de son poste et qui en témoignera ; c'est également le cas d'un instituteur alsacien employé dans mes bureaux, M. Riedinger, de Thann, que j'ai autorisé à s'absenter chaque fois qu'il s'est cru en danger du fait de sa participation à une activité clandestine de résistance. Enfin, non seulement je n'ai jamais poussé au départ d'étudiants ou fonctionnaires pour le STO, mais j'ai favorisé tous les efforts poursuivis en vue d'éviter ce départ. C'est ainsi que j'ai donné en octobre 1943 une délégation à Foix à M. Cazenave, officier de l'armée active, licencié ès sciences, juste au moment opportun pour lui éviter l'enrôlement au travail pour le compte de l'Allemagne ; que j'ai aidé le jeune François Gunard, fils du directeur de l'Institut français à Madrid, qui a traversé clandestinement les Pyrénées pour passer du côté de la France libre. Il m'a été rapporté que les instituteurs me reprochaient les départs de leurs camarades pour le STO : c'est une injustice, car cette affaire s'est traitée, comme toutes celles qui les concernaient, dans le cadre départemental.

LES DÉPORTÉS D'HONNEUR TOULOUSAINS

Par Jean-Claude MEYER

La surprenante matinée du 9 juin 1944

Dès l'annonce du débarquement en Normandie, la Préfecture de Toulouse redouta une réaction des autorités allemandes d'occupation. Comme la police allemande opérait de préférence le matin de bonne heure, la Préfecture fit donner avis aux officiers de réserve de ne pas coucher chez eux. Informé, Mgr de Solages, recteur de l'Institut Catholique de Toulouse, mit en vacances tous les séminaristes⁹³. On savait qu'après l'invasion de la zone Sud par l'armée allemande (en novembre 1942), le gouvernement de Vichy avait livré des personnalités précédemment arrêtées (tels Blum, Gamelin, Daladier, Reynaud, Mandel) aux autorités d'occupation qui procédèrent ensuite à d'autres arrestations (tels Weygand, Albert Lebrun, Édouard Herriot). La plupart de ces otages furent transférés au château d'Itter (Tyrol) où ils bénéficièrent d'une détention correcte. Au début de l'année 1943, les Allemands arrêtaient encore trois cents personnes, notamment des militaires, et les transfèrent principalement au château d'Eisenberg (ancienne Tchécoslovaquie) ou à l'hôtel de Bad Godesberg, au sud de Bonn. Leur statut dépendait du bon vouloir du gouvernement allemand. Ainsi, Mandel, ramené en France en juillet 1944, sera alors exécuté par la Milice, et certains otages furent transférés dans un camp de concentration⁹⁴.

Dès les premières heures du 9 juin 1944, dans toute la France, les autorités allemandes déclenchèrent une vague d'arrestations de personnes qu'elles estimaient être « *Deutschfeindlich* » : « hostiles à l'Allemagne ». En prévision du débarquement, rappelle Jean Estèbe, des listes d'otages choisis parmi les notables avaient été établies par les divers KDS [commandants régionaux de la Gestapo et du SD (Service de sûreté du Reich (SS)) : « Leur arrestation devait avoir lieu simultanément dans toute la France. L'ordre leur parvient dans la nuit du 8 au 9 juin⁹⁵. » Au matin du 9 juin à 6 h 45, un bruit de bottes se fit entendre dans la cour de l'Institut Catholique de Toulouse (ICT) : trois soldats, mitraillette au poing, la parcouraient à la recherche de l'abbé Carrière. Sur la réponse du concierge que ceux-ci célébraient la messe en ville, ils déclarèrent : « Che reviendrai à neuf heures ». Tandis que Mgr de Solages célébra la messe comme si de

⁹³ Elie Decahors, « Onze mois de déportation » dans *Pèlerins de Bagne*, Brochure de l'Institut Catholique de Toulouse, imprimerie du Centre, 1946, p. 13.

⁹⁴ Benoît Luc, *Otages d'Hitler 1942-1945*, Paris, Vendémiaire, 2011.

⁹⁵ Jean Estèbe, *Toulouse 1940-1944*, Paris, Perrin, 1996, p. 276-277 et p. 335 note 15.

rien n'était, l'abbé Salvat mit en ordre ses affaires. Les militaires revinrent les cueillir à neuf heures⁹⁶.

Avisé de ces arrestations, Mgr de Courrèges, évêque auxiliaire de Mgr Saliège, et habitué aux interventions à la préfecture, se rendit à la Préfecture de Toulouse rencontrer le préfet André Paul Sadon. Une série d'appels téléphoniques révélait l'importance de la rafle au préfet qui en fit part à l'évêque. Revenu à l'archevêché vers 9 h 30, Mgr de Courrèges apprit alors d'une religieuse, le passage, vers 9 heures, de deux Allemands en uniforme venus pour arrêter l'archevêque : « Vous voyez bien qu'il est infirme et paralysé ! » leur avait-elle dit ; l'ayant laissé, ils allèrent au bureau de l'évêque auxiliaire qu'ils avaient aussi mission d'arrêter et, ne l'ayant pas trouvé, ils étaient repartis⁹⁷. Comprenant la menace, Mgr de Courrèges se rendit alors dans sa famille où il restera caché pendant une semaine. À l'Institut Catholique, la Gestapo poursuivit ses recherches. Sortant de sa chambre, l'abbé Decahors vit devant lui, sur le palier, un jeune homme en complet beige, une main crispée sur son revolver : « Police allemande. - Monsieur Decahors ? - Suivez-moi à la Gestapo. Nous avons quelques explications à vous demander. » Conduit à la prison Saint-Michel, Decahors fut mené à la chapelle qui, ce jour-là, servait de salle d'écrou et où quelques détenus se trouvaient déjà : « *Tu quoque ?* » [« Toi aussi ? » en latin] accueillit joyeusement l'abbé Carrière. Les personnalités arrêtées se livraient à des présentations réciproques.

Diversité du profil des personnes arrêtées

Le but recherché par les autorités d'occupation apparaît nettement : à l'annonce du débarquement en Normandie (quelques jours avant), par le caractère d'estime attaché aux fonctions qu'exerçaient les notabilités placées en situation d'otages, il s'agissait d'impressionner la population. Se trouvèrent ainsi arrêtées des personnalités politiques, de hauts fonctionnaires, des magistrats, des hommes d'affaires, des cadres : « Il y a là M. Escudié, M. Fau, présidents de chambre à la cour d'appel ; M. Courtois. De quart d'heure en quart d'heure, la porte s'ouvre et livre passage à de nouveaux détenus. C'est M. Jean Baylet, de *La Dépêche* ; M. Ladefosse, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées ; le colonel de Lagarrigue ; le général [inspecteur] de la gendarmerie Duin ; les lieutenants-colonels Coutensou, Redon, Thiébaux, Depaule ; le contrôleur général de la police Jean ; M. Soret, commissaire central et son prédécesseur, M. Eugène Brézet [commissaire divisionnaire en retraite] ; M. Deltheil, recteur de l'Académie de Toulouse ; M. Sicard, sous-chef de gare (adjoint) ; M. Guibert, sous-chef des ateliers de réparation de la S.N.C.F ; M. Haon, maire de Toulouse ; M. Obez, directeur du cabinet du préfet régional, etc.

À onze heures, M. Albert Sarraut, ancien président du Conseil, fait une entrée sensationnelle. Il nous annonce l'arrestation à Montauban de Mgr Théas. Vers quinze

⁹⁶ E. Decahors, p. 14.

⁹⁷ Louis De Courrèges (Mgr), « Quelques souvenirs » dans *Rencontre Chrétiens et Juifs*, 1972, n° 28, p. 209-218, avec la note signée R. B. [Roger Braun] à la fin de l'article.

heures, le "panier à salade" revenant de la gare, apporte une illustre fournée : l'évêque d'Agen, Mgr Rodié, le préfet d'Agen, M. Tuillon, avec son chef de cabinet M. Brunon et le sous-préfet de Nérac, M. Brachard ; le maire d'Agen, M. Bonnat ; le directeur des postes, M. Niel : c'est l'apport du Lot-et Garonne⁹⁸. »

À cette liste, donnée par l'abbé Decahors, il faut rajouter : Lambert, chef de bureau du préfet délégué ; Taillade, chef de bureau 4^e division, et Dupouy, de l'Intendance de police ; Contensou, chef de service personnel de la S.N.C.F. ; Gibert, chef de dépôt S.N.C.F. ; Puginier, contrôleur technique principal S.N.C.F. ; Dormin, chef de bureau principal à l'exploitation S.N.C.F. ; Denard, direction régionale des P.T.T. ; Ribet, receveur principal des P.T.T. - Dormin et Ribet ne furent pas maintenus en détention.⁹⁹

André Haon (né en 1888) avait été nommé le 7 septembre 1940, chef de la délégation municipale¹⁰⁰ de Toulouse par le ministre de l'Intérieur Marcel Peyrouton qui, par décret, suspendait le maire Gabriel Ellen-Prévot et le conseil municipal. Avocat toulousain, André Haon, décoré à titre militaire, docteur en droit, passionné de rugby, était un membre actif de la Société des Amis du Stade Toulousain. En 1936-1938, signe d'estime, ses confrères du barreau l'éluèrent bâtonnier. Dans l'exercice de la fonction municipale, « Haon n'a guère fait parler de lui. Le préfet ne le cite jamais dans ses rapports », fera remarquer Jean Estèbe¹⁰¹. Pour lui succéder, le 8 août 1944, le préfet Sadon nommera l'un des adjoints : Albert Ginesty, chirurgien urologue, président du Stade Toulousain de 1935 à 1938, président de la Fédération Française de Rugby dès 1939 jusqu'en 1942.

Obez exerçait la fonction de chef de cabinet du préfet ; en janvier 1944 il eut juste le temps de prévenir sa secrétaire, Simone Vignes [membre du réseau Morhange], qu'elle faisait l'objet d'un mandat d'arrêt. Recteur de l'Académie de Toulouse, Robert Deltheil avait dirigé dans le cadre de la mobilisation scientifique, le laboratoire appelé Groupe 71 du CNRS. En 1941, il était présent à une manifestation de la légion française des combattants¹⁰².

Après le réquisitoire d'une stupéfiante sévérité prononcé par le procureur général Lespinasse, alors que Marcel Langer, chef de la brigade MOI-FTP de Toulouse, avait été arrêté alors qu'il portait une valise contenant des explosifs, sans les utiliser. Le président Fau et la moitié des jurés votèrent pour la peine de mort.

⁹⁸ E. Decahors, p. 15.

⁹⁹ Félix Torres, *La Dépêche du Midi – Histoire d'un journal en République, 1870–2000*, Paris, Hachette, 2002, p. 850-851.

¹⁰⁰ La délégation municipale comprenait six autres membres : Albert Ginesty, Henri Dalet, Charles Dupont, André Igon, Henri Lanusse-Crouse et Bernard Rauzy.

¹⁰¹ Jean Estèbe, p. 48.

¹⁰² Caroline Barrera (Dir.), *Histoire de l'Université de Toulouse, Volume III L'époque contemporaine (XIXe-XXe siècles)*, Fenouillet, Éditions Midi-Pyrénéennes – Université Fédérale Toulouse-Midi Pyrénées, 2019, p. 574 et 581.

Voir aussi le texte de François Couderc à son sujet, dans ce même recueil.

Personnalité locale bien connue, Louis Courtois de Viçose, de confession protestante, avait fait la Première Guerre mondiale comme officier d'artillerie et il y fut sérieusement blessé. Il était un pyrénéiste affirmé et un mécène du Stade Toulousain. Directeur d'une banque régionale renommée, la banque Courtois, il était aussi administrateur de la Caisse d'Épargne de Toulouse qui a rappelé à plusieurs reprises son souvenir. Consul honoraire de Belgique à Toulouse, il assura, à ce titre, un rôle important en installant un service d'accueil à la gare lors de l'arrivée des premiers trains de réfugiés belges. L'administration allemande lui ayant demandé des listes de clients selon le critère religieux, il s'y opposa. De plus la Banque Courtois a plaidé en 1944 contre le commissariat aux questions juives auprès du Conseil d'État. L'administration française a été déboutée, mais les assistantes de Louis Courtois de Viçose ont été déportées, notamment Geneviève Bertoli qui a survécu. Homme d'honneur, il a secouru de nombreux Belges et la ville de Liège lui a marqué sa reconnaissance¹⁰³.

Les personnalités estimées hostiles à l'Allemagne

Le journal *La Dépêche* et l'Institut catholique de Toulouse avaient attiré l'attention des autorités allemandes.

Les menaces pesant sur les dirigeants du journal La Dépêche

Jeune journaliste à *La Dépêche*, Jean Baylet, maire de Valence-d'Agen, était revenu au journal après sa démobilisation de l'armée. Une première fois, le 8 janvier 1943 les Allemands arrêterent Jean Baylet avec le directeur de *La Dépêche*, Maurice Sarraut. Celui-ci était le frère d'Albert Sarraut qui, ancien président du Conseil, sénateur de l'Aude, ministre de l'Intérieur (1938-mars 1940), avait voté les pleins pouvoirs constituants au Maréchal Pétain. L'intervention des autorités de Vichy entraîna la libération de Jean Baylet et de Maurice Sarraut deux jours après¹⁰⁴. *La Dépêche* continua de paraître en publiant les articles imposés par les autorités d'occupation : les Allemands pouvaient penser qu'en laissant en place la direction et les employés, les articles qu'ils imposaient seraient mieux accueillis par la population, en grande partie favorable à ce soutien du parti radical-socialiste. Pourtant Maurice Sarraut se savait menacé : de nombreuses lettres de menace de mort parvenaient au journal.

La décision de l'exécuter fut prise à Paris par des responsables allemands et plusieurs dirigeants des partis collaborationnistes (dont Fernand de Brinon et Darnand) désireux de venger des miliciens tués par la Résistance. À Toulouse où, fin août, deux miliciens avaient été abattus, les chefs miliciens Frossard et Collomb décidèrent de l'éliminer. La tâche fut confiée à Maurice Dousset, un officier de la LVF de retour de Russie¹⁰⁵. Pour vérifier la conformité des articles du journal aux instructions des autorités civiles, la

¹⁰³ François Courtois de Viçose, « Souvenirs sur son grand-père Louis Courtois de Viçose ».

¹⁰⁴ Jean Estèbe, p. 120.

¹⁰⁵ Félix Torres, p. 387 et 393.

fonction de censeur y était exercée par Dallard du Breuil (ancien capitaine d'intendance). Or Taillandier (patronyme "Morhange") l'avait identifié comme étant l'un des agents les plus actifs de la Gestapo toulousaine et « faisant des ravages ». Ainsi, « il contrôlait les activités du haut clergé de la zone sud, notamment de Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, et surtout de Mgr Bruno de Solages », connus pour l'aide qu'ils assuraient aux Juifs persécutés. Dûment informé, le colonel Paillole donna l'ordre de l'exécuter. Le 15 novembre 1943, en plein jour, Taillandier fit procéder à la capture de Dallard du Breuil, place Saint-Étienne à Toulouse. Transporté au poste de commandement du réseau (alors au château de Lahage situé en bordure de la forêt de Rieumes). Pour le mettre en confiance, ses geôliers prirent les repas avec lui et l'interrogèrent calmement pendant plusieurs jours. Pour l'interrogatoire, Dallard du Breuil mit par écrit et signa le récit de ses nombreux méfaits. Il écrit : « Krotoff me demanda de m'occuper à trouver le refuge de divers Juifs qui se cachaient à Toulouse et de tâcher d'entrer en relation avec Mgr de Solages, qui était au courant de ces refuges. Par l'entremise de Juifs, il me fut facile de prendre contact avec Mgr de Solages¹⁰⁶. » Or Maurice Espitalier (secrétaire au service régional des Renseignements généraux et membre – X 13 - du réseau Morhange) apprit, par un de ses informateurs, que les gens de la Milice et du Francisme attribuaient la disparition de Dallard du Breuil à Maurice Sarraut. Espitalier et Firmin Gamel (démissionné de son poste de commissaire central à Toulouse et devenu membre du réseau Combat) préparèrent de faux papiers à l'intention de Maurice Sarraut, et tous deux allèrent le supplier de se mettre à l'abri. Ce fut en vain. Maurice Sarraut leur répondit : « *La Dépêche* est mon enfant, et je ne puis l'abandonner. Si je n'y suis plus, les Allemands en feront ce qu'ils voudront, ce sera une catastrophe, je dois donc rester. »¹⁰⁷ Le lendemain de leur visite, le 2 décembre 1943, la Milice le fit exécuter. Très affecté par la mort de son frère, Albert Sarraut accepta, à la demande du conseil d'administration du journal *La Dépêche*, d'en prendre la direction politique et il garda Jean Baylet comme adjoint¹⁰⁸. Ils ne se montrèrent pas dociles aux injonctions des autorités allemandes¹⁰⁹. La Gestapo se méfiait pareillement de l'Institut Catholique dont elle avait fait espionner les activités par Dallard du Breuil avant son arrestation et son exécution par le réseau Morhange.

L'Institut catholique de Toulouse, pôle important de la Résistance intellectuelle et spirituelle

Dès les années 1930, le recteur, Mgr Bruno de Solages, avait fait de l'Institut catholique un lieu d'accueil et de refuge pour les opposants aux régimes totalitaires et les persécutés. Opposé aux idées de l'Action française, il s'intéressait aux problèmes

¹⁰⁶ Rémy, *MORHANGE, Les chasseurs de traîtres*, Paris, Flammarion, 1975, p. 262 et 276.

Le nom de « Krotoff » correspond à Serge Kiriloff, le directeur de la Police aux questions juives à Toulouse.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 203.

¹⁰⁸ Félix Torres, p. 401.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 402. : Reproche de la censure allemande : « le manque d'empressement à publier articles et communiqués concernant la Milice, la LVF ou les Waffen SS. »

internationaux et mettait en garde contre les totalitarismes. Il affirmait que l'Église ne devait pas rester passive si l'État allait à l'encontre de la doctrine chrétienne. Dans l'un de ses billets parus dans *La Vie intellectuelle*, il présentait ceux qui fuyaient les persécutions : « Russes, Italiens, Juifs, Allemands, Sarrois, Basques, Catalans. » Il en accueillit à l'Institut Catholique, de même que des Roumains, des Hongrois et des Polonais. Certains, trouvèrent un emploi dans l'établissement. Le philosophe allemand antinazi Dietrich von Hildebrand enseigna sa discipline aux séminaristes, avant que Mgr de Solages, en lien avec Edmond Michelet, n'organisât son voyage et celui d'autres réfugiés. Pendant l'année universitaire 1939-1940, la plupart des cours eurent lieu au grand séminaire, rue des Teinturiers, une grande partie des locaux de l'Institut catholique ayant été réquisitionnée pour servir d'hôpital complémentaire spécialisé dans les maladies de la peau et les maladies vénériennes. Ultérieurement, des étudiants purent y trouver l'enseignement des facultés canoniques et celui des facultés des lettres et des sciences. S'y inscrivirent des étudiants juifs exclus de l'Université en raison du *numerus clausus*, et leur nombre dépassa celui prévu par le *numerus clausus*¹¹⁰. L'abbé Zéphirin Carrière (1876-1974) enseignait la chimie ; ses recherches portaient sur l'acoustique et la mécanique physique. Le père Bergounioux, franciscain, qui étudiait les chéloniens fossiles du Bassin aquitain, enseignait la géologie. L'abbé Élie Decahors, auteur d'une thèse sur Maurice de Guérin¹¹¹, était chargé des cours de littérature française, que suivaient également des étudiants extérieurs à l'établissement. L'abbé Joseph Salvat¹¹², maître de conférences de langue et littérature occitanes, auteur d'une *Gramatica occitana* de référence, avait fondé à Castelnaudary, avec le poète et instituteur Prosper Estieu, le Collège d'Occitanie, destiné à l'enseignement de la langue d'Oc par correspondance. Nommé majoral du Félibrige et directeur, depuis 1925, de la revue bilingue *Lo Gai Saber*, il plaida en faveur de l'occitan dans les concours de l'Académie des Jeux floraux de Toulouse qui le recevra mainteneur en 1930. Ses causeries à Radio-Toulouse trouvaient une bonne audience. En 1940, le Collège d'Occitanie fut transféré à l'Institut Catholique où ses cours par correspondance eurent du succès.

L'engagement voulu par Mgr de Solages pour son Institut Catholique se précisa clairement dès son discours prononcé pour la rentrée universitaire le 12 novembre 1940 : « Dans les circonstances douloureuses où nous reprenons notre tâche éducatrice – tâche qui est au premier rang de celles qu'exige le devoir de refaire une France – en un moment où s'imposent déjà à nos yeux trop de phrases que l'on aimerait mieux ne pas lire [...] Vous ne vous attendez pas, je pense, à ce que je dise le contraire de ce qu'ont enseigné jusqu'ici les docteurs chrétiens. Dans une circonstance dramatique, une des plus grandes voix que ce siècle ait entendues, celle du cardinal Mercier, redisait avec une force vengeresse : "Vingt fois durant la guerre [1914-1918],

¹¹⁰ Marie-Thérèse Duffau, *Bruno de Solages – Biographie d'un intellectuel engagé (1895-1983)*, Paris, 2014, p. 212.

¹¹¹ Maurice de Guérin : essai de biographie psychologique, Paris, Bloud & Gay, 1932.

¹¹² Hervé Terral, « La défense des langues régionales : Joseph Salvat et le Collège d'Occitanie » dans *Les Études Sociales*, n° 163, 1^{er} semestre 2016, p. 135-136.

j'ai répété le mot de saint Ambroise : *Nihil praeferendum est honestati*. Il n'y a rien qu'il faille préférer à l'honneur. La vérité d'hier reste aujourd'hui la vérité." [...] Or, les principes chrétiens ne changent pas. Comme l'a dit un jour le pape Pie XI : "Quand le Pape se tait, sa parole demeure". »¹¹³ On sait que les premières mesures contre les Juifs avaient été prises par le gouvernement de Vichy le 3 octobre 1940 ; elles seront aggravées par le second statut des Juifs promulgué le 2 juin 1941. Mgr de Solages s'éleva contre l'antisémitisme en rendant hommage à Bergson après son décès, lors de la séance organisée par la Société toulousaine de philosophie, le 22 mai 1941 dans le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres : « Nul, disait le grand cardinal philosophe [Cardinal Mercier], plus efficacement que Bergson n'aura contribué à nous délivrer du positivisme mécaniste. » Mgr de Solages fit remarquer qu'avec *Les deux sources de la Morale et de la Religion*, et l'étude de l'expérience des grands mystiques chrétiens, le mouvement de la pensée bergsonienne semblait bien « s'acheminer vers la transcendance de l'Absolu », « et s'orienter vers le Dieu des Chrétiens, celui qu'adorent d'ailleurs toutes les grandes religions monothéistes de l'Univers. Et puisque, fidèle jusqu'au bout à la méthode positive qu'il n'a jamais abandonnée, c'est par l'étude de l'expérience mystique qu'il atteignait Dieu, on comprend qu'il ait pu être amené à reconnaître dans la plus effarante intuition mystique de l'humanité, celle du Christ, issu de sa race, l'intuition même de Dieu : "Personne n'a connu le Père , si ce n'est le Fils et celui à qui le Fils aura bien voulu le révéler (Matthieu, XI, 27)"¹¹⁴. » Dans un de ces discours de rentrée de l'ICT, évoquant Ponce Pilate, il indique qu'il est représentant de l'armée occupante, et que Pétain est aussi un homme providentiel comme le fut Judas dans les évangiles. Il n'hésite pas à condamner le régime de Vichy devant ses fonctionnaires, car illégitime. Le paroxysme fut qu'il refusa la reconnaissance d'utilité publique pour son établissement, pour ne rien devoir à Vichy. Sur la question du STO il conseillait qu'on pouvait s'y opposer. Modèle pour ses étudiants, certains s'engagèrent dans la Résistance.¹¹⁵

Le recteur n'hésita pas à prononcer des discours dont il savait que le censeur interdirait l'impression si des coupures n'étaient pas faites dans le texte¹¹⁶. Il répondit au censeur le 17 décembre 1942 : « La publication tronquée d'un document constitue un faux. Ce n'est pas au moment où je m'élève, au nom des droits de la Vérité contre les falsifications de tout genre que je vais accepter de m'en rendre complice. En des matières qui sont essentiellement d'ordre doctrinal et moral, c'est à l'autorité spirituelle et non au pouvoir temporel de juger ce qui est opportun ou non. Le contraire n'est point exercice de l'autorité mais désordre. »

Sous l'autorité du recteur, l'abbé Aimé-Georges Martimort, qui était aussi titulaire de

¹¹³ Bruno de Solages (Mgr), *Discours interdits*, Montrouge, SPES, 1946, « Discours prononcé pour la rentrée le 12 novembre 1940 », p. 12.

¹¹⁴ Marie-Thérèse Duffau, p. 166-167, p. 179, p. 185.

¹¹⁵ *Ibid.* p 127.

¹¹⁶ Bruno de Solages (Mgr), p. 8.

la chaire d'histoire de la liturgie, nouvellement créée, avait transformé la bibliothèque en un lieu d'asile pour des universitaires menacés, tel Vladimir Jankélévitch. Quelques réfugiés, comme le journaliste catalan Domenec Pallerola ou Elisabeth Kamke, inscrite parmi les étudiants sous le nom de Mademoiselle Cabrit, devinrent ses employés¹¹⁷. Plusieurs universitaires réfugiés venaient consulter les ouvrages comme chercheurs, tel Julien Benda, qui logeait dans les combles et consultait les œuvres complètes de Voltaire, ou Clara Malraux qui demanda conseil au recteur pour faire baptiser sa fille. Jean Cassou, Étienne Borne, Georges Friedmann, Vladimir Jankélévitch (à qui Solages fournit de faux papiers), rencontraient également à plusieurs reprises Jean-Pierre Vernant et Ignace Meyerson. Des conférences organisées à la bibliothèque, en petit comité, leur permettaient de poursuivre et de communiquer leurs recherches, et des étudiants profitaient de leur enseignement. Léo Goldenberg dit « Léo Hamon » s'inscrivit aux cours de Mgr de Solages, à la suite d'une conversation avec lui sur la pensée du père Teilhard de Chardin. Les thèmes des conférences laissent transparaître les opinions sur les problèmes de l'heure, soit par le choix du sujet, soit par des allusions ou des parallèles entre les différentes époques. Léo Hamon se souviendra avoir fréquenté, « entre deux tournées de responsable résistant », les conférences publiques du recteur de l'Institut Catholique « dont l'esprit et l'inspiration avaient fait le rendez-vous de toute l'intelligentsia résistante, souvent laïque, souvent juive, alors réunie à Toulouse¹¹⁸ ». Charles d'Aragon évoquera la venue d'un étudiant russe, rencontré par Georges Friedman encore à Toulouse à la fin du mois de mai 1944 : «Friedman s'était procuré, Dieu sait comment, un intellectuel soviétique et le promenait dans la ville des capitouls. Ce penseur marxiste avait quelque chose de cosmopolite dans l'accent, la démarche et le langage. [...] À peine moins visible qu'un Persan à la cour de Versailles, il s'arrêtait en pleine rue pour nous dépeindre sa vision du futur. L'avenir, selon lui, appartenait aux empires, à l'Union soviétique et aux États-Unis, aux super-puissances comme on dit ailleurs. Comme tous les clandestins d'alors, il avait du goût pour les demeures *prélatrices* (*sic*). Nous l'accompagnâmes, Friedman et moi, chez Monseigneur de Solages¹¹⁹. » En recommandant au Frère directeur de les accueillir, Mgr de Solages permit à quelques professeurs juifs d'obtenir des postes au pensionnat Saint-Joseph qui reçut quatre enseignants et sept élèves juifs¹²⁰. Pour l'année scolaire 1943-1944, l'Institut Catholique comptait seize étudiants juifs sur 303 étudiants inscrits, soit un plus grand nombre que les 3% permis par le *numerus clausus* imposé par le gouvernement¹²¹.

L'abbé Joseph Salvat se distinguait de l'orientation que donnait le recteur. Celui-ci soutenait l'esprit de résistance par les conférences « les Vendredis de l'Institut », et à

¹¹⁷ Marie-Thérèse Duffau, p. 203-206.

¹¹⁸ Archives diocésaines de Toulouse, Carton René de Naurois, « Souvenirs... par Léo Hamon » p. 2 et 4.

¹¹⁹ Charles d'Aragon, *Résistance sans héroïsme*, Paris, éd. Seuil, 1977, p. 172.

¹²⁰ Archives des Frères des Écoles chrétiennes. - Jean Estèbe (dir.), *Les Juifs à Toulouse et en Midi toulousain au temps de Vichy*, Toulouse, P.U.M., 1996, p. 60.

¹²¹ Marie-Thérèse Duffau, p. 212.

l'occasion de rassemblements de groupes d'Action catholique. Par ses cours hebdomadaires sur Radio-Toulouse, Salvat s'affichait comme un maréchaliste convaincu. Il publia immédiatement dans le numéro 190 (septembre/octobre 1940) du *Gai Saber* la « Lettre du Maréchal à Mme Vve Mistral », en date du 8 septembre 1940, dans laquelle le chef de l'État français affirme sa dette spirituelle envers le maître de Maillane.

Un mois après, le 18 octobre, Salvat fut reçu à Vichy par le secrétaire d'État à l'Instruction publique, le juriste Georges Ripert, frère de l'universitaire aixois et félibre Emile Ripert. Un an plus tard, le 30 octobre 1941, Salvat fut à nouveau reçu à Vichy par le nouveau secrétaire d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, le latiniste Jérôme Carcopino. Dans un courrier qui suit cet entretien (28 novembre 1941), publié dans *La Rampelada* (n°62), Carcopino, s'excusant d'être un « homme du Nord (*sic*) trop peu familier avec les Institutions de langue d'oc », forme « des vœux pour la prospérité du Collège d'Occitanie » : il loue les cours par correspondance et les leçons données à la radio locale. Les effectifs augmentaient. De 250 *escolans* en 1935, ils passèrent à 645 en 1942, tandis que des ralliements de personnalités le valorisaient : par exemple, le 2 décembre 1941, Mgr Rodié, évêque d'Agen, s'inscrivit comme écolier. À l'automne 1943, dans une note du *Gai Saber* signée Cri-Cri, Salvat jugeait que la mort de l'avocat général Lespinasse abattu par la Résistance, était un « assassinat »¹²².

L'Institut catholique était devenu un pôle important de la Résistance spirituelle et intellectuelle, en relation avec les différents réseaux de Résistance, au cœur d'une région où ont été installés plusieurs camps d'internement. Les travaux de cartographie du père Bergounioux lui permettaient de servir d'aumônier et de lien pour différents maquis du Lot. Les problèmes vinrent de l'extérieur et l'alerte fut donnée par l'abbé Sorel. Reconnu pour sa compétence pour les questions des retraites ouvrières et paysannes et des assurances sociales, le curé de Lagrâce-Dieu avait participé à la fondation de la caisse mutuelle diocésaine « La Famille toulousaine ». Rallié à la doctrine de la Révolution nationale, il intervenait au poste radiophonique *Toulouse-Pyrénées* et, à la fin du mois de janvier 1941, il fut nommé conseiller national de Vichy¹²³. Vers la fin de l'année 1942, « il avertit Mgr Saliège que quatre ecclésiastiques sont suspects au régime : de Solages, Martimort, l'abbé de Naurois et le chanoine Gèze »¹²⁴. Le recteur, qui avait reçu des menaces de mort, sait qu'il est en danger. L'abbé Martimort, recherché, rejoignit le diocèse de Valence sous le nom de Georges Martin. Cousin du recteur, l'abbé René de Naurois (1906-2006) avait fait plusieurs séjours en Allemagne pour préparer sa thèse sur Feuerbach. D'emblée, il avait informé son cousin et l'archevêque sur ce qu'il voyait ; il donnait aussi des conférences à des groupes de jeunes français, et il eut notamment l'occasion de

¹²² Hervé Terral, p. 144.

¹²³ Jean-Louis Clément, *Un conseiller national de Vichy, L'Abbé Louis Sorel (1880 -1943)*, dans *Annales du Midi*, n° 101, t. 187, juillet-septembre 1989, p. 261-273.

¹²⁴ Patrick Cabanel, « Pétainisme et résistance intellectuelle : L'Institut catholique de Toulouse dans les années 1940 » dans *Les Facs sous Vichy*, Publications de l'Institut d'Études du Massif Central- Université Blaise-Pascal (Clermont-Ferrand II), 1994, p. 275.

rencontrer Otto Abetz. Après sa démobilisation en 1940, il devint l'aumônier de l'École des cadres d'Uriage où il mettait en garde contre le nazisme. Devenu aumônier du couvent toulousain de Notre-Dame de la Compassion en juin 1941, Il fréquenta la librairie de Silvio Trentin et des membres des réseaux « Liberté » et « Combat ». Il aida lui aussi les persécutés et se fait remarquer par ses homélies. Le 16 juin 1942 il chantait la Marseillaise, lancée par Jean Cassou et André Hauriou, place du Capitole où ils manifestaient contre la tenue d'une conférence du propagandiste Friedrich Grimm. Après une perquisition effectuée à son domicile par la police, il obtint de Mgr Saliège l'autorisation de partir en Angleterre. Il franchit clandestinement les Pyrénées, traversa l'Espagne, rejoignit Londres et devint l'aumônier du commando Kieffer, avec lequel il débarquera le 6 juin 1944 à Ouistreham¹²⁵.

Les personnalités des départements voisins réunies aux otages toulousains

Dans la nuit du 8 au 9 juin 1944, la Gestapo procéda aussi à l'arrestation de personnalités agenaises. Louis Tuillon, préfet du Lot-et-Garonne, s'était opposé, à plusieurs reprises, aux autorités allemandes et aux représentants locaux et régionaux de la Milice. Son opposition atteignit son paroxysme lors de la mutinerie de la centrale d'Eysses (février 1944) lorsque, en avril 1944, le préfet régional ayant exigé la remise aux autorités allemandes des 1123 condamnés communistes, terroristes et anarchistes détenus dans l'établissement pénitentiaire, Tuillon subordonna l'application de ces directives à la réception d'un ordre ministériel portant la signature d'un membre du gouvernement. Cette grève du zèle administrative lui permit de repousser de six semaines la déportation des détenus politiques d'Eysses. Mais le 30 mai 1944, des troupes allemandes vinrent se saisir directement des détenus résistants. Pareillement arrêté, Pierre Mathieu Brunon, le jeune chef de cabinet du préfet, né le 23 février 1922 à Cusset, avait aussi participé à la Résistance. Nommé maire d'Agen par le gouvernement de Vichy, Bonnat, diplômé de l'École des Chartes, avait fait sa carrière comme archiviste de la ville d'Agen jusqu'à sa retraite en 1938. Peu après sa nomination à la mairie d'Agen, on vit que son caractère indépendant ne s'accommodait pas de certaines consignes et, quand la zone sud fut envahie (novembre 1942), les Allemands ne le trouvèrent pas plus disposé à favoriser leurs desseins. Nommé sous-préfet de Nérac en 1944, Jean Brachard, né le 17 juillet 1917 à Troyes, était le fils du journaliste et député de l'Aube Émile Brachard. Après avoir été attaché au cabinet du président du Conseil en 1938, Jean Brachard commença une carrière dans la préfectorale en 1940 au cabinet du préfet du Puy-de-Dôme. Nommé chef du secrétariat du secrétaire général de Seine-et-Oise en 1942, puis chef de cabinet du préfet de la région de Marseille en 1943, il fut nommé sous-préfet de Nérac en 1944 et soutint la Résistance. L'évêque d'Agen, Mgr Rodié, ancien officier accablé par la défaite de 1940, avait donné toute sa confiance à Pétain. « Pendant l'occupation allemande, il ne fit plus de déclarations mais il n'en fut pas moins actif et efficace. Qui sait le nombre de passages en Espagne qu'il facilita en donnant aux bénéficiaires une

¹²⁵ René de Naurois (avec Jean Chaunu), *Aumônier de la France Libre*. Paris, éd. Perrin, 2004.

médaille pour une communauté religieuse frontalière ? Il couvrit également certains de ses prêtres dans les maquis voisins ¹²⁶».

L'arrestation de l'évêque de Montauban, Mgr Théas, ne saurait surprendre. Par sa lettre pastorale du 30 août 1942, il proclamait : « Des Juifs ont été traités avec la plus barbare sauvagerie [...]. Tous les hommes, aryens ou non aryens, sont frères, puisque créés par le même Dieu [...]. Les mesures antisémites actuelles sont un mépris de la dignité humaine, une violation des droits les plus sacrés de la personne et de la famille. » Mgr Moussaron, archevêque d'Albi, sera arrêté le 15 juin en même temps que le préfet le 15 juin : conduits à la prison Saint-Michel à Toulouse, ils y arrivèrent alors que le groupe des détenus d'honneur avait déjà été transféré ; ils furent libérés huit jours plus tard.

Le transfert des détenus d'honneur

Envers ces personnalités, le capitaine allemand commandant la prison manifesta quelques égards : il permit l'arrivée de valises d'habits et de colis de vivres. Aux heures de récréation, ils furent ainsi une cinquantaine à tourner autour d'une petite cour triangulaire cernée de hauts murs où des traces de balles rappelaient que des détenus y avaient été fusillés. Le dimanche 11 juin, dimanche de la Fête-Dieu, tous sont autorisés à se réunir à la chapelle pour la messe célébrée par Mgr Rodié et commentée par Mgr Théas, « créant entre nous, dans la gravité de l'heure, une communauté d'âmes », alors qu'ils étaient dans l'ignorance des motifs de leur arrestation, se souviendra l'abbé Decahors. Mgr de Solages, rectifiant l'orthographe de son nom sur la fiche qui lui était présentée, put lire « *Deutschfeindlich* », c'est-à-dire « hostile à l'Allemagne ». Ils étaient désignés comme « détenus d'honneur ». Chaque professeur se plongea dans des lectures liées à son domaine de recherches et des conférences commencèrent à s'organiser pour passer le temps : Mgr de Solages parla de l'Écriture sainte, Mgr Rodié de l'étymologie, le recteur Deltheil des mathématiques.

La situation ne tarda pas à se préciser quand, le mercredi soir 14 juin, créant la surprise, le capitaine allemand passa dans toutes les cellules : « Je vous annonce que vous partez demain matin. Je vous donne trois jours de vivres. » Le départ ¹²⁷ commença au matin. À huit heures, des autocars pénétrèrent dans la cour de la prison. Les détenus montèrent avec leurs valises. À la gare Raynal, alors que les détenus de la prison allemande de Toulouse s'entassèrent dans des wagons à bestiaux, le groupe des « détenus d'honneur » monta dans un wagon de première-seconde dont les deux portières, fermées à clef, étaient gardées par deux soldats allemands. On repoussa à coups de crosse de mitraillette les Toulousains accourus sur le quai. Le train passa par la gare Matabiau où le vide avait été fait et se dirigea vers Sète : « C'est en sortant de la ville, en travers la plaine du Lauragais, que nous eûmes la sensation de notre arrachement. » À Sète, le train resta vingt-quatre heures sur une voie de garage, survolé nuitamment par des avions alliés qui, au loin, opéraient un bombardement. Au

¹²⁶ André Mateu, Jean-Marcel Rodié dans *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, (Dir. Dominique-Marie Dauzet et Frédéric Le Moigne), Paris, Cerf, 2010, p. 577.

¹²⁷ E. Decahors, p. 18

matin, dans un compartiment transformé en chapelle, Mgr Théas célébra la messe de la fête du Sacré-Cœur. Passant dans le wagon, le chef de l'escorte révéla la destination : « quelque part dans le Nord de la France. » Le soir, le train passa au bord de la mer et le groupe put marcher sur la digue. Au crépuscule, le train repartit ; en remontant la ligne du Teil, il croisa, sur la voie de gauche, un train de marchandises incendié. « À Valence, la Croix-Rouge, alerté par les cheminots, nous ravitailla. La population, dans les rangs de laquelle nous cherchons en vain Georges Martin [Martimort], avisé trop tard, nous acclame ». Le lendemain, à Auxerre, la Croix-Rouge apporta son aide et « la foule, massée aux abords de la gare, chante avec nous la Marseillaise ». À Paris, le train resta garé vingt-quatre heures sur le chemin de fer de ceinture, entre la gare de Lyon et la gare de l'Est, avant de repartir à 17 heures. À La Chapelle, ce fut la vision d'un « tableau de chasse où l'aviation anglaise a marqué sa puissance », puis l'arrivée à Compiègne. Dans le crépuscule, le groupe parcourut à pied deux kilomètres et demi jusqu'au camp où l'escorte remit les détenus à un *feldwebel*.

Le camp de Compiègne

C'était une caserne aux murs lépreux. Autour d'un terre-plein de deux cents mètres sur cent, s'alignaient des baraques parallèles groupées en trois sections ou « camps », isolés les uns des autres par des barbelés. Le matin, on dut faire le dépôt de tous les effets personnels. Un règlement strict ordonnait une vie monotone où le temps libre occupait les trois quarts de la journée du lever 8 h au coucher 20 h. Grâce aux haricots et aux colis apportés par la Croix-Rouge la nourriture pouvait suffire. Lorsque le temps le permettait, en cet été pluvieux, « nous sortions dans les cours et nous nous mêlions à la foule des détenus, Français de tout âge, de toute classe, de toute province : un tableau de toute la France résistante. Des "gars gonflés à bloc" ; des paysans tout dépaysés de se trouver là, inactifs ; des hommes mûrs tout endoloris des coups reçus de la Gestapo et de la Milice ; des adolescents encore obsédés par le spectacle des cent pendus que leur offrit la traversée de Tulle ». Mgr Théas retrouva parmi eux quelques-uns de ses diocésains, de braves gens de Montpezat, arrêtés lors des événements pour lesquels il avait fortement protesté auprès de la *Kommandantur* de Montauban. La parole de leur évêque leur fut une consolation. Cette ceinture violette, que l'on voyait sur tous les points du camp, au milieu de tous les groupes, commença d'éveiller la méfiance des Allemands.¹²⁸

Le culte était célébré. En semaine les prêtres célébraient la messe dans la chambre des évêques, deux par deux. Les Allemands n'ouvraient la chapelle que le dimanche, le temps d'une messe. Et d'un prône, dont ils voulaient lire le texte par avance. Le dimanche 25 juin nombreux furent les assistants. Quelle ne fut pas leur surprise d'entendre Mgr Théas affirmer leurs droits inaliénables :

« Ce que nous avons, ce que nous sommes, nous le tenons de Dieu et possède, pour ce motif, un caractère sacré.

Notre vie vient de Dieu : les hommes doivent la respecter comme une chose sacrée.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 22.

Notre liberté vient de Dieu : les hommes doivent la respecter comme une chose sacrée.

Notre dignité vient de Dieu : les hommes doivent la respecter comme une chose sacrée.

Nos droits essentiels viennent de Dieu : les hommes doivent les respecter comme une chose sacrée. [...] »

« Les Allemands jugèrent dangereux cet évêque “à la voix non enchaînée” et cherchèrent à l’isoler. Le Sonder-führer (commissaire politique) voulut l’expédier en Allemagne avec le premier convoi. Heureusement la composition des convois ne dépendait pas de lui. [...] »¹²⁹.

Le groupe s’accrut par l’arrivée des « détenus d’honneur » venant d’autres régions après avoir été arrêtés lors de la rafle générale du 9 juin étendue à toute la France : « En tout état de cause, il était imprudent de laisser ce groupe, dominé par un tel évêque, en rapport avec la masse des détenus du camp A. Le 3 juillet, le groupe fut déplacé au camp C et constitua la « famille Ducancé » qui continuera même après le retour à la paix.

La veille au soir de la fête de Saint Pierre, fête patronymique de Mgr Théas, le groupe toulousain se réunit dans sa chambre. Albert Sarraut s’en fit le porte-parole « pour lui offrir ses vœux et les nôtres. Il évoqua les temps proches où la liberté nous serait rendue et où, désormais, déposant leurs anciennes querelles, l’Église et l’État iraient de concert, en une fraternité qu’inaugurerait notre captivité commune. Le 13 juillet, ce fut Mgr Théas qui offrit à M. Sarraut, en qui incarnait pour nous la France, les vœux que nous formions tous pour sa personne et pour notre pays. Une promesse d’ère nouvelle s’inscrivait sur notre ciel encore assombri. D’un cœur sincère et unanime, en cette journée de fête nationale, fut fredonnée la Marseillaise ».

Le transfert en Allemagne le 15 juillet 1944

Après l’appel du matin, le *Sonderführer* annonça : « Par ordre des autorités d’occupation, vous partirez tous en Allemagne, ce soir. » « Impossible de mesurer la souffrance causée par la petite phrase que nous venions d’entendre », se remémorera Mgr Théas¹³⁰. Pourtant présent parmi les autres détenus, Mgr Théas ne fut pas appelé : « Nous nous séparâmes de lui non sans angoisse. Nous n’osions pas espérer pour lui une libération. Nous craignons plutôt des représailles »¹³¹ Mgr Théas sera libéré le 24 août.

Le départ pour la gare se fit à pied à la nuit tombante. Par rangs de cinq. Encadrés de soldats casqués, l’arme au bras. Un long train de wagons à bestiaux. 40 à 60 hommes prennent place par wagon à bestiaux, lesquels wagons sont fermés et plombés. La

¹²⁹ E. Decahors, p. 23.

¹³⁰ Guinle-Lorinet, *Sylvaine, Pierre-Marie Théas*, Toulouse, Université de Toulouse-Le Mirail, 1993, p. 477 : Document : *Mgr Théas, Mes prisons et leurs premiers lendemains – juin-décembre 1944*.

¹³¹ *Ibid.*, p. 477, E. Decahors, p. 26.

position devient intenable. À 23 h, Le train démarre. Moins d'une heure après le départ, arrêt dans la nuit. Des coups de feu, deux tentatives d'évasion. D'un wagon de queue, dix-sept détenus s'étaient enfuis. Les détenus restants furent versés dans le wagon voisin, où les hommes comprimés, suffocants, hallucinés deviendront fous. Le voyage s'effectua lentement par des voies secondaires, avant d'arriver, au matin, près de Hambourg après 62 heures de voyage.

Les déportés d'honneur au camp de Neuengamme (près de Hambourg)

Après avoir sauté sur le ballast, mis brutalement en colonne, les déportés gagnèrent le camp de concentration de Neuengamme où leur arrivée, ce 18 juillet 1944, se fit dans des conditions de sauvagerie. D'abord traités comme les autres déportés, ils bénéficièrent de la part du commandant en chef du camp de ce que l'abbé Decahors appela un « repêchage »¹³² où ils retrouvent leurs vêtements, leurs bréviaires, et sont conduits dans un bloc où ils sont rassemblés.

Un emplacement entre les baraques fut surnommé la place du Capitole et ils inventèrent également des rues de Cahors, d'Agen, d'Albi... Tous les dimanches après-midi, les déportés toulousains se réunissaient sur cette place et formaient la dite « École de la Croix-Jaune »¹³³. Des conférences et une chorale sont organisées. C'est Joseph Salvat, en compagnie de notables toulousains arrêtés en même temps que lui, qui constitua dans ces circonstances une nouvelle école félibréenne, l'École de la Croix-Jaune (les geôliers peignaient une croix jaune sur l'habit des prisonniers dès leur arrivée), dotée d'un chant, *La Galera*, tirée de l'œuvre de Mistral. Il écrivit *Mon Diurnal de la deportacion* (Mon Journal de déportation), publié selon sa volonté seulement après son décès.

Bruno de Solages suit les cours de mathématiques que lui donne le recteur Deltheil.

La célébration du culte fut interdite : « Nous étions dans un camp païen, d'un paganisme de renégat. »¹³⁴

L'article de François Couderc, de ce même recueil, concernant Robert Deltheil, relate la vie dans le camp de Neuengamme, et le retour en France. Les deux recteurs Mgr de Solages et R. Deltheil restant ensemble avec la plupart des autres ecclésiastiques, leur libération eut lieu après le 8 mai 1945.

Le retour en France et à Toulouse

À l'Institut Catholique, l'angoisse grandissait : on était sans nouvelles des quatre professeurs déportés. Depuis le mois d'octobre 1944, sur la foi d'un prisonnier évadé, on les savait au camp de Neuengamme. Début mai 1945, l'aumônier militaire Henri de Villeneuve communiqua, sur le témoignage d'un prêtre allemand, que Mgr de Solages était au camp de Dachau, en bonne santé, assez fatigué et très maigre. Or, il n'en était

¹³² E. Decahors, p. 33-34.

¹³³ *Ibid.*, p. 67.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 38.

rien. En visite dans ce camp, Maurice Schumann envoya ce télégramme le 15 mai : « Ai vainement recherché notre grand Bruno, sans pouvoir recueillir moindre indice favorable ou défavorable. Mais continue encore recherches. »¹³⁵ Quelque espoir se fit jour quand parvint la lettre écrite de Paris, le 13 mai, par Albert Sarraut qui, libéré le 2 mai, restait provisoirement dans la capitale :

« Sans même aller embrasser ma famille dans le Midi, uniquement pour m'occuper du rapatriement rapide de mes chers compagnons de misère [...].

Jusqu'à fin janvier, j'ai été le compagnon de Mgr de Solages, des abbés Salvat, Carrière et Decahors. Les trois derniers, malgré l'affreuse cruauté de notre vie d'épreuves, avaient résisté. Ils étaient, quand je les ai quittés, en assez bonne santé et faisaient preuve d'une vitalité remarquable.

Mgr de Solages était à l'infirmerie, et j'ai été si brusquement jeté hors du camp que je n'ai pu aller lui serrer la main avant mon départ. Je l'ai d'autant plus regretté que j'avais conçu la plus haute sympathie, la plus profonde et affectueuse estime pour son caractère admirable, la générosité exquise de son cœur, la noblesse de son âme et l'éblouissante richesse de sa culture. Tout le monde d'ailleurs l'aimait et le respectait. Je prie le Ciel de nous le ramener intact et vivant. »¹³⁶

Enfin, le 18 mai au soir, la joie fut grande à l'Institut Catholique en apprenant le retour de son recteur à Paris, et le lendemain parvint la nouvelle que les trois professeurs étaient aussi arrivés dans la capitale.

L'ex-maire André Haon, de retour à Paris le 18 mai 1945, regagna Toulouse, seul, par le train. Il reprendra ensuite sa profession d'avocat. Il décédera le 2 mai 1967, à 79 ans, fauché par une voiture alors qu'il traversait la route devant la maison de retraite municipale des Tourelles, route de Lardenne, où il s'était retiré.

Le 19 mai, « le téléphone sonna à Paris chez Roger Perdriat, chez qui déjeune ce jour-là Évelyne Baylet : "C'est M. Baylet !" Tous deux sautent dans le métro. Jean Baylet est accoudé au comptoir de *L'Abreuvoir*, le bistrot qui se trouve sous les bureaux parisiens de *La Dépêche*, occupés comme ceux de Toulouse, dans lesquels on ne l'a pas laissé rentrer. C'est un spectre amaigri, dans un état pitoyable, qui flotte dans ses vêtements. "C'était lui, mais il n'avait plus rien sur les os" dira un témoin. [...] Il n'a plus tout à fait été le même après. Son regard était souvent triste, perdu dans le vague. Il ne parlait jamais de son séjour là-bas. "Maintenant, ma vie c'est du rabiote", disait-il, se souviendra son épouse »¹³⁷. Elle allait le soutenir dans la lutte pour reprendre son journal qui avait été interdit après la Libération.

La vie pouvait reprendre pour les déportés d'honneur toulousains. Leur joie était cependant ternie par l'absence de leurs compagnons d'infortune, Courtois de Viçose décédé à Neuengamme, et l'agenais Bonnat décédé à l'hôpital de Benešov (région de

¹³⁵ E. Decahors, p. 53.

¹³⁶ *ibid.*, p. 54.

¹³⁷ Félix Torres, p. 450.

Bohème-Centrale, à 40 km environ au sud-est de Prague).

L'espérance de temps nouveaux

Albert Sarraut allait poursuivre une brillante carrière politique : conseiller de l'Union française (décembre 1947 à mai 1958), il deviendra président de l'Assemblée de l'Union française de 1951 à 1958. Les membres du corps préfectoral connurent leur réintégration. Louis Tuillon, nommé préfet de la Moselle, subit vraisemblablement les conséquences de la malnutrition éprouvée et décéda le 31 mars 1947. Il avait obtenu comme directeur de son cabinet, son compagnon de déportation Jean Brachard. Nommé sous-préfet de Chateaudun en 1948, Jean Brachard reçut la Croix de guerre 1939-1945. Pierre Brunon fut nommé sous-préfet en 1946, ainsi que Pierre Obez. La carrière des deux magistrats déportés d'honneur diverge. Le président Escudié reprit ses fonctions à la cour d'appel dont il fut nommé Premier président le 20 avril 1946 (décédé le 28 juin 1953). Le président Fau avait été mis en disponibilité le 25 mars 1944 avant sa mise en fin d'activité le 7 mai 1945 (décédé en 1961) : comme Jean Estèbe on peut penser que « sa déportation fut une chance extraordinaire »¹³⁸ en le sauvant de graves ennuis qu'aurait pu lui valoir son comportement dans la condamnation de Marcel Langer à la peine capitale, pour avoir influencé le jury en votant lui-même la peine capitale.

À l'Institut Catholique, le recteur et ses trois compagnons d'infortune reprirent leurs enseignements. En l'absence du recteur, l'Institut catholique avait été géré par le secrétaire général, l'abbé Ducros.

Joseph Salvat reviendra du camp de Neuengamme très affaibli. Son disciple L. Mavit le qualifiera alors de « *Faidit*, méconnaissable dans son habit laïque, silhouette si frêle et si mince qu'elle semblait immatérielle »¹³⁹. Il reprit ses fonctions d'enseignant à l'Institut Catholique et ses activités littéraires avec la revue *Lo Gai Saber*, jusqu'à sa mort en 1972. Il s'efforça de retrouver son audience locale. Mais ses émissions de radio en langue occitane durant l'Occupation lui valurent d'être l'objet d'une demande d'épuration qui, de fait, se solda par son élimination des ondes. J. Salvat, laissant de côté « l'homme politique », fera encore l'éloge de Maurras dans sa nécrologie, parue en une du n° 249 du *Gai Saber* (janvier-février 1953) : « *L'Escòla Occitana*, qui était officiellement représentée à ses obsèques, s'incline avec respect et vénération devant la tombe de ce grand Français qui aima à se proclamer disciple de Mistral et de Fourès. » Durant cette période d'épuration, constatera Hervé Terral, « J. Salvat tire néanmoins son épingle du jeu. Son titre de "déporté d'honneur" et les soutiens vigoureux que lui apporte l'émigration républicaine catalane en exil lui servent de références¹⁴⁰ ».

¹³⁸ Jean Estèbe, p. 277.

¹³⁹ Hervé Terral, p. 145 : « Le *faidit* est le chevalier proscrit pendant la Croisade de 1209, exilé en Catalogne, revenant parfois au pays pour faire valoir ses droits par les armes. »

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 146.

Mgr de Solages utilisera les connaissances acquises dans les cours de mathématiques qu'il avait suivis en déportation pour ses travaux sur les Évangiles synoptiques. L'attribution de la croix de guerre 1939-1945 avec palmes pour service de guerre exceptionnels et de la croix de chevalier de la Légion d'honneur à Mgr de Solages lui reconnaissent la qualité de résistant. Le président de la République, Vincent Auriol, passant par Toulouse, vint les lui remettre.

Au retour de déportation, l'espérance s'est faite jour d'une réconciliation entre l'Église et l'État selon les vœux formulés à Compiègne par le Président Albert Sarraut et Mgr Théas.

L'Armée juive, une organisation nationale née à Toulouse

Par Maurice LUGASSY

L'an 1944, l'année de tous les dangers

Si le présent article concerne l'année 1944 et la Libération de Toulouse, il faut tout de suite mentionner que cette année représente une radicalisation dans la lutte contre la résistance française et dans l'arrestation des Juifs en France. A la manœuvre de ce succès des forces d'occupation et des sbires de Vichy, la nomination le 9 mai 1943 d'Aloïs Brunner. Dorénavant, les autorités allemandes ne doivent plus travailler en collaboration avec les forces de Vichy mais peuvent intervenir comme elles le désirent. Le régime de Vichy ne peut plus faire croire qu'il demeure « maître en sa demeure » car Aloïs Brunner n'a de compte à rendre qu'à Adolf Eichmann de Berlin. Cet officier SS présente un sinistre bilan car il a dirigé la déportation de près de 47 000 juifs autrichiens, 43 000 juifs grecs et il enverra depuis Drancy environs 25 000 juifs. Tout cela entre 1943 et 1944. Autre fait important qui explique la violence croissante de cette période : la France change de statut pour l'administration nazie. Elle est déclarée en février 1944 comme un territoire hostile, au même titre que la Pologne et autres états de l'Est. Dorénavant, les règles de guerre de l'occupant se calquent sur celles pratiquées ailleurs. Cela explique en partie l'impunité avec laquelle la colonne *Das Reich*, en repos dans le nord de Toulouse, agit comme elle l'a toujours fait tandis qu'elle rejoignait les combats consécutifs au débarquement en Normandie. Elle applique alors les règles en vigueur, par exemple l'élimination de civils, voire d'un bourg entier, suspectés de soutenir la résistance, comme ce fut le cas dans les tragiques Oradour-sur-Glane, Tulle ou Marsoulas. Cela explique aussi la volonté de mettre fin à toutes les Résistances, même civiles, y compris chez les prélats catholiques, pourtant pour la plupart éloignés du combat armé. Et l'on se rappelle la manière dont Mgr Saliège a évité de peu l'arrestation et la déportation car des dames ont réprimandé l'officier SS et le milicien venus arrêter ce vieil homme grabataire, inoffensif en soi. Et justement, ce sont les miliciens français qui ont permis les résultats spectaculaires de ces années 1943-1944. Aloïs Brunner s'est appuyé sur un recrutement massif de Français acquis à la cause nazie, la milice dirigée par Joseph Darnand. Si ce dernier finira fusillé en 1945, ce ne fut pas le cas d'Aloïs Brunner, probablement mort à Damas, protégé par le régime de Hafez el-Assad.

Pour paraphraser un vers de Victor Hugo dans *L'année terrible*

« Oh ! qu'est-ce donc qui tombe autour de nous dans l'ombre ? », si dans le poème il s'agit de flocons de neige, durant cette année 1944, ce sont des hommes et des femmes, ces armées des ombres.

Et je voudrais évoquer l'une de ces armées, jusqu'à aujourd'hui méconnue, l'Armée juive. Pour mieux comprendre son sort lors de cette funeste année, remontons d'abord aux origines, en juin 1940.

L'an 1940, naissance d'une organisation

Toulouse, au lendemain de la défaite française, devient un lieu de refuge pour toutes sortes d'exilés. Nombre de témoignages relatent combien ce qui est perçu comme un « gros village assoupi » s'éveille un matin envahi de populations diverses.

Dès 1947, David Knout, dans *La Résistance juive en France, 1940-1944* décrit Toulouse comme « monstrueusement encombrée par des véhicules de toutes sortes et par une humanité hétérogène et grouillante qui, telle une nuée de sauterelles, coule sans arrêt des rues congestionnées de la ville, se répand dans les squares et les cafés bondés, déborde sur toute la largeur des trottoirs, envahit la chaussée ». De manière autrement lyrique, les photos de Germaine Chaumel montrent effectivement une ville transformée en un véritable campement sauvage. Les Belges en particulier se révèlent particulièrement nombreux, mais pas qu'eux.

« Les hôtels sont « complets » : on se dispute les salles de bain, les cabinets de débarras, on couche dans les caves, les greniers, les entrées, sur une caisse, dans un fauteuil, dans une baignoire, sur une civière ; à la gare, nombreux sont ceux qui passent la nuit adossés au mur, assis sur une valise ou sur un ballot. D'autres passent la nuit dans des voitures rangées le long du canal... Une marée de véhicules obstrue les abords du square Wilson... »

Cette vision rappelle bien que l'auteur de ces lignes n'est pas seulement une personnalité historique de premier plan, fondateur de l'Armée Juive, mais avant tout un auteur, un poète. Et surtout un poète juif, puisqu'il revient à sa préoccupation première, ses coreligionnaires.

« Dans une chambre exiguë du quartier Saint-Agne, pleine de mouches et de poussière, un soldat portant l'uniforme de l'armée française et une jeune femme, sa femme, s'interrogent du regard. « Sionistes sauvages » tous les deux (c'est-à-dire n'appartenant à aucun parti sioniste étiqueté), ils ont un problème à méditer et à résoudre : pour un Juif, pour les Juifs, qu'y a-t-il à faire, à entreprendre, non pas dans le sens d'une démarche individuelle mais dans celui d'une démarche collective ? »

Arrêtons-nous un instant sur ce « soldat » et cette « jeune femme », qu'il nomme avec précaution « sa femme », tant la suite montre qu'elle n'appartient à personne.

Ce couple se révélera emblématique : David Knout et Ariane Fixman.

Tous deux sont poètes. Tous deux ont fui la Russie après 1917. Ils se sont rencontrés à Paris. David Knout dirige alors une revue littéraire et milite pour la création d'un état refuge pour les Juifs en Palestine. Ariane, quant à elle, porte un nom célèbre,

Scriabine, puisqu'elle est la fille de ce compositeur, et elle a pour oncle le futur ministre des Affaires étrangères de Staline, Molotov. Par amour pour David, elle se convertit au judaïsme ; par compassion pour les parias de la diaspora juive, elle adhèrera à l'idéologie sioniste.

En juin 1940, malgré les appels lancés par David et Ariane Knout, depuis leur « chambre exigüe », peu de réponses. Certes la sidération consécutive à la « débâcle », une défaite aussi rapide d'une puissance militaire que l'on estimait difficile à vaincre, voire invincible, associée à un gouffre béant ouvert sous les pieds de ces populations juives réfugiées, qui se croyaient enfin en sécurité après avoir fui les pogroms russes et les exactions nazies, peuvent expliquer ce silence.

David Knout explique ce manque d'action en peignant un tableau des juifs de France en 1941, dans lequel il veut surtout montrer que lui seul avait raison, avant tout le monde :

« Il se révéla assez tôt que les sionistes se méfiaient de la création d'une force autonome qui échapperait au contrôle de l'Organisation Sioniste ; les Eclaireurs Israélites de France considéraient comme déloyal vis-à-vis de la France un travail clandestin ; l'Israélite moyen se demandait s'il ne s'agissait pas là d'une provocation ; il lui semblait inconcevable qu'on pût chercher à opposer le groupe juif, dispersé et numériquement insignifiant, aux forces innombrables et organisées de la terrible puissance allemande. »

Toutefois, un autre couple répond à l'appel d'une organisation de combat clandestine et sioniste, c'est celui composé de Genia et Abraham Polonski. Ils partagent le même idéal : celui d'une résistance juive, héritée du sionisme armé et radical prôné par Vladimir Jabotinski et Menahem Begin. Pour eux, seul un combat armé contre le mandataire britannique en Palestine le contraindra à la création d'un état juif. Cette philosophie, éloignée de celle de la diplomatie menée par David Ben Gourion et Chaïm Weizmann, les amènera à combattre les britanniques en des actions nommées par ceux-ci de « terrorisme ». Et c'est cette mentalité qui domine dans les rangs de l'Armée Juive. Leur finalité est triple : d'une part, protéger les Juifs en France (car ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes) par tous les moyens, combattre les nazis ainsi que les collaborationnistes, et former des jeunes gens qui seront envoyés en Palestine via l'Espagne et le Portugal.

Ainsi se déroulent les premières années de cette organisation toulousaine. L'année 1942 marque un changement important. Tandis que Toulouse et toute la zone Sud perdent le statut de Zone Libre, David Knout est repéré par la Gestapo nouvellement installée à Toulouse. Il est préférable pour lui de servir l'Armée juive depuis la Suisse. Polonski fait alors appel à un ami, comme lui ingénieur d'origine polonaise, et un véritable génie dans l'art militaire, Lucien Lublin. Ce duo devient alors leader d'une organisation qui s'étendra à d'autres villes, et pas des moindres, Nice, Lyon et Paris. Le commandement demeure à Toulouse, rue Tripière et rue Cafarelli, mais les rangs de l'Armée juive augmentent considérablement. Les archives de Lublin conservées au

Mémorial de la Shoah contiennent un registre de 1600 noms répartis sur une grande partie du territoire français.

En vue des combats de la Libération, lesquels auront bien lieu un jour, ils en sont persuadés, nos deux leaders vont aider à la création de groupes armés, dans les villes, les corps francs et dans les campagnes, les maquis, bien entendu des groupes armés juifs.

L'an 1943, la marche aux combats

Les maquis juifs

Dans la région de Toulouse, les maquis juifs se situent plus précisément autour de Castres, dans la Montagne Noire. Il s'agit des maquis créés par les scouts juifs, les Éclaireurs Israélites (EI), dans le secteur de Vabre, et ceux de l'Armée Juive, dans le Tarn. A première vue, l'AJ et les EI sont deux entités différentes, mais un document officiel émanant de la direction de l'Organisation Juive de Combat (Armée Juive devenue OJC à la Libération, fin 1944) et issu du Fonds Lublin récapitule ainsi ces groupes armés dissimulés dans des régions rurales. Nous en avons gardé la distribution entre les majuscules et les minuscules, comme dans le document d'archive.

« A partir du 20 octobre 1943, la première période d'instruction militaire aux jeunes de l'O.J.C. est donnée par le Capitaine LAZARUS (JACQUEL), au MAQUIS DU REC, près d'ALBAN. Grâce à l'autorisation de la Résistance dans le TARN (Commandant RAOUL, chef de secteur).

15 novembre 1943, le groupe O.J.C. s'installe au MAQUIS DE BIQUES, dirigé par le Capitaine LAZARUS, puis par le Capitaine Pierre LOEB (Pierrot), sous le haut commandement du chef de bataillon LE FLOC, commandant la Résistance du TARN.

12 mars 1944, le Capitaine LAZARUS (JACQUEL) de passage à PAULINET ramasse un PARACHUTAGE ALLIÉ jeté par erreur en pleine campagne.

25 mars 1944, parachutage de mitraillettes et grenades au MAQUIS DE LA JASSE DE MARTINOU (rassemblement de tous les maquis du Tarn).

10 avril 1944, parachutage au même MAQUIS de fusils et fusils-mitrailleurs

20 avril 1944, attaques massives de La JASSE DE MARTINOU par les Allemands : 4 morts.

22 avril, Création du MAQUIS D'ESPINASSIER.

6 juin 1944, Création au chantier de LA PRADE du CORPS FRANC DE LA MONTAGNE NOIRE.

Le MAQUIS D'ESPINASSIER a été replié et ses installations brûlées par les Allemands. Il forme le peloton juif de ce Corps Franc, commandé par le lieutenant LEVY (LEBLOND).

Juin 1944, nombreux coups de mains et parachutages.

14 juillet 1944, défilé à REVEL et DOURGNE, malgré l'occupation ennemie.

20 juillet 1944, attaque du corps franc par de nombreuses divisions allemandes. Mort du Lieutenant LEVY-LEBLOND, abattu à la sortie d'un interrogatoire.

15 août 1944, le peloton juif rallie le corps franc de la Montagne Noire à Agoudet. Combats de St PONS et de LA MOULINE.

Entretemps, les maquis juifs de LAMALQUIERE et LACAUNE se sont constitués en COMPAGNIE MARC HAGUENEAU, rattachés à l'O.J.C. et composés de membres des E.I.F. et commandés par le Capitaine GAMZON, commissaire national des E.I.F. et le Lieutenant Roger CAHEN. La compagnie est placée sous le commandement du Chef de bataillon DUNOYER DE SEGONZAC (HUGUES).

8 août 1944, la compagnie Marc HAGUENEAU est attaquée lors de la protection d'un parachutage dans la région de Castres. Le lieutenant BLOCH (PATRIK) est tué.

19 août 1944, attaque d'un train blindé à MAZAMET. Félicitations du Commandant HUGUES pour cet exploit sous le commandement de Robert GAMZON.

Libération de MAZAMET et de CASTRES. »

Ce document est frappant par cette énumération. Comme il est destiné aux autorités des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), Lucien Lublin mêle les deux entités, celle créée par les Éclaireurs Israélites (EI) et celles de l'Armée Juive (AJ). De fait, le 15 août 1944, les deux se fondent en une union de survie. Par conséquent, même si les EI revendiquent une existence autonome, la direction devient une codirection entre le capitaine Lazarus et le capitaine Gamzon, fondateur des scouts juifs.

Les travaux sur le maquis des EI ont déjà dévoilé les grandes lignes et les grandes actions. Outre ceux de Valérie Pietravalle, de Monique-Lise Cohen, il existe également un documentaire d'Ariel Nathan, *Le Maquis des juifs*. La majorité des récits relatant les maquis touche à l'épique, met en scène des héros et des héroïnes qui ont combattu les armées nazies, les ont parfois narguées et ont même libéré des villes.

En réalité, le quotidien de ce maquis, comme les autres, est fait d'entraînement, de réception de parachutage de temps à autre, et d'attente, beaucoup d'attente. Comme l'ensemble de la résistance générale, hormis les corps francs communistes FTP et FTP-MOI, ainsi que les corps francs juifs urbains et quelques autres groupes, la majorité des résistants attend le signal, le combat final pour soutenir les troupes alliées après le débarquement. Il en est ainsi pour les jeunes dirigés par Pierre Loeb. C'est ce qu'il déclare à Anny Latour lorsqu'elle recueille son témoignage dans les années 1970, lequel est conservé dans le Fonds Latour au Mémorial de la Shoah :

« Nos liaisons avec la direction du maquis passaient par le docteur Gauch et le pharmacien Bonnoure, à La Bastide. Nous sommes restés là jusqu'au 6 juin. Nous avons reçu, par l'intermédiaire du docteur Gauch, des informations sur un prochain

débarquement, et l'indication que, le jour du Débarquement, nous serions à la disposition du lieutenant Leblond (Lévy-Seckel) qui était le commandant de l'Armée secrète de La Bastide aux Eyroux (sur la route de Castres à Mazamet). Il était ingénieur dans une fabrique de textiles et c'était lui, qui, le jour du Débarquement, prendrait le commandement et m'indiquerait ce que nous devrions faire. Personnellement, je l'ignorais ».

Les choses sérieuses débutent donc après le 6 juin. Il fallait se préparer et s'armer, surtout de patience.

« Dès que le Débarquement a eu lieu, Lévy-Seckel est monté à Espinassier et nous a dit : « Demain matin, nous partons rejoindre un groupe qui se forme, le corps franc de la Montagne Noire, au pic de Nore, près de Mazamet. Nous nous sommes mis en route à pied et nous avons marché pendant deux ou trois jours avant d'arriver. Nous devons être vingt ou vingt-cinq. Mon peloton est resté « le peloton Pierrot », le peloton juif ».

Comme pour les corps francs dans les villes, les groupes juifs se mettent sous le commandement de la résistance générale, ici de l'Armée secrète, et Pierre Loeb voit enfin sa constance récompensée par un commandement plus important :

« Le lieutenant Lévy-Seckel a reçu le commandement du quatrième escadron de la Montagne Noire (il était lieutenant de chasseurs à pied de réserve). Quant à moi, j'étais le chef du peloton juif du quatrième escadron, qui comportait trois pelotons : le peloton juif, un peloton de quelques jeunes gens du pays dirigé par un ancien officier de la Légion étrangère, Knaff, et un troisième peloton composé de Russes et d'Espagnols ; on me l'a confié également ».

Avant d'aller plus loin, quelques mots sur Raymond Lévy-Seckel, dit Lieutenant Leblond. Issu d'une famille juive de Mulhouse, il se convertit au protestantisme en 1939. Militaire de carrière, il s'installe dans le Tarn lors de sa démobilisation. Début 1943, il dirige alors l'Armée secrète. Après le débarquement du 6 juin, il demande et obtient le commandement du « peloton israélite » baptisé « peloton Bleu-Blanc », les couleurs du drapeau palestinien – futur drapeau israélien –, ou encore « peloton Trumpeldor », du nom d'un héros de la légion juive en Palestine, mort en 1920 à Tel Haï en Galilée. Il s'agit en réalité d'un escadron composé de trois pelotons commandés respectivement par l'adjudant-chef Pierre Loeb, le sous-lieutenant Knaff et le lieutenant Jélénik.

Cet escadron est connu pour plusieurs faits plus ou moins glorieux. Le premier se situe le 14 juillet 1944. Tout le monde sait alors que la défaite nazie est assurée, mais l'armée allemande est encore bien présente et active. Toutefois, les jeunes maquisards veulent fêter dignement la Révolution française. Ils ont alors l'idée de délivrer trois bourgades à proximité, Revel, Dourgne, et Sorèze. Cette fois, c'est Henri Broder, dont le document est issu du même fonds Latour, qui le raconte le mieux, alors que Pierre Loeb y fait seulement allusion.

« Le 14 juillet, nous avons participé à la délivrance de Revel et de Dourgne, deux petites villes où nous avons défilé, où nos chefs ont fait des discours. Cependant ce fut une « libération » de principe, car, si les Allemands étaient partis à notre arrivée, nous avons de notre côté regagné le maquis dès le soir. Et les Allemands sont revenus aussitôt.

C'était simplement une manifestation pour témoigner de l'existence du corps franc. On a répandu le bruit que seulement une part minime de nos troupes était venue ; en réalité, nous étions presque tous là ! »

La réaction de l'armée allemande ne s'est pas fait attendre longtemps. Le 20 juillet exactement, une attaque mémorable a fait plusieurs morts et de nombreux blessés dans les rangs « français », parmi lesquels le chef du maquis, le lieutenant Leblond, Raymond Lévy-Seckel de son vrai nom. Pierre Loeb reprend le commandement du maquis de la Montagne Noire, avec Henri Broder parmi ses seconds. Le groupe se désagrège au fur et à mesure de la progression. Les membres du maquis rentrent peu à peu chez eux. Ils vivent encore quelques escarmouches plus ou moins violentes contre l'armée allemande en route vers la défaite. Puis, comme il le dit joliment, « *ce fut la débandade allemande* ». Les deux hommes rejoignent Toulouse et le corps franc dirigé alors par Albert Cohen. Pierre Loeb en prend le commandement ; Albert Cohen devient lieutenant et Henri Broder sous-lieutenant. Avec une vingtaine d'hommes et de femmes, ils participent activement à la libération de Toulouse.

Fin de l'histoire encore pour ce maquis, datée du 15 août dans le document de Lublin : « *15 août 1944, le peloton juif rallie le corps franc de la Montagne Noire à Agoudet. Combats de St PONS et de LA MOULINE.* »

En d'autres termes, le maquis de l'AJ, dit « le peloton Trumpeldor », du nom d'un héros sioniste mort en 1920 alors qu'il défendait un kibboutz contre une attaque arabe en Galilée, celui qui levait chaque matin le drapeau bleu et blanc aux couleurs du futur État d'Israël, s'est fondu dans la résistance générale. Le « peloton modèle » s'est en quelque sorte assimilé et mérite de ce fait une reconnaissance nationale. Ce qui sera fait, au vu des nombreuses médailles décernées, dont certaines à titre posthume.

Ces dates et ces faits bruts concernent une réalité trop méconnue, les maquis juifs, et surtout des hommes et des femmes, que nous retrouverons dans les libérations des villes comme Castres et Toulouse, et même à Paris et à Lyon. Les pratiques de combat dans les fourrés leur ont enseigné efficacement à se battre, à manier les armes et les explosifs. Cette expertise, souvent acquise avec des militaires britanniques et américains parachutés dans ce but, ils la mettront au service des groupes armés dans les villes. Dans notre cas, ce sont les corps francs de l'Armée Juive.

Le corps franc de Toulouse

Toulouse, nous l'avons vu, demeure central dans toute l'organisation de l'Armée Juive. Même quand les activités s'étendent de Lyon à Paris, de l'Espagne à la Suisse, tous les dossiers, toutes les actions, doivent être approuvés par les deux chefs Abraham Polonski, qui a passé toute la guerre dans la cité occitane et Lucien Lublin, un temps installé à Lyon.

C'est à Toulouse qu'est né le premier corps franc, c'est-à-dire un groupe paramilitaire, lequel sert en quelque sorte de modèle aux suivants. Le processus toulousain consiste à recruter, à entraîner, à fournir des rudiments de l'art militaire, puis de proposer aux jeunes plusieurs options : rester à Toulouse, rejoindre le maquis, passer en Espagne pour se rendre en Palestine combattre le mandataire britannique. Du fait de ces choix, la dénomination de corps franc peut sembler impropre. Il faudrait en effet que les jeunes gens prennent les armes dans la ville pour défendre la ville, en particulier au moment de la Libération de celle-ci.

Qu'en est-il à Toulouse ? Pour mieux comprendre la singularité de l'organisation toulousaine, le témoignage d'Albert Cohen (dit BB) s'avère très utile.

Cet homme fait partie des premières recrues de l'organisation juive. Il a toujours été l'homme de confiance d'Abraham Polonski, et ce jusqu'à la fin de la guerre. Fin 1941, il s'est vu confier une boutique d'électricité au n°2 de la rue du Rempart Saint-Etienne, face au commissariat général de Toulouse. Cette boutique, comme celle de Lyon, servait de paravent à toutes sortes d'activités illégales mais légitimes dans le sauvetage des Juifs, dont la fabrication de faux papiers, de faux tampons officiels, la réception d'armes et de courriers, etc. Voici ce qu'il en dit dans un entretien avec Anny Latour, conservé au Mémorial de la Shoah :

« Le comptoir des pièces détachées était un centre de liaison pour tous les groupes qui s'étaient formés dans les différentes villes : à Nice, à Lyon, à Grenoble, à Limoges.

Tous les agents qui étaient alors en rapport avec Polonski, - Maurice Ferrer, comme il s'appelait alors - devaient s'adresser au Comptoir de la pièce détachée, et c'était moi qui devais juger s'ils pouvaient aller le voir. J'étais le rempart du chef.

Entre autres, un peu plus tard, j'ai vu venir Ernest Lambert. Il a travaillé à Lyon avec Simon. Il transportait des postes de radio dans lesquels on cachait des armes. Par la suite, Anne-Marie Lambert faisait aussi ce travail, et je me rappelle très bien les postes qu'elle m'apportait, et dont on retirait des revolvers. »

C'est aussi dans cette boutique que se donnaient rendez-vous les jeunes qui bénéficiaient ensuite d'une préparation physique dispensée par Alfred Nakache et une préparation militaire de la part d'Albert Cohen. Notons que ce dernier était un ancien militaire de carrière démobilisé.

« Par la suite, sachant que j'étais sous-officier, Polonski m'a proposé de participer à l'instruction militaire des jeunes. C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance

d'Alfred Nakache, le champion de natation. Lui-même était juif algérien et très sympathisant à la cause juive. Il avait tout un salon de gymnastique et c'est là que nous faisons l'éducation physique.

Nous n'avions pas encore d'armes - c'était en 1942. Pour ma part, je les entraînai en leur faisant faire de la marche, à six heures du matin. Nous sortions de Toulouse et je leur donnais une instruction militaire. »

On imagine aisément leur parcours dans les rues désertes de Toulouse, depuis la rue du rempart Saint-Etienne, près de la cathédrale jusqu'à la rue Philippe Féral, perpendiculaire de la rue du Languedoc, où se situait la salle de sport d'Alfred Nakache.

Pour l'heure, il semble qu'il s'agit avant tout d'occuper les jeunes juifs emplis d'énergie, voire d'une forme de préparation d'actions contre ceux qui les ont enfermés, eux et leur famille.

Les voies de la Libération

Et l'action arrive quelques mois après. Les corps francs, comme les maquis, s'implantent véritablement en 1943, alors que la France entière est occupée, alors que les déportations ont déjà emmené vers la mort une grande partie des internés des camps du sud de la France. Et c'est durant cette période qu'Albert Cohen va non seulement former le corps franc de Toulouse mais aussi superviser ceux des autres villes, même s'il sait qu'avec Jacques Lazarus, et d'autres militaires d'expérience, il s'agira d'échanges plutôt que de conseils.

« J'ai été chargé de former le corps franc de Toulouse. Sa tâche était en général de sauvegarder les centres où se réunissaient les chefs. Il a fallu préparer les membres de ce corps franc au maniement des armes. Naturellement, nous ne pouvions pas faire d'exercices de tir, le moindre coup de feu aurait suffi pour que nous soyons tous arrêtés.

En août 1943, Polonski m'a proposé de faire un voyage de liaison entre les différents groupes. Je suis parti pour Nice où se trouvait à ce moment-là Anne-Marie Lambert. De là, je suis monté à Saint-Martin Vésubie, où j'ai rencontré Golandas. De Lyon, j'ai été à Megève, où j'ai rencontré Jacques Lazarus, et Mila Racine qui s'occupait de transports d'enfants.

Ce voyage avait pour but de mettre le chef au courant de la manière dont fonctionnaient les groupes. »

Dans cet extrait, nous voyons comment les lettres et les agents de liaison ne suffisaient pas à renseigner la direction et qu'il fallait aussi aller les rencontrer, sans pour autant nommer cela des inspections. Or, nous savons aussi que, pour exister, le corps franc se doit d'avoir participé à la Libération de la ville. Et c'est le cas pour Toulouse.

Le service historique de la défense à Vincennes possède un dossier concernant l'Organisation Juive de Combat. Nous y apprenons que sous les ordres de Pierre Loeb, Henri Broder et d'Albert Cohen, le corps franc de Toulouse s'est battu pour libérer Toulouse. Les témoignages et les archives rendent peu compte des détails des opérations de ces jours-là. La seule chose qui revient dans chacune des villes où agissait l'Armée Juive, c'est la récupération des fichiers et des documents maintenus par le Commissariat Général aux Questions Juives (CGQJ). Cet organisme, créé par le régime de Vichy en mai 1942, était en quelque sorte le ministère des affaires juives. Il avait pour rôles d'effectuer le recensement des Juifs et de procéder aux spoliations légales. De ce fait, leurs coffres contenaient les fameux « fichiers juifs », aujourd'hui exposés au Mémorial de la Shoah, ainsi que les divers actes officiels d'aryanisation des biens. Ces derniers se sont avérés nécessaires lors de la restitution des biens spoliés, opération encore en cours concernant surtout les œuvres d'art. Quant aux fichiers juifs, on ne sait jamais ce que l'avenir réserve ; mieux vaut les ôter à un éventuel ennemi. A noter que le CGQJ de Toulouse se situait rue Ozenne.

Le 20 août 1944, date officielle de la Libération de Toulouse, le groupe franc est sous les ordres du Bataillon de sécurité 1/17. Le groupe franc de l'Armée Juive sera officiellement dissous le 2 janvier 1945. Il prend définitivement le nom d'Organisation Juive de Combat, organisme national de la résistance française au sein de la 17^e région militaire. Enfin, il faut noter que l'ensemble des dossiers de validation des résistants au sein des FFI s'effectuèrent pour toute la France à partir de cette seule entité toulousaine, l'OJC. Lucien Lublin rapporte dans un témoignage le chiffre de 1950 membres de l'Armée Juive ; Jacques Lazarus dans un courrier daté du 14 avril 1945, issu du fonds Lublin, et destiné au Comité national de la résistance donne le chiffre de 1400. La vérité se situe entre ces deux chiffres.

L'an 1944, l'année fatale

La vérité du groupe de Toulouse réside aussi dans deux épisodes particulièrement marquants. Le premier a eu lieu rue Tripière, le 6 juin 1944 et le second le 22 juillet 1944 rue de la Pomme.

Au **6 de la rue Tripière**, dans le vieux Toulouse, Abraham Polonski avait installé ses bureaux. Le lieu, comme les autres repères de l'Armée Juive à Toulouse et ailleurs, étaient connus des seuls initiés. Une dénonciation probablement, mais personne ne sait d'où elle provient. Il peut aussi s'agir d'un voisin, d'un commerçant de cette rue. Quoiqu'il en soit, le bilan s'élève à une arrestation, celle de Joseph Frydman, dit Perrin, et aurait pu être beaucoup plus lourd. Parmi les témoignages qui relatent cette descente de la Milice, et qui ne se contredisent en rien, celui d'Albert Cohen (BB) me semble le plus animé.

« Le 6 juin 1944, le jour même du Débarquement, nous revenions de Lyon, Polonski et moi. Le lendemain de notre arrivée devait avoir lieu une grande réunion rue Tripière à Toulouse. Je suis arrivé avec quelques minutes de retard et j'ai entendu des coups de feu. Je monte la rue rapidement, je ne trouve personne, je la redescends et je vois que la rue est barrée par la milice, avec des mitraillettes.

Au lieu de fuir, je me dirige vers les miliciens. J'arrange ma cravate pour me donner une contenance. Chose curieuse, ils me laissent passer. Et je vois alors deux voitures noires ; dans l'une d'entre elles se trouvait Perrin. Je prends une rue transversale, et je vois au loin Reine qui me fait signe d'approcher, elle me dit que Polonski était en train de s'éclipser et que je devais le rejoindre. Je me hâte d'aller au lieu du rendez-vous qui était dans une autre entreprise d'électricité, et je vois que Polonski était blessé à la main.

Quand il était arrivé rue Tripière, les miliciens lui avaient demandé ses papiers. Il avait un peu discuté avec eux, tout en s'arrangeant pour s'approcher du 8 de la rue Tripière, où se trouvait un grand portail. Quand il est arrivé là, et que le milicien a insisté :

"Enfin, monsieur, vous nous donnez vos papiers ou vous ne les donnez pas ?", Polonski a brusquement poussé le portail sur le milicien. Le milicien a tiré sur lui, et longtemps on a pu voir le trou provoqué par la balle dans le portail. Cette balle avait effleuré la main de Polonski.

Il monte la rue en courant, pénètre dans le local, redescend par un appartement et sort par l'autre rue. C'est ainsi que Reine l'avait vu partir.

De l'autre côté de la rue Tripière, rue de la Bourse, se trouvaient Lazarus et d'autres camarades, qui avaient également rendez-vous et qui m'ont vu passer à travers le barrage des miliciens. Lazarus disait : "Bébé passe toujours" ».

Quant à Perrin, son vrai nom est Joseph Frydman. Après son arrestation il est mené dans les locaux de la Milice où il est affreusement torturé, au point de demander du poison lors d'un contact établi avec l'extérieur. Au lieu de poison, une tentative de le libérer est tentée et échoue. Les miliciens livrent Joseph Frydman à la Gestapo. Il fait alors partie du convoi 81 du 30 juillet 1944 en direction de Buchenwald, d'où il ne revient pas.

L'autre événement tragique est plus connu, du moins à Toulouse. Une plaque au **11 rue la Pomme**, rue piétonne à proximité du Capitole, le rappelle aux passants. Toutefois, la plaque est fautive ou plutôt révèle l'état des connaissances sur l'Armée Juive au moment où elle a été posée, dans les années 1990. En réalité, cette plaque contient deux erreurs. D'une part, elle annonce qu'ont été tués, il est inscrit « tombés », le 22 juillet 1944, Bauer Thomas et Ariane Fixman. En réalité les victimes sont plus nombreuses. D'autre part, ils sont présentés comme « héros de la Libération ». En réalité, la Libération a lieu un peu plus d'un mois plus tard, le 26 juillet.

« Héros de la Résistance » eut été plus juste, et, mieux encore, « Héros de l'Armée Juive ».

En croisant les diverses paroles de témoins directs, Albert Cohen, dit BB et Ginette Ben Meir dite Pierrette, ainsi que les documents contenus dans le fonds Lublin, voici la véritable histoire du 11 rue de la Pomme à Toulouse.

Commençons par la fin, telle qu'elle est rédigée par Lucien Lublin dans le dossier n°5 du Mémorial de la Shoah.

« Ariane KNOUT-FIXMANN (Régine) et Tommy BAUER, sont abattus dans un guet-apens tendu par la milice, où se trouvent également arrêtés :

David BLUM (DANIEL) disparu

LUKS Armand

SALOMONOVITCH Jacques internés à la prison de Toulouse et libérés par les FFI».

Aux 11 rue de la Pomme a quelque temps vécu Ariane Fixman avant de transformer ce lieu en une cache pour l'Armée Juive. Ce jour-là une réunion était prévue entre plusieurs membres de l'organisation. Le motif : une intronisation et probablement le plaisir de se retrouver... Ariane Fixman, en tant que membre de la direction possédait ce pouvoir de faire passer le serment d'entrée au sein de l'organisation. Les autres étaient là pour des motifs divers, en particulier Thomas Bauer, engagé pour assurer la propagande et le bon déroulement de l'impression et de la diffusion de celle-ci.

C'est encore Albert Cohen qui raconte le mieux, et, comme l'a souligné Jacques Lazarus « *Bébé passe toujours* ».

« Ce jour-là, je devais présenter Ginette à Régine. Elle devait prêter serment pour son admission dans les rangs de l'AJ.

Quand je suis arrivé devant ce numéro de la rue de la Pomme, j'ai entendu des coups de feu. Je me préparais à monter quand Reine m'a dit : "Bébé, ne monte pas." Deux minutes après, j'ai vu descendre deux miliciens portant un blessé : c'était Tommy Bauer. Je n'ai pas vu transporter Régine, car elle avait été tuée à bout portant, de trois balles dans le ventre.

Tommy Bauer était mortellement blessé, mais les miliciens ne désespéraient pas, malgré son état, d'en tirer des renseignements. Il mourut sans parler.

Le commandant Raoul, en mission à Toulouse ce jour-là, s'était également rendu au rendez-vous de la rue de la Pomme avec Régine. Comme il l'a raconté lui-même, lorsqu'ils ont ouvert la porte, ils ont vu, au lieu de camarades de l'A.J., des miliciens armés de mitraillettes. Raoul se saisit d'une bouteille qui était sur la table et la jeta à la tête du milicien, s'élança vers la porte tandis qu'éclataient des coups de feu. Régine

tomba sans un cri et, tandis que Raoul sentait une vive douleur à la jambe, Tommy survenait et était touché par des balles qui ne lui étaient pas destinées.

Raoul se rend chez un ami chirurgien, un professeur à l'Université, qui habitait le voisinage, qui l'opère et extrait les deux balles. Se sentant capable de marcher seul, bien qu'en boitant, Raoul va jusqu'au terminus du tramway n° 6.

Cette tragédie, suite d'une dénonciation, coûtait à l'A.J. deux morts, ainsi que trois autres victimes qui tombèrent entre les mains de l'ennemi : Armand Luks, Jacques Sarmont et David Blum. Ils furent torturés et déportés. Jacques Sarmont succomba à la maladie. Armand Luks et David Blum sont revenus.

Tommy fut interrogé par la milice, mais ne fit aucun aveu. On envoya Ginette à l'hôpital pour le rechercher. Elle le découvrit effectivement, mais ne put recueillir que le délire d'un mourant ».

Pour compléter ce récit, celui du Docteur Epstein apporte des éléments intéressants. Il déclare que le matin de la réunion prévue rue de la Pomme, il avait reçu la visite de Raoul Léons et d'Ariane Fixman, qu'il ne nomme pas de son nom de guerre, Régine, mais de celui de juive convertie, Sarah. Lui-même habitait près du lieu de rendez-vous et c'est chez lui qu'est amené Raoul Léons blessé pour les premiers soins. Or, durant leur courte visite, le Dr Epstein leur a fait part de ses craintes. Une jeune fille de l'Armée Juive, arrêtée peu de temps auparavant par la Milice, avait été vue libre de tout mouvement. Cette libération pouvait laisser entendre qu'elle était due à un échange, à une trahison. La prudence voulait que pendant quelques jours au moins, les réunions importantes soient reportées ou déplacées. Tels étaient les conseils du Dr Epstein. Et il rapporte la réponse d'Ariane Fixman, de Sarah, lesquelles pourraient lui servir d'épithète : « *Si on craignait tout, on ne ferait jamais rien* ».

Conclusion

Si l'année 1944 met fin à une période de sang, de larmes et de souffrance, elle a aussi ouvert à tous les espoirs. En ce qui concerne l'Armée Juive, elle a continué ses combats. Beaucoup d'entre ses membres se sont investis dans les organisations juives occupées au sort des victimes juives, enfants cachés, familles démunies, revenants des camps. La France accueille non seulement les Juifs d'Europe qui sont restés sur son territoire mais aussi celles et ceux qui ne veulent plus demeurer en une terre hostile, comme la Pologne ou la Roumanie. La tâche est immense. D'autres ont continué le combat sioniste. Ainsi, la propre fille d'Ariane Fixman fait passer des armes en Palestine pour le compte de l'Irgoun, groupe considéré même par Ben Gourion comme terroriste et dirigé par Menahem Begin. Betty Knout se fera arrêté à Marseille avec des caisses d'armes. L'Angleterre demande son extradition et elle risque alors la peine de mort. Nous sommes en 1945. De Gaulle est prêt à obéir à son allié britannique. Et ce sont les communistes qui font pression pour qu'elle soit jugée en France. Ils ont mis en avant ses actes de Résistance et l'ont même surnommée la « Jeanne d'Arc juive ».

Betty Knout sera donc jugée en France, condamnée, libérée après quelques mois et s'installera en Palestine. Elle participera avec d'autres, comme Marc Lévy, aux premiers combats de 1948, lors de la création de l'état d'Israël. Mais la majorité des membres de l'Armée Juive, tels Lublin et Polonski, deviendront comme les hommes et les femmes des FTP-MOI de la brigade Marcel Langer filmés par Mosco Boucault, « *des terroristes à la retraite* ».

Enfin, huit décennies plus tard, nous pouvons aussi nous interroger sur le silence qui a entouré cette histoire de Résistance juive. Si nous pouvons définir la période qui va de la fin de la guerre jusqu'à la fin des années 1970, comme celle du « récit national » c'est-à-dire de l'écriture du mythe d'une résistance française unie, soudée derrière la haute figure du général de Gaulle, cela n'explique pas entièrement que depuis une forme de dé cristallisation des années 2000, les Résistances singulières n'ont pas été mises en lumière. En fait, l'historiographie a ignoré essentiellement deux entités : le rôle des femmes dans les combats contre l'occupant nazi et le rôle des juifs dans l'ensemble de la Résistance. Le statut victimaire de ces deux catégories convenait à l'ensemble, permettait une héroïsation des combattants du gaullisme ou du communisme, très majoritairement des hommes. Combien de femmes maintenues dans le silence pour une Lucie Aubrac ? Combien de Juifs Résistants sont reconnus comme tels alors que l'on cache même les judéités de Mendel-Marcel Langer et de Serge Ravel, né Asher ? Quels en sont les motifs ? je l'ignore ; je n'ai que des hypothèses, parmi lesquelles je ne mettrai pas le trop facile « antisémitisme ». Ce travail de reconnaissance des femmes et des minorités, comme les Juifs, s'avère aujourd'hui plus que nécessaire pour reconstruire un autre Roman national, celui d'un peuple français uni dans sa diversité.

Les périples d'une enfant juive cachée dans le Tarn-et-Garonne pendant la deuxième moitié de la Seconde Guerre mondiale

Par Hélène Berkovits née Zalberg

Introduction (par J.-B. Hiriart-Urruty¹⁴¹)

Dans Paris occupé, les juifs ne peuvent plus vivre librement tant la situation s'est aggravée. Les parents d'Hélène Berkovits, les époux Zalberg, décident de fuir vers la « zone libre » dans la région de France qu'on nomme aujourd'hui Occitanie, avec toutes les péripéties que ce type de voyage occasionne.

La deuxième période est le séjour des parents Zalberg et de leur petite fille Hélène dans le camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales). Ce camp était un camp de transit vers celui de Drancy et la déportation en Allemagne. La maman d'Hélène tombe enceinte volontairement pour éviter la déportation. Les parents Zalberg décident de s'évader du camp de Rivesaltes avec leur fille Hélène, selon un scénario soigneusement élaboré ; ils franchissent donc la grille du camp, « celle du destin » comme le dit

¹⁴¹ Le point de départ de la présentation qui suit est un article de Mme Emilie Lauria, journaliste à *La Dépêche du Midi* à Montauban, daté du 20 mai 2024 : « Il revient à Montauban sur les traces de sa mère, une enfant juive cachée pendant la Seconde Guerre mondiale par l'évêque de la ville. » Il s'agissait d'évoquer un parcours mémoriel effectué par Charles Berkovits, fils d'Hélène Berkovits, visant à retracer, 80 ans après, les périples de sa mère dans le Tarn-et-Garonne.

Le texte complet du récit d'Hélène Berkovits, depuis la fuite de Paris jusqu'à la Libération à Montauban, intitulé « Les yeux ouverts », peut être obtenu auprès de son fils M. Charles Berkovits : berkovitscharles@gmail.com. En voici l'appréciation de Françoise Besson : « C'est un texte d'une grande force, qui, en plus d'être un témoignage personnel si émouvant, contient des quantités d'informations sur la période ; Hélène Berkovits inclut son histoire dans l'Histoire avec à la fois beaucoup de simplicité et d'élégance et une vraie puissance. Les dialogues le rendent atypique mais c'est un témoignage et ils lui donnent beaucoup de vie. »

Nous remercions Mme E. Lauria et Monsieur Ch. Berkovits pour les contacts et échanges qui nous ont permis d'aboutir à la publication du présent récit.

Hélène Berkovits dans le récit recueilli par ses enfants¹⁴². C'est là que commence l'histoire de la fuite de la famille vers le Tarn-et-Garonne, leurs différents points d'arrêt, et finalement l'hébergement et la cache à Montauban.

Mais donnons à présent la parole à Hélène Berkovits qui nous fait part des périples et des séjours dans le Tarn-et-Garonne.

La cavale à partir de Rivesaltes

Nous marchâmes longtemps, tranquillement, et, à bonne distance de l'agglomération, mes parents quittèrent leurs vêtements d'emprunt, derrière une haie. Ils furent soigneusement pliés et déposés au creux d'un platane, cachette convenue d'avance, car les vêtements étaient précieux et rares à cette époque de pénurie.

Après cela, tout changea. Mes parents ne connaissant pas la région, et sans aucune indication, se dirigeaient « au pif ». Il fallait se cacher dès qu'apparaissait le moindre véhicule. Nous n'empruntions pas les routes stratégiques ou les grands axes afin d'éviter tout convoi allemand. Dans notre fuite éperdue, les paysages défilaient, mais je ne les voyais pas. Le danger était partout. Il fallait se défier de chaque passant que l'on croisait, et qui se retournait sur nous. Comme pour tous les vagabonds, il nous était difficile de maintenir une apparence « comme il faut ». Pourtant, maman était très vigilante sur notre aspect. Après des nuits passées dans des abris précaires, granges, cabanes de jardins, elle nous inspectait minutieusement. Papa commençait à faire sale avec sa barbe dure de brun qu'il ne rasait pas. Nous étions des voyageurs sans bagage, et nos ressources ne nous permettaient que d'acheter un pain par jour, en choisissant de préférence pour le faire, un hameau ou un village isolé. L'un de nous se rendait dans la buvette-épicerie-alimentation ; quand c'était mon tour, je humais avec délice et envie les effluves de ces lieux, où malgré la pénurie générale, des ressources locales étaient présentées.

Un jour, sans s'apercevoir de ma présence discrète, une épicière sortit un jambon à l'os du torchon qui l'enveloppait, afin de le faire contempler à sa cliente. Celle-ci apprécia du regard et dit : « Je le prends, nous sommes de baptême. – Attendez, pas avant de l'avoir goûté. » Elle détacha alors la précieuse entame, qu'elle se mit en devoir de partager en deux. A ce moment, mon regard exorbité dut peser de tout son poids, car abaissant les yeux sur moi avec surprise, l'épicière sentit quelque chose et me tendit sans un mot le morceau qu'elle se destinait. Affamée, avide, je m'en saisis en opinant du chef en guise de remerciement, et n'en fis qu'une bouchée. Je pris mon pain, le payais, et m'enfuis en courant. Dehors, je ralentis, consciente enfin, d'avoir fait cavalier seul, sans songer une seconde à rapporter cette manne à mes parents. Dès lors, le remords me tarauda, et le goût du fumé vint longtemps raviver le sentiment de ma faute. Je n'avais pas encore d'éducation religieuse, sinon je me serais sentie en état de péché mortel. Mais, n'anticipons pas...

Nous marchions toujours. Je me fatiguais. Mes jambes frêles refusaient leur

¹⁴² C'est le récit d'une fillette de huit à dix ans, mis par écrit par Hélène Berkovits soixante-dix ans plus tard.

concours à ces efforts prolongés. Mon père devait souvent me porter. Nous évitions, malgré un désir immense de pénétrer dans les cours de fermes (car l'accueil de certains chiens intolérants était encore sensible à nos mollets, de même que l'hostilité de leurs maîtres).

Arrêt chez Lucia et Salvador

Un jour, devant l'épuisement de ma mère et le mien, mon père n'y tint plus : « Tant pis, adviene que pourra, il faut s'arrêter ici ». Il s'agissait d'une exploitation prospère, même en période de guerre, on pouvait s'en rendre compte. La cour me parut immense, les bâtiments formaient un grand quadrilatère régulier et imposant. À droite, se trouvaient les étables où l'on pouvait apercevoir de belles vaches rousses et blanches, bien alignées, mâchonnant au râtelier. Des femmes faisaient la traite. Une légère vapeur s'échappait de leurs seaux, tandis que leurs doigts agiles, pressant rythmiquement les pis, s'activaient à les remplir. J'étais dans la fascination. Chez ma nourrice dans le Loir-et-Cher, je vivais à la campagne. Mais ce n'était pas la vraie, il y avait des chats, des chiens, des poules et des lapins. J'avais beaucoup aimé les lapins blancs aux yeux rouges pour qui je dissimulais des carottes en cachette. En les caressant, je me souviens que pénétrait en moi une douce chaleur.

Dans cette ferme, tout m'intéressait : l'énorme masse brune malodorante du fumier et la fosse à purin ne me rebutaient pas. Il y avait un vrai poulailler à contempler, où rien ne manquait : des coqs empanachés et chantants, des poules caquetantes et d'attendrissants petits poussins. S'y ébattaient également des canards noirs, brillants aux reflets verts. Dans la cour, se dandinaient des oies à la gorge pendante. Devant mon émerveillement, mes parents, oubliant toute prudence, m'avait laissé profiter de cet univers de vie bruissante, et trotter d'un lieu à l'autre, pour tout admirer.

La fermière devait nous avoir à l'œil depuis longtemps. Elle vint nous chercher d'un pas décidé et nous guida vers la maison. Celle-ci me parut majestueuse. La vaste salle était nantie d'une table centrale imposante. À gauche, une énorme cheminée occupait tout le mur. En son milieu, pendait à une crémaillère, un chaudron de cuivre luisant irradiant de tous ses feux à travers la pièce. Quel brouet des dieux devait y mijoter, car des effluves divins s'en échappaient. De part et d'autre du chaudron et à distance, se trouvaient des bancs. Il était donc possible de s'asseoir là, de regarder longuement crépiter le feu, de s'y chauffer tout doucement les os. Il me semblait être dans un rêve et que cette étape soit le paradis.

Sans un mot, la femme nous désigna le banc rustique contre la table. Elle s'en alla quérir un seau et nous emplit à chacun une grande jatte de lait cru. Il était tiède et mousseux. Notre régime si restrictif avait sans doute réduit ma capacité à m'alimenter. Je ne pus boire ce nectar qu'à toutes petites gorgées, et très lentement, à la consternation de mes parents qui redoutaient que la fermière ne s'impatiait. Mais elle n'en fit rien.

On était en fin d'après-midi et la nuit tombait déjà. Elle ne nous posa aucune question, mais nous observa gravement. Quand le fermier rentra des champs, ils se concertèrent du regard, et il fit un signe d'assentiment. Elle dressa le couvert rapidement et nous nous mîmes à table.

Lucia et Salvador étaient visiblement un couple sans enfant. Le repas ne comportait qu'un seul plat, mais lequel ? Elle apporta une soupière fumante prélevée du chaudron, et nous servit alors une pleine assiettée de soupe. Le fermier avait au préalable taillé d'une main sûre des tranches de pain à la miche, qu'il plaça dans les assiettes. Il dit : « Qui sait couper son pain, sait le gagner. Nous sommes italiens, nos parents sont arrivés ici sans rien. C'est pourquoi notre porte est toujours ouverte aux étrangers. » Cette soupe était à elle seule un banquet : elle était épaisse, odorante et généreuse. Elle contenait tous les légumes que je connaissais : poireaux, pommes de terre, navets, carottes, persil, laurier ; des parfums subtils s'en dégageaient, qui ne m'étaient pas familiers. Il y avait aussi du lard, de la viande fondante. Le Maître, Salvador, fit faire chabrot à mon père.

Je ne me souvenais pas d'avoir jamais été à un pareil festin. Ils attendirent tous longtemps que j'eusse terminé de manger. Devant cet accueil et cette chaleur humaine, mes parents se détendaient. Leurs sens aux aguets, en permanence, lâchaient leur vigilance. La fatigue, pesante, s'abattit sur nous trois. On nous fit dormir dans la grange, au-dessus des vaches, dans la paille parfumée et chaude. C'était notre première nuit confortable et en sûreté. Nos corps s'amollissaient, nos tensions s'allégeaient. Au petit jour, après des ablutions au puits de la cour, « luxe suprême », nous allions repartir, quand, Lucia nous fit signe d'entrer. Salvador, lui, avait déjà regagné les champs depuis longtemps. Elle nous apporta du lait frais, tiède. La miche de pain, imposante, était sur la table ainsi qu'une terrine de beurre salé. Elle tailla d'énormes tartines qu'elle beurra et nous tendit. Après ce réconfortant petit déjeuner, elle fit signe à mon père de se raser dehors, avec le rasoir de son époux, à l'eau du puits, et devant le petit miroir niché entre deux pierres. Il rafraîchit ainsi sa physionomie. En dépit de ses cernes bleus et de ses joues creuses, je retrouvais enfin le visage de mon père.

Il nous fallut bien partir, quitter ce lieu du bon secours. Lucia et ma mère, émues, pleuraient timidement. Papa serrait les mâchoires tandis que je regardais une toute dernière fois. Les pots de fleurs alignés devant la maison, la troupe d'oies piaillantes à l'allure dodelinante se déplacer pesamment, les petits canards joyeux nager narquoisement dans la mare. Tout en me fixant avec attention, il était clair que Lucia la silencieuse, voulait dire quelque chose à ma mère, mais n'y parvenait pas. « Laissez-moi la petite, implorait-elle du regard, elle sera bien ici. - Jamais, je ne m'en séparerais, plutôt mourir, répondirent les yeux de ma mère. » Cet échange muet se déroula dans un silence dramatique. Bouleversé, mon regard, allant d'une femme à l'autre, était chargé de l'intensité tragique de ces instants, sans que je ne pusse savoir ce que l'avenir me réservait. Papa prit le parti de nous guider fermement, tandis que nous quittions la ferme. Mais des pas pesants se firent entendre derrière nous. C'était Lucia, toute essoufflée, qui nous criait : « Plus tard, quand vous serez fixés, revenez... » Puis elle remit à ma mère un morceau de la miche, pour le chemin...

A travers le Tam-et-Garonne (Moissac, Caussade, Montpezat-de-Quercy)

Nous avons beaucoup marché, la route était riante, bordée de platanes séculaires taillés en arceau, son importance semblait moindre, et nous avons osé

l'emprunter franchement. Elle était sillonnée de nombreux cyclistes chargés de paniers et de victuailles sur leurs porte-bagages, car on était jour de marché. Toute une animation provinciale et rurale s'y déployait. Un autocar brinquebalant, crachant de gazogène, s'arrêta à une borne.

Mon père, d'une impulsion subite, nous poussa dedans. Nous nous assîmes tout au fond. Le chauffeur nous cria : « Où descendez-vous ? » « – Au terminus s'il vous plaît » « – Alors, ce sera deux tickets pour Caussade, gratuit pour la petite. » Quelle belle région nous traversions ! Mon plaisir était grand de coller mon visage à la vitre pour tout voir, et de reposer mes pieds fatigués. Tandis que le véhicule poussif nous transportait, je me sentais joyeuse.

Il y eut un arrêt au centre de ce qui me sembla être une grande et belle ville. Moissac, cité du chasselas, « arrêt Cathédrale » annonça le chauffeur. De nombreux passagers descendirent. D'habitude, maman devant des merveilles architecturales, me faisait des commentaires historiques, truffés d'anecdotes et me montrait en quoi ces édifices se distinguaient d'une époque à l'autre. Ses récits étaient pleins d'intérêt et de vie. Je sais que jeune fille, en Pologne, elle avait fait des études d'histoire et qu'elle se destinait à l'enseignement de cette discipline. Mais ce jour-là, devant le merveilleux tympan sculpté de la cathédrale et ses personnages extraordinairement vivants, elle se tut... Et pour cause !

Un véhicule militaire allemand surgit et stoppa net près du car. Mon père blêmit, mais ne bougea pas, et je sentais la tension angoissée saisir ma mère, qui s'efforçait de montrer un visage paisible. Moi-même, saisie d'effroi, gardait le nez collé à la vitre. Les officiers observèrent attentivement le chauffeur qui déchargeait les colis et les bagages, la descente et la montée des voyageurs qui s'interpellaient. Quand il eut terminé son chargement, le chauffeur rabattit d'un geste sec la porte de la soute, et remonta dans le car. Lentement, poussivement, en cahotant, l'autocar s'ébranla. Quel soulagement ce fut ! L'alerte avait été chaude. On respirait plus librement. Toutes les fois, j'oubliais le danger en m'absorbant dans la contemplation du paysage, mais les événements se chargeaient toujours de me le rappeler. La « Zone Libre » n'existait-elle donc pas ? Il y avait partout, toujours, des hommes menaçants en uniformes ?

Les arrêts du car ponctuaient le voyage et lui conféraient une dynamique étonnante. Chacune des étapes était faite d'allées et venues incessantes, d'un grouillement humain extrêmement pittoresque. L'accent chantant du Tarn-et-Garonne colorait avec bonhomie toute cette agitation. Les grosses paysannes en blouse de satinette à fond noir, encombrées de leurs nombreux paniers, essoufflées, confuses de déranger tout le monde pour s'asseoir, s'écroulaient sur la banquette en s'épongeant. Les paysans rudes et robustes, portaient une tenue appropriée : un pantalon noir rayé sur lequel retombait une courte camisole de maquignon bleue, froncée et évasée. Avec leurs grands chapeaux de paille, ils avaient fière allure. Leurs pieds, chaussés des lourds sabots régionaux, se déplaçaient agilement, tandis qu'ils déchargeaient les colis avec dextérité. Ce faisant, ils s'injuriaient de bon cœur en patois. Ce n'était que des expressions : « mi-lé-di-ou », « cou-qui-dé-di-ou », proférées d'une voix tonitruante à la cantonade, et ponctuées de bourrades énergiques, sitôt qu'ils croisaient un collègue.

Ces scènes de la vie rurale quercynoise (dans la moitié nord du Tarn-et-Garonne), sans afféterie, où tout sonnait juste, ce sentiment du « vrai » m’emplissaient d’allégresse. Maman elle-même, parvenait à sourire devant cette animation simple et naturelle. Le trajet prit beaucoup de temps, l’autocar s’arrêtant dès qu’en rase campagne, quelqu’un lui faisait signe. Il ne fallait pas manquer son coche à cette époque, car il n’y en avait pas d’autre avant le lendemain.

Caussade était une grosse bourgade dont les maisons accueillantes, pressées autour de l’église majestueuse, semblaient dire : « Arrêtez-vous et, entrez ! ». La grande place où nous fûmes déposés était ombragée de platanes ventrus, sous lesquels des hommes d’âge devisaient sur des bancs. Il y avait beaucoup de monde. Edouard, mon père, soucieux avant tout de notre sécurité décida de quitter l’endroit. Je pense qu’il redoutait que notre apparence ne parût insolite à une population peu habituée aux étrangers. Il avisa une vraie boulangerie, acheta du pain, et nous prîmes la route. Nous ne savions pas où aller, nous cherchions à partir le plus loin possible. Il s’avéra que le plus loin où conduisait cette route départementale, c’était Montpezat-de-Quercy, village situé à douze kilomètres. Nous nous y engageâmes. Au début, tout alla plutôt bien. Après avoir pris une bonne distance avec l’agglomération, nous nous assîmes dans le fossé pour y manger. Le pain était bon ici, comme chez les Italiens. Onctueux, souple, avec une certaine rudesse, il vous réparait déjà, rien qu’à le tenir. De nombreux cyclistes se croisaient, des charrettes attelées à des bœufs puissants se déplaçaient lentement en ballottant leurs cargaisons. Trop de fréquentations sur ce trajet ! Papa décida de le suivre, mais à travers champs ; ce qui n’allait pas faciliter nos déplacements. Il fallut marcher dans de frais labours, à travers des pâturages, franchir des haies, le terrain accidenté m’épuisait. La pluie, véritable ennemie des fuyards, qui les rattrape toujours, se mit à tomber. Une pluie diluvienne transperçait nos vêtements en nous glaçant.

Ce déferlement généreux, bienfaisant pour la terre fumante, représentait pour nous une difficulté supplémentaire. Nous dûmes obliquer franchement à droite jusqu’à gagner un sentier où la marche devait s’avérer plus aisée. Après que nous eûmes débarrassé nos pieds du terreau qui les engluait, nous reprîmes notre cheminement sous l’averse battante. Quand je pense que papa m’avait défendu de terminer le pain ! Ce qui en reste dans sa poche était trempé à présent. Je savais que quand on a très faim, même les brins d’herbes peuvent être une précieuse ressource, alors, du pain mouillé ! Une carriole brinquebalante attelée à un cheval d’apparence efflanquée nous dépassa. La voix rocailleuse de son conducteur s’éleva : « Oh pardi ! Montez sur le foin, je vous couvre ! », et l’homme tira de dessous le foin une bâche dont il nous recouvrit.

Ces alternances de chaud et de froid, de frayeur et d’apaisement, épuisaient nos nerfs. Sans que l’on sache pourquoi, je me mis à pleurer, inconsolable ! Tandis que l’avance cahotante se poursuivait, la pluie cessa, le soleil se mit à briller et tout s’illumina. Nous avons replié la bâche pour mieux voir. Tandis que de grosses larmes coulaient le long de mes joues, je regardais cette belle région du Causse. La nature avait fait sa toilette, cela sentait si bon après la pluie que le plaisir de humer l’air et ses vapeurs chaudes me consola d’un coup.

- « Chez qui allez-vous donc ? » questionna d’une voix bourrue le paysan

- « Nous cherchons à nous loger »
- « Alors je vais vous déposer devant l'auberge de la mère Lacombe. C'est une vieille payse. Cela vous donnera le temps de chercher un gîte. »

L'idée était bonne, et puis, avions-nous le choix ?

J'étais préoccupée par le fait que nos ressources devaient être au plus bas, si toutefois il en restait, et je me demandais comment une aubergiste, même payse, pourrait accepter des clients désargentés. En attendant, on traversait lentement un village superbe. La route déboucha sur une place sur le côté de laquelle un « vrai cours » s'étendait, paresseusement ombragé de vieux platanes pansus. Il était naturellement destiné aux promenades du dimanche et aux jeux de boules des soirées estivales. En face se trouvait l'auberge annoncée. Simple, ne payant pas de mine, d'emblée elle nous parut convenir. Des consommateurs, attablés devant la maison, buvaient un canon en commentant les derniers événements du canton.

Nous entrâmes, poussés légèrement par notre paysan. D'un pas sûr, en familier des lieux, il fila à la cuisine : « Eh la mère ! V'là des clients pour toi ! »

Une belle vieille dame parut alors. Grande, d'assez forte corpulence, ses cheveux de neige tirés en un chignon serré, des rides profondes sillonnaient son visage et l'humanisaient. Elle eût pu paraître un peu revêche autrement. Un grand tablier bleu d'aubergiste, la ceignait depuis la taille, descendant bas aux chevilles. Elle me plut tout de suite, et me parut être la grand-mère idéale. Elle nous examina calmement, et dit avec autorité : « Je vais vous montrer votre chambre, et ensuite il faudra vous sécher et vous changer. »

Evidemment, ces trois commensaux ruisselants et sans bagages ne durent pas produire une impression d'opulence. Mais elle n'en avait cure. Apparemment, la recommandation de son vieux camarade devait suffire. Le long de notre voie douloureuse de parias, sans patrie, sans abri, nous avons trouvé sur notre chemin des mains secourables, des visages compréhensifs, des êtres qui au cours d'une rencontre brève, étaient capables d'aider discrètement, et de disparaître. Je crois que c'est ce qui m'a le plus souvent empêchée d'être triste. Pour en revenir à Madame Veuve Lacombe, elle prit rapidement les choses en main ; elle nous installa dans sa plus grande chambre, apparemment nous serions ses seuls pensionnaires.

Spacieuse, claire, donnant sur l'arrière, meublée rustiquement, elle me sembla un havre de confort et de paix. Une armoire à glace se trouvait entre deux fenêtres, un grand lit confortable recouvert d'une couette à volants se trouvait au centre, et dans le coin gauche de la pièce, un lit d'enfant. Les rideaux bonne femme à fleurs, assortis au couvre-lit, habillaient les fenêtres, en laissant filtrer une lumière douce. Une table et deux chaises complétaient cet ensemble. Au-dessus de chacun des lits, un crucifix de bois sculpté orné d'une branche de buis, semblait veiller au repos. Dans la partie droite, derrière un paravent fleuri, se trouvaient un lavabo à l'ancienne et un bidet. Un miroir, fixé au mur, servait à la toilette des grands, naturellement.

Madame Veuve Lacombe revint rapidement nous remettre à chacun des vêtements secs, pour moi ceux de son petit-fils Paul, pour maman des siens, et pour mon père ceux de son défunt mari. Elle nous invita à nous laver, à nous changer, et à la rejoindre dans la salle du bas. Un moment plus tard, nous y pénétrions timidement. Elle nous

fit signe d'approcher. Sur une table du café, étaient disposés trois bols fumants, deux de succédané de café pour les parents, et un de lait sucré pour moi. « J'ai fait un lait de poule pour la petite, avec toute cette pluie, cela l'empêchera peut-être d'avoir un coup de froid. » D'épaisses tartines frottées à l'ail et recouvertes de saindoux, accompagnaient le breuvage. Quel régal et quel réconfort !

La vie s'organisa. Mon père fit quelque temps tous les gros travaux de la maison, ma mère s'activait au ménage et à la cuisine. Quant à moi, je musardais de l'un à l'autre, je récupérais, reprenant un peu de force. J'aidais toujours Mémé Lacombe, ainsi voulait-elle que je l'appelle, à écosser les petits pois et à ôter les fils des haricots verts. En ces temps d'approvisionnement difficile les ressources du jardin étaient fondamentales. Nous qui n'avions connu jusque-là que les rutabagas, quand il nous arrivait de prendre un repas, cela changeait notre ordinaire.

J'avais l'impression de vivre là, dans une vraie famille, non dans l'itinérance. Paul était une sorte de cousin, un peu plus âgé, qui jouait avec moi. Le dimanche, je l'accompagnais à la messe, et après, nous allions à la JOC¹⁴³ participer aux activités que Monsieur l'Abbé proposait aux enfants. L'Abbatiale de Montpezat-de-Quercy est un merveilleux monument, et j'avais été très impressionnée par le faste du rituel et des chants religieux lors des offices. Les leçons de catéchisme de Monsieur l'Abbé m'intéressaient plus que les autres enfants. Il n'y a que quand il parlait des juifs que j'avais envie de me boucher les oreilles. Assassins du Christ, mais la crucifixion n'était-elle pas un supplice romain ? Plus tard, quand je serai grande, j'aurai décidément beaucoup de choses à apprendre, à vérifier. Tout cela pour dire qu'une sécurité provisoire mais bien réelle m'avait été procurée à l'auberge et qu'inconsciemment je redoutais de partir.

Mémé Lacombe fut mise au courant de notre situation. « Ainsi vous êtes des juifs. Je n'en avais jamais vu, mais d'après ce qu'on disait, je ne pensais pas qu'ils puissent être des personnes comme vous et moi. Il est dangereux pour vous de rester chez moi, c'est beaucoup trop visible. L'auberge est située au détour de la route stratégique qui conduit à la gare, et tout le monde s'y arrête. Il faut un logis plus discret, à l'intérieur du village. » Avec la confiance, les langues s'étaient déliées. Mes parents ont finalement trouvé une maison à louer et nous avons quitté la bonne auberge. Je crois que je l'ai regrettée. Mémé Lacombe, qui à sa façon bourrue me prodiguait une affection sincère, représentait à mes yeux la grand-mère idéale, car je n'en avais jamais connu. Ses cheveux blanc soyeux, ses joues rouges son bon regard m'avaient conquise, et je savais qu'elle allait me manquer.

A Montpezat-de-Quercy

Maître Dablanc, le notaire, possédait une maison au cœur du village. Cossue, imposante, elle renseignait sur la situation de notabilité de la famille. Sur l'arrière,

¹⁴³ Abréviation de Jeunesse Ouvrière Chrétienne, association catholique d'éducation populaire et de formation spirituelle.

la propriété comportait une petite maison à un étage totalement invisible, où l'on ne pouvait pénétrer que par un petit jardin latéral tout en longueur. Celui-ci aboutissait à une terrasse surélevée qui, elle, conduisait au bâtiment. C'était inespéré ! Nous devîmes immédiatement locataires.

Alors commença pour moi ce qui devait représenter dans ma mémoire la période privilégiée de l'enfance, un temps suspendu, une enclave de stabilité dans le marasme général. C'est vraiment dans cet endroit que se situe pour moi la « maison d'enfance ». Je me souviens de mes retours d'école où je me vois sautillante, martelant la grand-rue de mes petits sabots rouges, mes boucles dansant autour de mon visage. Je regardais la maison venir à moi, ou plutôt le fouillis vert, seul visible de l'extérieur. Je franchissais la petite porte du jardin, toujours ouverte, et me trouvais alors dans un corridor de verdure. L'allée était complètement tapissée de vigne vierge, dense, obscurcissante qui conférait à cet espace son mystère et son odeur.

Je ne franchissais jamais le seuil du long corridor vert sans un serrement de cœur et sans un frémissement de peur. Et pourtant, je l'aimais et le connaissais parfaitement dans tous ses méandres. Je pouvais les yeux fermés, rien qu'en tâtonnant, m'y retrouver au centimètre près. J'atteignais enfin la terrasse, la lumière jaillissait et j'étais rassurée. C'est seulement à partir de cet endroit que notre maison était visible. En raison de l'insécurité, j'appréciais le fait qu'elle fût invisible du dehors.

Maman trouva un emploi chez le maire de la commune Josef Delom, grand propriétaire viticole. Avec de nombreuses compagnes, elle emballait soigneusement dans des cageots, tout au long du jour, le fameux « chasselas de Moissac » destiné à être expédié.

Pour papa, c'était plus compliqué, personne n'osait l'employer, chacun avait peur d'être dénoncé. Il eut beau s'essayer à des tâches rudes, bûcheron dans la forêt et revenir chaque soir épuisé et blessé ; cela ne pouvait durer, d'une part il n'y excellait pas, son physique de citadin ne l'avait pas préparé à des travaux de force, d'autre part il ne se trouvait dans la région aucune industrie ni entreprise qui pût se permettre d'engager un homme officieusement.

J'aimais aller à l'école de Montpezat-de-Quercy, elle était si jolie, toute en pierre de taille. De l'extérieur, le bâtiment pouvait paraître austère, avec sa grille de fer forgé et sa façade sévère. Mais au dedans, quelle harmonie avait présidé à sa conception ! Une grande cour carrée entourée d'un véritable cloître de pierre, où la lumière réfléchiée et projetée de piliers en piliers, éblouissait d'émblée. L'accès aux classes se faisait directement depuis ce quadrilatère.

Comme toutes les filles, je portais un petit tablier noir plissé et j'étais chaussée de sabots que le sabotier du village avait peints en rouge. J'avais plaisir à retrouver un rythme de vie naturel si bien que je sautillais avec joie tout le long du trajet, balançant mon ardoise au bout de sa ficelle d'une main, tenant dans l'autre le sac de craies. Je me sentais allègre et légère et je savais confusément qu'il fallait profiter de ces instants où l'on entend voler les mouches, et où il semble que rien, jamais, ne viendra briser l'équilibre.

J'étais dans la classe de Lucette Courdesse, institutrice fille du boulanger. C'était une jolie jeune fille brune, aux cheveux frisés, aux yeux sombres. Sa classe comportait quatre divisions. Elle s'occupait alternativement de chacune d'entre elles. Pendant ce temps, les élèves dont ce n'était pas le tour, faisaient les exercices et les devoirs qu'elle avait pris soin de leur donner auparavant. Lucette se tirait avec maestria de ces jongleries à tous les niveaux.

En général, les grands obtenaient tous leurs « Certificats d'Etudes Primaires (CEP) ». Elle était sévère mais juste. Chacun d'entre nous était affecté par sa colère et infiniment touché quand, de son regard velouté, elle manifestait sa satisfaction.

Tout le monde déjeunait à l'école, car nombreux étaient ceux qui vivaient dans des fermes isolées et des hameaux éloignés. Le système de cantine n'existant pas, tout enfant apportait sa gamelle que la maîtresse faisait réchauffer sur le poêle, dans la petite salle où l'on mangeait. Il me revient aux lèvres la saveur d'un ragoût de gros haricots blancs arrosés de vinaigre que j'ai eu l'occasion de goûter dans le repas d'un camarade. Il faut bien dire que ceux des fermes bénéficiaient de denrées inaccessibles aux autres. Nous partagions souvent, et ce n'était pas un des moindres plaisirs de ces repas joyeux.

Ensuite, c'était la récréation ! L'explosion ! Les diables faisaient irruption dans la cour. Celle-ci était agréable, ombragée et fraîche, assez vaste pour nous contenir tous. Je me souviens avoir été moins exubérante, plus sage, me tenant à distance de toute cette agitation, mais néanmoins attentive, envieuse de ce qui animait les autres, et que je ne pouvais pas vraiment partager. Peut-être ne me sentais-je pas assez libre pour oser être bruyante ? Mais d'une attention soutenue, je profitais tout de même des jeux.

Au retour de l'école, je retrouvais maman et le bébé à la maison. La petite Bernadette était née le 26 avril à l'hôpital de Montauban. Je me rappelle très bien de la grossesse de ma mère. Le poids du bébé la déséquilibrait, et elle tombait tout le temps. Même une allumette pouvait provoquer sa chute. Il fallait que je lui donne le bras. C'est le boulanger M. Courdesse qui la conduisit à l'hôpital quand le moment fut venu. Il l'emmena dans la camionnette à gazogène qu'il utilisait pour les tournées de livraison du pain à travers les campagnes. Quand le véhicule tourna au coin de la rue, je me sentis tout d'un coup complètement abandonnée. Mon père avait disparu, ma mère était partie, je me demandais si je ne les reverrai jamais ? La guerre était là, et les menaces toujours présentes me faisaient redouter un incident imprévu et définitif.

Madame Dablanc m'avait recueillie pendant l'attente. Le notaire avait à son foyer deux enfants. Jean-Pierre l'aîné avait sept ans (deux ans de plus que moi) et sa petite sœur, Nadine, six mois. La vieille maman de Maître Dablanc vivait chez eux, et comme chaque fois auprès d'une grand-mère, je m'attendris. Celle-ci était blanche de cheveux, toute petite et fluette. Sa taille était diminuée du fait d'une déformation de la colonne vertébrale qui la tenait pliée en permanence. Elle devait faire un effort pour relever la tête et regarder ses interlocuteurs.

Avec la fillette, c'était plus facile, le regard de mémé Dablanc était au bon niveau. Si elle n'était pas aussi belle que les autres, elle était en tout cas toute aussi bonne que celle que je m'étais appropriée au fil des circonstances et dans

mes rêves. Elle appréciait l'enfant attentive, qui l'aidait souvent à s'installer sur la terrasse les après-midi, et lui portait son tabouret et sa boîte à ouvrages. J'adorais lui prêter mes bras pour dévider les écheveaux de laine, et l'observer tricoter. Sous les doigts agiles de la vieille dame, les rangs de mailles s'amoncelaient à une vitesse vertigineuse.

Elle n'avait pas besoin de regarder son œuvre, il lui suffisait de la palper pour vérifier la régularité de son travail. Elle avait donc loisir de parler beaucoup avec moi. Un jour, elle apporta une paire d'aiguilles et une pelote de laine jaune : « Aujourd'hui ma petite, tu vas apprendre à tricoter ». « Moi ? dis-je, éperdue. Je ne saurai jamais !... » La tranquille assurance de la grand-mère, son infinie patience firent merveille. Très vite, je sus monter les mailles, réaliser de longues bandes au point de mousse et au point de riz. J'allais jusqu'à faire des cache-nez pour toute la famille. De voir sous mes doigts s'allonger mon ouvrage me donnait un plaisir si vif que j'en rosissais de bonheur. Au bout de quelques jours, le boulanger Courdesse vint me chercher pour me conduire à l'hôpital.

C'était un grand bâtiment triste aux couloirs interminables et glacés, arpentés de religieuses blanches qui paraissaient glisser sur le sol plutôt que d'y marcher, et qui surprirent mon regard. Une porte s'ouvrit. Papa en sortit et m'attrapa. « Viens, viens Hélène, voir ta petite sœur ! » J'entrais alors dans une chambre minuscule où maman reposait, pâle, mais heureuse. « Approche ma chérie, regarde notre jolie Bernadette ! » Je regardais et vis une toute petite chose, emballée, d'où surgissait un minois chiffonné et jaune, jaune ! Ma déception grimaçante dût se lire sur mon visage. Maman dit : « Elle ne te plaît pas ? » « Oh non alors ! Ce ne peut être ma petite sœur, c'est une chinoise » Maman éclata de rire. « Mais non, c'est la jaunisse des nourrissons, elle sera bientôt fraîche et rose. » À ces mots, elle se saisit du bébé, ouvrit sa chemise de nuit et le plaça de façon à ce qu'il tète convenablement. Il se saisit avidement du sein, et aussitôt son petit visage simiesque parut se détendre et se fit toute lisse. Maman nourrissait Bernadette avec beaucoup d'amour et moi, interdite, je contemplais la scène. Nous rentrâmes. Pour ne pas trop souffrir de l'arrivée de ma sœur dans la famille, d'un coup je sus tout faire : la changer, la laver, la bercer, la promener, me rendre utile de toutes les façons.

La grâce de Bernadette, ses immenses yeux bleus, ses petits bras confiants me séduirent, je n'y pus résister. Je ne pouvais pas comprendre qu'un si petit enfant eut la capacité de sauver la famille de la déportation, ainsi que l'avait déclaré l'infirmière. J'avais conscience de vivre là une époque paisible. À mes yeux les scènes vécues sur la terrasse surplombant la route, sous la treille dorée du chasselas, avec les deux bébés Nadine et Bernadette, maman et mémé Dabanc et moi-même occupées à des ouvrages, me parurent des instants de bonheur.

Je me fis des amies. D'abord, les deux filles de la famille juive qui vivaient dans la belle maison d'en face, visible de la terrasse. Nous nous sommes longtemps observées sans rien dire. Elles avaient de la chance, elles étaient deux. « Claudine, Georgette, rentrez déjeuner, c'est l'heure de la classe ». Intéressée, je regardais, j'écoutais. Un jour elles me firent signe ; j'accourus et ce fut le début d'une véritable relation qui dura ce que la guerre autorisa.

Claudine était la fille du Docteur Salomon, elle avait mon âge mais n'allait pas

à l'école du village. Son père, que sa condition de juif empêchait évidemment d'exercer la médecine, la faisait travailler à la maison. Ils étaient proches parents du célèbre physicien le Professeur Langevin. Georgette sa cousine était d'une extrême espièglerie. À nous trois nous formions une équipe soudée et solide. Notre situation de précarité nous avait rapprochées, l'amitié enfantine et la proximité de nos maisons favorisaient les retrouvailles quotidiennes.

Je me souviens avec nostalgie de mon unique anniversaire, le seul qu'il ait été possible de fêter durant la guerre. Toute ma division, avec la maîtresse Lucette avaient été invitées, ainsi que Claudine et Georgette. Maman avait fait des prodiges compte tenu des maigres ressources du temps. Il y avait un gâteau fait à la maison et une crème renversée. Des raisins caramélisés avaient même été prévus, chaque grain piqué au bout d'une allumette, et ce picorage fit notre ravissement. Les dames d'en face avaient patiemment brodé trois robes à smocks, je reçus la mienne en crêpe georgette beige, à cette occasion. Nous eûmes toutes les trois la même, chacune d'une couleur différente. Ce fut la seule jolie robe de mon enfance. En la portant, je me sentais pousser des ailes. Maman avait confectionné à mon intention une pochette à serviette portant la mention « Joyeux anniversaire Hélène » en rouge. Mais la Polonaise avait fait une faute d'orthographe, en ne mettant qu'un N à « anniversaire » ; faute touchante dont le souvenir m'émeut aujourd'hui. Mais que sont devenus les objets ? Ce retour au passé, vers les réminiscences, me conduit à m'interroger sur mon intérêt passionné pour les objets d'autrefois... « Sollicitude aux objets, d'où me viens-tu ? » De la longue errance que fut mon enfance, à peine avais-je le temps de m'attacher à quelques meubles, au cadre, qu'il en fallait changer, et jamais rien ne nous appartenait. Cependant, comme ce fut le cas à Montpezat-de-Quercy, j'avais parfois l'occasion de témoigner aux choses ma tendresse. À l'aide de la cire ou à main nue, j'astiquais le bois massif et chaud, je caressais du regard une cheminée, des poutres apparentes, une table épaisse, les rayons d'une bibliothèque.

« Dans ces temps troublés, il est bon qu'un juif ne demeure jamais à grande distance d'une gare » avait coutume de dire mon père. À l'urgence, répondait la saisie du balluchon toujours prêt, et le départ immédiat. Je connaissais cela. Chaque fois qu'un lieu, une maison, un refuge me devenait familiers, si brefs qu'y soient mes séjours, il fallait les quitter vite. Chacune de ces séparations, me fut un déchirement.

Je lisais tard le soir dans mon lit. « Hélène, tu fatigues tes yeux, souffles la bougie, tu finiras ton livre demain. » Pour moi, seules les personnes qui possédaient des livres étaient dignes d'estime. J'ai fait la connaissance d'une merveilleuse vieille dame, qui conservait de sa splendeur passée une bibliothèque superbe, devant laquelle je frémissais de respect. Je me souviens entre autres d'une édition complète des œuvres de Molière, reliée de cuir fauve, à tranches et lettres d'or.

Je pus les toucher, les caresser, les retourner, les lire enfin, et je revins là tous les jeudis dans ce lieu feutré, doux, où tout me semblait beau. Progressivement, ma vieille amie me permit de prendre soin de ces précieux ouvrages et de leur manifester ainsi toute la vénération qu'ils m'inspiraient. Elle ne m'interdisait rien, je pouvais lire

ce que bon me semblait. Elle avait été dans ses belles années la maîtresse d'un ministre, je ne sais plus lequel, et vivait dans le souvenir. Comment un ministre au faite de sa carrière avait-il eut besoin d'un enseignement ? C'est ce que je pus comprendre alors, mais je me souviens. Avec ses beaux cheveux blancs, coquettement coiffés, son bon sourire, elle m'accueillait chaleureusement. Malgré la guerre, le goûter avait chez elle un raffinement suranné.

Comme nous le savons, maman travaillait au tri et à l'emballage du raisin pour nous faire vivre. Un jour de classe ordinaire, il semblait régner au village une tension inaccoutumée, inquiétante. Tandis que Lucette la maîtresse faisait sa classe, des bruits étrangers parvinrent à nos oreilles. Dans le village habituellement si tranquille, une agitation brute se donnait à entendre. Des vrombissements de moteurs, des claquements de portières, des ordres brefs et gutturaux retentissaient. Comme si tout cela n'était pas encore suffisant pour m'alerter, la pensée de maman et de ma petite sœur, seules à la maison, de mon père fugitif dans les bois, un autre fait mit le comble à mes alarmes. Une à une, les mères d'élèves venues des fermes même les plus éloignées, vinrent chercher leurs enfants et se sauver au plus vite avec eux, il est évident que pour ceux du village, ils avaient depuis longtemps regagné leur foyer.

La rumeur grandissante se confirma. Les SS, ceux-là mêmes qui commirent le massacre d'Oradour-sur-Glane avaient investi Montpezat-de-Quercy ; d'ailleurs, pendant la récréation, nous, les enfants, nous avons pu les observer depuis la grille de l'école, d'où on avait une vue directe sur la gendarmerie, qui devint immédiatement le siège de la *Kommandantur*. À midi, il ne restait plus dans la classe que la maîtresse et moi, la petite fille juive, dont les yeux angoissés la suppliaient silencieusement. Lucette me fit monter chez elle, au-dessus de l'école, et beurra pour moi deux tartines. Elle dit : « Ne bouge pas d'ici, je vais aux nouvelles ! » et elle partit. Je me concentrais en une fervente prière :

« Mon dieu, faites que maman et Bernadette aient pu s'enfuir. Préservez-les de la sauvagerie ainsi que mon papa. Je serai si parfaite que leur grâce pourra peut-être être gagnée. » Lucette fut très longue à revenir, le soir tombait déjà quand elle arriva et dit : « Hélène, vite, il faut partir. Je dois te conduire sur la route de Pilou, où un gentil monsieur te prendra sur son vélo. » Nous sortîmes par la porte de derrière pour éviter la gendarmerie. Un grand, beau, vieux Monsieur maigre à califourchon sur une bicyclette archaïque nous attendait, comme convenu, au second virage sous un platane. Il se saisit de l'enfant, la plaça devant lui sur le porte bagage et démarra. Lucette adressa de la main un signe d'adieu à sa petite élève, qui contenait difficilement ses larmes de désespoir.

Lucette la ravissante fut le dernier visage familial d'une époque révolue. Une émotion angoissée m'envahit. Comme si le vieux Monsieur comprenait, il passa doucement la main sur ma tête. Je relevais les yeux, nous n'avions même pas eu le temps de nous regarder. Ce premier échange de regards, intense, profond, où je pus lire une grande bonté et une détermination farouche, me réconforta. Il m'apprit par la suite que Lucette s'était rendue à la maison restée grande ouverte, et vide... Francine et le bébé avaient disparu. Ne sachant que faire, elle se rendit à la mairie pour consulter les autorités locales ; provoquant perplexité et embarras,

personne ne voulait se charger de cette enfant juive en un tel moment. Une suggestion fut proposée par quelqu'un : « Nous n'avons qu'à la remettre à la *Kommandantur*, ainsi cela ne sera plus notre affaire. » Pendant cette discussion, un homme silencieux écoutait attentivement. Quand la proposition fut acceptée à l'unanimité des membres du Conseil Municipal, il se révolta « Quels patriotes êtes-vous donc ici ? Pour livrer à la barbarie un petit enfant sans défense ? Je suis un homme âgé, colonel en retraite de la Guerre de 1914-1918. J'ai une autre idée de la France, dont le plus grand malheur semble être aujourd'hui la lâcheté de ses hommes. Où est la petite ? Je m'en charge, dit-il à l'institutrice. » Celle-ci, soulagée, se rasséra et lui sourit. « Elle est chez moi, à l'école. - Alors, exécution, trouvez-vous dans un quart d'heure au second coude de la route en direction de Pilou. - Nous y serons. » Nous y fûmes.

Il y avait cinq kilomètres entre Montpezat-de-Quercy et le hameau de Pilou ; mais la gare s'y trouvait, ce qui donnait à ce petit lieu, une position stratégique inquiétante. Les troupes allemandes transitaient par là. Le vieux soldat pédalait vigoureusement et régulièrement, de sorte que le ruban de la route défilait comme par enchantement. Un vent léger soufflait, soulevant les cheveux. Quand on croisa un convoi allemand, le vieil homme resserra son étreinte, et je sus que je serai protégée, désormais.

La maison du colonel Cropsal était modeste et très petite. Sa femme, menue et vive, ridée comme une vieille pomme, ne s'étonna pas de l'arrivée inattendue d'une nouvelle pensionnaire.

Alsaciens, exilés eux-mêmes, ils comprenaient de l'intérieur, la détresse des sans-abris. Je rencontrais auprès d'eux, une grande compréhension, une chaleur et une affection sincère. Je ne pouvais naturellement aller en classe, et le colonel avait à cœur de tenter de me transmettre des connaissances, afin de préserver l'avenir. De longues heures durant, il me contait l'Histoire, la géographie du pays, celle des colonies. Il ne possédait aucun ouvrage sur lequel s'appuyer, mais il savait communiquer son intérêt, et moi, d'un naturel curieux, j'écoutais avec une très grande attention ses explications. Ils étaient très pauvres, et je partageais leur vie frugale. La nuit, seule, dans le réduit minuscule qui me servait de chambre, je réfléchissais profondément. Tendue, les yeux ouverts dans l'obscurité je pensais aux miens, à mes chances de les revoir un jour.

Les Cropsal, malgré leur grand âge et leur exil, n'avait jamais perdu l'espoir, et vivaient leur situation précaire avec une extrême dignité. C'était un exemple stimulant. Le soir tard, après avoir calfeutré portes et fenêtres, en s'éclairant avec une précieuse et rare bougie, soufflée aussitôt que l'émission se terminait, silencieux, tous trois serrés, nous écoutions « Radio Londres ». Cette musique lancinante me faisait frémir. « Pan pan pan pan, Pan pan pan pan, les Français parlent aux Français... Les victuailles sont dans le panier, les prunes seront cueillies tôt ce matin. » etc. Ces messages codés et énigmatiques nous laissaient inquiets et insatisfaits. Le colonel disait que des événements se préparaient. Que des hommes se lèveraient pour libérer la patrie, et, que s'il n'était pas aussi âgé, il y a belle lurette qu'il serait à son devoir. Sa femme opina de la tête, soutenant de son approbation silencieuse le vieux brave.

Quelques temps passèrent ainsi, paisibles en apparence. Puis, les faits se précipitèrent : un va-et-vient incessant de troupes allemandes, de convois d'équipements militaires dévalaient la route en contrebas, toute la journée, et même la nuit ; le colonel en était irrité au plus haut point... Un soir il me regarda pensivement : « Viens près de moi mon petit, je dois te parler. » Alertée, je sus d'instinct que c'était grave. L'étreinte du vieil homme (si réservé d'habitude) se fit plus intense. « Tu sais combien nous t'apprécions et t'aimons tous les deux. Mais nous ne pouvons plus, Charlotte et moi, continuer à vivre ici. À notre âge, on souhaite mourir sur sa terre natale, nous avons décidé de rentrer en Alsace pour y finir nos jours. Et si nous devons périr en chemin, ce serait sur la route du retour. » Les yeux écarquillés d'angoisse, je lisais sur les lèvres du colonel les paroles qu'il souhaitait apaisantes. Elles avaient surtout le mérite de la clarté. « Nous ne pouvons pas t'emmener, par ces temps bouleversés d'exode, une petite fille juive prendrait trop de risques à nous suivre, il est impossible de t'imposer cela... ». Les yeux de l'enfant se firent suppliants : « Ne me laissez pas, disaient-ils, je me ferai aussi petite et légère qu'une mouche, je marcherai sans me plaindre. » Il caressa ma joue, avec une affection toute grand-paternelle, et passa la main dans mes cheveux. Je retenais mes larmes. Charlotte était venue subrepticement s'asseoir près de moi, si bien que je me sentais tout à la fois entourée d'amour, et cruellement dépossédée. Il reprit : « Tu penses bien que nous n'allions pas t'abandonner à un sort hasardeux. Nous avons soigneusement mis au point ta sécurité. C'est Marinette, la jeune voisine dont le mari est prisonnier en Allemagne, qui te prendra chez elle. Tu vivras là jusqu'à la fin des hostilités, et nous espérons bien vivre tous assez longtemps pour avoir le bonheur de nous retrouver dans un monde pacifié. » Tout avait été dit, mais je ne pouvais m'habituer à l'idée de leur départ. Je suivais chacun d'eux comme son ombre, n'osant m'en éloigner rien qu'un instant. Je comprenais que le vieux couple m'avait si bien mise en sûreté, protégée, que j'avais partiellement perdu de vue l'irruption possible du danger.

Les quelques jours qui précédèrent le départ, je vécus dans une inquiétude extrême, redoutant que les Cropsal ne me quittent sans prévenir, afin d'éviter un déchirement. Tout mon être était tendu, sur le « qui vive » avec le secret espoir qu'un miracle pourrait survenir, qu'ils puissent au dernier moment changer d'avis, renoncer à partir. Je refusais d'aller voir Marinette Coffignal pour faire sa connaissance, on verrait bien après, quand je serais tout à fait seule et perdue. Tout de même, me disais-je, si j'avais été plus grande, j'aurais pu en me cachant, les suivre dans leur itinéraire. Mais petite, trop faible, je ne pouvais pas, sans pour autant parvenir à me résigner.

Quand ils partirent enfin, simplement munis d'un petit bagage et de leurs faibles ressources, la scène d'adieu fut des plus sobres. Nous étions dehors, devant la petite maison qui avait constitué pour nous une enclave sereine dans le chaos général. Nous nous regardâmes longuement, sans qu'une parole ne soit prononcée. Tout l'amour que nous nous portions circula entre nous. Ils se détournèrent lentement et je les suivis des yeux aussi longtemps que je le pus. Je ne bougeais pas, fixée au sol, de lourdes larmes coulaient sur mon visage, obscurcissant ma vue. J'étais comme paralysée, collée à la terre, ne m'en pouvant détacher, rigidifiée.

Le soir tombait déjà, quand Marinette, inquiète, me découvrit immobile et muette. « Il faut vite rentrer, c'est le "couvre-feu" », et elle me dirigea fermement vers sa maison. Il me fallut du temps pour réaliser qu'ils étaient vraiment partis, je m'étais murée dans mon chagrin et n'en voulait pas sortir. Marinette, malgré sa bonne volonté, ne parvint pas à me soutirer la moindre parole. Elle dut reconnaître cette détresse, et sut la respecter. Peu à peu, devant sa douceur, je m'amadouais. Le carcan glacière qui m'enveloppait, lâcha prise, je pus respirer plus librement. Marinette sentit l'oiseau s'appriivoiser et me laissa explorer librement la maison qui était claire et sympathique. Nous nous habituâmes l'une à l'autre.

La guerre m'avait appris à me faire très légère afin de ne pas peser sur ceux qui m'accueillaient. Je trottais dans la maison à la façon d'un elfe, sans faire le moindre bruit.

La situation environnante s'aggravait ; les forces d'occupation montaient à présent, journallement, au hameau pour y confisquer des vivres. La jeune femme avait peur. Elle me prit un soir dans son lit pour se rassurer, et nous réchauffer l'un l'autre. J'enlaçais vivement Marinette au moment où un convoi passait sous la maison, dans un vacarme effrayant, et lui dis à l'oreille : « Jures, jures, que jamais tu ne me donneras aux allemands. » Marinette sans répondre, me serra contre elle. Le danger se précisait. Des échos dramatiques coururent sur l'arrivée des SS à Montpezat-de-Quercy, et ce qui se passait là-bas : « Des représailles, des prises d'otages, des fusillades. » L'angoisse creusait les traits de Marinette : « Tu dois être mieux cachée ; du dehors on peut t'apercevoir. Et si quelqu'un me dénonçait ? » La menace tomba entre nous deux comme un couperet. Alors, d'une impulsion soudaine, Marinette eut une idée : elle me saisit vivement et me conduisit au jardin. Sous la maison se trouvait à l'arrière du potager, des cages à lapins vides... Elle ouvrit la porte grillagée de l'une d'elles, m'enfouit dedans, et referma. « Tu n'en bouges sous aucun prétexte, quoiqu'il puisse se passer, tu ne bronches pas. Tu attends que je vienne moi-même. » J'avais compris.

Cette fois il s'agissait d'une vraie prison dont je ne devais pas sortir. Je ne pouvais m'y tenir qu'assise la tête baissée, ou à plat ventre, ou étendue sur le dos. Par bonheur, Marinette parfaite jeune femme de maison, tenait ses cages à lapins aussi propres que sa demeure. L'endroit exigü, inconfortable au possible, n'était donc pas répugnant, c'était déjà cela. La première journée parut interminable. L'atmosphère était étouffante et j'aurais aimé pouvoir ouvrir la porte pour m'aérer. Mes doigts pouvaient s'introduire entre les mailles du grillage pour soulever le clapet extérieur, mais évidemment, je n'en fis rien.

Enchâssée comme elle était, la cage ne permettait pas d'avoir un peu de recul visuel. Mais si l'on ne pouvait voir, on pouvait bien entendre. Cet immobilisme forcé me permit d'affiner mon acuité auditive. Je percevais tous les bruits extérieurs, et me tenais ainsi au courant de la situation. En contrebas, se trouvaient la route et la voie ferrée. Je pouvais clairement distinguer les trains de voyageurs et ceux de marchandises. Les véhicules militaires allemands sillonnaient la route continuellement et l'ébranlaient. J'en ressentais les vibrations jusque dans mon refuge. À la nuit noire, Marinette venait doucement m'ouvrir, alors je me déplaçais, tentais de déployer mon corps enraidit et douloureux. Après avoir grignoté un quignon de pain,

bu de l'eau, inspiré profondément, regardé le ciel étoilé, il ne restait plus qu'à faire pipi, et qu'à rentrer, jusqu'au lendemain.

C'était long. Les journées s'étiraient avec peine jusqu'au soir. J'avais tout mon temps pour penser à maman, à papa, à Bernadette. Quand l'émotion et l'angoisse me submergeaient, je me hissais au-dessus, dans ce « no man's land » mental, où l'on ne ressent plus la douleur, accédant dans ma rêverie à une véritable sécurité en présence des miens. Quand mon regard se dessillait, limité par les parois de la cage, la réalité sombre apparaissait.

Un soir, Marinette arriva plus tard que de coutume. Elle ne me laissait plus le temps d'admirer la voûte céleste. Il fallait sortir, faire pipi et rentrer aussitôt, manger son pain au retour. Elle dit : « Voici de l'eau pour aujourd'hui et demain, du pain aussi, je partirai tôt pour Montauban par le car de cinq heures. Il me faut trouver une solution. » Je ne cillais pas. J'avais l'habitude qu'un abri, quel qu'il soit, ne puisse être que temporaire.

Si pénible qu'y fut la vie, je m'étais habituée à ma cage. Mon corps endolori par l'exiguïté du lieu s'y sentait en sécurité. Qui chercherait une petite fille en un tel endroit ? Mais voilà, mon univers était instable, et j'apprenais à n'envisager que l'avenir immédiat.

La jeune femme partie, je m'abîmais dans la contemplation du potager : les petites salades tendres et pâles, les carottes, le vert plus soutenu des poireaux et le rouge des tomates. Ce qui me fascinait le plus, c'était de regarder les fraises ; des fraises de cultures, racées, d'un merveilleux rouge sombre ! J'avais pu à loisir observer leur évolution. Fruits merveilleux ! J'imaginai leur saveur exquise, fondante, acidulée. Elles n'étaient que des ressources naturelles d'un jardin à la campagne. Une irrésistible envie de sortir et de m'en repaître, m'habitait. Le plus triste au fond de cette enfance-là, n'était-ce d'avoir devant chaque désir, à être d'abord et avant tout, toujours raisonnable ?

À l'aurore du jour suivant, sous couvert de jardinage, Marinette s'approcha du clapier avec sa bêche : « Attention, écoute bien. J'ai vu mes deux amies, Maïe et Maité. Elles vont consulter Monseigneur L'Évêque. Elles sont convaincues qu'une bonne solution sera trouvée pour toi, avec son aide. Ne t'inquiète pas, je ne peux m'attarder maintenant, par prudence. A ce soir. » Était-ce de lassitude, était-ce d'effroi ? Je ne savais ni comment ni pourquoi j'avais mal. La perspective d'un nouveau départ, sans bagages, se présentait, imminente. Pour aller où, quand, comment ? S'il n'y a pas de réponse à l'angoisse, on peut bien pleurer un peu sur soi ; pas longtemps toutefois, si l'on songe aux autres, à tous les autres, qui, en même temps que nous-mêmes, sont en butte au rejet du monde. Je reniflais, et du dos de la main, essayais mes larmes. J'ouvris grand les yeux pour mieux réfléchir.

Pourvu que le temps soit clément. Que ceux qui me sont chers, ne souffrent pas trop d'intempéries... Que sont devenus le Colonel Cropsal et sa femme ? Tous les êtres que j'aime trouveront-ils un jour prochain l'abri, le repos et la sécurité ? C'est ce que j'espérais de tout mon cœur.

Les jours et les nuits se succédèrent, pour moi, identiques, interminables. Au bout d'une durée que me vie de recluse m'empêchait d'évaluer, je fus tirée de mes réflexions par Marinette : « Mon petit, dit-elle, en brandissant une lettre, j'ai

notre réponse ! On te trouvera un refuge en sûreté, à Montauban. En attendant, Monseigneur te fera prendre ici par une voiture de l'Évêché, mais on ne sait pas quand. » Elle paraissait infiniment soulagée par cette nouvelle et se sauva. J'ignorais s'il y avait ou non lieu de se réjouir. Il ne fallut pas patienter bien longtemps.

Trois jours après, une limousine noire, grimpa le raidillon jusqu'au hameau, s'arrêta devant la maison. Monseigneur l'évêque en descendit, Marinette en grand émoi, s'agenouilla en tremblant, baisa la bague de l'évêque avec un grand respect. « Où est la petite fille ? » questionna-t-il. « C'est que je ne savais pas », bredouilla-t-elle. « Elle est au jardin, je cours la chercher. » « - Je vous accompagne. » Et ils descendirent... Quand Marinette ouvrit la cage, je ne bougeais pas. « Viens, viens, sors Hélène. Monseigneur lui-même s'est déplacé pour toi ». L'homme de majesté ne dit rien et vit tout. Il me regarda, tenter de me déplier avec lenteur et difficulté. Il me tendit les bras et m'attira à lui. « Venez mon petit », et il m'emporta.

À Montauban

Quel homme était-ce là ? Sa distinction naturelle, son costume pourpre me surprirent. Son allure était empreinte d'une grande noblesse et son visage grave, attentif, conférait à l'enfant que j'étais, une importance que je ne m'étais pas connue depuis longtemps.

C'était un homme de haute taille, dont la corpulence contribuait à la prestance. Mais surtout, ce qui était inestimable, c'était son regard, une bonté véritable, sans artifice ni afféterie, s'y lisait. Sa présence était en elle-même un réconfort. Il me porta jusqu'à la voiture, doucement mais fermement, avec d'infinies précautions, afin de ne pas me faire souffrir. Après m'avoir installée à l'arrière du véhicule, aussi confortablement que possible, il m'enveloppa d'une douillette couverture. Il claqua la portière et se mit au volant.

La voiture, spacieuse et rapide, semblait glisser sur la route, avaler la distance en douceur, comme en se jouant. J'avais conscience que de temps à autre, Monseigneur m'observait dans son rétroviseur. Ce dont je ne me doutais pas, c'était de mon aspect. Une maigreur saisissante, le visage émacié et pâle où seul de grands yeux interrogateurs captaient l'autre et ne le lâchaient pas. Une hygiène plus que douteuse, due aux circonstances de mon enfermement, jointe à la position de mon corps frêle qui ne parvenait que peu à peu à se redresser, donnait de moi une vision pitoyable.

Devant cette vieillarde de cinq ans, l'évêque ne réagissait pas avec la commisération apitoyée du commun des mortels. Son regard était une vraie communication d'une personne à une autre, et sans mots, il parvint rapidement à apaiser ma profonde angoisse. Je sentais confusément que cet homme altier était « un grand », que sa noblesse n'était pas qu'une apparence, et je sus d'emblée que ce qu'il ferait serait bien. Je n'en n'eus pas conscience mais, pour la première fois depuis

des mois, je glissais dans le sommeil. Ma sécurité étant assurée, je pus enfin me laisser aller et abandonner ma vigilance. Je n'assistais donc pas à la majeure partie du voyage.

Quand je m'éveillais, c'était presque la nuit. J'entendais chuchoter autour de moi, écarquillais les yeux et distinguais que Monseigneur, un homme et une femme me regardaient. On ouvrit la portière pour me faire sortir. J'entendis la voix harmonieuse et claire du prélat me dire : « Ce jeune couple prendra soin de vous, comme de ses propres enfants, je vous ferai chercher dès que possible, dans un jour ou deux. » Après m'avoir regardée bien en face, il remonta dans la voiture. Après qu'elle eut disparue à l'horizon, je me tournais vers les deux personnes présentes, que j'avais presque oubliées. « Viens », me dit-on, et j'entrais.

Simon était cordonnier, Jeannette tenait la maison et prenait soin de leurs trois jeunes enfants qui dormaient déjà à cette heure tardive. L'échoppe donnait directement sur la rue, ce qui permettait à Simon de travailler tout en ayant avec « sa pratique », une proximité facilitatrice. Après l'avoir traversée, nous pénétrâmes dans la cuisine, qui représentait manifestement la pièce à vivre et la plaque tournante du logement. Tout y était modeste, propre et sympathique. Le couvert était mis pour trois. « Assieds-toi là », dit Jeannette en me désignant un tabouret de bois clair, « Nous allons dîner ». Assise, je cherchais des réponses en regardant mes nouveaux hôtes. Jeannette déposa sur la table une poêle fumante. Il s'agissait d'une omelette odorante. Quand il fallut en manger une première bouchée, moi l'affamée, ne pus l'avaler. Je hoquetais, un morceau de quelque chose me revint aux lèvres. C'était un petit bout de lard fumé, luxe inouï pendant la guerre ; ce plat simple et savoureux avait été préparé par Jeannette pour m'accueillir, mais néanmoins j'avais la nausée. Après l'avoir craché, je le déposais avec précaution sur le bord de mon assiette. Intimidée, honteuse, consciente d'une conduite haïssable, je ne pouvais cependant faire autrement. Tout en me sachant juive, je n'avais aucune connaissance religieuse de ma judéité et j'ignorais l'interdit alimentaire. Le corps se souviendrait-il ? Je terminais donc difficilement mon omelette qui, quoique soigneusement débarrassée du porc fumé, en conservait l'arôme et le goût. J'étais prise dans le paradoxe de la faim et du dégoût...

Après avoir empli un cuveau d'eau chaude, Jeannette, armée d'un savon de Marseille (fait maison) et d'un gant d'éponge, entreprit ma toilette. Ce n'était pas une sinécure ! Je n'avais pas été lavée à fond depuis des semaines. Mes cheveux n'étaient que nœuds et charpies. Quant au reste, la peau de mon corps crasseuse était marquée de stries longitudinales et transversales dues au grattage. Efficacement, elle savonna doucement d'abord, fit couler de l'eau sur moi, savonna encore, savonna plus énergiquement, pour finalement, me laisser mariner un moment dans le bain. Je me sentais tout amollie, et coulait des regards reconnaissants à la jeune femme. Celle-ci, bouleversée par la maigreur et la déviation vertébrale, l'une accentuée par l'autre, s'efforçait de dissimuler son émotion. Décidément ces petits enfants juifs n'avaient pas de chance, pensa-t-elle, songeant à ses trois têtes blondes, tranquillement endormies à côté. Je ne pesais rien quand elle se saisit de moi pour m'envelopper d'une serviette et me sécher. Elle me porta dans la chambre des

enfants, mit sa cadette dans le lit de l'aînée, afin de dégager une place. La petite invitée s'endormit aussitôt.

Plus tard dans l'intimité nocturne Jeannette chuchota « Ne crois-tu pas qu'il faudrait... ? » « J'y ai pensé, mon travail suffit à peine à nous faire vivre tous les cinq. Sans compter qu'il faut soutenir ta mère. Tu sais que nous survivons matériellement grâce aux prodiges que tu accomplis chaque jour, par ta capacité de fourmi laborieuse » ; « Tu as raison, n'en parlons plus, j'étais folle de croire que l'on y arriverait... »

Le lendemain, en fin de matinée, la limousine noire de l'évêché s'arrêta devant l'échoppe. Un jeune abbé sympathique et souriant en sortit, entra vivement en disant : « Il y a ici une petite Hélène que je dois ramener à l'évêché. » « Parfaitement », dit Simon, « je vais la chercher ! » Jeannette avait jeté mes effets sales et usagés. Elle m'avait habillée de vêtements frais, trop petits pour sa fille. Une robe toute simple, recouverte d'un tablier écossais à volants, adoucissait ma maigreur impressionnante. Je me jetais au cou de Jeannette, celle-ci toute émue, me serra dans ces bras. Simon, d'une rudesse feinte, se racla la gorge : « Allons les deux, il ne faut pas faire attendre Monsieur l'Abbé. » Il m'embrassa joyeusement. Je me séparais à regret de ces êtres simples et bons. Je regretterai cette spontanéité généreuse, cette chaleur. Même leurs enfants blonds et beaux m'avaient fait fête. Dès que je goûtais à un moment paisible, il fallait le perdre. Je montais en voiture et fis des signes d'adieu. Tous alignés sur le trottoir agitaient leurs mains dans ma direction. Nous ne nous revîmes jamais...

Le palais épiscopal ressemblait à un imposant château. Situé au fond d'un immense parc, on le gagnait par une longue allée bordée d'arbres vénérables. Une femme vêtue de noir, d'aspect austère, m'accueillit et me fit monter les marches du perron : « C'est donc toi », dit-elle en m'examinant d'un air sérieux ; « Une collation t'attend au salon. Ensuite, Monseigneur te recevra. » La pièce était imposante et grandiose de proportions. De grandes portes-fenêtres aux somptueuses tentures ouvraient sur le parc. Une ravissante petite table était dressée pour moi, avec de la délicate porcelaine fleurie. Sur chacune des soucoupes se trouvait un napperon brodé immaculé sur lequel était posé un fruit, ou un mets délicat. Je n'osais toucher à rien, pour ne pas nuire à cet exquis arrangement. « Tout est pour toi ici mon petit, bois le lait, je vais beurrer le pain grillé. » L'intendante étalait du miel sur les tartines qu'elle me tendait. Quand je mordais dedans, celles-ci, fondantes, me remplissaient de joie et de délice. Un mince filet doré coulait de part et d'autre de ma bouche, que j'essayais de ma langue. C'est alors que Pierre-Marie Théas¹⁴⁴ entra et me surprit. Visiblement satisfait de ce qu'il vit, il passa une main rassurante sur ma tête et dit : « Restaurez-vous tranquillement mon petit, ensuite nous nous promènerons ensemble dans le parc, je dois vous parler. »

¹⁴⁴ Pierre-Marie Théas (1894-1977) fut évêque de Montauban de 1940, année de son ordination épiscopale, jusqu'en 1947. D'autres textes de ce recueil évoquent les péripéties de sa vie et son action pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nous marchions lentement dans le parc, dans les hautes futaies, à travers d'odorantes allées bordées d'acacias en fleurs. Sous un grand chêne, à une croisée de chemins, se trouvait un banc moussu. Nous nous assîmes là. « Je cherche pour vous une solution favorable », dit-il gravement ; « Dans un premier temps, vous habiterez chez deux excellentes femmes qui se trouvent être les amies de Madame Coffignal. Je les connais bien. L'une d'entre elle est paralysée des jambes, mais vous serez étonnée de sa capacité à tout faire dans une maison. L'autre, plus jeune, valide, est employée à la préfecture. Je sais que vous avez vécu jusque-là dans l'instabilité, mais cette étape m'est nécessaire afin de vous trouver un abri sûr, permanent ». Une réelle noblesse se dégageait de la personne de Monseigneur Théas. Quand son regard se portait sur moi, je me sentais comprise et son attention me sécurisait. Sa façon de me considérer comme une personne m'allait droit au cœur. Ce fut l'abbé Mareuil, le jeune homme qui m'avait amenée, qui me conduisit à ma nouvelle adresse.

Les deux femmes habitaient ensemble un appartement au centre-ville. C'était un rez-de-chaussée sur cour, dans un immeuble paisible et cosu d'une rue calme. Il disposait d'une courette privative grillagée, qui s'avérerait un lieu d'élection pour y jouer. Elles parurent heureuses d'accueillir une petite fille. Maïe, s'approcha de moi avec diligence, en manœuvrant les roues de sa chaise : « Voilà la gentille Hélène dont Marinette se préoccupait tant. Bienvenue à toi ma petite. Je te présente Maïté, mon amie chère à qui je dois tout, comme tu le vois, je me déplace vite mais j'ai besoin d'aide. » Ce disant, elle tendit les bras vers moi, je m'y blottis. Elle ne parla pas et me pressa sur son cœur. Ces yeux de couleur brun foncé disaient son caractère bien trempé et sa détermination farouche à ne pas s'apitoyer sur elle-même. Je l'aimais d'emblée.

Maïté était grande, elle me sembla belle. Elle se pencha pour m'embrasser délicatement. Elle était discrète, effacée, mais son efficacité était extrême. Elle était partout à la fois, invisible et bien présente. Leur maison fut pour moi un havre de paix, une enclave sereine. Elles firent tout ce qu'elles purent pour favoriser mon repos physique et moral. Elles m'alimentèrent de leur mieux en ces temps difficiles. Je redevins sans doute plus « normale » dans mon apparence : mes joues se remplirent un peu, mes bras et mes jambes semblèrent moins grêles. Maïté faisait d'énormes efforts d'approvisionnement, malgré tout la base de notre alimentation était constituée de topinambours, de potirons et de quelques autres légumes de saison. Elle était une prodigieuse cuisinière, en dépit du manque de matières premières, elle préparait des repas exquis. Ses soupes de potiron étaient délicieuses ; elle réussissait à faire des pâtisseries savoureuses avec ces mêmes courges.

Avant mon départ de Pilou, Marinette m'avait fait promettre de lui écrire, quand cela serait possible, et de lui dire si je mangeais à ma faim. Le code convenu était un gros bonhomme en cas de satisfaction, et un bonhomme tout maigre en cas de misère. Au bout de quelques jours, je demandais à écrire à Marinette. Je disposais de papier quadrillé, d'un porte-plume et d'un encrier. Je m'appliquais infiniment à la rédaction de cette missive et la rassurait quant à ma vie matérielle et terminais par ces mots : « Ne t'inquiètes pas pour moi, je suis très bien

avec Maïe et Maïté, d'ailleurs le petit bonhomme est dodu », et je joignis à la lettre un personnage dessiné tout rond. Quarante ans plus tard, Marinette devait me montrer cette lettre qu'elle avait soigneusement conservée. Je vécus quelques temps dans ce foyer féminin, où l'on avait pour moi une douce sollicitude. Régulièrement, l'évêque me faisait venir à l'évêché où Madame Mareuil, l'intendante, préparait toujours à mon intention des goûters réconfortants. Pour eux, l'approvisionnement était plus facile, car les ouailles de Monseigneur avaient à cœur de lui apporter des œufs, des volailles, du miel de leurs ruches, des légumes et des fruits. Ils s'assuraient ainsi que leur maître spirituel ne manquait de rien, et peut-être une place au paradis !

J'avais dorénavant mes habitudes dans la grande maison. C'était dans la cuisine que je prenais ma collation. Je m'y sentais beaucoup moins intimidée et gauche que dans le grand salon, aux tentures de velours cramoisies. Dans cette pièce, grande et rustique, tout me plaisait. La cuisinière, femme rougeaude dont les mains vives épluchaient toujours quelque chose, me souriait chaleureusement, me désignant le broc de lait chaud et les tartines de pain paysan. Je le versais moi-même dans le grand bol, et tartinais de miel les tranches épaisses. Madame Mareuil ne cachait pas sa satisfaction devant mon appétit. « A la longue, nous parviendrons peut-être à lui ôter un peu son allure de chat écorché, disait-elle. ». En fin d'après-midi, j'étais ramenée. Le soir dans mon lit, au fond de la cour calme, j'étais taraudée par l'angoisse. Qu'étaient devenues maman et ma petite sœur Bernadette ? Avaient-elles trouvé quelque abri ? Ou bien erraient-elles sans ressources à travers champs et forêts ? Et mon père ? Edouard avait-il pu gagner le maquis ? Etait-il prisonnier dans un camp ? Vivait-il encore seulement ? Permanente, lancinante, l'inquiétude me rongait. Alors, dans ma caboche d'enfant, défilaient les images heureuses, idéalisées, de notre vie à Montpezat-de-Quercy. Ce fut cependant une période brève, mais c'est là que je situe mes souvenirs d'enfance. Tout ce qui me ferait vivre ensuite, un certain capital mémorisé que je reconstituais au besoin pour combler le manque, l'absence ; pour substituer le bonheur au malheur. Ainsi me revenaient à l'esprit ma joie et mon exaltation avant mes leçons de piano ; à Montpezat-de-Quercy, j'avais eu la chance d'être l'élève de Mademoiselle Caroline, musicienne sensible qui me dégrossit au clavier. Elle s'attirait les quolibets des villageois par sa claudication spectaculaire quand elle se déplaçait dans le bourg. Sa double luxation congénitale de hanche conférait à ses déplacements un aspect ridicule et pitoyable. Il était impossible de la regarder évoluer sans rire. Son visage était joyeux et avenant, apparemment elle ne se montrait aucunement affectée par ce qu'elle suscitait. A son piano elle était vraiment belle et touchante, rien de sa disgrâce n'apparaissait plus, on la sentait sûre d'elle. Elle se montrait enchantée de sa petite élève qu'elle trouvait appliquée et concentrée. Czerny et Mozart venaient bien sous mes petits doigts. Caroline représentait ce qu'il était alors convenu d'appeler une « vieille fille », qui vivait chez ses parents. Leur univers commun était feutré, silencieux. On s'y traitait avec une courtoisie surannée, désuète, pleine de charme. Quand je venais à ma leçon, le père, un vieux monsieur de haute taille, venait m'ouvrir et me saluait de façon cérémonieuse. J'en étais très impressionnée. La mère, semblait glisser, plutôt que

de marcher sur le parquet ciré. Coiffée de bandeaux gris alignés sur le crâne, elle ressemblait à une petite souris. Tout en elle était gris et pâle au premier abord. Ensuite, en la regardant de plus près, on voyait la fraîcheur, l'innocence de son regard bleu et de son doux sourire. Elle ne parlait pas, elle chuchotait. Sa peau délicate et subtilement plissée contribuait à son apparente douceur. En elle, se reconnaissait la jolie petite fille au teint de porcelaine qu'elle avait dû être autrefois. Elle me conduisait à la salle de musique comme si rien au monde n'avait été plus important que ma leçon. La guerre, le danger, les éléments de réalité ne franchissaient pas le seuil de ce lieu préservé. Il y avait sans aucun doute une grande inconscience à vivre ainsi, totalement coupé du monde vrai, mais j'y passais de délicieux moments dans l'allégresse partagée et la beauté de la musique.

Tous les dimanches, l'abbé Mareuil m'amenait à l'évêché. Après que je m'étais restaurée et reposée lors d'une sieste douillette, Monseigneur Théas venait me chercher pour me conduire à son oratoire privé. Il s'agissait d'une très petite pièce tendue, murs et plafond, de velours rouge. Pour tout décor, un grand Christ d'argent au regard doux et bienveillant, ornait le mur central. Face à lui se trouvait le prie-Dieu de l'évêque, lui aussi habillé de velours rouge. Un petit tabouret, à moi destiné, se trouvait à gauche. Après s'être recueilli quelques instants sur son prie-Dieu, Monseigneur se tournait, posant sur moi ses yeux chaleureux et me disait « Maintenant, mon enfant, je prie pour vous ». Et il n'était pas possible de mettre en doute une seconde la sincérité de ce grand homme qui s'occupait de moi avec toute sa ferveur. À chaque rencontre dominicale, la scène se répétait et chaque fois, je lui demandais de prier non pour moi qu'il avait mise à l'abri, mais pour ma mère, ma petite sœur, ce bébé et mon père, tous trois dans la tourmente. Il m'emmenait après faire une grande promenade dans les allées du parc exquis de l'évêché ; m'enseignant à mesure les différentes essences des arbres vénérables, identifiant pour moi les fleurs merveilleuses qui décoraient les pelouses.

À Montauban, le couvent

Je ne compris qu'après que ce que l'évêque avait à me dire était confidentiel, toujours ; il ne me faisait part des dispositions prises à mon égard que loin de toute oreille. C'est ainsi qu'un dimanche il m'apprit avoir trouvé pour moi une place de pensionnaire à l'orphelinat de la Sainte-Famille, à Montauban. Celui-ci se trouvait dans un couvent de sœurs cloîtrées. Seules deux ou trois d'entre elles en sortaient pour assurer les besoins l'établissement. Parmi les religieuses, j'en distinguais plusieurs. La mère supérieure était une femme d'une distinction naturelle qui la plaçait au-dessus de toutes. Elle était d'une santé très fragile mais savait diriger son couvent d'une main de maître. J'affectionnais particulièrement sœur Marie-des-Archanges : de grande taille, vigoureuse, sympathique, elle avait des joues toutes roses que j'aurais voulu embrasser. Enfin, mère Marie-Edouard, sœur portière du couvent, d'origine espagnole, rigoureuse et efficace, nous conduisait à l'extérieur. Je l'appréciais parce qu'elle portait le même prénom que mon père (Edouard). Un abbé venait régulièrement d'une paroisse de la ville célébrer les messes au couvent. À

cette occasion, j'étais pénétrée par les chants et les rituels des cérémonies. La découverte de ceux-ci m'avait impressionnée. Si je n'étais pas née juive, mon attirance eût été bien réelle.

Notre vie d'orphelines se partageait entre le grand dortoir austère, qui abritait deux rangées de vingt lits se faisant face, la salle de classe et le réfectoire. La journée commençait à six heures par une toilette sommaire, suivie de la prière matinale à la chapelle. Un petit-déjeuner frugal venait ensuite, composé d'une espèce de boisson faite de lait en poudre et de chicorée mélangées avec un quignon de pain dur. Chacune de nous devait avoir fait son lit « au cordeau » et contribuait à la propreté du dortoir. La punition majeure consistait pour les fautives à nettoyer – à plat ventre et à l'aide d'une épingle – les rainures du parquet dans ce lieu immense. Il m'arriva – je n'en compris jamais la raison – d'avoir à subir cette sanction qui me prit la journée, me privant de prière, de repas, de classe et de promenade. Je supposai alors qu'une délation de mes camarades, hostiles, m'avait valu cette peine sévère. J'étais une orpheline différente, toujours inquiète, aux aguets, sérieuse et concentrée, peu encline à jouer.

Les orphelines de la Sainte Famille étaient réputées pour leur piété. Ainsi, elles étaient conviées à toutes les obsèques de la ville pour y chanter et y prier. C'était l'occasion d'arborer notre uniforme : la robe classique en pied-de-coq marine et blanc, plissée devant, comportant une grande ceinture nouée derrière en un grand nœud ainsi qu'un col et des poignées blancs. Un chapeau de paille blanc couvrait nos têtes, nos socquettes étaient également blanches et nos chaussures, marines. Ainsi vêtues, nous défilions dans les rues en chantant. L'enseignement dispensé au couvent était essentiellement religieux, néanmoins, nous étudions un peu d'histoire, de géographie, de la dictée et de l'arithmétique. J'étais très sérieuse dans mes études en me disant qu'il y aurait peut-être un « après ». Sous la direction d'une des religieuses et de notre abbé, notre chorale interprétait de beaux chants liturgiques. La musique permettait alors les seuls instants dépourvus de menaces et d'angoisses. Au cours des messes, je chantais avec joie.

Tous les dimanches, à l'heure dite, la limousine noire de l'évêché venait me chercher pour me conduire à l'évêché. En fin de journée, Monseigneur Théas ayant sommé l'intendante de me préparer assez de provisions pour la semaine – il souhait me voir prendre des forces et un peu de poids – je repartais chargée. Ce qu'il ne sut jamais, c'est qu'à mon retour au couvent, les orphelines affamées ne prenaient que quelques instants pour s'emparer du contenu de mon énorme paquet et ne laissaient que les sept œufs frais... Mère Marie des Archanges, tous les matins, perçait d'une épingle la coque de l'un d'eux et me le faisait gober. Mais cela m'était pénible et me donnait des hauts de cœur, de sorte que, lorsque l'intendante m'examinait à mon arrivée, elle se tournait vers la cuisinière pour s'exclamer « Décidément, la petite Hélène ne se remplume pas ! »

Cet été-là fut caniculaire, une sécheresse sévère sévissait. Les religieuses arpentaient jour et nuit le doître en psalmodiant pour demander au Seigneur d'envoyer une pluie abondante et salvatrice. Dans mon lit, la nuit, j'implorais Dieu afin que leurs prières ne fussent pas exaucées et qu'il entendît la voix d'une petite fille qui le suppliait de préserver sa mère et le bébé des pluies et de l'orage. Un jour, lors de notre promenade au jardin botanique, je reçus un choc : je venais d'apercevoir ma maman, son bébé sur les genoux. Je

sus d'emblée qu'il fallait garder le silence et ne pas me montrer. Je me réfugiai derrière un gros tronc d'arbre et enfonçai mes doigts dans l'écorce pour ne pas crier. Les orphelines, enthousiastes, me criaient « Hélène, viens, il y a une maman avec un joli petit bébé ! » De lourdes larmes coulaient sur mon visage, mais je tins bon. Le dimanche suivant, lors de notre moment privilégié à l'oratoire, je parlai : « Monseigneur, j'ai vu ma mère et ma petite sœur au jardin botanique, et je sais que c'est vous. » Inquiet et attentif, il m'observa, je le rassurai. « Non monseigneur, je ne me suis pas montrée. J'ai enfoncé mes doigts dans l'écorce, j'ai pleuré, mes mains étaient en sang, mais je suis restée cachée. » Il me répondit, « Puisqu'il en est ainsi, mon enfant, vous pourrez les voir, je m'y engage. »

Une semaine plus tard, après le déjeuner, l'abbé Mareuil vint me prendre à l'évêché pour me conduire au monastère pour femmes du côté de Sapiac (l'un des plus vieux quartiers de Montauban). Après qu'il m'eut confiée à la sœur portière, je fus dirigée au premier étage vers une grande salle où se trouvaient environ quinze à dix-huit jeunes femmes, juives, je l'avais compris, chacune accompagnée de très jeunes enfants blottis dans leurs bras et à leurs pieds. Je courus vers maman, assise avec ma petite sœur. Si grande fut notre émotion que nous ne pûmes rien dire, que nous enlacer et pleurer. Bernadette avait changé. C'était un vrai joli bébé qui me fit bon accueil. Je dis à maman « Sais-tu comment tu es arrivée là ? » Elle me répondit : « Un soir d'orage, avec Nadou (diminutif de Bernadette), j'étais dans la forêt, trempée et j'ai été recueillie par des maquisards qui ont eu pitié de nous. Ils vivaient dans une caverne rocheuse et m'y ont offert l'hospitalité en me précisant qu'il ne s'agissait pas d'un gîte sûr, mais très provisoire. » Je compris que c'était par les réseaux de résistance et les communications entre eux que Monseigneur Théas avait pu sauver ces femmes juives individuellement. Il devint une habitude après le déjeuner de passer l'après-midi auprès de ma mère et ma petite sœur. Il devint une habitude après le déjeuner de passer l'après-midi auprès de ma mère et ma petite sœur. L'abbé Mareuil venait me chercher en fin de journée pour me ramener, et, au grand désappointement de mes camarades, je n'avais plus de vivres à leur distribuer, ce qui donna libre cours à la vindicte de certaines à mon égard.

La Libération

Ma scolarité au couvent dura environ deux années. À partir d'une certaine date que je ne saurais préciser, le groupe de filles ressentait en traversant la ville comme un bruissement, une rumeur, qui s'élevaient d'elle, contrastant avec le calme plombé et silencieux de ses rues auparavant. Hélène pensait que peut-être il s'agissait d'espérance.

Un jour, depuis le couvent, nous perçûmes un climat différent, cramponnées aux fenêtres pour tenter d'apercevoir la source d'une dameur qui montait jusqu'à nous. Les hauts murs d'enceinte du couvent que seule la cime des arbres dépassait, nous isolaient du monde et nous empêchaient de voir au-dehors. Seul parvenait à nos oreilles l'écho d'événements qui se déroulaient en contrebas, mais qui nous restaient invisibles. Une tension se libérait, la foule en liesse s'époumonait en cris, rires, clairon, Marseillaises... On percevait la fanfare jouant des chants patriotiques, la masse reprenant les refrains. Puis tout à coup, des échanges de coup de feu, des bruits d'effroi, de fuite, et surtout de combats persistants... Mère Marie des Archanges fit soudain irruption dans la salle : « Les filles,

descendez, ce que vous faites est dangereux ! Fermez vite les fenêtres et réfugiez-vous dans votre dortoir. » Péniblement, la branlante courte-échelle parvint au sol. « Mais ma mère, nous avons besoin de savoir ce qui se passe. » « Vous le saurez bien assez tôt, allez ! »

Malgré notre espoir, ce n'était pas la vraie libération, mais une euphorie populaire, une anticipation prématurée des Montalbanais impatients alors que des milices locales existaient toujours, surarmées et traquant les maquisards qui osaient défilier avec le drapeau français. Des combats s'engagèrent et la foule s'éparpilla dans l'effroi pour se mettre à l'abri. Il y eut des morts et des blessés. En vertu de ce qui se passait à l'extérieur, les orphelines étaient complètement recluses et ne sortaient plus du couvent, cloîtrées derrière ces grands-murs, à guetter les bruits... l'annonce de la fin suffisait à faire vibrer la ville. Une exaltation comme on n'a plus connue depuis, comme une symphonie de Wagner, une euphorie qui enflait, partagée par Montauban. C'était la respiration de la ville.

Mère Marie-Edouard, la portière, était assaillie par les pensionnaires dès qu'elle franchissait le seuil du couvent, assoiffées qu'elles étaient de nouvelles. Sous la contrainte du groupe, la religieuse était obligée de lâcher quelques informations. Elle avait entendu qu'une division allemande entière était aux portes de Montauban à qui les résistants s'efforçaient de faire barrage avec un courage remarquable étant donnée la différence des forces en présence. Ils réussirent toutefois ; leur détermination absolue emporta la victoire et Montauban ne fut pas envahi de nouveau. Enfin, on respirait. C'était ça, la Libération : une respiration.

Toutes les cloches de la ville sonnèrent en même temps, ce n'était pas un tocsin, mais un carillon général qui annonçait la libération « LA LIBÉRATION ! » Après qu'elle fut daïronnée par toutes les radios, la nouvelle nous parvint enfin. La dameur formidable qu'exprimait l'allégresse populaire dans la rue contraignit les sœurs cloîtrées à accepter de nous laisser sortir à condition de rester plaquées contre le mur du couvent, sans d'aucune façon se mêler à la foule. Je ressentais, ou bien était-ce ma situation personnelle qui me le donnait à penser, qu'il y avait également de l'attente et l'angoisse quant au devenir des absents.

Cet été-là, un grand nombre de pensionnaires partirent en vacances chez oncles, tantes et marraines. Nous nous retrouvâmes en très petit nombre. Je continuai mes visites dominicales à l'évêché. À ma demande, Monseigneur Théas me permit d'y venir seule à pied. Il me fallait une demi-heure au cours de laquelle je découvrais librement la ville. Je m'éloignais ainsi de la cohorte des orphelines en uniformes qui dévalaient sagement les rues. Lors d'une visite, il me prévint que Francine avait l'intention dans un premier temps de retourner à Montpezat-de-Quercy avec ma petite sœur, seul endroit où elle pouvait se réfugier pour attendre des nouvelles de mon père. Sans ressource, elle ne pouvait assumer ma présence pour le moment, mais dès qu'elle en aurait les moyens, elle me ferait venir près d'elle. En attendant, nous pouvions nous écrire. Ce départ sans au revoir me plongea dans une affliction profonde après tant de séparations. Mais, résignée, je patientai et écrivis presque tous les jours. J'emplissais une enveloppe de mes lettres de la semaine et Mère Marie-Edouard la postait à sa première sortie. Maman me répondait de temps en temps de courtes lettres dans son français hésitant que je rangeais sous mon matelas comme un trésor et que je ressortais la nuit pour les mettre sur mon cœur.

Mon dernier dimanche à l'évêché fut à la fois nostalgique et heureux. J'éprouvais une extrême gratitude à l'endroit de Monseigneur Théas mais ne savais comment la lui exprimer. Quand nous fûmes dans l'oratoire, une émotion considérable m'envahit, des larmes silencieuses coulaient sur mon visage sans que j'y prête attention et Monseigneur me laissa faire, en silence. Puis il parla : « Mon petit, vous êtes à la veille d'un grand changement dans votre vie. Tous mes vœux et mes prières vous accompagneront toujours dans la paix retrouvée. » Ne pouvant contenir mon émotion ni l'exprimer, je tombai à genoux devant lui, me saisis de sa main, et baisai l'anneau épiscopal avec toute la reconnaissance dont j'étais capable. Relevant mon visage ruisselant de larmes, il me sourit avec une grande affection, il avait compris. Je ne pus que dire « Merci, Monseigneur ». Il me dit : « Mon petit, vous ne me devez aucune reconnaissance, ce fut une grande joie pour moi que d'avoir pris soin de vous, Hélène. » il me raccompagna à la voiture, et quand je fus montée, nous sûmes que c'était un adieu.

Quelques jours plus tard, peu de temps après la Libération, mon père est venu me chercher au couvent. Mais les religieuses ne voulaient pas me laisser partir : elles pensaient que j'avais une ferveur et une vocation religieuses rares, qu'il aurait été dommage de contrarier !

En 1943 ou en 1944, il y eut une sécheresse terrible : nous devons prier pour la pluie. Moi, je priais pour qu'il ne pleuve pas, j'avais peur que maman et Bernadette ne meurent de froid sous la pluie dans un ravin... Ma concentration, mon inquiétude, avait trompé les religieuses, qui en outre ignoraient que j'étais juive. Réunies pour savoir quel comportement adopter face à mon père. Elles voulaient me garder ; il leur a expliqué : « Mesdames, je sors des camps, la priorité est la réunion de ma famille. » Mon père s'est fâché et m'a emmenée, malgré les sœurs. Et c'est ainsi qu'Hélène a retrouvé les siens !

A Montpezat-de-Quercy, nous avons retrouvé, dans la maison du notaire, Francine et Bernadette. Ma mère travaillait, elle avait recommencé à mettre les chasselas en cageots pour le maire du village. Nous y sommes restés encore huit ou dix mois, le temps de gagner de l'argent pour nous rapatrier. Mon père est allé voir s'il était possible de récupérer le logement en location que nous avions avant la guerre, impasse Boutron. Il était vide. Tous les quatre, nous sommes rentrés chez nous.

Epilogue. Après

L'engagement actif de Monseigneur Théas dans le secours des Juifs dans sa région de Montauban lui valut d'être déclaré « Juste parmi les nations » en 1969.

Peu de temps après la Libération, il était venu à Montpezat-de-Quercy diriger une messe. L'église très belle, médiévale, était pleine, je m'étais agenouillée pour lui baiser les mains... Plusieurs années plus tard, alors qu'il était désormais évêque de Tarbes et Lourdes et que j'étais mariée, mère de famille, je suis allée le voir. Je n'ai pas osé l'approcher... J'étais paralysée, je n'ai pas pu y aller. Mes pieds étaient soudés au sol de la Cathédrale. J'aurais tellement voulu baiser sa bague, moi qui était vivante, lui montrer que grâce à lui j'avais survécu, et je n'ai pas pu. Je me suis toujours demandé pourquoi, je ne cesserai jamais de le regretter.

Mon père, qui s'était évadé trois fois des camps, n'a jamais parlé de cette Guerre. Toute sa vie, il a caché son matricule. Pour survivre, il a voulu oublier ; non seulement ce qu'il avait vécu, mais aussi autre chose ; un jour de Kippour, il refusait de jeûner malgré les pleurs de ma mère. Il lui a dit : « quand on a vu du savon juif, on ne jeûne pas ». Il n'est retourné à la synagogue que très tard, sans en parler à qui que ce soit – on n'a découvert qu'il était revenu à la religion qu'à sa mort. Les rayonnages entiers d'un placard étaient couverts de livres de prières qu'il avait oublié de rendre à la synagogue.

Mes parents se sont mis à vendre du linge de maison sur les marchés. Ma mère prenait les marchandises à crédit chez les grossistes, et remboursait semaine après semaine. Je m'occupais de Bernadette pendant qu'ils travaillaient. Un jour, ma mère est arrivée impasse Boutron pour annoncer : « J'ai acheté une maison. » Elle était allée à une vente aux enchères et avait trouvé une maison à Argenteuil (Val-d'Oise), boulevard Jean Allemane, en face de la gare de triage. Il fallait être ma mère pour acheter un pavillon en face d'une gare ne prenant pas de voyageurs ! Il y avait un étage avec deux chambres. C'était ma première maison. Le chef de gare, M. Goldstein, qui était copain avec mon père, lui a conseillé de m'envoyer au club de jeunesse juive, le Ben-Akiva, où lui-même avait ses deux fils. Il a embêté mes parents jusqu'à ce que je m'inscrive. J'avais dix-sept ans. J'y ai rencontré Marcel, que j'ai épousé. Nous avons eu trois enfants.

Malgré les orphelins, malgré les blessés, malgré les détruits, les guerres continuent, des enfants qui naissent dans cette détresse et des gens périssent tous les jours dans la Méditerranée.

C'est la guerre qui m'a appris que j'étais juive ; elle m'a donné la volonté de continuer à vivre, et j'ai eu une vie intéressante, mais la cruauté n'a jamais cessé. C'est pour cela que j'ai voulu livrer ce témoignage.

LE PHILOSOPHE ÉTIENNE BORNE À LA LIBÉRATION : COMMISSAIRE RÉGIONAL À L'INFORMATION ET ÉDITORIALISTE DE LA VICTOIRE

Par Bernard HUBERT

Introduction

Né à Manduel dans le Gard le 22 janvier 1907, Étienne Borne fut élève de l'École normale de la rue d'Ulm à Paris de 1926 à 1930, année où il obtint l'agrégation de philosophie. Professeur de philosophe talentueux, Étienne Borne a abordé de nombreux sujets philosophiques et politiques dans ses publications. Il enseigna au Lycée de Nevers à partir de septembre 1933, puis pendant un semestre de juin à décembre 1934 à la Faculté des Lettres de Sao Paulo au Brésil. Après son retour en France il enseigna à partir de septembre 1935 au Lycée Henri Wallon de Valenciennes pendant quatre années. Ensuite il fut nommé en 1940 au Lycée de Béziers, puis en septembre 1941 il rejoignit Toulouse pour prendre une classe préparatoire de Première supérieure au Lycée Saint-Sernin puis au Lycée Fermat. À Toulouse, il s'engagea au sein de la Résistance : il milita au côté de Léo Hamon au sein du mouvement Combat et publia dans la clandestinité avec Jankélévitch la brochure *Le Mensonge raciste* en 1944. À la Libération il fut nommé délégué régional à l'information auprès du Commissaire de la République de la région toulousaine et assez rapidement il fut éditorialiste du journal *La Victoire*, de septembre 1944 à novembre 1946.

Les cinq années toulousaines d'Étienne Borne (1941-1946) furent assez significatives des divers engagements philosophiques et politiques de ce professeur et de ce chroniqueur.

La Résistance intellectuelle

En 1989, Étienne Borne donna un témoignage sur la période précédant la guerre et sur la Résistance : « Dans les débats de ces lointaines années, marquées par la crise de l'Action française, la guerre civile d'Espagne, le Front populaire, le pressentiment des proches périls imposait aux hommes d'un certain esprit, fussent-ils désaccordés dans le quotidien, la nécessité d'un rassemblement sur l'essentiel. Miracle ! Mounier et Francisque Gay, *Esprit* et *L'Aube* s'avisèrent qu'ils avaient mené le même combat, et que, sans le savoir, les uns et les autres, chacun dans son atelier, nous préparions les armes spirituelles et intellectuelles qui allaient donner sens et élan à la Résistance. Dans l'itinéraire que je décris, et qui n'a pas été seulement le mien, l'expérience de la

Résistance a été un temps particulièrement fort, non seulement à cause de l'intensité du combat, mais aussi parce qu'un tel engagement apportait à nos certitudes une confirmation dramatique et éclatante. Contre le nazisme provisoirement vainqueur, nous défendions les vérités chrétiennes et les valeurs démocratiques également menacées par cette poussée d'un néopaganisme totalitaire. » (Borne, 1989, 262)¹

De fait, Étienne Borne avait déjà eu l'occasion de rencontrer Edmond Michelet dans le contexte des 'Amis de *L'Aube*' et des Équipes sociales de Robert Garric qui « préfiguraient les constellations de la Résistance » (Michelet, 30)². Il correspondit avec Michelet dès l'année 1937, avant de le retrouver par la suite à Brive dans les réseaux de la Résistance. En juillet 1940 Edmond Michelet l'invita à le rejoindre à Marcillac, village à côté de Brive-la-Gaillarde, pour une réunion, car « nous aurons tant à nous dire »³. Edmond Michelet rapporta aussi une rencontre en 1941 où Étienne Borne débarqua à Brive avec les numéros clandestins de *Liberté* (Michelet, 32-33).

Nommé en 1940 au Lycée de Béziers, Étienne Borne rejoignit Toulouse en septembre 1941 pour prendre une classe préparatoire de Première supérieure au Lycée Saint-Sernin. Il rejoignit ensuite le lycée Fermat. Or, à la fin de 1941, naissait à Toulouse « Combat », mouvement régional le plus important de la Résistance, bien implanté en Haute-Garonne. L'historien de la Résistance dans le Midi toulousain, Michel Goubet, rapporta que dans ce mouvement Combat : « Des démocrates-chrétiens y côtoient des francs-maçons et des libres penseurs. Un journal porta le nom du mouvement et en diffusa les idées. À partir de mars 1942, une feuille dactylographiée le compléta sous forme de supplément régional, c'est *Combat du Languedoc* : sa rédaction fut assurée par Léo Hamon et par le professeur Borne » (Goubet, 2015, 116-117). Étienne Borne, héraut de la résistance catholique, milita aussi au sein des « équipes clandestines de Témoignage chrétien à Toulouse »⁴.

Les historiens de la Résistance dans la Haute-Garonne notèrent qu'à Toulouse, au lycée de garçons, le futur lycée P. de Fermat, « l'atmosphère y était provichyoise, l'administration pétainiste [...]. C'est au prix d'une très grande prudence et discrétion sur leurs activités extraprofessionnelles que des enseignants comme Étienne Borne, professeur de philosophie, ou Romain Plandé, professeur d'histoire, ont eu des activités résistantes » (Goubet, 1986, 113). Mais que pouvait donc bien dire Étienne Borne à ses élèves ? On peut en avoir une idée d'après le témoignage de l'un de ses élèves qui lui écrivit après la guerre en lui rappelant : « En décembre 1941, lorsque vous avez fait votre dernière classe à la Ph1 du Lycée, je me souviens que vous aviez recommandé à vos élèves d'avoir à cœur de ne pas rester neutres, de savoir prendre parti car il n'est pas de neutralité possible entre le Bien et le Mal. »⁵ Un autre de ses élèves pendant les deux années scolaires 1943-1945, devenu par la suite inspecteur d'histoire, donna son témoignage à l'invitation des compagnons de la Fraternité Edmond Michelet. Il y indiqua que dans sa classe préparatoire « deux ou trois de nos camarades étaient engagés dans la Résistance, un avait adhéré à la Milice, deux d'entre eux réfugiés de Paris se verraient refuser au titre des lois antijuives l'accès au

concours [...], la grande majorité d'entre nous vivait douloureusement un temps d'attente, qui est sans doute le sort de toute jeunesse, mais dont nous savions qu'il engageait, au-delà de nos espérances personnelles, un destin collectif. »⁶

À Toulouse, Étienne Borne participa aux activités de la Société toulousaine de Philosophie pendant l'année universitaire 1942-1943 où il retrouvait entre autres le philosophe Georges Bastide et Mgr Bruno de Solages, Recteur de l'Institut catholique de Toulouse.

De novembre 1942 à décembre 1943, Étienne Borne donna une série de conférences à l'école régionale des chefs aux Chantiers de la jeunesse basés au château de Lespinet à Toulouse, pour la promotion « Chef Boulet » (novembre 1942-août 1943), puis pour un groupe de saint-cyriens de la promotion Charles de Foucauld, démobilisés et versés aux Chantiers (août-décembre 1943).

Écrire pendant la guerre

En 1942, Étienne Borne écrivit des éditoriaux pour *La Vie spirituelle* sous le pseudonyme « Apostolus », et des billets signés « Christianus » pour *La Vie intellectuelle*. Il fut aussi en contact avec Albert Béguin des *Cahiers du Rhône* qui lui demandait sa collaboration, laquelle se concrétisa en 1943 avec son livre *Pour le temps de la douleur* (Borne, 1943), qui repris bon nombre de ses éditoriaux signés « Apostolus ». Il écrivit aussi en 1943 un petit article « Réflexions sur la crise du déterminisme » (Bergounoux, 1943) dans le *Bulletin de Littérature Ecclésiastique* de Toulouse, avec Frédéric Bergounioux, professeur de géologie à l'Institut catholique de Toulouse et résistant qui effectuait « des liaisons clandestines entre les divers maquis lotois » (Duffau, 210)⁷. Et en 1944 Étienne Borne fut coauteur avec Vladimir Jankélévitch et Daniel Faucher du livre *Le Mensonge raciste*⁸.

L'historien Jean Estèbe qui relata cette période 1940-1944 à Toulouse écrivit au sujet de la publication clandestine *Le Mensonge raciste* : « Le texte clandestin le plus intéressant est sans doute un fascicule intitulé *Le Mensonge raciste*, paru en 1944, qui propose une autopsie de l'antisémitisme vue par trois sensibilités différentes : l'humanisme laïc de Daniel Faucher, le catholicisme d'Étienne Borne, le marxisme révolutionnaire de Vladimir Jankélévitch (qui, à l'époque, se rattachait nettement à ce courant). Ce dernier décrit avec esprit l'antisémitisme comme le socialisme des imbéciles. Quant à Borne, dont la contribution est sans doute la plus riche, il précise d'abord la nature darwinienne de l'hitlérisme et explique l'attrait qu'il a pu exercer sur une jeunesse avide d'héroïsme ; il exalte ensuite le rôle historique d'Israël en proclamant que l'étoile jaune ne saurait être 'un signe avilissant' puisqu'elle rappelle aux fidèles 'le souvenir de cette enfant juive, la vierge Marie, mère du Messie'. » (Estèbe, 1996, 251).

À la Libération : Commissaire régional à l'information

Pierre Bertaux, qui fut commissaire de la République à la Libération de Toulouse, dut courageusement imposer la loi républicaine à une faction de FTP en armes pour reprendre à la Libération le contrôle de Radio-Toulouse⁹. Il rapporta ses souvenirs : « Une ordonnance d'Alger prévoyait que tous les journaux ayant paru en France après la date du 1^{er} décembre 1942 en zone Sud devaient être immédiatement suspendus, leurs biens et installations mis sous séquestre. Préparée dans la clandestinité, la relève eut lieu le jour même de la Libération. Mon camarade de l'École normale Étienne Borne, résistant de la première heure, désigné pour remplir les fonctions de commissaire à l'information, s'était installé dès le 20 août dans les locaux de la rue Bayard avec une équipe d'étudiants bénévoles. Je n'eus qu'à régulariser la situation en prenant les arrêtés plaçant sous séquestre les biens de *La Dépêche* : la rue Bayard, où étaient logés la rédaction et l'imprimerie, était mise à la disposition de *La République*, journal du M.L.N., du *Patriote*, organe du Front national, et de *Vaincre*, organe des F.F.I. ; le hall de *La Dépêche*, rue Alsace-Lorraine, était réservé au Commissariat général à l'information pour y installer une Maison de la Presse » (Berteaux, 249). *La Victoire* y fut installée quelque temps après.

Jean Cassou, président du comité régional de libération dans la clandestinité, avait désigné le futur Maire de Toulouse et les membres du Comité départemental de la Libération qui comprenait des membres représentant des groupements de résistants, des partis, des syndicats et « des familles spirituelles comme la démocratie-chrétienne » (Cubéro, 216)¹⁰. Le lien d'Étienne Borne avec Jean Cassou contribua à cette désignation d'Étienne Borne comme Commissaire régional à l'Information.

Comme Commissaire régional à l'information à la Libération, « jusqu'au 7 octobre 1944 »¹¹, Étienne Borne eut à fournir les quantités de papier nécessaires à la nouvelle presse issue de la Résistance¹². Son rôle fut relaté par Henri Lerner dans son article sur « La presse toulousaine, de la Libération au premier départ du Général de Gaulle (21 août 1944 – 20 janvier 1946) » (Lerner, 298)¹³. C'est par le témoignage d'Étienne Borne recueilli par Henri Lerner que l'on sait qu'après l'interdiction des journaux en cours pendant le régime de Vichy, il avait été décidé en août 1944 lors d'une réunion chez le socialiste Pierre Orsini, « qu'il y aurait à Toulouse un journal communiste, un socialiste, un catholique et un des M.U.R. ». Parmi ces journaux, *La Victoire*, devenue l'organe officiel du MRP à partir de novembre 1944, fut le dernier à paraître mettant du temps à trouver les moyens de se faire imprimer. *La Victoire* tint la troisième place après *La République* et le *Patriote*, son tirage montant de 45.000 en janvier 1945 à 90.000 en octobre 1945, dont 46.000 à Toulouse. *La Victoire* à laquelle Étienne Borne apporta sa contribution pendant deux années « se voulait imprégnée de socialisme, mais avec quelque chose en plus qui dépassait l'horizon terrestre », même si « l'idéologie de droite perçait dans les articles de *La Victoire* ». Comme le releva Henri Lerner, « Étienne Borne fut le premier journaliste en France, avant même François Mauriac et Albert Camus, à poser dans *La Victoire* le problème moral de l'épuration au nom de la

Résistance elle-même » (Lerner, 305)¹⁴. Par ailleurs, Étienne Borne manifesta aussi dans les colonnes de *La Victoire* ses doutes quant à l'attitude du parti communiste « exprimant une opinion largement répandue lorsqu'il prêtait aux communistes des arrière-pensées » (Lerner, 305)¹⁵. Celui-ci alla jusqu'à écrire : « les communistes mentent, ils savent qu'ils mentent, ils savent que nous savons qu'ils mentent » (Lerner, 306).

Pendant sa mission toulousaine de Commissaire régional à l'information, Étienne Borne prononça des allocutions radiodiffusées dès les premiers jours de la Libération. Le 31 août, dans son premier message alors que Toulouse est « à peine libérée », il annonce les titres des premiers journaux autorisés à paraître : *République et patrie*, *Espoir*, *Liberté* et *La Victoire*. « Cette presse qui sort des catacombes, elle signifie que la conjuration des meilleurs est en train de construire la République de tous » avec deux mots d'ordre : « respect de la loi et sens de la vérité ». Et « à aucun des journaux qui ont continué de paraître sous l'occupation et qui ont servi les intérêts allemands il n'a été donné de servir à la fuite de l'ennemi. »

Le 3 septembre, le thème de l'allocution fut « La presse et l'argent », pour annoncer l'expérience sociale et politique menée par « les quotidiens de la Résistance qui d'un accord unanime ont décidé la suppression de la publicité », afin de ne pas être suspectés « de complaisance aux puissances d'argent ». « La presse toulousaine prouve ainsi sa volonté démocratique. Dans une République la presse a pour vocation d'informer le souverain qui est le peuple. On ne peut servir deux maîtres : le peuple et l'argent. »

La semaine suivante, le 22 septembre, Étienne Borne fit une allocution radiodiffusée sur « La légalité républicaine », pour rappeler que « la justice est essentiellement affaire d'État » et non « vengeance de l'individu ». Et le 27 septembre 1944 son allocution eut pour titre « La fin des lois raciales » et elle commenta l'arrêté du 22 septembre du Commissaire de la République appliquant l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine qui constatait la nullité des prétendues lois antisémites. Ce même arrêté s'accompagna aussi de « toute une procédure de réparation et de restitution » et de mises en garde pour « rendre impossible, ici encore, toute espèce de vengeance privée, toute tentative pour l'individu de se faire justice lui-même. »

Le 30 septembre, Étienne Borne consacra son allocution à « Un témoin de la Résistance : Georges Bernanos », le « polémiste ardent des *Grands cimetières sous la Lune* » qui venait de réunir ses discours et ses articles des années terribles rassemblés sous le titre *Écrits de combat*. Une autre allocution fut consacrée aux « Obsèques nationales de Jacques Guillemin-Tarayre », et une autre s'intitula « Recours à l'enfance » pour une double raison : d'une part se rendre attentif aux souffrances des enfants et plus spécialement des enfants juifs pendant la guerre, d'autre part

retrouver « l'esprit d'enfance qui a empêché les premiers résistants de perdre cœur devant le déferlement en apparence irrésistible de la marée nazie ».

Le Général de Gaulle à Toulouse : 16 septembre 1944

Étienne Borne eut l'occasion de rencontrer le Général de Gaulle de passage à Toulouse le 16 septembre 1944. C'est d'ailleurs Étienne Borne qui prononça ce jour-là l'allocution radiodiffusée : « Hommage de Toulouse au général de Gaulle » : hommage qui, adressé au général de Gaulle, allait « à la fois à l'ouvrier d'unité et à l'ouvrier de vérité »¹⁶.

Comme le rapporta Henri Lerner, « la présentation de la presse s'était déroulée dans des conditions orageuses et le Général, hautain et hostile, avait cinglé de son mépris les malheureux journalistes ahuris que lui présentait le commissaire à l'Information Étienne Borne. Lorsque celui-ci lui déclara : 'Mon Général, je vous présente la presse', il s'attira une riposte sans réplique 'Non, Monsieur le Commissaire, ce n'est pas la presse, c'est je ne sais quel mélange de presse et d'armée', puis interpellant les malheureux un à un : 'Vous, Monsieur, vous êtes quoi, vous êtes journaliste ou officier ? Ne me dites pas que vous êtes l'un et l'autre, vous êtes l'un ou l'autre, l'Armée, ça se bat, ça n'écrit pas. La Presse, ça écrit, ça ne se bat pas. Vous pouvez disposer, Monsieur.' Puis après avoir expulsé toute l'assistance, le Général marqua un temps et se tournant vers Étienne Borne, conclut : 'Maintenant, Monsieur le Commissaire à l'Information, c'est bien la presse' » (Lerner, 309-310). L'arrivée du général de Gaulle à Toulouse a été relatée plus tard par divers témoins dont le colonel Ravel qui publia sa version des événements dans *L'Express* le 26 mars 1959. Étienne Borne qui en avait été témoin dut apporter des corrections à ce récit partisan, mais sa lettre envoyée à *L'Express* ne fut pas publiée alors qu'elle rétablissait la vérité sur certains points : « L'incident de Radio-Pyrénées a été le plus spectaculaire mais il a été accompagné et suivi de quelques autres aussi édifiants, entre autre la tentative de désarmement de la gendarmerie que le parti communiste disait « exigée par le peuple », les feux de salve contre les clochers d'où étaient censés tirer d'imaginaires miliciens, depuis longtemps évanouis et emportés par le reflux de l'armée allemande, une politique d'épuration fort laide et trop longtemps soustraite au contrôle des autorités légitimes. »¹⁷

L'engagement d'Étienne Borne dans le Mouvement Républicain Populaire

Lors de son témoignage donné en 1989, Étienne Borne rappela que la Résistance « était fort hétérogène et les affrontements intérieurs s'y révélaient après surtout après le passage à la Résistance du parti communiste. La question se posait de savoir si après la Libération, les combattants, du moins ceux qui se réclamaient du même idéal démocratique, pourraient rester unis pour, ensemble, refaire l'État et reconstruire le pays. On a dit que la création du M.R.P., rassemblant essentiellement les seuls démocrates d'inspiration chrétienne, avait brisé ce rêve. Encore qu'un certain nombre

de chrétiens et de démocrates aient condamné d'entrée de jeu l'entreprise, parmi lesquels Mounier et une part de l'équipe d'*Esprit* » (Borne, 1989, 265-266). Effectivement, comme le nota l'historien de la Résistance dans le Midi toulousain Michel Goubet, « le MRP fut créé sur le plan national pour représenter l'orientation démocrate-chrétienne de la Résistance. » Et il ajouta : « De tendance modérée il [...] compta en son sein des personnalités de premier plan : le professeur Étienne Borne, un des rédacteurs du journal *Combat du Languedoc* » (Goubet, 2015, 317-318).

Philosophe engagé, Étienne Borne n'hésita pas au lendemain de la Libération et il fit son choix : « Le M.R.P. a été une part de ma vie. Ma fidélité, parfois interrogative, n'a jamais fléchi. [...] Je crois que le bilan du M.R.P. est comme on dit 'globalement positif'. Le M.R.P. a permis que soit achevé le 'ralliement' des catholiques à la République, confirmé par l'accès de beaucoup d'entre eux aux responsabilités civiques majeures. Il concluait ainsi un certain passé et il ouvrait un avenir, car la première page de l'histoire de l'Europe, si elle n'a pas été écrite par le M.R.P. seul, ne l'aurait pas été sans le M.R.P. » (Borne, 1989, 265-266). Étienne Borne s'engagea comme candidat, pour la Haute-Garonne, sous l'étiquette du M.R.P., lors des élections à l'Assemblée constituante du 21 octobre 1945, et il participa à une réunion publique à Toulouse le 5 octobre¹⁸, mais étant deuxième sur la liste le scrutin proportionnel ne lui permit pas d'être élu¹⁹. Ainsi il put dire plus tard : « n'ayant participé en aucune manière aux affaires publiques, sauf en un court moment provincial à la Libération, je ne figurais pas dans la galerie des hommes politiques »²⁰.

Pourquoi un tel engagement au sein du M.R.P. de la part d'Étienne Borne ? Il répondit lui-même : « Je crois à l'idée démocrate-chrétienne qui a sa place dans l'histoire et suppose toute une philosophie de la politique. [...] La démocratie telle qu'elle est entendue dans la tradition démocrate-chrétienne est essentiellement pluraliste et requiert la participation de toutes les familles spirituelles et politiques à l'organisation de la cité dans une émulation voire une concurrence loyales et fécondes. D'autre part on peut faire son salut, même politique, en-dehors de la démocratie chrétienne qui, si elle offre aux chrétiens de confession ou de culture une voie honorable pour entrer en politique, n'a jamais prétendu engager l'Église, ni avoir le monopole de la représentation ou de la présence des chrétiens dans la vie publique. Il est normal que la démocratie chrétienne soit contestée sur sa droite et sur sa gauche. Un Bernanos, tout pétri qu'il était d'un catholicisme âpre et vigoureux, se situait aux antipodes de la démocratie chrétienne et Mounier, alors que la démocratie chrétienne peut légitimement se réclamer du personnalisme, n'a jamais voulu, même pour me faire plaisir, se dire démocrate-chrétien » (Borne, 1989, 266-267).

Cela dit, pour Étienne Borne, « ce M.R.P. qui cherchait difficilement sa voie entre le libéralisme et le socialisme n'a connu qu'un fugitif printemps et laissant la place à des rejets plutôt qu'à des successeurs, a dû s'effacer de la scène politique française. Le Mouvement Républicain Populaire n'a pas voulu se dire démocrate-chrétien de peur d'apparaître comme un parti confessionnel, ce que, au demeurant, il n'était pas et ne

pouvait pas être dans le contexte pluraliste du catholicisme français ; il a été cependant, dans la brièveté de sa course, la plus forte incarnation de l'idée démocrate-chrétienne dans l'histoire politique de la France. Et c'est à ce titre que dans le monde chrétien il a été toujours soupçonné sur sa droite, et vivement contesté sur sa gauche notamment par Emmanuel Mounier et l'équipe d'*Esprit*, et aussi par ce qui s'appelait à l'époque le progressisme chrétien. L'effilochement, l'affadissement, et l'effacement du M.R.P. ont donc redonné des chances accrues à cette alternative du libéralisme et du socialisme que l'idée démocrate-chrétienne avait tenté de comprendre et de dépasser sans avoir le bonheur de convaincre ceux des chrétiens qui dans l'impatience de leur cœur sont prédestinés à confondre la recherche passionnée d'un milieu juste avec la plate banalité d'un centrisme ou d'un juste milieu » (Borne, 1979, 19-20).

L'engagement d'Étienne Borne au sein du M.R.P. lui valut des échanges serrés avec de grandes figures littéraire et politique. Littéraire car Étienne Borne croisa le fer et pris sa plume la plus acérée pour débattre avec François Mauriac ; politique puisque Étienne Borne a pris plusieurs fois la plume pour s'expliquer sur les positions d'Edmond Michelet, comme le 28 janvier 1950, quand il critiqua dans *L'Aube* l'opuscule de Michelet *Sur la fidélité en politique* (Charbonnel, 82-83).

Dans son témoignage publié dans le livre de Jean Charbonnel sur Edmond Michelet, Étienne Borne a écrit que de son côté, Edmond « Michelet pensait que le M.R.P. avait sa place, aux côtés d'autres familles politiques à l'intérieur du rassemblement gaulliste. L'écart avait beau s'accroître au fil des vicissitudes et des épisodes, Michelet essaya toujours d'ouvrir des brèches dans ce mur d'incompréhension qui s'élevait entre les uns et les autres. Il fut assez heureux pour faire partager ses vues à quelques-uns des héritiers du Sillon sans pourtant entamer au M.R.P. le gros de la troupe dont j'étais. J'ai lu ici ou là que, par un parti doctrinaire, j'aurais joué un rôle dans ce refus du M.R.P. à se rallier en bloc. Militant du M.R.P. comme beaucoup, je n'avais pas un pouvoir si démesuré, j'étais seulement assez représentatif de l'état d'esprit du républicain-populaire moyen. C'est bien ainsi que m'a considéré Charles de Gaulle lorsque, en 1953, au plus sombre de la traversée du désert, il m'a reçu dans un colloque singulier, rue La Pérouse, théâtralement à minuit : dans une langue splendide et soutenue par une argumentation féroce, j'ai entendu un implacable réquisitoire contre le M.R.P., si dévastateur que les griffes et les dents du lion ne laissaient subsister que des débris du malheureux M.R.P. entré dans l'antre avec ma modeste personne. Et tandis qu'il [Edmond Michelet] m'amenait avec sa voiture vers ma banlieue de bout du monde, j'eus le temps de confier à Edmond Michelet la morale de ma mésaventure : si le M.R.P. n'avait pas toujours bien compris le Général, celui-ci avait encore plus mal compris le M.R.P. » (Borne, 1987, 277)²¹.

Éditorialiste à *La Victoire* (1944-1946)

Dirigée par Pierre Dumas, *La Victoire* fut autorisée à paraître après la libération de Toulouse ainsi que d'autres titres (*Espoir*, *Le Patriote*, *La République*, *La Voix du Midi*,

Vaincre, La Liberté). Elle publia son premier numéro le 1^{er} septembre 1944 sous le titre *La Victoire, journal pour tous*. Dès le 2 septembre, Étienne Borne y publia un article intitulé « Jean Cassou parmi nous », car il avait été témoin de l'attaque du 20 août 1944 que ce dernier avait subie l'empêchant de prendre la responsabilité de Commissaire de la République pour la région toulousaine. En septembre Étienne Borne donna six éditoriaux dans le quotidien, lequel adopta le 26 septembre un nouveau titre : *La Victoire, grand quotidien d'information, Organe du mouvement républicain de la Libération*²².

Pendant le mois d'octobre très occupé par la rentrée scolaire Étienne Borne ne signa aucun article dans *La Victoire*, mais il publia douze éditoriaux le mois suivant. Ainsi le 10 novembre 1944, alors que les accusations se multipliaient à l'encontre des collaborateurs du régime de Vichy, Étienne Borne rédigea l'éditorial, « Pour la pureté de l'épuration » afin d'écarter « la mauvaise joie de la vengeance, et de veiller avec autant d'ardeur à délivrer l'innocent qu'à poursuivre le coupable » afin de « donner à notre jeune République un visage humain ». On peut relever aussi que le 25 novembre Étienne Borne aborda le sujet de « La dispute de l'école » qui embrasait les esprits pour en appeler à un débat sur l'école « mené dans un climat démocratique de discussions libres, de dialogues et d'échanges fraternels ».

Les éditoriaux du mois de décembre présentent un panel de sujets typiques des interventions d'Étienne Borne. Ainsi il encouragea l'unité des forces démocratiques, il invita à tourner la page du régime de Vichy, rappela les engagements des partenaires de la Résistance, salua les « vues prophétiques » de de Gaulle, célébra le cinquantenaire des premières réunions de Marc Sangnier dans la crypte de Stanislas.

Pendant l'année 1945, marquée par une interruption de la parution du journal pendant un mois pour cause de contingentement du papier pour toute la presse, Étienne Borne rédigea des éditoriaux régulièrement sauf pendant les vacances scolaires de juillet et août. Le 3 janvier il signa un éditorial « Le Vatican, Colline inspirée » pour saluer le discours de Noël du pape Pie XII en faveur de la démocratie. Et le 18 janvier c'est en s'opposant aux vengeances à l'encontre des traîtres collaborateurs pourtant jugés et graciés par le chef de l'État, qu'Étienne Borne réagit en intitulant son éditorial « 'Feu' sur la loi » pour condamner au nom de la civilisation chrétienne « les feux de pelotons illégaux et clandestins » qui eurent lieu dans la région toulousaine.

En janvier et février il signa deux tribunes puis après une pause dans la parution du journal, mise à profit pour donner à Toulouse une conférence à la jeunesse étudiante chrétienne²³, Étienne Borne salua le 10 mars sous le titre « La révolution en marche », l'événement politique radical qui donnait au gouvernement la possibilité de diriger les grands secteurs de l'économie voulant « réformer d'une même loi l'économie et les hommes ». Ensuite, le 17 mars, dans le climat d'après-guerre marqué par les calomnies et les injures qui ressurgissaient dans la presse, Étienne Borne en appela à « La plus

urgente des épurations », c'est-à-dire « la nécessaire purification du climat et des mœurs politiques ».

Investi dans un quotidien régional, Étienne Borne consacra son attention aux débats locaux mais dans ses propos du 3 mai, « Spiritualisme et démocratie », dont le prétexte fut des hommages républicains exagérés aux obsèques civiles du sceptique Anatole France, le philosophe-éditorialiste élargit le débat et il rappela avec netteté qu'« être démocrate c'est penser que l'homme né libre, a droit au respect et à l'exercice de la liberté. Mais s'il n'est qu'un animal perfectionné, terme hasardeux d'une évolution aveugle, quelle raison aurait-il de s'affirmer et de se vouloir libre ? L'homme est libre s'il a une autre origine que la matière et l'animalité. Être démocrate c'est croire à l'égalité de tous les hommes malgré toutes les inégalités de nature ou de fortune par lesquelles l'expérience maltraite notre instinct de justice. Si tous les hommes n'ont pas la même destinée intérieure qui retentit au-delà du temps et de la mort, l'égalité est un rêve dérisoire. Enfin être démocrate, c'est croire que la fraternité est capable de bâtir un monde nouveau dans la justice. Mais devant la puissance des égoïsmes et des convoitises, qui nous assure que la fraternité triomphera dans l'histoire si le Maître de l'histoire n'a pas partie liée avec les générosités humaines ? »

Pendant le mois de mai²⁴ jusqu'au début du mois de juillet Étienne Borne apporta ses contributions régulières à *La Victoire* avec notamment le 28 juin, en pleine bataille sur le statut de l'école, la question « Laïcité ou laïcisme ? », car il en allait de la distinction entre l'esprit démocratique et l'esprit totalitaire.

À partir de septembre 1945, en remplacement de M. Canguilhem, Étienne Borne fut nommé au Lycée Pierre de Fermat dans lequel il avait déjà assuré des cours. Et dès le 26 septembre, l'actualité politique revenant au galop, Étienne Borne défendit le « référendum démocratique » proposé par le général de Gaulle à ne pas confondre avec un « plébiscite césarien ». Le mois d'octobre fut chargé pour Étienne Borne qui rédigea une douzaine d'éditoriaux. En effet, le combat politique entre le MRP accusé de « bataillon de choc de la Réaction » par *L'Humanité*, nécessita une vive réponse d'Étienne Borne le 9 octobre adressé à M. André Wurmser, directeur du journal communiste de Toulouse, *Le Patriote*. Étienne Borne, lui-même candidat aux élections sur la liste MRP, se joua le 13 octobre avec humour des critiques communistes à l'encontre du MRP accusé de « ce 'Crime inexpiable' d'être des spiritualistes ». Et c'est encore contre des attaques de toutes sortes menées par la presse communiste qu'Étienne Borne représentant le MRP devait, le 15 octobre, réagir à la caricature de son parti appelé par ses rivaux le parti « Mensonge Réaction Pétainisme ». La bataille électorale fut rude et par la plume d'Étienne Borne le MRP dut avertir, le 19 octobre, « Sans nous et sans nos idées pas de France nouvelle ». Et le lendemain, le 20 octobre, ce sont « Aux hommes et aux femmes de notre esprit » que l'éditorial s'adressa aux lecteurs pour les convaincre de faire confiance au MRP afin de donner ses chances à « la liberté contre la dictature et la calomnie ». Après les élections ce furent, le 25 octobre, « Paroles de gratitude et propos d'union » pour célébrer le score honorable

du MRP. Et dans la foulée, le 27 octobre, pour contrer les propagandes totalitaires Étienne Borne ne tarda pas à poser des « Questions indiscrètes, questions libératrices » aux partis rivaux étonnés d'avoir à gouverner avec le MRP. Répondant coup sur coup aux propos du directeur du *Patriote* accusant les membres du MRP d'être des « cléricaux », l'éditorial rappela que le MRP défendra « non pour des mobiles confessionnels mais pour des raisons démocratiques le principe de la liberté d'enseignement ».

Passé le moment stratégique des élections, c'est la lutte contre la gauche anticléricale ou bien quelques mises au point sur la nature du MRP qui occuperont bien souvent les propos d'Étienne Borne dans les colonnes de *La Victoire*. Et au moment de Noël, l'actualité de l'octroi récent de la pourpre cardinalice à Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, fut l'occasion, le 26 décembre, d'un merveilleux hommage au « Cardinal de la liberté », qu'Étienne Borne avait déjà salué en 1943 lors d'un Congrès toulousain comme l'un des « apôtres de la vérité de l'Évangile et du même coup un des défenseurs de la civilisation ». Le lendemain, le 27 décembre, c'est à l'encontre du journaliste communiste du *Patriote* qui accusait « les fidèles de l'Église romaine » d'être des « adversaires de la démocratie, du progrès et donc de l'homme », qu'Étienne Borne réserva sa verve en le comparant « au citoyen Fouquier-Tinville ».

Pendant l'année 1946, Étienne Borne ne coopéra pleinement à *La Victoire* que les trois premiers trimestres. Relevons que le 28 mai c'est vers le parti socialiste dont l'intransigeance semblait s'atténuer à l'égard du MRP qu'Étienne Borne tourna son propos, « D'une intransigeance qui transige », espérant une conciliation finale pour la liberté d'enseignement à laquelle tenait le MRP, car « 'Tout homme est libre de parler, d'écrire, d'imprimer, de publier...' et de ce droit d'expression de la pensée, la liberté d'enseignement résulte comme un corollaire suit du théorème ». Mais le jeudi 30 mai, le ton monta un peu dans un éditorial au titre combatif : « Faites donner la garde » car, une fois n'est pas coutume, c'est à une attaque personnelle des « états-majors du socialisme toulousain qui [avaient] fait donner contre lui le second personnage de la République, le président Vincent Auriol » que répondit Étienne Borne. Or : « on me connaît bien mal si on croit intimider, en amenant une si grosse artillerie, le fantassin modeste et désarmé que je suis. J'ai pris ici la fâcheuse habitude de faire front contre les puissants, surtout, lorsqu'il leur arrive de maltraiter la vérité ». Le reproche que Vincent Auriol faisait au MRP c'était d'avoir opté pour ses propres idées après que le parti communiste se fut désisté d'un consensus commun au MRP et au parti socialiste, mais le tort n'était dû qu'au seul retrait du parti communiste et non au MRP, tenait à rappeler Étienne Borne.

Au mois de juin Étienne Borne tint toujours sa chronique habituelle, mais en août il n'ignorait pas qu'il allait être nommé à la prochaine rentrée en dehors de la région toulousaine puisqu'en août 1946 il fut nommé à Paris au Lycée Louis-le-Grand. Il poursuivit donc encore quelque temps son activité de chroniqueur et le 30 août, soit presque deux ans après la Libération, le bilan n'était pas très optimiste si l'on en juge

par le titre choisi « Les miroirs ternis et les flammes mortes », car la coopération des partis issus de la Résistance n'était pas à la hauteur des espérances. Sur ce point Étienne Borne relata la situation à Toulouse dont il avait été le témoin : « Le parti communiste qui avait été loyalement consulté lors de la nomination clandestine des préfets, des maires et qui avait donné son accord à toutes les désignations, a pratiqué aussitôt après la Libération cette stupéfiante politique de 'soutien oppositionnel' qui nous est familière depuis deux ans et que, contre lui, il a fallu défendre cette légalité que nous avons pourtant conquise ensemble sur Vichy et les Allemands. » Faisant aussi état d'autres attitudes déloyales des communistes Étienne Borne conclut assez sévèrement cette période de deux ans : « les communistes montrent maintenant leur vrai visage ; leur style enfin ne trompe pas ; leur figure comme leur langage est celle du tricheur qui a perdu. »

Le 24 septembre, dans un éditorial tourné vers l'avenir, « Les socialistes et nous », c'est à une invitation à la coopération avec les socialistes qui venaient de clore leur Congrès, qu'Étienne Borne en appela à la coopération malgré leurs divergences sur la liberté de l'enseignement : « Nos conclusions seront donc optimistes : le triomphe de la gauche au congrès socialiste n'empêche par le dialogue de se poursuivre aujourd'hui entre les socialistes et nous : il n'empêchera pas que nous fassions ensemble une œuvre politique et sociale qui, comme il convient en France, réalise la justice sans malmenager les libertés. » Le 26 septembre, pour répondre à quelques critiques, l'avant-dernier éditorial, « De Gaulle contre de Gaulle », permit à Étienne Borne de distinguer d'une part son « admiration » pour le général de Gaulle pendant la Résistance et d'autre part son inquiétude à l'égard d'un de Gaulle « devenu paradoxalement l'homme d'un clan par excès d'esprit géométrique ».

Au mois d'août 1946, Étienne Borne fut nommé à Paris pour la chaire de Première supérieure du Lycée Louis-le-Grand assurant aussi des cours au Lycée Henri IV.

Mais une dernière contribution d'Étienne Borne à *La Victoire* eut lieu le 6 novembre 1946 où il prit congé de sa mission à Toulouse en présentant Alfred Coste-Floret, comme candidat aux élections législatives : « Au moment où, quittant Toulouse pour Paris, fidèle à la logique d'une vocation universitaire, je ne puis, coude à coude avec mes camarades, participer à la lutte politique dans la Haute-Garonne, il me plait de saluer publiquement l'homme jeune [...], choisi par nos militants unanimes, pour représenter Toulouse, comme tête de liste. »

Épilogue

La suite de la carrière d'Étienne Borne fut à l'image de son séjour toulousain. À Paris, au Lycée Louis-le-Grand, il poursuivit sa mission d'enseignant puis il exerça de grandes responsabilités pédagogiques, puisqu'il fut à partir de 1961 chargé d'inspection pour le Rectorat de Paris puis inspecteur d'Académie, et Inspecteur général de philosophie de 1971 à 1973.

Il continua tout au long de sa carrière son activité de chroniqueur : d'abord comme éditorialiste à *L'Aube* de 1947 à 1951. Ensuite avec détermination il créa et dirigea la revue *Terre humaine, revue de doctrine et d'action* de 1951 à 1953. Après cette expérience il écrivit de nombreux articles pour *La Vie intellectuelle* de 1953 à 1956. Penseur reconnu du courant démocrate, il anima la revue *Forces nouvelles* de 1951 à 1967 et il codirigea la revue *France-Forum* de 1967 à 1993. Fidèle à ses convictions intellectuelles il fut secrétaire général du Centre catholique des intellectuels français pendant quelques années (1955-1961).

Après avoir quitté Toulouse, Étienne Borne n'oublia pas cette période de la Résistance et de la Libération : il publia un ouvrage *De Marc Sangnier à Marc Coquelin. Du Sillon à la Résistance* pour retracer l'itinéraire d'un jeune démocrate-chrétien tombé pendant la Résistance (Borne, 1953). Signalons aussi que le livre d'Edmond Michelet, *Rue de la Liberté. Dachau 1943-1945*, fut dédié à Étienne Borne²⁵. Par ailleurs celui-ci, en 1964, répondit avec d'autres résistants à un questionnaire sur la Résistance (Borne, 1964, 203-216). La même année il publia une tribune « Mémoire de la Résistance » dans *France-Forum* (Borne 1964 et 1983)²⁶, et bien plus tard un témoignage : « Edmond Michelet. De Péguy à de Gaulle », dans le livre *Edmond Michelet* publié par Jean Charbonnel (Borne, 1987).

Bibliographie

Bergounioux, Frédéric-Marie et Étienne Borne, « Réflexions sur la crise du déterminisme », *Bulletin de littérature ecclésiastique*, Tome XLIV, 1943/1, p 21-38.

Bertaux, Pierre, *Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette littérature, 1974.

Borne, Étienne, *Pour le temps de la douleur*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, « Collection des Cahiers du Rhône – série blanche », mai 1943.

-----, Daniel Faucher, Vladimir Jankélévitch, *Le Mensonge raciste. Ses origines, sa nature, ses méfaits*, édité clandestinement en 1944 par le Mouvement national contre le racisme, republié par Jean Estèbe, *Les Juifs au temps de Vichy*, OpenEdition Books.

-----, *De Marc Sangnier à Marc Coquelin. Du Sillon à la Résistance*, Toulouse, Édouard Privat Éditeur, « Collection Notes conjointes », 1953.

-----, « Signification de la Résistance », *Le Rendez-vous manqué de 1944*, Paris, Éditions France-Empire, 1964 (republié dans « Signification de la Résistance », *Commentaire*, n°146, été 2014, p. 365-370).

-----, « Mémoire de la Résistance », *France-Forum*, juillet-août 1964, repris dans *France-Forum*, n°287-288, septembre 1983, p. 22-23

-----, « L'idée socialiste en France : influence et résistances », dans *Socialismes et chrétiens en Europe*, (collectif : Étienne Borne et 6 autres contributeurs) Colloque de Vienne en 1977 du Mouvement international des intellectuels catholiques, Paris, Éditions Universitaires J.-P. Delarge, 1979.

-----, « Edmond Michelet. De Péguy à de Gaulle », dans Jean Charbonnel, *Edmond Michelet*, Paris, Beauchesne, « Politiques et chrétiens, 1 », 1987, p. 267-281.

-----, « Témoignage », *Les Catholiques français et l'héritage de 1789. D'un centenaire à l'autre 1899-1989*, Actes du colloque de l'Institut catholique de Paris, 9-11 mars 1989, Sous la direction de Pierre Colin, Paris, Beauchesne, 1989, p. 261-270.

Charbonnel, Jean, *Edmond Michelet*, Paris, Beauchesne, « Politiques et chrétiens, 1 », 1987.

Cubéro, José, *La Résistance à Toulouse et dans la Région 4*, Éditions du Sud-Ouest, 2005.

Duffau, Marie-Thérèse, « Les clercs de l'Institut catholique de Toulouse en résistance », *Les Hérauts de la Résistance catholique quatre-vingts ans après la lettre de Mgr Saliège*, sous la direction de Maurice Lugassy et Enguerrand Serrurier, Paris, Éditions du Cerf, 2024.

Estèbe, Jean, « De l'avant-guerre à la Libération, la stabilité du personnel politique toulousain », *La Libération dans le midi de la France*, Actes du colloque organisé par les Universités Toulouse-Le Mirail et Paul Valéry de Montpellier, 7 et 8 juin 1985, édition préparée par Rolande Trepé, ECHÉ Éditeur et Service des publications U.T.M., 1986.

-----, *Toulouse 1940-1944*, Paris, Librairie académique Perrin, 1996.

Gérard, Pierre, « La presse à la Libération dans la région de Toulouse », *La Libération dans le midi de la France*, Actes du colloque organisé par les Universités Toulouse-Le Mirail et Paul Valéry de Montpellier, 7 et 8 juin 1985, édition préparée par Rolande Trepé, ECHÉ Éditeur et Service des publications U.T.M., 1986., p. 331-345.

Goubet, Michel, *La Résistance dans le midi toulousain*, Toulouse, Éditions Privat, 2015.

Goubet, Michel, Paul Debauges, *Histoire de la Résistance dans la Haute-Garonne*, Toulouse, Milan, 1986.

Lerner, Henri « La presse toulousaine, de la Libération au premier départ du Général de Gaulle (21 août 1944 – 20 janvier 1946) », *Annales du Midi*, Toulouse, Édouard Privat Éditeur, Tome 91, n°143, juillet-septembre 1979, p. 297-313.

Michelet, Edmond, *Rue de la Liberté. Dachau 1943-1945*, Paris, Éditions du Seuil, nouvelle édition, 2020.

Notes

1 Dans son témoignage, Étienne Borne signala aussi qu'il avait « bien connu Mgr Saliège à Toulouse, au temps de l'Occupation » (p. 261). Étienne Borne n'étant pas présent à Toulouse pour les obsèques du cardinal Saliège, l'archevêque de Toulouse, Mgr Garrone, lui écrivit le 22 novembre 1956 pour lui demander son texte publié par *Forces nouvelles* à l'occasion du décès du prélat toulousain.

2 Cf. Edmond Michelet, *Rue de la Liberté. Dachau 1943-1945*, Paris, Éditions du Seuil, nouvelle édition, 2020, « À Étienne Borne », p. 30 : « C'est par les Équipes sociales que nous nous sommes connus : tu sortais du service militaire et, pour te refaire la main, tu venais parler philosophie à notre Équipe de Brive où tous, sans distinction de milieu social, nous t'écoutions avec un intérêt passionné. » De son côté Étienne Borne dans son témoignage « Edmond Michelet. De Péguy à de Gaulle », publié dans le livre Jean Charbonnel, *Edmond Michelet*, Paris, Beauchesne, « Politiques et chrétiens, 1 », 1987, rapporta que « avant d'entrer dans la Résistance, Edmond Michelet était déjà, physiologiquement et spirituellement, un résistant. Nous sommes quelques-uns de la vieille amitié briviste (venu d'ailleurs, j'y avais été libéralement accueilli) à avoir vu Edmond Michelet inventer la Résistance dans une réponse spontanée, irrésistible, mais nullement improvisée à ce défi qu'était la défaite. » (p. 270 et 275-276). Quant à Jean Charbonnel il précisa qu'une de ces rencontres restreintes clandestines avait réuni le Père Maydiou, Étienne Borne, Paul Vignaux et deux ou trois amis de Michelet » (*ibid.*, p. 46-47).

3 Lettre d'Edmond Michelet à Étienne Borne, 17 juillet 1940 (Fonds Étienne Borne, Musée Michelet, Brive-la-Gaillarde, cité *infra* Fonds Étienne Borne).

4 Cf. la demande d'adhésion d'Étienne Borne à l'Amicale du mouvement clandestin Témoignage chrétien (Fonds Étienne Borne). Dans le supplément au n°1169 de *Témoignage chrétien*, publié à l'occasion des « vingt-cinq ans au service de la vérité et de la justice quoi qu'il en coûte », la photo d'Étienne Borne est présente au milieu des nombreuses personnalités qui ont compté pour ce journal.

5 Lettre de Pierre Laborie à Étienne Borne, 16 décembre 1945 (Fonds Étienne Borne).

6 Cf. texte dactylographié, p. 4, envoyé à Mme Borne le 6 avril 1994, Fonds Étienne Borne.

7 Marie-Thérèse Duffau, « Les clercs de l'Institut catholique de Toulouse en résistance », *Les Hérauts de la Résistance catholique quatre-vingts ans après la lettre de Mgr Saliège*, sous la direction de Maurice Lugassy et Enguerrand Serrurier, Paris, Éditions du Cerf, 2024, p. 210 : « Le père Bergounioux partage les opinions de Mgr de Solages. Lorsqu'il révisé la carte géologique,

Bergounioux effectue des liaisons clandestines entre les divers maquis lotois dont il est l'aumônier.

8 Étienne Borne, « Racisme et christianisme » dans *Le Mensonge raciste. Ses origines, sa nature, ses méfaits*, édité clandestinement en 1944 par le Mouvement national contre le racisme, republié par Jean Estèbe, *Les Juifs au temps de Vichy*, OpenEdition Books. Cf. aussi Michel Goubet, *La Résistance dans le midi toulousain*, *op. cit.*, p. 47 : « Au printemps 1944, trois intellectuels résistants toulousains, le philosophe juif Vladimir Jankélévitch, le philosophe démocrate-chrétien Étienne Borne, et le géographe laïque Daniel Faucher ont le mérite et le courage de publier une brochure, *Le Mensonge raciste*, qui est tirée à 5000 exemplaires. Ils y réfutent les thèses racistes et antisémites, et ils y dénoncent des 'bagnes silésiens'. »

9 L'événement fut rapporté par Étienne Borne deux ans après l'événement dans son éditorial de *La Victoire* du 30 août 1946 : « À Toulouse, un groupe de F.T.P., agissant vraisemblablement selon un plan préétabli, s'empara de Radio-Toulouse, y installait une équipe pour y faire la propagande du Front National et du parti communiste et se refusait à rendre à la nation ce qui appartenait à la nation : le soir même de la libération, Pierre Bertaux, commissaire de la République, se présentant à Radio-Toulouse pour y lire le message qu'il venait de diffuser à Radio-Pyrénées y était reçu par les F.T.P. qui, armes braquées, refusaient de laisser passer le représentant du gouvernement de la République. Le colonel commandant la région, qui l'accompagnait, était incapable de réduire ses propres hommes à l'obéissance ; dans cette armée révolutionnaire, récemment unifiée, les 'va-nu-pieds superbes' se révoltaient contre 'les généraux imberbes'. Les mutins, dont le véritable chef illégal était Germain, interdisaient à leur propre colonel de parler aux Toulousains. »

10 D'après Jean Estèbe, la composition du Comité départemental de la Libération comprenait : deux démocrates-chrétiens, trois radicaux, cinq communistes et compagnons de route, neuf de la gauche non communiste proche du parti socialiste (cf. J. Estèbe, « De l'avant-guerre à la Libération, la stabilité du personnel politique toulousain », *La Libération dans le midi de la France*, Actes du colloque organisé par les Universités Toulouse-Le Mirail et Paul Valéry de Montpellier, 7 et 8 juin 1985, édition préparée par Rolande Trempé, ECHÉ Éditeur et Service des publications U.T.M., 1986, p. 285).

11 Étienne Borne remit sa démission de délégué régional à l'information au Ministre de l'Information le 6 octobre 1944. Il fut remplacé par M. René Laporte. Dans le Fonds Étienne Borne, se trouve un « Rapport abrégé » du Commissaire régional à l'information au Commissaire de la République pour la réorganisation des organes de la presse toulousaine de la Résistance et des moyens dont elle doit disposer, faute de quoi il ne pourrait agir « raisonnablement et selon sa conscience ». Il semble donc que la démission d'Étienne Borne de son poste soit due à une divergence et à une impossibilité de se trouver « le commis d'une politique dont les origines et les buts lui échappent ». (Cf. « Rapport abrégé », Fonds Étienne Borne).

12 Cf. Pierre Gérard, « La presse à la Libération dans la région de Toulouse », *La Libération dans le midi de la France*, *op. cit.*, p. 331-345 : p. 334 : « Pour permettre à cette presse nouvelle, qui est avant tout une presse d'idées, de vivre et de développer son audience, il faut lui fournir les quantités de papier nécessaires. Dans une période de pénurie de matières premières en général et de papier-journal en particulier, le problème se pose avec acuité, sans compter les difficultés

de transport par voie ferrée dues au manque de wagons. Chargé de répartir la monnaie-matière papier, le commissariat général à l'information, parvient à vaincre tous les obstacles. »

13 Cf. aussi Goubet, 2015, 319 : sur les « quotidiens toulousains qui expriment les différentes orientations du 'pouvoir résistant' », avec « les autorisations de parution délivrées, avec l'accord du Comité départemental de Libération, par Étienne Borne, un professeur résistant du lycée de garçons de Toulouse devenu commissaire à l'information. » Voir aussi Jean Estèbe, 1996, ch. 14 « La Libération : phase politique » : « L'œuvre de la Libération : les médias », p. 294-295.

14 Cf. aussi Étienne Borne, « Pour la pureté de l'information », *La Victoire*, 11 novembre 1944.

15 Cf. aussi *La Victoire*, 22-3-45 et 9-10-45.

16 Cf. tapuscrit de l'« Allocution radiodiffusée de M. Étienne Borne, commissaire régional à l'information : Hommage de Toulouse au général de Gaulle », 16 septembre 1944 (Fonds Étienne Borne).

17 Lettre d'Étienne Borne à J.-J. Servan-Schreiber, directeur de *L'Express*, 14 juin 1959. Étienne Borne signa ainsi : « Bien que je n'aime pas faire état de ce passé, il me faut bien authentifier mon témoignage, ancien de Combat, des M.U.R., du *Témoignage chrétien* clandestin et commissaire à l'information, désigné par le gouvernement d'Alger, pour la région toulousaine en 1944. » (Fonds Étienne Borne).

18 Cf. notes manuscrites pour la réunion « Toulouse, meeting M.R.P., 5 octobre 1945 », Fonds Étienne Borne.

19 La fiche d'Étienne Borne du lycée Fermat de Toulouse note : « Candidat aux élections générales oct. 1945 (M.R.P.) » Étienne Borne était le deuxième sur la liste comprenant cinq candidats : Pierre Dumas, Étienne Borne, Adrienne Dide, Raymond Roques, Marie Clanet. Sur l'affiche Étienne Borne est décrit ainsi : « âgé de 40 ans, père quatre enfants, professeur de philosophie au Lycée de Toulouse a été un des plus jeunes agrégés de France. Reçu à l'agrégation en tête de peloton, n'a cessé de former des générations d'étudiants qui gardent de lui un souvenir reconnaissant pour ses leçons puissantes et profondes dont toute leur vie demeurera éclairée. Borne prend parti pour la Résistance dès ses débuts et il est bientôt désigné par Alger, dès la période clandestine, pour préparer la liquidation de la presse pourrie et l'installation de la nouvelle. C'est lui qui, à la Libération, installa la presse de la Résistance dans ses immeubles car il était devenu alors officiellement délégué régional à l'information. Mais l'enseignement le sollicitait et, après qu'il eut achevé l'installation et la mise en marche des nouveaux journaux, il reprenait sa chaire de professeur que, par une haute conception de son devoir, il n'a pas voulu quitter même pendant cette campagne électorale à laquelle il participe en dehors de ses heures de cours. » (cf. Fonds Étienne Borne). Edmond Michelet, apprenant qu'Étienne Borne n'était pas élu, lui écrivit pour lui dire : « Tu ne peux t'imaginer à quel point j'étais furieux (et je le suis encore) d'apprendre que tu étais second sur la liste » (lettre du 31 octobre 1945, Fonds Étienne Borne).

20 Cf. Étienne Borne, « François Mauriac contre la démocratie chrétienne » (tapuscrit, Fonds Étienne Borne).

21 « Edmond Michelet. De Péguy à de Gaulle », dans Jean Charbonnel, *Edmond Michelet*, Témoignage de Étienne Borne, *op. cit.*, p. 277.

22 Le mardi 5 septembre Étienne Borne fut représenté sur le dessin de la « une » qui illustrait la réception du vice-président de l'Assemblée consultative d'Alger, M. Hauriou, en présence M. Pierre Dumas et de « M. Étienne Borne commissaire à l'information ». Le mardi 19 septembre, un article intitulé « Les chrétiens sur le forum » accompagné d'une photo de Mgr Saliège, mentionnait les personnes présentes sur les premiers rangs de ce rassemblement de 20.000 chrétiens à Toulouse : parmi les autorités civiles et religieuses il y avait ce jour-là « M. Badiou, Maire de Toulouse et M. Borne commissaire à l'information » (bien plus tard en 1955 le Maire de Toulouse écrivit à Étienne Borne pour lui recommander son fils qui venait d'être admis au Lycée Louis-le-Grand : cf. lettre du 20 septembre 1955, archives Étienne Borne).

23 Cf. « Chrétiens : sommes-nous socialistes ? », Conférence du vendredi 9 mars 1945, pour la Jeunesse étudiante chrétienne, Toulouse (tapuscrit, Fonds Étienne Borne).

24 Le 21 mai Étienne Borne salua sous le titre « Au service de la vérité » le retour de Mgr de Solages à Toulouse après sa captivité en Allemagne. Puis, le 24 mai, à l'occasion de la rencontre à Toulouse des Semaines sociales prévue en juillet, Étienne Borne attira l'attention « Du côté des catholiques sociaux » pour annoncer les conférences prochaines de Joseph Folliet à l'Institut catholique de Toulouse. Le 29 mai l'éditorial rappela la mémoire du catholique social Albert de Mun.

25 Edmond Michelet, *Rue de la liberté. Dachau 1943-1945*, Éditions du Seuil, 1955. Étienne Borne fit une recension de ce livre : « Au-delà de l'enfer », *La Vie intellectuelle*, 26^{ème} année, novembre 1955, p. 6-16.

26 Étienne Borne fut invité le 3 décembre 1967 à participer les 27 et 28 janvier 1968 à la célébration de la mémoire de François Forain-Verdier à Toulouse par l'Association toulousaine des déportés, internés et familles de disparus de la Haute-Garonne (cf. Fonds Étienne B

22 août 1944 - Libération du village de Mézens (Tarn)

Par Jacques PÉCHAMAT

En ce quatre-vingtième anniversaire de la Libération lors de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les souvenirs des événements vécus se réveillent et se mêlent aux témoignages ainsi qu'à quelques documents officiels dont ceux conservés en mairie et aux propos entendus avec un affect d'enfant.

Au milieu du XIII^e siècle, le village de Mézens faisait partie du pays toulousain, avant d'appartenir pour longtemps au Montalbanais¹⁴⁵. C'est presque certainement à cette époque, sous le règne de Saint Louis, que les seigneurs de Rabastens, alors vassaux du Comte de Toulouse et bientôt après vassaux de la Couronne, édifièrent le château fort de Mézens. La limite du Toulousain et de l'Albigeois passait dans le ravin du « ruisseau de Passé », à l'est, au pied des murailles qui sont restées debout depuis 700 ans.

Le site a de nombreux témoignages des périodes préhistoriques et antiques, et même jusqu'à l'invasion des Visigoths. Quelle ne fut pas ma surprise en errant dans le nord arctique de la Russie de trouver la ville de Mezenskaia. Cette ville aujourd'hui de plus de 3500 habitants, est dans le nord de la Russie dans l'Oblast d'Arkhangelsk sur le fleuve « Mezen » qui se jette dans la Mer Blanche, dans la baie de « Mezen ». Reste des pérégrinations des Visigoths ?

Je suis né à Mézens où j'ai vécu jusqu'à mon entrée au lycée Fermat de Toulouse en Seconde mathématiques. Je n'avais aucun souvenir personnel de mon père jusqu'à ce qu'il revienne de captivité en mai 1945, sauf une photo où je suis dans ses bras alors qu'il est en uniforme lors de sa dernière permission avant le départ pour le front. Ainsi, avec ma mère, ma vie d'enfant s'est déroulée dans mon village et mon père n'existait que par sa photo, son souvenir, et les rares courriers censurés jusqu'à juin 1945 quand il revint. Alors qu'il apparaissait sortant d'un train de rapatriés, les spectacles de la locomotive, de la foule, de la Croix-Rouge et des autorités qui accueillaient les revenants étaient, pour moi, bien attrayants. Après les festivités de la famille et des amis, il me fallut accepter la présence encombrante de ce père, et que mon chat partage ses caresses...

¹⁴⁵ Mézens est dans le département du Tarn, mais limitrophe du département de Haute-Garonne ; à 28 km au nord-est de Toulouse, à 36 km au sud-est de Montauban. 250 habitants en 1944-1945, Mézens a 525 habitants de nos jours.

Quatre ans d'occupation du village par des unités la Wehrmacht

Notre village autour de son château féodal est en position stratégique, en vigie entre les vallons boisés du bas-Quercy au Nord, le ravin du ruisseau du Passé à l'est et la plaine toulousaine à l'Ouest et au Sud. Cette position est renforcée au sud et à l'ouest par le large cours du Tarn ; les traces de la colonisation romaine puis des Visigoths en sont témoin. Ainsi, tenant le village et le coteau immédiats, l'unité du Reich, dont le commandement et les moyens principaux étaient installés dans le village autour du château, reproduisait le dispositif installé par le Comte de Toulouse au Moyen Âge avec le premier fort.

J'ai le souvenir des soldats allemands qui vivaient dans l'Orangerie, et le Tinal, la fontaine du village et le lavoir communal, les fermes et maisons réquisitionnées. Ces soldats nous tendaient des friandises, nous les épiions depuis la place du village qui était notre aire de jeux. Ils nous observaient aussi notamment lorsque nous chantions La Marseillaise, sous l'autorité de notre institutrice, conformément aux ordres de Vichy, une fois par semaine.

Les évènements du 3 mai 1942

Le 3 mai 1942, à la suite de la démission de maire M. Maurice de Solages, consécutivement à son refus personnel d'appliquer les directives du gouvernement de Vichy, un conseil municipal exceptionnel est réuni sous la présidence du premier adjoint, mon grand-père Péchamat. Ce conseil entérine la démission de Monsieur de Solages et prend la décision de demander au préfet du Tarn de nommer maire M. Paul Fauré et de l'installer dans ces fonctions.

Les évènements tragiques de cette période furent la lutte entre les unités de l'occupant et les unités de la Résistance ; il y eut les opérations des F.F.I. dans l'environnement, dans les coteaux boisés au nord du village. Dans le village, la cohabitation des militaires allemands avec la population fut difficile, notamment du fait du logement obligatoire des cadres de la Wehrmacht, ainsi que la protection des personnes fragiles comme ma mère et moi pour qui M. Fauré dut batailler pour qu'elle ne soit pas soumise à héberger un sous-officier allemand dans sa maison alors que son statut de femme de prisonnier devait l'en préserver.

Il faut souligner la présence de réfugiés sensibles qui devaient être protégés : un jeune juif, Sacha, fut même caché dans le château par Monsieur et Madame Maurice de Solages, arrivé en juillet 1942 après avoir échappé à la rafle de Paris ; il y demeura deux ans. Monsieur Jira, ancien dirigeant au gouvernement de la Tchécoslovaquie, est venu après le « Coup de Prague », se cacher avec sa femme et son fils Jacques, un temps au village dans une maison isolée puis dans une ferme de famille.

La libération le 22 août 1944

Un souvenir majeur a été la Libération, dont je n'ai compris à l'époque que la fuite des Allemands, et le retour de la paix alors que le retour de mon père ne se produisit que neuf mois après, soit en juin 1945, du fait de l'éloignement de la province d'Autriche où il avait été retenu prisonnier. Le tambour des annonces publiques fait le tour du village avec une énergie exceptionnelle et annonce la convocation de toute la population sur la place de l'Eglise, comme le montrent les photos, de faible qualité, trouvées chez mes beaux-parents et heureusement conservées (voir en fin d'article).

La population rassemblée, une petite unité militaire, sous les armes, défile du parc du château vers la place et prend position devant la mairie.

Dans la salle de la mairie, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) du canton de Rabastens, sous la présidence de M. Rouberty délégué cantonal des F.F.I. et représentant le gouvernement provisoire de la République, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, prononce la déchéance du conseil municipal. Puis il installe le Comité Communal de Libération Nationale de Mézens qui est composé de Monsieur Henri de Solages président, et de MM. Gay Georges, Viguier Eloi, Vialard Gaston et Rouaix Pierre, et donne à M. de Solages tous les pouvoirs et prérogatives nécessaires pour assurer la mission qui lui est confiée de Président du Comité Communal de Libération Nationale de Mézens.

Des traces du séjour de l'unité de la Wehrmacht sont encore visibles dans un bâtiment du Château de Mézens.

Année 1995

Le temps a passé et le processus de reconnaissance de la bravoure et de l'humanisme a fait son chemin. Ainsi face aux risques très graves pris pour le village et surtout pour eux-mêmes et les leurs, l'engagement humaniste de citoyens dans cette période terrible devant être proclamé à nos concitoyens, le comité français pour YAD VASHEM a désigné **Madame Claire de Solages (1906-1994) et Monsieur Maurice de Solages (1897-1960) « JUSTES PARMI LES NATIONS »** dans le réseau « Villes et Villages des Justes de France ».

Remerciements

Je remercie particulièrement Monsieur le Maire de Mézens pour ses recherches dans les archives de la mairie et Monsieur Hubert de Solages pour sa coopération pertinente au rappel des événements graves auxquels sa famille a fait face.





Photos de la période de la Libération à Mézens.

L'ANNÉE 1944 DANS LES MÉMOIRES DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE TOULOUSE

Par Yves Le Pestipon

L'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse en 1945, un an avant son deux-centième anniversaire, publia, chez le libraire et imprimeur Édouard Privat, ses *Mémoires* concernant l'année 1944. On y lit, à la page VII « L'État des membres » au 1^{er} novembre 1944. Le Président était alors l'abbé Raymond Corraze, le Directeur le docteur Albert Sallet, le Secrétaire perpétuel François Galabert. C'est seulement dans les *Mémoires* publiés, au troisième trimestre de l'année 1949 par l'Imprimerie toulousaine, que l'on trouve une unique trace des activités de l'Académie lors des derniers moments de l'année 1944 : le texte de la communication de Marcel Sendrail prononcée le 10 décembre, sur la « Biologie de la vieillesse¹⁴⁶ ». Ce volume relativement court (152 pages) présente les travaux de l'Académie pendant les années 1945 et 1946. Il ne comporte aucun texte liminaire à moins que l'on ne considère comme tel le discours prononcé le 8 décembre 1946 par le président, d'alors - Léon Dutil - sur « le bicentenaire de l'Académie¹⁴⁷ ». On lit au dos de la page de couverture : « le titre, l'État des membres de l'Académie et la Nécrologie seront envoyés avec le dernier fascicule du volume ». Ce fascicule annoncé¹⁴⁸ n'apparaît nulle part. Il est vrai que ce volume 1945-1946 précède un relatif désordre dans la publication des *Mémoires*. Le volume suivant, publié en 1954 par l'Imprimerie toulousaine concerne les années 47-48. Le volume suivant encore, publié en 1956, concerne les années 1948-1956. Ce n'est qu'à partir de 1958 que l'on retrouve une publication annuelle des *Mémoires*.

Le volume des *Mémoires* concernant l'année 1944¹⁴⁹ a donc ceci de remarquable qu'il est important (361 pages), qu'il succède à une série ininterrompue de publications annuelles depuis 1846, et qu'il précède une crise manifeste des

¹⁴⁶ Marcel Sendrail, « Biologie de la vieillesse », *Mémoires de L'Académie...*, 1945-1946, p. 19-38.

¹⁴⁷ Léon Dutil, « Le Bicentenaire de l'Académie », *Mémoires de L'Académie...*, 1945-1946, p. 1-8. Ce discours ne revient pas sur l'année 1944.

¹⁴⁸ On lit sur la page de couverture « Fascicule I », mais le second fascicule est introuvable dans la bibliothèque de l'Académie.

¹⁴⁹ Et, bien sûr, la fin de l'année 1943, puisque l'année académique, qui commence au début de l'automne, n'est pas identique à l'année civile.

publications de l'Académie¹⁵⁰ qui ne prit fin qu'en 1959. Le Débarquement, les combats de la Libération de Toulouse n'interrompirent pas l'activité de publication. La crise se produisit ensuite.

Ce volume ressemble formellement à ceux de 1943, 1942, 1941, 1940, 1939 et à ceux de 1958, 1959, 1960... Après un « Avis essentiel » précisant que les opinions formulées dans ses *Mémoires* n'engagent pas l'Académie, la page de garde, qui comporte une petite image de Pierre Fermat, indique qu'il s'agit du tome VI de la treizième série, édité à Toulouse par Édouard Privat, libraire éditeur. Suivent la liste des Bienfaiteurs de l'Académie, puis l'État de ses membres, ainsi que la Nécrologie. Se succèdent alors quinze textes, qui aboutissent à une « lettre inédite de Fermat ». On rencontre enfin « Le Bulletin des travaux de L'Académie », la liste des « Ouvrages offerts », le « Programme des prix pour les années 1945 et 1946 ». Le volume s'achève par la « Table des matières » (p. 361).

Aucun article ne porte sur la situation politique locale, nationale ou internationale de 1944. La Guerre et l'Occupation seraient absentes si on ne lisait dans l'éloge de M. Lécrivain, mort en janvier 1942, que ce personnage, en mourant, eut du moins la consolation d'avoir ses deux fils à ses côtés « malgré les difficultés, qui, à cette époque, s'opposaient à la traversée de la ligne de démarcation¹⁵¹ ».

On y lit aussi, dans le « Bulletin des travaux de l'Académie », que lors de la séance du 25 novembre 1943, M. Duffour, président sortant, « rappelle l'attentat dont a été victime le 10 octobre, notre confrère M. l'avocat général Lespinasse ». On retrouve le nom et les titres de ce personnage dans la Nécrologie (p. XVI-XVII). C'est lui qui aurait dû prononcer avec Robert Mesuret la communication du 6 décembre 1943 : « Documents inédits sur Antoine Troy et ses fils » (imprimé p. 33). Pierre Lespinasse est surtout célèbre pour avoir dit à Marcel Langer, lors de son procès : « vous êtes juif, étranger et communiste, voilà trois bonnes raisons pour que vous soyez exécuté » ... Cet abominable homme fut exécuté, le 10 octobre 1943, allée des Demoiselles à Toulouse par le résistant Enzo Lorenzi. Les *Mémoires* de 1944 ne font aucun commentaire politique ou moral. Le Président Duffour semble s'être contenté de « rappeler l'attentat, sans reprendre les mots de *La Dépêche*, qui parle d' "odieux attentat" et sans redoubler le discours du préfet qui annonça « une répression qui sera exemplaire ».

Son successeur se montra apparemment plus engagé, ou du moins plus empathique, le jeudi 15 juin 1944, quand il évoqua l'arrestation par les Allemands du chanoine Zéphyrin Carrière, qui enseignait la chimie à l'Institut Catholique. « Monsieur

¹⁵⁰ Une explication de cette crise se devine en lisant ces phrases de Léon Dutil dans son discours de 1946, quand il s'interroge sur l'absence de cérémonie de commémoration du Bicentenaire : « Comment pouvions-nous le célébrer ? Toute festivité dispendieuse nous était interdite par la pénurie de nos finances. Il n'y a point de honte à reconnaître cette pénurie, qui est commune, de notre temps, à bien des gens. L'Académie est en réalité une petite rentière, et l'on sait assez le sort des petits rentiers dans notre monde de vie chère, devant la chute hallucinante de la monnaie » (p. 3)

¹⁵¹ François Galabert, « Éloge de M. Lécrivain », p. 10

le Président exprime la sympathie de l'Académie pour M. le chanoine Carrière, notre Secrétaire-adjoint, qui vient d'être arrêté et envoyé en Allemagne ». Le chanoine passa presque une année au camp de Neuengamme, mais il eut la chance de ne pas finir, comme beaucoup des prisonniers de ce camp, dans la tragédie des bateaux coulés, par des aviateurs anglais, dans la baie de Lübeck. Zéphyrin Carrière proposa, le 2 mai 1946, une communication à l'Académie, sur « la Tribo-luminescence du caoutchouc » ...

Le Président Raymond Corraze, qui avait été curé de Cugnaux, n'insista apparemment pas sur cette arrestation qui dut le toucher, et émouvoir l'Académie. Il laissa vite la parole à Pierre de Gorsse, qui parla de « Madame de Kruner avant la Sainte Alliance, qui fut, entre Saint-Jean-de-Luz et Barèges, pendant la Révolution et l'Empire une femme charmante, intelligente, et qui se prit pour une « prophétesse ». Voilà les derniers mots du texte de la communication : « les pages les plus touchantes de Paul et Virginie ».

Ce 15 juin, les Américains attaquent le Cotentin. Le Débarquement avait neuf jours. Les *Mémoires* ne reproduisent rien de ce que dirent, peut-être, à ce propos, certains des académiciens dans l'hôtel d'Assézat, en écoutant parler de Madame de Krudener, qui vers 1790 « exerça à Barèges le frivole empire de la mode ».

Rien ne fut imprimé non plus de ce qu'ils dirent peut-être de l'attentat qui se produisit le 1^{er} mars 1944, à Toulouse, et qui visait un haut lieu de la collaboration, le cinéma des Variétés à Toulouse. Pas un mot pour ou contre ces militants du MOI. Les *Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse* ne sont pas *La Dépêche* qui tonna contre les juifs, les étrangers, à l'origine de ce qu'elle appelait un « odieux attentat ». Le lendemain – le 2 mars – dans le Salon rouge de l'hôtel d'Assézat, Monsieur Cazals de Fabell proposait un « Essai sur la nature des verbes grecs composés ».

On lit dans le compte rendu de ce jour-là que l'Académie prit connaissance de la « circulaire du Directeur de l'Office national météorologique, relative au "secret météorologique" (interdiction de communiquer tout renseignement météorologique, même ancien) ». Nul apparemment ne contesta cette invitation au silence. On s'occupa plutôt d'élire trois correspondants nationaux, et trois associés ordinaires. L'Académie ne manquait pas de candidats, et même de qualité.

Il est étonnant, pour un lecteur ou une lectrice de 2024, que cette fille du Siècle des Lumières, dans ses *Mémoires* de 1944, publiés en 1945, ne jugeât pas bon de présenter quelque texte relatif à la Libération de Toulouse, le 19 août 1944. Il est remarquable qu'on ne rencontre aucune phrase de son Président, ou même d'un de ses membres, pour porter un regard légèrement rétrospectif sur cette bouleversante année. Certes, l'Académie ne prétend pas émettre des opinions politiques. Elle se consacre aux Sciences et aux Belles-Lettres, *sub specie aeternitatis*. On remarque cependant que dans les *Mémoires* de l'année 1941, fut publiée l'allocution de son président prononcée lors de la visite de Pétain à l'hôtel d'Assézat, à l'invitation des Jeux Floraux, qui obtinrent ce jour-là leur plus significatif succès du siècle¹⁵².

¹⁵² Notons cependant que cette Académie ne dit rien de considérable événement, qui fit sa fierté, dans le livre qu'elle se consacra en 2024.

L'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse, à ce qu'on lit dans des *Mémoires*, collabora, et fut plus soucieuse de publier son « Maréchal nous voilà » de 1940 que de se réjouir publiquement de la Libération de Toulouse en 1944.

Il est vrai que, selon ses *Mémoires*, bien des sujets furent traités par elle cette année-là :

Éloge de Monsieur Lécivain, par Fr. GALABERT

Chansons politiques et chansons populaires par M. E. -H. PERREAU

Documents inédits sur Antoine de Troy et ses fils par MM. Pierre LESPINASSE et Robert MESURET

Un capitoul perpétuel : David de Beaudrigue (1745-1765) par M. Léon DUTIL

Un grand livre occitan oublié : « La conquête d'Albigeois » par Ernest Roschach ou le roman d'un après-guerre, par M. Raymond LIZOP

La corporation des brodeurs toulousains au XVI^e siècle, par M. Raymond CORRAZE

Essai sur la nature des verbes composés en grec, par M. G. CAZALS DE FABEL

Le compagnonnage, par M. Joseph PRADELLE

Étiologie populaire d'Annam, par M. le Docteur Albert SALLET

Le miracle devant l'opinion médicale, par M. le Docteur LAFFORGUE

Les botanistes aux Pyrénées : Léon Duffour (1780-1865), par M. H. GAUSSSEN

Madame de Krudener avant la Sainte-Alliance, par M. Pierre de GORSSE

L'inventaire mobilier de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres, en 1793, par M. Paul MESPLÉ

La carbonisation des bois verts, hérésie économique, par M. Casimir CÉPÈDE

Une lettre oubliée de Fermat, par M. C. DE WAARD.

Toutes ces communications furent prononcées par des hommes : pas de femmes, en 1944, dans le Salon rouge de l'hôtel d'Assézat.

La plupart des sujets traités sont historiques. Il est question d'Antiquité, de Moyen Age, de XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècle, et on ne dépasse pas le XIX^e siècle avec les « Chansons populaires et politiques », ni avec la « Sainte Alliance », ou Léon Duffour, « botaniste pyrénéen ». S'il est question d'un écrivain du XX^e siècle, c'est à propos d'un livre sur les Cathares... Tout serait franco-français, s'il n'était question de l'« étiologie populaire d'Annam », cette région d'Indochine qui était alors une colonie française. Peu de sciences. Pas de mathématiques. Pas de physique. Pas de géologie. Pas d'astronomie. Pas non plus de technologie. De la médecine, mais à propos des miracles, qui ont plutôt la faveur du catholique docteur Lafforgue. Seul l'article sur la « carbonisation des bois verts » traite d'un sujet technique, avec des implications immédiates, tant on manquait alors de sources d'énergie. Son auteur met en garde les « charbonniers contre une "véritable hérésie industrielle" ».

L'article sur le compagnonnage, s'il est historique, a une portée politique dans la mesure où le régime de Vichy crut possible de trouver quelque appui du côté des compagnons. Il finit par un éloge du travail, qui sent bon la devise de l'État français : « Je fais des vœux sincères pour que la Gloire, la Vertu, la Science compagnonniques trouvent des adeptes, ayant, comme au Moyen Age, la foi dans la destinée ouvrière, dans la beauté et la grandeur du Travail ».

À ces textes, il faut ajouter la communication, publiée dans les *Mémoires* 1945-1946, mais qui fut prononcée le dimanche 10 décembre 1944, lors d'une séance publique, par le professeur Marcel Sendrail : « Biologie de la vieillesse ». C'est une critique de ce que certains appellent au XX^e siècle avec mépris le « jeunisme » et une méditation, peu scientifique, sur la valeur possible de la vieillesse, à condition, selon la conclusion, de donner à la vie « le plus possible de durée spirituelle ». Rien, sur les jeunes gens qui mouraient sur les champs de bataille en ce mois de décembre 1944 ! « À quel prix cette humanité, enivrée de son printemps, pourrait-elle estimer l'expérience prétendue des vieillards ? Elle s'irrite de leur témoignage ou même de leur seule existence. Elle tourne en dérision leurs facultés délabrées, quand elle n'accuse pas d'obstination scélérate, avec laquelle ils obstruent les voies de l'avenir, accaparent biens, titres ou fonctions, ou perpétuent des abus pour eux seuls profitables ». ¹⁵³

Il n'y eut, à lire les *Mémoires* publiés, aucune communication en octobre et novembre 1944 ¹⁵⁴.

Les communications publiées de l'année 1944 sont de qualité, selon les critères académiques. Elles sont bien écrites, puissamment documentées, ni trop longues, ni trop brèves, et diverses. C'est du travail sérieux.

Elles témoignent ensemble d'un refus concerté de se mêler de la fureur du monde. Elles ne portent même pas sur elle ce que Lévi-Strauss appelle un « regard éloigné ». Pas de regard, et quasiment pas de mots.

On peut le regretter, tant il est vrai qu'on aurait aimé lire, depuis 2024, dans les *Mémoires* de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse, plus d'enthousiasme pour la Libération, plus de compassion pour les victimes de la guerre, un regard interrogatif et lucide sur les temps qui s'annonçaient.

¹⁵³ *Mémoires de l'Académie*, 1945-1946, p. 19.

¹⁵⁴ Les archives manuscrites indiquent qu'il y eut une séance sans communication le 9 novembre 1944, puis une seconde séance sans communication le 7 décembre 1944. La première se tint dans le local de la Société d'Archéologie. L'une et l'autre furent présidées par l'abbé Corraze. La première fut consacrée à des nouvelles de décès et de mariage, au leg de monsieur Planet qui donne à l'Académie un tableau que l'on voit toujours dans le Salon Rouge, et à la lecture du rapport sur les prix. Seule allusion à la guerre : le vœu, émis par le président d'un prompt retour d'Allemagne du Chanoine Carrière. Le 7 décembre, alors que douze membres seulement sont réunis, on procède à quelques éloges, et Marcel Sendrail donne connaissance à l'Académie de l'exposé qu'il fera lors de la séance publique du 10 décembre. Ce jour-là, l'abbé Corraze « évoque en termes éloquents et très applaudis les notions de France, Patrie, Liberté, et se félicite des événements heureux de ces vacances. IL regrette la déportation dont a été victime notre Secrétaire adjoint, monsieur le Chanoine Carrière ». Place ensuite à « Biologie de la Vieillesse ».

D'aucuns diront qu'il y eut là une forme de lâcheté, et même de complicité avec le mal, lorsque l'Académie programma, après qu'il eut été liquidé par un résistant, un collaborateur aussi affreux que Pierre Lespinasse.

On peut voir aussi cette discrétion comme un forme de résistance : tandis que pleuvaient les bombes, que mouraient des jeunes gens sur les plages de Normandie, dans les Maquis de la Montagne noire ou du Périgord, dans des rues proches de l'Hôtel d'Assézat, l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse persévérait dans l'être en respectant ses rites, ses traditions, son goût des Lettres.

Dans *Le Livre du Rire et de l'oubli*, alors qu'il évoque « Le Coup de Prague » du 21 août 1968, Milan Kundera écrit : *On était au mois d'août et les poires étaient mûres dans le jardin. Une semaine plus tôt, maman avait invité le pharmacien à venir les cueillir. Mais le pharmacien n'était pas venu et ne s'était même pas excusé. Maman ne pouvait pas le lui pardonner, ce qui mettait hors d'eux Karel et Markéta (son fils et sa bru). Ils lui faisaient des reproches : « tout le monde pense aux tanks, et toi tu penses aux poires ». Puis ils avaient déménagé, avec le souvenir de sa mesquinerie.*

Seulement les chars sont-ils vraiment plus importants que les poires ? À mesure que le temps passait, Karel comprenait que la réponse à cette question n'était pas aussi évidente qu'il avait toujours pensé, et il commençait à éprouver une secrète sympathie pour la perspective de maman, où il y avait une grosse poire au premier plan et quelque part, loin en arrière, un char pas plus gros qu'une bête à bon dieu qui va s'envoler d'une seconde à l'autre et se cacher aux regards. « Ah oui ! c'est en réalité maman qui a raison : le tank est périssable et la poire est éternelle ».

1944-1945 : 80 ans après.
Contributions à la mémoire collective
de la Seconde Guerre mondiale

Table des matières

| | |
|--|--------|
| J.-B. Hiriart-Urruty, <i>Introduction</i> | p. 5 |
| F. Besson, <i>Une femme messagère de la Résistance à Toulouse</i> | p. 13 |
| J.-B. Hiriart-Urruty, <i>Les prisonniers de guerre en Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale : Témoignages à partir de souvenirs familiaux</i> | p. 27 |
| M. Quintard, <i>Le fils du forgeron de Saint-Félix dans la tourmente de la guerre : Témoignages à partir de souvenirs de famille</i> | p. 41 |
| F. Couderc, « <i>Le rouge-gorge</i> » : <i>Robert Deltheil, 1944-45</i> | p. 47 |
| J.-C. Meyer, <i>Les déportés d'honneur toulousains</i> | p. 71 |
| M. Lugassy, <i>L'Armée juive, une organisation nationale née à Toulouse</i> | p. 89 |
| H. Berkovits née Zalberg, <i>Les périples d'une enfant juive cachée dans le Tarn-et-Garonne pendant la deuxième moitié de la Seconde Guerre mondiale</i> | p. 103 |
| B. Hubert, <i>Le philosophe Etienne Borne à la Libération : commissaire régional à l'information et éditorialiste de La Victoire</i> | p. 131 |
| J. Péchamat, <i>22 août 1944 - Libération du village de Mézens (Tarn)</i> | p. 149 |
| Y. Le Pestipon, <i>L'année 1944 dans les Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Toulouse</i> | p. 155 |